



**HAL**  
open science

**“ Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m’engage à servir de mon mieux Dieu, l’Église et la patrie ”. Engagement scout, engagements résistants, les scouts de France dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale (1940-1945)**

Manon Radiguet de La Bastaïe

► **To cite this version:**

Manon Radiguet de La Bastaïe. “ Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m’engage à servir de mon mieux Dieu, l’Église et la patrie ”. Engagement scout, engagements résistants, les scouts de France dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale (1940-1945). Histoire. 2018. dumas-02086417

**HAL Id: dumas-02086417**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02086417v1>**

Submitted on 1 Apr 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – U.F.R. d'histoire  
Master Histoire des Sociétés occidentales contemporaines  
Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle

« Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m'engage à servir de mon mieux Dieu, l'Église et la patrie » : engagement scout, engagements résistants, les scouts de France dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale (1940 – 1945)



Mémoire de Master 2 recherche préparé sous la direction de Fabien THEOFILAKIS  
Présenté par Manon Radiguet de la Bastaïe

Juin 2018

Année universitaire 2017 – 2018

Couverture : Cérémonial du départ routier, illustration de l'ouvrage de Roger Guichardan, *Jean Traversat : (Étienne Duché), scout-routier, un héros de la Résistance*, Paris, Bonne presse, 1945, p. 75

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – U.F.R. d'histoire  
Master Histoire des Sociétés occidentales contemporaines  
Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle

« Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m'engage à servir de mon mieux Dieu, l'Église et la patrie » : engagement scout, engagements résistants, les scouts de France dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale (1940 – 1945)

Mémoire de Master 2 recherche préparé sous la direction de Fabien THEOFILAKIS  
Présenté par Manon Radiguet de la Bastaïe

Juin 2018

Année universitaire 2017 – 2018

## REMERCIEMENTS

Je souhaiterais tout d'abord adresser mes remerciements aux personnes qui m'ont aidée dans la réalisation de ce mémoire.

En première lieu, je remercie vivement M. Fabien Théofilakis, maître de conférence à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, pour l'aide et le temps qu'il m'a consacrés. En tant que directeur de mémoire, il m'a guidée dans mon travail, m'a aidée à problématiser ma recherche et m'a apporté un soutien continu et bienveillant dans la recherche et la rédaction durant ces deux années.

Je remercie également le père Hervé Tabourin, du Mémorial national des scouts morts pour la France, pour sa grande disponibilité, pour m'avoir permis d'accéder aux archives et pour m'avoir orientée dans mes recherches. Je remercie par ailleurs la communauté de la Sainte-Croix de Riaumont pour son accueil chaleureux. Le dévouement et la gentillesse des moines ont été précieux dans la rédaction et l'élaboration de ce travail.

Je remercie ensuite les personnes qui m'ont apporté conseils, aides et idées durant ces deux années, notamment M. Gaëtan Bonnot, pour l'aide précieuse qu'il m'a donnée en informatique pour constituer ma base de données. Je souhaiterais également remercier la communauté scout : le père Nicolas Troussel, aumônier du groupe scout de Notre-Dame des Champs (Paris, VI<sup>e</sup> arr.) ; Camille Badina, Élise Dravigny, Claire-Emmanuel Gastal, Marie Krebs, Arthur d'Illiers et Édouard Savier, chefs et cheftaines mais également amis, soutiens et relecteurs ; et enfin les jeannettes, qui m'ont rappelé à chaque sortie qu'avant d'être un objet d'étude, le scoutisme était tout d'abord une source de joie et de progression.

Je remercie également tous ceux avec qui, au fil de discussions, des idées ont germé et se sont ordonnées, mais également ceux qui m'ont permis de m'aérer l'esprit quand cela devenait nécessaire, notamment Ophélie Koziar, Juliette Ondet, Sophie Pinsseau et Claire de Resseguier, ainsi que Pascale, Patrick et Marie-Françoise Radiguet de la Bastaïe pour leurs corrections, leur réconfort et leurs encouragements. Je tiens par ailleurs à remercier également la machine à café de la bibliothèque de la Sorbonne, ainsi que celles de toutes les bibliothèques fréquentées durant ces deux années, qui ont été des soutiens constants et essentiels. Et pour finir, je remercie Briec Lahellec pour ses encouragements quotidiens, ses conseils, sa patience et son humour durant cette deuxième année de recherche et d'écriture.

## SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	4
SOMMAIRE.....	5
TABLE DES ABREVIATIONS.....	7
INTRODUCTION.....	8
PARTIE I - 17 juin 1940 – 8 novembre 1942 : Sous Vichy ou sous l'Occupation, une jeunesse scoute entre enthousiasme, défiance et résistance.....	37
Chapitre 1 – 1940 : Le scoutisme à l'épreuve de l'armistice et de ses bouleversements.....	38
I.Des départs ponctuels vers l'Angleterre : une première résistance qui peine à se faire entendre.....	38
II.Le scoutisme de captivité des prisonniers de guerre (1940 – 1942) : de la relative défiance de l'autorité allemande au soutien spirituel.....	47
III.Le scoutisme à l'épreuve de l'armistice et de la clandestinité au nord de la ligne de démarcation.....	56
Chapitre 2 – 1940 – 1942 : Des questionnements grandissants ?.....	65
I.Le patriotisme, fer de lance de la pédagogie scoute et première justification de l'engagement... résistant ou non.....	65
II.Rejoindre la résistance intérieure qui s'organise.....	75
III.Les Chantiers de la jeunesse, incubateur et retardateur d'engagement de la jeunesse scoute ?.....	81
PARTIE II - 8 novembre 1942 – 6 juin 1944 : Résister contre l'Allemand, résister contre Vichy ? Le poids de l'obéissance contre l'engagement dans une Résistance aux formes et aux ennemis multiples.....	91
Chapitre 3 – Le choc du STO sur la jeunesse scoute, entre « apostolat » et clandestinité.....	92
I.De la réquisition à l'organisation des réseaux d'Action catholique.....	92
II.Du « missionnaire » au « martyr » : le reproche d'un prosélytisme religieux ou d'un esprit anti-allemand ?.....	109
Chapitre 4 – Résistance intérieure, Résistance extérieure, un engagement en hausse et majoritairement solitaire (novembre 1942 – juin 1944).....	119
I.Le choix du maquis : une désobéissance à l'Église, au scoutisme, à l'État.....	119

II. Une Résistance intérieure qui s'étoffe de façon majoritairement individuelle.....	131
III. Quitter la France pour agir dans l'Empire.....	144
PARTIE III - 6 juin 1944 – 8 mai 1945 : Du débarquement à la Libération, de l'engagement résistant massif et tardif au sacrifice de sa vie.....	154
Chapitre 5 – Le débarquement de Normandie ou l'entrée massive en résistance de la jeunesse scout : renouer avec l'idéal du scoutisme ?.....	155
I. La mobilisation générale des maquis.....	155
II. La conscience de la mort : la répression radicalisée de la Résistance.....	162
III. Le combat pour la France : renouer avec l'idéal routier ? .....	172
Chapitre 6 – De la mort à l'hommage : l'engagement scout, l'engagement résistant, un vecteur de sacrifice pour la patrie et d'héroïsme chrétien ?.....	181
I. Le retour ultime en France, ou mourir à l'étranger.....	181
II. Rendre hommage aux morts : la célébration posthume de l'armée et de l'État.....	191
III. Mémoire et portrait posthumes : la mort « en service », vecteur d'héroïsme et de sainteté ?.....	199
CONCLUSION.....	208
ANNEXES.....	214
ETAT DES SOURCES.....	228
BIBLIOGRAPHIE.....	267
TABLE DES ANNEXES.....	274
TABLE DES MATIERES.....	275

## TABLE DES ABREVIATIONS

*Pour le vocabulaire propre au scoutisme, un index est consultable dans les annexes, p. 214*

ACT : assistant chef de troupe

CC : chef de clan

CD : commissaire de district

CG : chef de groupe

CM : cheftaine de meute

CN : commissaire national

CT : chef de troupe

AS : Armée Secrète

MUR : Mouvements unis de la Résistance

NAP : Noyautage des administrations publiques

OCM : Organisation civile et militaire

ORA : Organisation de Résistance de l'armée

UNCA : Union de Navigation et de Camping de l'Anjou



## INTRODUCTION

« La jeunesse n'est pas le temps des arrangements, des compromis ; le jeune homme exige l'absolu. »<sup>1</sup>

En 1926, l'écrivain français et catholique François Mauriac publie un essai intitulé *Le Jeune Homme*, dans lequel il poursuit la description de l'homme au seuil de ses 20 ans, qu'il avait commencée dans son recueil de poésie *L'Adieu à l'adolescence*, publié en 1911. Les grands débats qui traversent ses écrits – la foi, l'amour, la passion, la jeunesse – sont le reflet de ses propres attermoiements intérieurs. Proche du christianisme social, défendant les républicains espagnols après avoir été du côté des nationalistes, il consomme peu à peu une rupture avec la droite nationaliste, sa première famille politique. Attiré dans un premier temps par le régime de Vichy et la Révolution nationale, il publie en 1941 *La Pharisienne*, sorte de critique implicite du nouveau régime, et s'engage dans la Résistance en adhérant au Front national des écrivains et en participant à l'écriture des *Lettres françaises*, publication littéraire clandestine créée en septembre 1942<sup>2</sup>. En s'intéressant à la jeunesse – qu'il fixe à la vingtaine d'années – François Mauriac s'intéresse à son caractère « absolu », c'est-à-dire intransigeant : selon lui, le jeune ne s'arrange d'aucun accommodement et agit sans se compromettre et selon ce qui les valeurs qui l'animent. Dans l'avant-propos de son essai, il estime d'ailleurs que le jeune homme est « une force vierge qu'aucune spécialité ne confisque : il ne renonce à rien encore ; toutes les routes l'appellent. Voilà le bref espace de temps où nous ne sommes condamnés à l'immolation d'aucune part de nous-mêmes [...]. C'est le temps de la débauche et de la sainteté, le temps de la tristesse et de la joie, de la moquerie et de l'admiration, de l'ambition et du sacrifice, de l'avidité, du renoncement... Ce qui s'appelle un homme fait s'obtient au prix de quelles mutilations ! »<sup>3</sup>

Ces quelques lignes de l'essai de François Mauriac permettent d'appréhender une certaine définition littéraire – sinon historique – de la jeunesse. La jeunesse est l'âge de l'engagement et l'âge des choix entre « débauche » et « sainteté », « avidité » et « sacrifice » : le jeune homme ne fait rien à moitié lorsqu'il choisit un idéal à suivre<sup>4</sup> ; celui qui ne sait plus s'engager de façon absolue – sans compromis – n'est plus jeune. Ainsi, la jeunesse se vit, elle est synonyme de volonté, d'idéal, de témérité. Il faut bien sûr garder à l'esprit qu'il s'agit d'une forme particulière de la jeunesse, celle

---

1 François Mauriac, *Le Jeune Homme*, Paris, Hachette, 1926, p. 60

2 La courte biographie de François Mauriac est tirée de l'ouvrage en deux volumes de Barré Jean-Luc, *François Mauriac: bibliographie intime, t.1 1885-1940*, Paris Fayard, 2009, et *François Mauriac: bibliographie intime, t.2 1940-1970*, Paris, Fayard, 2010

3 François Mauriac, *op. cit.*, avant-propos, p. 10-11

4 Nous étendons cette définition de la jeunesse à la femme également dans cette étude.

qui s'engage et qui se bat pour ses idées, mais que la jeunesse dans son entièreté ne saurait être caractérisée par cette soif d'absolu, quel qu'il soit. Cette quête de l'idéal – pour le préserver et pour en vivre – et cette soif d'engagement peuvent également être évoquées lorsqu'il s'agit de décrire la Résistance<sup>5</sup>. Croire en un idéal, l'incarner et se battre pour le préserver face à l'occupant allemand, voire face à Vichy, ce pourrait être la description de ce qu'ont entrepris et vécu les femmes et les hommes qui ont constitué les rangs de la Résistance.

En tant qu'historien, définir et cerner cet idéal – le singulier est en réalité trompeur tant les causes et les motifs d'entrée en résistance ont été multiples et personnels<sup>6</sup> – n'est pas aisé. Afin de circonscrire cette définition et cette recherche, nous avons choisi le prisme de la jeunesse, et plus particulièrement de la jeunesse catholique engagée au sein du mouvement des Scouts de France<sup>7</sup>. En effet, afin de réduire le champ de recherche, nous avons retenu le critère de l'âge principalement, critère sur lequel nous reviendrons plus en détails par la suite. La définition de François Mauriac de la jeunesse comme l'engagement absolu pour la poursuite de son idéal, se rattache également à un âge particulier. Elle complète celle que nous avons retenue pour cette recherche. Gardons donc à l'esprit que la jeunesse particulière que nous étudions caractérise celui qui combat pour ses idées mais revêt aussi la dimension d'âge : elle lie à la fois quête de l'idéal et jeune âge. C'est à travers cette lecture que nous sommes intéressé aux liens entre la Résistance et le scoutisme catholique, deux entités au sein desquelles l'idéal et la jeunesse ont des places importantes, sinon majeures, mais également au sein desquelles l'engagement, le dévouement et la fidélité à une parole donnée sont incontournables. Bien entendu, nous n'oublions pas que c'est une certaine jeunesse, une jeunesse catholique et engagée dans le scoutisme, qui entretient des liens avec la Résistance et qui y entre plus ou moins tardivement, que nous étudions.

## **1. Situation militaire de la France entre septembre 1939 et juin 1940**

L'étude de cette jeunesse particulière s'ancre dans un contexte militaire, politique et religieux qu'il convient de rappeler brièvement.

---

5 La définition de ce qu'est la Résistance et l'emploi de majuscules ou de minuscules pour en parler sont détaillés plus loin dans cette introduction, à partir de la page 14.

6 L'idéal scout, qui constitue le prisme de notre étude, motive les engagements résistants mais dépasse les manières de résister. Afin de réaliser cette étude, nous nous sommes intéressés à des biographies individuelles mais nous avons fait le choix de nous attacher aux idéaux évoqués et mis en oeuvre pour résister, plutôt qu'aux parcours personnels. Nous nous sommes inspiré pour cela de l'ouvrage de Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance*, Arles, Actes Sud, 2008, p. 16-17

7 Pour le vocabulaire du scoutisme, un index est consultable en annexes, p. 214

### a) Drôle de guerre et défaite militaire

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, l'Allemagne nazie envahit la Pologne : alliés de cette dernière, la France et le Royaume-Uni déclarent à leur tour la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. En huit mois cependant, aucun combat majeur n'a lieu sur le front ouest entre l'armée allemande d'un côté, et les armées britannique, belge et française de l'autre. Cette situation dure jusqu'au 10 mai 1940, date à laquelle l'armée allemande passe à l'offensive sur son front ouest et envahit la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg en violant leur neutralité, puisque ces États n'étaient pas entrés en guerre. L'armée belge ne peut contenir les forces allemandes très longtemps. Ces dernières traversent les Ardennes, un massif pourtant difficile à pénétrer, afin d'attaquer la ligne Maginot. À Sedan, point faible de la défense française, l'armée, mal préparée, ne parvient pas à résister aux forces allemandes. L'avancée ennemie est si rapide que le 13 mai, les armées sont sur la Meuse, poussent les divisions vers la Manche et menacent de couper la retraite franco-britannique. Pourtant, les effectifs allemands sont inférieurs aux effectifs alliés en quantité et en qualité.

En France, les chars allemands poursuivent leur avancée à l'ouest. À la tête de l'état-major français, le général Maxime Weygand succède au général Maurice Gamelin comme commandant en chef des armées françaises le 19 mai, mais, entre contre-offensive reportée et dislocation du front, il est difficile de reprendre le dessus sur les troupes allemandes, d'autant que l'armée britannique prépare depuis le 23 mai le rembarquement de ses effectifs : elle abandonne ainsi l'armée belge qui capitule le 28 mai. À Dunkerque, une poche de soldats français encerclés résiste avec l'aide de l'infanterie britannique, ce qui permet de retarder de quelques jours l'avancée allemande et à l'armée britannique de rembarquer : plus de 338 000 hommes sont évacués, alors que le matériel est définitivement perdu. Parmi les soldats français qui ont été évacués avec les soldats britanniques, la grande majorité est renvoyée en France pour poursuivre le combat – ils sont faits prisonnier après l'armistice français.

Le 5 juin, les troupes allemandes poursuivent leur offensive vers le sud. Le front français est à nouveau percé, malgré la résistance des unités françaises. Le commandement français est démuni face à la rapidité et à l'efficacité de l'armée allemande, et n'est plus en mesure de préparer d'offensive d'envergure. Le 10 juin, devant la déroute militaire, le gouvernement quitte Paris pour rejoindre Tours. Le même jour, l'Italie, alliée de l'Allemagne, déclare la guerre à la France, mais les armées italiennes ne parviennent pas à traverser les Alpes. Les armées allemandes atteignent la Seine à Rouen le 9 juin et occupent Paris le 14, la capitale étant déclarée ville ouverte ; les Allemands occupent Orléans le 16 juin, traversent le fleuve le même jour et poursuivent au sud, arrivant devant Lyon le 20 juin. Dans le même temps, la Normandie et la Bretagne sont occupées.

## b) Débâcle politique, Occupation et nouveau gouvernement

La débâcle militaire est aussi une débâcle humaine : entre mai et juin 1940, on dénombre 60 à 70 000 morts du côté allié<sup>8</sup> et 27 000 morts du côté allemand, ce qui relativement lourd pour une bataille de six semaines. À ces chiffres il faut encore ajouter les 123 000 blessés militaires français et les 1,8 million de prisonniers de guerre. À l'arrière, de nombreuses familles sont brisées et l'exode des populations civiles fuyant les combats entre le 15 mai et le 10 juin touche au moins six millions de Français.

Surtout, la situation militaire française a des conséquences sur la situation politique puisqu'au sein du gouvernement français et des milieux politiques deux camps s'affrontent : le premier réclame l'armistice et se résigne à la défaite, le second veut poursuivre la guerre en faisant appel à l'Empire colonial français et notamment à l'Afrique du Nord. C'est le premier clan, partisan de l'armistice et soutenu par le général Weygand et le maréchal Pétain, qui l'emporte. Le président du Conseil Paul Reynaud, qui voulait continuer le combat, démissionne le 16 juin dans l'espoir d'être rappelé pour former un nouveau gouvernement. Mais le président de la République Albert Lebrun nomme Philippe Pétain et ce dernier forme son gouvernement à Bordeaux, où il s'est replié – en juillet, le gouvernement et le Parlement s'installent à Vichy. Le général de Gaulle, secrétaire d'État à la Défense du précédent gouvernement, partisan de la poursuite de la guerre, rejoint Londres le 17 juin alors qu'à la radio, Pétain annonce que la France demande l'armistice. Signé le 22 juin à Rethondes, il entre en vigueur trois jours plus tard<sup>9</sup>. Le message du général de Gaulle à la radio londonienne le 18 juin pour appeler les Français à ne pas accepter l'armistice et à rejoindre l'Angleterre pour poursuivre le combat est relativement peu entendu. Les deux tiers nord de la France sont occupés et administrés militairement par l'Allemagne ; au sud, la zone dite libre<sup>10</sup> est administrée par le gouvernement de Pétain, dit gouvernement ou régime de Vichy<sup>11</sup>, qui conserve le contrôle sur l'Empire colonial. La souveraineté française s'exerce officiellement sur tout le territoire, y compris la zone occupée, mais l'Allemagne y exerce aussi les droits de la puissance occupante, l'administration de la zone occupée doit se soumettre à l'armée d'occupation et collaborer avec elle – attitude difficile à adopter pour certains citoyens, dont l'engagement dans la Résistance contre l'occupant débute très tôt, ce que nous détaillerons plus loin.

En six semaines, la plus puissante armée du continent européen est battue et subit la plus

---

8 Les chiffres sont discutés, mais ils restent en tous les cas inférieurs à 100 000 morts.

9 L'armistice est également signé avec l'Italie deux jours plus tard, le 24 juin.

10 Nous lui préférons le terme de « zone sud ».

11 Par facilité de langage, on parle souvent de « Vichy » pour désigner le gouvernement et le régime nouvellement installés.

grande défaite militaire de son histoire récente. Son régime politique et sa position dans l'Europe et dans le monde sont bouleversés. Le 10 juillet 1940, le Parlement accorde les pleins pouvoirs au maréchal Pétain qui se désigne alors comme chef de l'État français, se substituant au président de la République – le terme de République disparaît d'ailleurs des actes officiels. Pierre Laval, député socialiste, devient vice-président du Conseil.

### c) Vichy, la Révolution nationale et le mythe du maréchal Pétain

La France de Pétain est en théorie neutre dans la guerre une fois l'armistice signé : le gouvernement, l'Empire et l'armée d'armistice (quelques milliers d'hommes, non armés, stationnés en zone sud et dans l'Empire sous domination vichyste) ne sont pas sous le contrôle allemand. Cependant, dès le 25 juin, le maréchal Pétain annonce le début d'une ère nouvelle et d'un ordre nouveau qui, très vite, apparaissent complaisants – voire favorables – vis-à-vis de l'Allemagne nazie. Dans un message radiophonique du 10 octobre 1940, le chef de l'État français expose le programme de la « Révolution nationale » bien qu'il ait commencé à légiférer avant l'automne. En désignant clairement les adversaires du redressement et de la grandeur de la France, il désigne aussi les coupables et donc les cibles du nouveau gouvernement : les étrangers, les Français qui ont obtenu la nationalité après 1927, les Juifs, les communistes, les francs-maçons et ceux qui ont quitté le territoire national pendant la débâcle sont visés par une série de lois et de discours. Une Cour suprême de justice est créée pour juger les responsables désignés de la défaite – dont la République et ceux qui l'incarnent, les membres des gouvernements précédents –, interdire la franc-maçonnerie, définir un statut des Juifs, *etc.* La devise républicaine est remplacée en septembre par « Travail, Famille, Patrie », qui résume le nouvel ordre moral que veut instaurer Pétain. La Révolution nationale promet à la fois le redressement moral et intellectuel, les traditions et la modernité, le pouvoir hiérarchique et centralisé et la fédération des provinces, l'idée de communauté et la priorité au national, la rationalisation économique et la lutte contre le capitalisme, *etc.* Éric Alary, historien français de l'Occupation allemande, y voit la fondation d'un régime nouveau, appuyé sur un pouvoir autoritaire dont la popularité de Pétain est la base, sur le contrôle de l'opinion et de l'expression publique et sur des institutions étroitement dépendantes du nouveau pouvoir. En prenant le contre-pied du régime parlementaire, la Révolution nationale a pour vocation d'encadrer la société selon des principes tombés en désuétude sous la III<sup>e</sup> République : « hiérarchie, traditions, devoirs plutôt que droits, communautés naturelles (famille, métier, patrie, région, jeunesse...) »<sup>12</sup>.

---

12 Alary Éric ; Vergez-Chaignon Bénédicte (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Paris, Larousse, 2011, p. 380

Si une très large majorité des Français souscrit à la Révolution nationale, ce n'est pas toujours exclusivement par adhésion aux valeurs et aux mesures qui y sont véhiculées ; la personnalité du maréchal Pétain, vainqueur de Verdun en 1917, y est pour beaucoup. Les Français ont confiance dans la personne du maréchal pour redresser la France et éviter de souffrir de la défaite. Ses soutiens, que l'on peut retrouver parmi la droite conservatrice, antidreyfusarde, antirépublicaine et cléricale, souscrivent en revanche aux idées de ce nouveau programme. L'adhésion à la personne – appelée maréchalisme ou pétainisme – ou aux idées du maréchal Pétain et de son gouvernement – appelée vichysme – est massive dans la société, mais des voix dissidentes se font entendre sans pour autant être très suivies. Le général de Gaulle, replié à Londres, a très peu de soutiens, si ce n'est les quelques militaires et Français qui l'ont rejoint à partir de juin 1940 car ils désapprouvaient l'armistice et le régime de Vichy ; il est soutenu de façon officieuse par le gouvernement britannique à partir du 28 juin. Il poursuit ses messages et discours radiophoniques à l'attention des Français, afin de les encourager à refuser le régime de Vichy et sa politique. Une résistance intérieure germe aussi progressivement, en zone sud comme en zone nord, et se renforce à mesure de l'avancée de la guerre – en 1940 cependant, elle reste très limitée au sud<sup>13</sup>.

Les formes de résistance se diversifient, nécessitant de définir clairement ce que nous entendons par Résistance – l'emploi de la majuscule sera discuté par la suite. Les historiens qui se sont employés à la définir ont dû admettre que la Résistance, à la fois événement et processus, prend des visages et des valeurs si différentes qu'il est difficile d'en donner une définition concise et opérante. Les propos de l'historien français François Marcot sont à cet égard appropriés : « La Résistance est un événement à la fois protéiforme et unique, un processus difficile à appréhender dans ses mutations incessantes, impossibles à enfermer sans la mutiler dans les frontières figées d'une définition-carcen qui n'en serait que la synthèse improbable. La Résistance est faite d'une multitude de situations particulières, elle est une réalité aux miroirs multiples et changeants, impossibles à isoler der des lieux, des milieux et des cultures dans lesquels elle se forme comme de ses imbrications dans le tissu social. »<sup>14</sup>. L'historien Henri Michel définit, quant à lui, la Résistance à la fois comme une lutte patriotique pour la libération du sol national et comme une lutte idéologique pour la dignité humaine<sup>15</sup>. L'historien néerlandais Louis de Jong parle plus largement de la Résistance comme toute action ayant pour but d'empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant<sup>16</sup>. Spécialiste de la Résistance, Alya Aglan choisit quant à elle de considérer son objet d'étude comme un bloc, une synthèse, afin de dépasser les détails biographiques et anecdotiques de

---

13 Leroux Bruno ; Levisse-Touzé Christine (dir.) *Dictionnaire historique de la Résistance : résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006, p. 71-73

14 *Ibid.*, p. 32-33

15 Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1962, p. 206

16 Jong (de) Louis, *La Résistance aux Pays-Bas*, Paris, document IHTP, 1965, p. 85-97

chaque engagement pour appréhender la Résistance comme un choix positif de lutte en faveur de valeurs universelles telles que la liberté et la dignité humaine<sup>17</sup>. Enfin, François Bédarida, historien français de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance, proposa en 1986 une définition considérée au sein du champ universitaire des historiens comme une des plus abouties : la Résistance est alors « l'action clandestine menée, au nom de la liberté de la nation et de la dignité de la personne humaine, par des volontaires s'organisant pour lutter contre la domination, et le plus souvent l'occupation, de leur pays par un régime nazi ou fasciste ou satellite, ou allié »<sup>18</sup>. Si l'on s'attache à cette définition, il faut considérer Vichy comme faisant partie des régimes contre lesquels une action clandestine peut être menée.

Il serait plus juste de parler ici de la Résistance – avec une majuscule et au singulier – pour évoquer le phénomène global qui s'est développé en France et à l'extérieur pour résister à l'Occupation<sup>19</sup> ou au régime de Vichy, et de résistances – avec une minuscule et au pluriel – pour rendre compte de la grande diversité des activités résistantes et des motivations d'entrée en résistance<sup>20</sup>. Il convient dès lors de faire la différence entre la Résistance dite intérieure qui se développe en France (métropole et colonies) et la Résistance dite extérieure, appelée aussi France libre, qui s'organise à partir de l'appel du 18 juin et autour de de Gaulle dans un premier temps. Les deux formes s'unissent laborieusement à partir de 1943, malgré un combat et des ennemis communs ; de Gaulle estime d'ailleurs que, sans l'unification engagée par Jean Moulin, il n'y aurait pas eu la Résistance, mais des résistances.

Néanmoins, toutes ces formes de résistance à l'ennemi ou au nouveau gouvernement sont minoritaires dans la société : de même qu'une petite minorité de la population française a pratiqué la collaboration active avec l'ennemi, une petite minorité y a résisté. Jusqu'en 1942, tournant sur lequel nous reviendrons, une majorité de la population de la zone sud reste vichyste bien qu'opposée aux Allemands ; pour les Français occupés, le vichysme est aussi présent mais la résistance à l'ennemi ou du moins la manifestation d'une hostilité, est plus latente. Parmi les positions ambiguës tenues vis-à-vis de Vichy ou de l'occupant, relevons celles de certains évêques, puisque l'attitude de l'Église – et celle d'une partie de sa jeunesse – durant la guerre focalisera notre attention.

## **2. Des bouleversements dans l'Église catholique de France**

---

17 Aglan Alya, *Le temps de la Résistance*, Paris, Actes Sud, 2008, p. 37-39

18 Bédarida François, « L'histoire de la résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain », cité dans Leroux Bruno ; Levisse-Touzé Christine (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, op. cit., p. 33

19 On parle d'Occupation, avec une majuscule, pour désigner l'administration militaire installée au nord de la France, puis dans toute la France à partir de novembre 1942 ; en revanche, on parle d'occupant, de zone occupée et d'armée d'occupation, avec des minuscules.

20 Le terme de résistance, au singulier et sans majuscule peut être réservé à un emploi générique, par exemple dans les expressions « entrée en résistance », « forme de résistance », « résistance spontanée », etc.

L'attitude de l'Église, majoritairement acquise à la cause du régime de Vichy en 1940, évolue sensiblement entre le début et la fin de la guerre : en tant qu'institution, elle conserve durant toute la guerre une attitude favorable à Vichy et prudente vis-à-vis des Allemands ; individuellement cependant, des catholiques français – et notamment des scouts – entrent en résistance dès l'armistice.

#### a) Un position initiale largement favorable à la Révolution nationale

Les catholiques, statistiquement majoritaires dans la population française, sont traumatisés par la défaite comme le reste des Français : présents dans l'armée et notamment parmi les militaires gradés, ils n'échappent ni à la mort, ni aux blessures, ni aux camps de prisonniers. Après l'armistice, les catholiques dans leur majorité sont soulagés et affichent plutôt un soutien au nouveau régime. L'Église catholique tarde officiellement à faire allégeance à Vichy – elle ne le fait qu'en juin 1941 par le biais de l'Assemblée des cardinaux et des archevêques (ACA)<sup>21</sup> – mais dans les faits, dès l'été 1940 de nombreux fidèles et membres du clergé sont enthousiastes vis-à-vis du régime de Vichy, de Pétain et de la Révolution nationale qui semble s'inscrire dans la continuité des valeurs traditionnelles défendues par l'Église – la patrie, la famille, la morale, la hiérarchie, l'obéissance<sup>22</sup>. Des évêques se déclarent à titre personnel favorables à Vichy. La défaite est vue comme une punition des fautes de la III<sup>e</sup> République, régime jugé laïciste, anticlérical et décadent. Le Vatican dispose toujours de son nonce apostolique à Vichy, des prêtres et prélats s'y rendent, des catholiques sont présents dans les cabinets ministériels du régime<sup>23</sup>. Ces derniers sont souvent proches des idées de l'Action française, association qui depuis 1900 tente de « rénover » les idées de la droite traditionnelle en remettant en cause la République, qui serait soumise aux étrangers et à la franc-maçonnerie. Charles Maurras, son dirigeant réputé pour son nationalisme et sa volonté de voir à la tête de l'État un pouvoir fort si ce n'est monarchiste, avait d'ailleurs qualifié l'arrivée de Pétain au pouvoir de « *divine surprise* »<sup>24</sup>. Bien des catholiques peu convaincus par la République malgré la condamnation par le pape de l'Action française en 1926 et sa reconnaissance de la République

---

21 Lebrun François (dir.), *Histoire des catholiques en France : du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris Hachette, 1985, p. 511-512

22 Halls Wilfred, « Les catholiques, l'intermède de Vichy, et la suite », cité dans Paxton Robert (dir.), *La France sous Vichy*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 2004, p. 249-250

23 Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945 : entre Vichy et la Résistance*, Paris, Hachette littératures, 1998, p. 149-150

24 9 février 1941, dans le journal *Le Petit Marseillais*. Cet article a créé une polémique, et Charles Maurras a justifié son propos peu après dans *L'Action française* : la divine surprise n'est pas la guerre ni la défaite, mais l'arrivée au pouvoir de Pétain, dont il admire la figure et les idées.



comme un régime politique compatible avec le catholicisme, sont séduits par les idées maurrassiennes que le gouvernement incarne. Pour eux, Pétain symbolise l'unité, la restauration de la France rurale et la seule possibilité pour sauver la France d'un drame encore plus grand. Le ralliement des catholiques à Vichy en 1940 semble donc largement acquis.

En zone occupée, les Allemands se méfient des autorités religieuses dans leur ensemble ; des perquisitions sont donc menées chez certains évêques, tels que M<sup>gr</sup> Suhard, cardinal et archevêque de Paris, en juillet 1940. Dans le même temps, M<sup>gr</sup> Liénart, évêque de Lille, est également perquisitionné : son diocèse appartient à la zone interdite qui couvre le Nord et le Pas-de-Calais et qui est rattachée à l'administration militaire allemande de Bruxelles<sup>25</sup>. Dans ces deux zones – occupée et interdite - la liberté de culte n'est pas supprimée, tant que la pratique ne gêne pas les Allemands dans leur occupation et leur exploitation du pays : la hiérarchie catholique française, sans se prononcer collectivement vis-à-vis du régime d'occupation, souhaite d'ailleurs seulement poursuivre sa mission spirituelle et préserver ses institutions en zone occupée. Les cas de collaboration active avec l'occupant sont extrêmement rares dans la haute hiérarchie de l'Église – nous pourrions citer le cardinal Baudrillart ainsi que l'évêque Mayol de Lupé – et l'idéologie nazie elle-même rebute le clergé en général<sup>26</sup>. En zone annexée, l'Église n'échappe pas à la répression : la presse confessionnelle est censurée, les séminaires sont fermés et les séminaristes sont envoyés en Allemagne. L'évêque de Metz, M<sup>gr</sup> Heintz, est expulsé et ni l'Église de France ni le Vatican ne réagissent, peut-être par prudence afin d'éviter que la répression ne s'abatte sur le reste de l'Église française<sup>27</sup>.

Ce silence s'inscrit plus largement dans une attitude compliquée de l'Église face au nazisme<sup>28</sup> : en mars 1937, le pape Pie XI avait signé, à quelques jours d'intervalle, deux encycliques, *Mit brennender Sorge* (« Avec un souci brûlant ») le 14 et *Divini Redemptoris* (« Divin rédempteur ») le 19 mars, dénonçant respectivement les persécutions des catholiques allemands sous le régime nazi et le communisme soviétique athée<sup>29</sup>. Bien que la condamnation ait eu une plus grande audience pour le communisme compte tenu de la langue de rédaction – le latin – et de sa diffusion – contrairement à *Mit brennender Sorge* qui n'est diffusée qu'en Allemagne de façon clandestine, *Divini Redemptoris* est diffusée bien plus largement –, il s'agit là d'une condamnation de l'idéologie nazie, nationaliste, raciste et suprématiste, qui aliène les libertés individuelles et les droits que l'homme a hérités de Dieu. Si l'attitude du Vatican a par la suite été critiquée par les

---

25 Les populations civiles ayant fui les combats en mai et juin 1940 ne peuvent plus retourner chez elles après l'installation de l'armée allemande.

26 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 190-191

27 *Ibid.*, p. 44-48

28 Fouilloux Étienne, *Les chrétiens français entre crise et libération : 1937-1947*, Paris, Seuil, 1997, p. 19-21

29 *Ibid.*, p. 20

historiens, le clergé et les fidèles eux-mêmes, du fait des réactions publiques extrêmement peu nombreuses et prudentes en cinq années de guerre vis-à-vis du nazisme, il ne faut pas oublier la condamnation initiale du pape Pie XI à l'égard du régime hitlérien<sup>30</sup>.

En accueillant favorablement la Révolution nationale ou en ne réagissant pas à l'Occupation, le clergé français rappelle d'ailleurs que les fidèles ont un devoir d'obéissance aux nouvelles autorités ; ces notions d'obéissance, de respect de la hiérarchie et de devoir sont centrales au sein du catholicisme et font partie de l'éducation que les fidèles reçoivent et appliquent, à l'église comme à la maison. Le respect de l'ordre établi et de l'autorité légitime – incarnée par le gouvernement nouvellement constitué – passe avant les considérations personnelles<sup>31</sup> : désobéir à Vichy serait un péché et donc un obstacle aux sacrements, indispensables pour les catholiques. Tout comme la masse des fidèles catholiques, l'immense majorité du clergé au sud ou au nord de la ligne de démarcation se rallie donc au nouveau gouvernement de Vichy. Ces notions d'obéissance et de respect de la hiérarchie établie sont d'ailleurs au cœur des questionnements des catholiques lorsqu'ils s'interrogent sur le bien-fondé de Vichy et sur un possible passage à la Résistance, qui suppose de désobéir non seulement à Vichy, mais aussi à la hiérarchie ecclésiastique : l'entrée en résistance est alors un engagement en rupture avec les communautés spirituelle et politique d'appartenance de l'individu<sup>32</sup>. Nous analyserons un peu plus loin les façons dont ces questionnements s'articulent et se formulent en particulier chez les jeunes pratiquant le scoutisme.

L'adhésion de l'Église à Vichy s'effrite en effet à mesure que la guerre avance, des méfiances et des déceptions apparaissent. En septembre 1941, le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, pourtant tout à fait favorable à la Révolution nationale en 1940, fait part à Pétain de ses réserves quant à la politique antisémites du régime lorsque le chef du gouvernement vient en visite à Lyon<sup>33</sup>. À l'été 1942, les persécutions antisémites s'accroissent, ce qui provoque une réaction de certains évêques et la mobilisation d'une partie du clergé pour cacher et protéger les Juifs. Pourtant, le premier statut des Juifs, en octobre 1940, n'avait provoqué aucune réaction de l'Église, peut-être pour ne pas altérer ses bonnes relations avec Vichy en qui elle avait encore une pleine confiance, ou tout simplement par indifférence et par anti-judaïsme, encore latent au sein de l'Église catholique au

---

30 Pendant la guerre, Pie XII, successeur de Pie XI au Saint-Siège, a en effet eu des réactions très prudentes, voire complaisantes vis-à-vis du nazisme, ne condamnant qu'implicitement l'idéologie et la mise en œuvre de la solution finale, à savoir l'extermination des juifs d'Europe. En privé en revanche, il apparaît bien plus opposé au nazisme et le Vatican a eu un rôle important dans le sauvetage des Juifs romains lorsque ceux-ci ont été menacés par les rafles. Pour des compléments, se référer à Fouilloux Étienne, *Les chrétiens français entre crise et libération : 1937-1947*, Paris, Seuil, 1997, p. 87-89

31 Halls Wilfred, « Les catholiques, l'intermède de Vichy, et la suite », cité dans Paxton Robert (dir.), *La France sous Vichy*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 2004, p. 249

32 Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945*, *op. cit.*, p. 121

33 Lebrun François (dir.), *Histoire des catholiques en France : du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris Hachette, 1985, p. 512-513

XX<sup>e</sup> siècle<sup>34</sup>. En revanche en février 1943, l'instauration du Service du Travail Obligatoire (STO) par Vichy obligeant les jeunes hommes à partir travailler en Allemagne accroît d'avantage les tensions entre l'Église et le régime.

En zone occupée, les tensions entre l'Église et l'armée d'occupation sont déjà tangibles, l'Église portant secours aux populations persécutées par les nazis : des prêtres et des fidèles cachent des Juifs voire des communistes, organisent des baptêmes d'enfants de confession israélite et portent même l'étoile jaune par solidarité lorsqu'elle est imposée aux Juifs de la zone occupée en mai 1942<sup>35</sup>. Même si les comportements de ses membres traduisent une distance et une défiance de plus en plus importantes vis-à-vis de l'occupant, l'Église n'a toutefois aucune réaction unanime ou officielle. Dans toute la France, la méfiance et le détachement des catholiques comme du reste de la société vis-à-vis de Vichy se fait de façon progressive ; la Résistance semble cependant pour eux encore impensable car néfaste et le général de Gaulle, pourtant fidèle et croyant, est perçu comme le partisan des bombardements alliés et des communistes perpétrant des attentats dès 1941 pour résister à l'occupant. On trouve également une minorité de catholiques résistants dès 1940, s'insurgeant contre le nazisme, la collaboration mais pas nécessairement contre Vichy – au moins jusqu'en 1942.

#### b) Les débuts de la Résistance et les attitudes des catholiques français

Qu'ils soient en zone nord et résistent contre les Allemands ou qu'ils soient en zone sud et critiquent l'occupation au nord, l'attachement des premiers résistants à la personne du maréchal Pétain demeure le plus souvent<sup>36</sup>. L'armistice et l'Occupation sont critiqués, mais le chef de l'État est ménagé au moins jusqu'en 1942. Il en est de même chez les catholiques. D'ailleurs, les premiers résistants ont d'abord réagi et agi en 1940 par patriotisme ou antifascisme, contre un ennemi extérieur et non contre le gouvernement<sup>37</sup>. Incontestablement, le bas clergé, qui a un contact quotidien avec la population, s'engage bien plus rapidement que le haut clergé : il participe aux passages clandestins entre zone nord et zone sud, à la cache de Juifs et de résistants et vient en aide

---

34 L'anti-judaïsme, qui est l'hostilité à l'égard de la religion juive, est différent de l'antisémitisme, qui est l'hostilité à l'égard des Juifs en tant que peuple et au-delà de la dimension religieuse. L'anti-judaïsme est présent dans l'Église depuis sa fondation (les chrétiens accusant les juifs d'être responsable de la mort de Jésus-Christ) et alimente avant et pendant la guerre des sermons ou des exégèses. Parmi les fidèles et le clergé, l'influence de Vichy et du nazisme a pu transformer cet anti-judaïsme latent en antisémitisme décomplexé.

35 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 285-290

36 À Londres, une nostalgie vis-à-vis du maréchal comme vainqueur de Verdun subsiste, mais le détachement est plus net qu'en France. Pour le maréchalisme au sein de la Résistance entre 1940 et 1942, voir Laborie Pierre, *L'opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale : 1936-1944*, Paris, Seuil, 2001, p. 252

37 Alary Éric ; Vergez-Chaignon Bénédicte (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Paris, Larousse, 2011, p. 150-153

clandestinement aux internés lorsqu'il vit à proximité des camps<sup>38</sup>.

Dès la défaite il existe aussi des catholiques qui choisissent de soutenir de Gaulle et les prémices de la France libre : certains rejoignent l'Angleterre – plus tard, ils passent par l'Espagne pour rejoindre l'Afrique du Nord libérée par les Alliés –, d'autres apportent leur soutien depuis la France. Le 14 juin 1940, l'hebdomadaire catholique *Temps présent* en appelle par exemple à soutenir le général et sa volonté de poursuivre la guerre. Parmi les rédacteurs, on retrouve les fondateurs du périodique, tels Jacques Maritain, François Mauriac ou Stanislas Fumet, qui sont tous des démocrates-chrétiens et républicains. Jacques Duquesne les décrit de la sorte : « Ces hommes sont, avec d'autres, les héritiers d'une tradition déjà ancienne dans le catholicisme français, et toujours minoritaire jusque-là. Leurs aînés ont accepté la République, non du bout des lèvres mais de grand cœur. Ils ont cru en la démocratie. Ils veulent le progrès social. Ils veulent aussi la réforme intérieure de l'Église dont ils jugent les structures et la pensée trop sclérosées. Ils estiment, enfin, que cette Église ne doit pas être obligatoirement du côté de l'ordre établi, si cet ordre recouvre l'injustice. »<sup>39</sup>. Cette notion de respect de l'ordre établi est bien au cœur de l'engagement résistant pour ces croyants. Nous constaterons bientôt qu'elle est aussi centrale pour les jeunes issus du scoutisme lorsqu'ils choisissent d'entrer en résistance.

À Londres, de Gaulle est forcé de constater que les catholiques sont assez nombreux chez les premiers volontaires de la France libre, mais que les hautes personnalités catholiques – laïques ou religieuses – sont assez rares<sup>40</sup>. Le scoutisme français en Angleterre est néanmoins fondé dès 1940 par les scouts qui ont rallié Londres dès l'armistice : il témoigne de la présence d'une infime partie de la jeunesse catholique française auprès de de Gaulle. Bien que déçu du ralliement à Vichy de la masse des catholiques français et gêné par l'attitude du clergé, de Gaulle ne le montre cependant pas pour éviter de décourager de possibles venues en Angleterre. Il est vrai que la séduction opérée par le gouvernement sur les catholiques est efficace à ses débuts. Pétain accorde d'ailleurs une grande importance à la jeunesse, conscient que cela satisfait la hiérarchie catholique<sup>41</sup> : l'encadrement des jeunes par le régime a pour but de servir la Révolution nationale, et les mouvements de jeunesse confessionnels, qui ne sont pas inquiétés par l'instauration de Vichy, sont séduits par cette idée. En effet, Vichy ne souhaitant pas modeler une jeunesse unique<sup>42</sup>, la pluralité des mouvements demeure. Le gouvernement redoute d'ailleurs qu'au nord, les Allemands soient une menace pour la jeunesse<sup>43</sup>.

---

38 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 137-139

39 *Ibid.*, p. 122

40 *Ibid.*, p. 123

41 Giolitto Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, p. 162

42 Pétain se refuse à créer une organisation de jeunesse unique, et même si des pressions internes au gouvernement existent, aucun projet de ce type n'est mené avant que le gouvernement ne soit changé en 1942. Même après cette date, aucun organisme de jeunesse unique n'est mené à bien.

43 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 216-218

La définition de la jeunesse a déjà été évoquée plus tôt, mais selon François Bédarida, « si la jeunesse est de tous les temps, il est des époques où cette étape de la vie de chaque individu acquiert à la fois une dimension collective et une signification sociale qui lui confèrent un statut propre. Telle a été la situation dans les années 1930 et les années 1940 »<sup>44</sup>. La jeunesse est une période où l'individu est en devenir et où les décisions qu'il prend sont de plus en plus les siennes et de moins en moins celles de ses parents. C'est donc logiquement que la jeunesse est convoitée par le politique – que ce soit par Vichy, qui la conçoit comme les bataillons de la Révolution nationale, ou par la Résistance, qui y voit une réserve de combattants et de militants. À ce sujet, et comme le souligne Jean-Marie Guillon, « les résistants sont jeunes, parfois très jeunes. L'âge de leur mort en témoigne. Mais la Résistance n'est pas pour autant un mouvement de jeunesse »<sup>45</sup>. En effet, il ne faut pas oublier que si l'action est majoritairement conduite par des jeunes, l'organisation est confiée à des adultes plus âgés. Les premiers gestes de défis – graffitis, jets de pierres, manifestations – forment une sorte de résistance spontanée qui est souvent l'œuvre de jeunes.

La jeunesse est une construction sociale plus qu'une communauté de nature : ce n'est pas tant par son âge qu'elle est définie que par les expériences vécues et les itinéraires suivis. Comme pour la Résistance, il est difficile pour les historiens d'en donner une définition juste et concise. Les délimitations peuvent être multiples : puberté, début du service militaire, fin des études et entrée dans la vie active, mariage, maternité... 16 ans est encore aujourd'hui considéré comme l'âge à partir duquel un acte de résistance est reconnu ; nous choisirons ce critère pour délimiter « l'entrée » dans la jeunesse. La « fin »<sup>46</sup> est quant à elle arrêtée aux alentours de 30 ans<sup>47</sup>, l'âge moyen auquel les garçons se marient à l'époque et critère utilisé par Olivier Wieviorka pour délimiter la jeunesse<sup>48</sup>. Quels dessins Vichy conçoit-il pour la jeunesse en 1940 ? Comment l'encadre-t-il ? Que deviennent les mouvements de jeunesse en particulier ceux confessionnels ? Nous nous intéressons à la question en étudiant particulièrement le scoutisme catholique, dont certains cadres ont influencé, voire intégré, le gouvernement de Vichy.

### **3. Quelle place pour le scoutisme entre 1920 et la défaite française ?**

A l'instar des autres mouvements de jeunesse, le scoutisme catholique est désorganisé et bouleversé par la guerre<sup>49</sup>, à la fois en tant qu'institution et en tant que mouvement d'éducation

44 Dereymez Jean-William (dir.), *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 11

45 Leroux Bruno ; Levisse-Touzé Christine (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, op. cit., p. 894-895

46 Moins d'une vingtaine d'individus sont âgés de plus de trente ans en 1940 au sein du corpus étudié ; nous avons fait le choix de les étudier également, compte tenu de leur rôle tenu dans le scoutisme ou dans la Résistance.

47 Avec une marge de deux ou trois années près autour de 30 ans.

48 Wieviorka Olivier, « La Résistance, une affaire de jeunes ? », dans Dereymez Jean-William, op. cit., p. 241-253

49 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 205

civique et spirituel.

a) Origines, pédagogie et piliers : le scoutisme comme idéal et comme pratique

Définir le scoutisme uniquement comme un mouvement de jeunesse serait à notre sens trop restreint : c'est un véritable mouvement d'éducation. Né en 1908 au Royaume-Uni, le scoutisme, du terme anglais *scouting*, « éclaireur », est fondé par lord Baden-Powell pour apprendre aux jeunes – des garçons dans un premier temps – la vie en communauté au sein de la nature et selon un ensemble de règles et de valeurs. C'est en Afrique du Sud durant la guerre des Boers (1899 – 1902) qu'il découvre le fonctionnement des éclaireurs indigènes : le capitaine Baden-Powell reprend ce modèle, où les éclaireurs militaires sont répartis en unités, appelées patrouilles, dirigées chacune par un chef qui doit faire preuve d'autorité et de pédagogie, et où le mérite permet l'attribution des insignes et récompenses. Le « système de patrouilles »<sup>50</sup> devient un des éléments-clés du scoutisme, qui rassemble vite de nombreux adeptes en Grande-Bretagne<sup>51</sup>. Il fait ensuite son arrivée en France dans les années 1920<sup>52</sup>, en ayant été adapté au paysage religieux français : protestant au Royaume-Uni, il devient catholique en France – le scoutisme protestant, juif et même neutre c'est-à-dire athée, se développe en France à sa suite. Les pères Doncoeur, Sevin, de Paillerets, Cornette et Forestier en sont les adaptateurs. Le scoutisme français tel qu'il est théorisé par le père Jacques Sevin<sup>53</sup> reprend des éléments de la pédagogie scout britannique : il s'agit pareillement d'amener les jeunes à vivre en groupe de façon harmonieuse, à se dépasser, à rendre service. L'éducation du jeune par le jeune est toujours mise en pratique, comme le souhaitait Baden-Powell<sup>54</sup>. Gardons cependant l'esprit que le scoutisme, s'il a pour vocation d'éduquer la jeunesse, concerne également des chefs, des cheftaines, des responsables et des aumôniers, logiquement plus âgés que les jeunes dont ils ont la charge : c'est aussi en ce sens que la « jeunesse » étudiée concerne largement des individus d'une quinzaine à une trentaine d'années. Le scoutisme a également une vocation religieuse, intrinsèquement liée à sa pédagogie<sup>55</sup> : les jeunes sont amenés à vivre leur foi d'une manière

---

50 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France : l'évolution du mouvement des origines aux années quatre-vingt*, Paris, Cerf, 1985, p. 29

51 *Ibid.*, p. 22

52 La Fédération des Scouts de France, devenue ensuite Association nationale des Scouts de France, naît officiellement en juillet 1920.

53 Sevin Jacques, *Le scoutisme, étude documentaire et applications*, Spes, Paris, 1922

54 Les jeunes garçons sont répartis, selon leur âge, en différentes branches : les louveteaux (8-12 ans) appartiennent à la meute, les scouts (12-17 ans) à la troupe, les routiers (plus de 17 ans) au clan. Chez les jeunes filles, la même répartition s'impose, avec des noms différents : les jeannettes appartiennent à la ronde, les guides à la compagnie, les guides-aînées au feu. Chaque unité est dirigée par une maîtrise, composée d'un chef d'unité (chef de clan, chef de troupe, cheftaine de compagnie,...) et d'assistants. Un schéma de l'organisation locale et nationale du scoutisme est consultable en annexe, p. 215

55 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 65

particulière, à prendre des responsabilités à la maison, dans leur unité scout, dans leur vie étudiante ou professionnelle. Loin de se réduire au seul cadre de l'unité scout, la pédagogie du scoutisme entend rythmer la vie entière des jeunes. Il fait rapidement de nombreux adeptes, les effectifs passant de 8 000 membres en 1926 à 24 000 en 1930 puis à 72 000 en 1939<sup>56</sup>.

Pour bien des jeunes passés par le scoutisme et qui en témoignent après, il apparaît que cette activité les a marqués et a déterminé certains de leurs choix de vie et de leurs engagements professionnels ou bénévoles<sup>57</sup> : puisque le scoutisme marque durablement ceux qui le pratiquent, il a ainsi une influence sur le caractère et la réflexion. Il s'agit donc tout d'abord de comprendre ce qu'est le scoutisme des années 1920-1940 afin de comprendre quels jeunes il forme, « quel type d'hommes, quel type de femme, quel type de chrétiens » il produit, pour reprendre les mots de Gérard Cholvy<sup>58</sup>. Le scoutisme du père Sevin est catholique, et en ce sens on peut parler du scoutisme comme d'un mouvement d'Église : le but est de former de bons chrétiens, mais également des fidèles responsables, qui s'engagent et tiennent leurs engagements au sein de l'Église mais également dans la cité. C'est là que l'on peut constater l'importance que revêt l'engagement, et donc l'obéissance et la fidélité, pour ces jeunes scouts. Le chef scout – ou la cheftaine<sup>59</sup> – a la responsabilité matérielle et spirituelle de son unité car il est chargé d'âmes et se met ainsi au service de la communauté des croyants : l'engagement dans le scoutisme est vécu comme un moyen de progression et donc de sanctification, censé être le but de tout catholique.

Le scoutisme transmet d'autre part un référentiel de normes et de valeurs, véhiculé par le biais de la loi scout et de la promesse<sup>60</sup>, telles que l'amour de la patrie<sup>61</sup>, l'amour de l'Église, le sens du service, le respect de la hiérarchie et l'obéissance, autant de valeurs formant ce qu'on peut appeler l'idéal scout. Dans ce sens, le scoutisme est un véritable mouvement d'éducation spirituel et civique puisque sa vocation est de préparer l'enfant à devenir un citoyen chrétien : le sens social s'obtient par la vie scout, la vie en communauté et sous le regard de la loi ; la participation à la vie de la cité est également encouragée, afin de rompre avec l'attitude de défense religieuse et de repli d'une partie de la communauté catholique française traumatisée par la séparation de l'Église et de l'État. L'un des principes du scoutisme, qui va de pair avec la loi scout, est d'ailleurs le suivant :

---

56 *Ibid.*, p. 67-68

57 Chéroute Marie-Thérèse ; Cholvy Gérard (dir.), *Le scoutisme. Quel type d'hommes, quel type de femmes, quels types de chrétiens ?*, Paris, Cerf, 1994, p. 21.

58 Chéroute Marie-Thérèse ; Cholvy Gérard (dir.), *Le scoutisme. Quel type d'hommes, quel type de femmes, quels types de chrétiens ?*, Paris, Cerf, 1994

59 Le corpus étudié comporte seulement trois femmes.

60 La loi scout, écrite par Baden-Powell lors de la fondation du scoutisme, régit le fonctionnement et la vie en unité. La promesse est préparée par les jeunes et prononcée le plus souvent vers 12 ans pour s'engager à vivre toute sa vie, au sein de son unité et en dehors, sous le regard de Dieu et de la loi. Se référer aux annexes pour les textes de la loi et le cérémonial de la promesse, p. 216-217

61 L'amour du pays ou de l'Église est compris ici comme une fidélité et un dévouement à la cause.

« Le scout est fils de France et bon citoyen ». Le scoutisme serait en effet, selon ses fondateurs français, une tentative de pénétration des divers milieux de vie pour les christianiser : faisant fi de la lutte des classes et des différentes conditions d'existence, le scout doit servir sa patrie toute entière et doit agir en tant que chrétien afin de la rendre meilleure, c'est-à-dire la rendre chrétienne et la faire accéder à la sainteté non par la force mais par l'exemple.

L'univers de la chevalerie, intrinsèquement lié au scoutisme, fait du service, de l'honneur et de l'obéissance des piliers, sinon les pivots, de ce mouvement de jeunesse : en 1940, du fait des bouleversements politiques et idéologiques, ces valeurs seront mises à rude épreuve. L'importance du serment – par le biais de la promesse que chaque scout prononce, vers l'âge de 12 ans, puis renouvelle plus tard dans sa progression à travers d'autres étapes – mérite d'être soulignée : la promesse n'est pas un engagement pris à la légère, il est préparé en unité, avec les parents du promettant et avec l'aumônier. Lorsqu'elle est prononcée, la promesse s'inscrit dans un cérémonial spécifique et extrêmement codifié afin de rendre ce moment important et fondamental aux yeux du jeune. C'est en ce sens que le scoutisme enseigne le sens de l'engagement et lui donne un caractère central.

Les scouts et les guides – pendant féminin du scoutisme – sont ainsi formés, selon l'esprit des pères fondateurs, pour servir autant l'Église que la France. Bernard Estienne estime que ce double engagement est dû au fait que « la pédagogie établie par les fondateurs du scoutisme catholique en France permet aux jeunes de vivre dans une perspective de dialogue entre l'Église et le monde profane. »<sup>62</sup>. On retrouve ce service de la patrie et de l'Église dans le texte de la promesse : « Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m'engage à servir de mon mieux Dieu, l'Église et ma patrie [...] ». Proche du christianisme social, l'Association nationale des Scouts de France<sup>63</sup> lie responsabilité, citoyenneté, patriotisme, dépassement de soi et service de l'Église et du monde. On y retrouve également l'obéissance à l'ordre établi et à la hiérarchie – ce qui n'est pas si étonnant puisque c'est aussi une valeur centrale du catholicisme. Elle est mentionnée par exemple dans la loi scout : les articles 2 (« le scout est loyal à son pays, ses parents, ses chefs et ses subordonnés ») et 7 (« le scout obéit sans réplique et ne fait rien à moitié ») en sont l'illustration.

### *b) Le scoutisme en guerre : entre fidélité, désobéissance, vichysme et résistances*

Que devient cette fidélité lorsqu'un bouleversement des repères politiques et religieux se

---

62 Chéroutre Marie-Thérèse ; Cholvy Gérard (dir.), *Le scoutisme. Quel type d'hommes, quel type de femmes, quels types de chrétiens ?*, Paris, Cerf, 1994, p. 37

63 On utilise des majuscule pour parler de l'Association des Scouts de France, mais pour parler des scouts en tant que jeunes et du scoutisme, on utilise une minuscule.



produit ? La question peut se poser lorsque la France signe l'armistice avec l'Allemagne, que l'Occupation débute au nord et que le régime de Vichy s'installe au sud. Dans un article sur le scoutisme et la guerre d'Algérie – que l'on peut transposer à la Seconde Guerre mondiale sans effectuer de contre-sens – Philippe Laneyrie se demande ce « que deviennent les structures morales du scout lorsqu'il doit opérer un choix entre la trahison de tel article de la loi et celle de tel autre article, choix inévitable ? Comment survivre moralement à l'écroulement du Décalogue scout [c'est-à-dire les dix articles de la loi], jusque-là considéré comme un rempart infranchissable contre les compromissions, la médiocrité, le mal ? »<sup>64</sup>. Pour ces jeunes, formés à l'obéissance comme le reste de leurs coreligionnaires, il est difficile de se projeter ailleurs que dans l'exemple donné par la hiérarchie ecclésiastique et par la hiérarchie scout. D'un côté, les évêques se montrent quasiment tous, à titre individuel puis collectif, favorables gouvernement de Vichy et en appellent au respect de l'ordre établi et à la fidélité au maréchal Pétain – au nord, le respect des autorités allemandes (et non de l'idéologie nazie) est demandé aux fidèles et est aussi un moyen pour les évêques de préserver les institutions religieuses et de poursuivre leur mission spirituelle sans mécontenter l'armée d'occupation. De l'autre, des cadres de l'Association des Scouts de France entrent dans le gouvernement de Vichy ou du moins l'influencent. Henri Dhavernas et Charles Célier, tous les deux chefs scouts à Versailles – Dhavernas est également commissaire général de l'Association par intérim depuis août 1939 – et soutenus par le nouveau ministre de la famille et de la jeunesse, fondent une nouvelle organisation de jeunesse, reprenant des éléments de la pédagogie scout, les Compagnons de France<sup>65</sup>, dont l'ambition est de « redresser » moralement et physiquement les jeunes français désœuvrés après la défaite ; dans la même voie, les Chantiers de la jeunesse, dont il sera plus tard question, s'inspirent également de certains éléments du scoutisme.

Pierre Goutet, commissaire national Route, branche aînée masculine du mouvement, devient directeur général à la jeunesse<sup>66</sup>. Il en est de même pour le père Doncoeur, qui a participé à l'implantation du scoutisme en France dans les années 1920 et est chargé de la spiritualité qui anime la Route : très enthousiaste vis-à-vis de la Révolution nationale, il organise des pèlerinages et des célébrations d'un genre liturgique nouveau et plus attrayant, encourage les lectures de l'écrivain anti-moderne Charles Péguy et la découverte de l'histoire de France notamment du Moyen-Âge. Il ne fait pas percevoir aux jeunes dont il a la charge les implications politiques d'un tel remodelage : de nombreux jeunes s'engagent, à sa suite, dans la Révolution nationale en y voyant une occasion de « refonder » la chrétienté.

---

64 Chéroure Marie-Thérèse ; Cholvy Gérard (dir.), *Le scoutisme. Quel type d'hommes, quel type de femmes, quels types de chrétiens ?*, Paris, Cerf, 1994, p. 255

65 *Ibid.*, p. 31

66 Pierre Goutet démissionne en décembre 1940 et est, en 1944, déporté à Buchenwald en 1944.

### c) La pénétration du gouvernement de Vichy par les cadres du scoutisme

Après la défaite, le Bureau Inter-Fédéral du scoutisme, qui représente à l'international les associations françaises de scoutisme, réunit les dirigeants des différents mouvements scouts<sup>67</sup> le 5 août à Vichy afin d'étudier de possibles rapprochements en termes de formation des cadres et de pédagogie, sans pour autant que les associations ne se détachent de leurs lignes spirituelles propres. Le but est aussi de participer collectivement au « relèvement » de la France, alors que l'armistice vient d'être signé. Un camp de chefs se déroule en septembre près de Clermont-Ferrand pour conforter les liens entre les différents mouvements : la charte de l'Ouradou<sup>68</sup> est adoptée pour définir les rapports entre les associations, et le Bureau Inter-Fédéral laisse place à la fédération du Scoutisme Français au début de l'année 1941. La nouvelle fédération du Scoutisme Français est présidée par le général Joseph Lafont, auparavant président des Scouts de France. En réorganisant de la sorte le scoutisme, l'État français souhaite en faire un des piliers de sa politique de jeunesse ; le Scoutisme Français dispose alors de moyens inédits et est le premier mouvement de jeunesse agréé le 24 juillet 1941 – agrément retiré toutefois en juin 1943, peut-être compte tenu de l'influence allemande croissante sur Vichy et du passage à la clandestinité de scouts<sup>69</sup> de plus en plus nombreux après l'instauration du STO.

### d) Un détachement néanmoins progressif : le tournant de novembre 1942

En effet, au départ majoritairement pétainiste à l'image du reste de la France, les Scouts de France se détachent progressivement du régime à mesure que la guerre avance : ils sont quelques-uns à rejoindre la France libre en 1940, deviennent plus nombreux à s'engager à partir de novembre 1942 – du fait du débarquement allié en Afrique du Nord, de l'invasion de la zone sud par l'armée allemande et de la collaboration de plus en plus forte de Vichy avec l'Occupant<sup>70</sup> – et s'engagent plus massivement au moment du débarquement allié en Normandie en juin 1944. À partir de 1943, certains scouts ont déjà des contacts avec le Commandement en chef français civil et militaire d'Alger, créé en février dirigé par le général Henri Giraud<sup>71</sup>. Les liens entre le Commandement le

---

67 Mouvements de scoutisme protestant, catholique, israélite et neutre.

68 Du nom du château qui accueille le camp.

69 On ne parle ici que du scoutisme catholique, bien que la Résistance ait touché et attiré des membres de tous les mouvements du Scoutisme Français.

70 Aglan Alya, *Le Temps de la Résistance*, Arles, Actes Sud, 2008, p. 257-258

71 Le Commandement en chef français civil et militaire a remplacé le Haut-Commissariat de France en Afrique, proclamé par l'amiral François Darlan après le débarquement allié en Algérie afin de maintenir les institutions de Vichy en Algérie. Les liens entre Giraud et Vichy sont restés assez troubles : bien que le régime l'ait déclaré comme

régime de Vichy demeurent cependant assez troubles : le personnel de l'administration n'est pas renouvelé après le débarquement et les lois de Vichy restent en vigueur. En juin 1943 après de laborieuses négociations, Giraud et de Gaulle se rencontrent et constituent le Comité français de la Libération nationale, qui unit les forces résistantes de Londres et d'Afrique française. À partir de cette date, les contacts entre la Résistance intérieure et le Comité s'accroissent, et les scouts n'en sont pas exclus : en mars 1943, le scoutisme français en Angleterre créé en 1940 est fusionné avec celui d'Afrique, favorisant le départ de quelques jeunes en Afrique française. Le respect sans faille à l'ordre établi et à la hiérarchie s'effrite, laissant place aux questionnements : les catholiques en général – et les scouts en particulier – n'ont plus le sentiment de soutenir une guerre juste en soutenant Vichy et s'interrogent sur leur devoir de chrétiens et de Français<sup>72</sup>. La jeunesse peut être un facteur distinctif dans l'engagement puisque, libres de toute attache – professionnelle et conjugale – l'entrée en clandestinité est moins « coûteux » ; pour les plus jeunes d'entre eux, l'autorité parentale reste néanmoins – nous le verrons – une composante de cet engagement résistant qui, articulé à l'engagement scout, constitue le cœur de notre recherche.

En zone occupée, par méfiance vis-à-vis des mouvements de jeunesse et de l'Église, le scoutisme est interdit : l'ordonnance allemande 28 août 1940 prohibe les activités scouts ainsi que le port de l'uniforme et de l'insigne<sup>73</sup>. Les Scouts de France ainsi que les autres mouvements en sont réduits à la clandestinité pour poursuivre leurs activités, bien que les autorités allemandes soient assez peu regardantes vis-à-vis des activités scouts tant qu'elles ne gênent ni l'occupation ni l'exploitation du pays, et qu'elles ne sont pas subversives. Outre la clandestinité des activités, première – mais timide – forme de résistance à l'autorité allemande, certains scouts entrent en résistance, de façon quasi-exclusivement individuelle ; la résistance collective au sein du scoutisme s'illustre par de rares exemples, sur lesquels nous reviendrons dans cette étude<sup>74</sup>. C'est en sens que nous parlerons toujours de résistance scout, mais pas de résistance du scoutisme – le mouvement ne saurait être désigné pour la résistance individuelle de ses membres. En zone sud, tant que l'antisémitisme de Vichy n'est pas flagrant, les scouts ne s'opposent généralement pas au régime. En janvier 1941, le mensuel de *La Route des Scouts de France* publié à Lyon se positionne contre l'exclusion des juifs de la communauté nationale et invite les chrétiens à se manifester. Victime de la censure, c'est la dernière fois qu'il évoque le sujet.

Les engagements dans la Résistance sont variés : qu'ils soient parmi les « jeunes » (scouts,

---

traître, Giraud maintient en vigueur les lois de Vichy en Algérie, jusqu'en 1943 où la création du Comité français de la Libération nationale rétablit les lois de la République.

72 Halls Wilfred, « Les catholiques, l'intermède de Vichy, et la suite », cité dans Paxton Robert (dir.), *La France sous Vichy*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 2004, p. 248-249

73 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France*, op. cit., p. 145

74 Chapitre 4, p. 139

guides, routiers et guides-aînées) ou qu'ils aient la responsabilité d'autres jeunes (chefs et cheftaines d'unité ou de groupe, commissaires de district ou nationaux), les scouts entrant en résistance défient l'autorité de leurs aînés et l'obéissance qui dicte habituellement leurs comportements. Certains rejoignent la France libre en juin 1940<sup>75</sup> ou après le débarquement allié en Afrique du Nord ; d'autres intègrent des réseaux ou mouvements de la Résistance plus ou moins tôt dans la guerre ; d'autres encore – une majorité au regard de nos sources – se questionnent sur la Révolution nationale et le régime de Vichy, servent un temps les Chantiers de la jeunesse mais refusent le plus souvent de partir en Allemagne lors que le STO est instauré. Parmi ceux qui partent en Allemagne de façon plus ou moins volontaire pour travailler, la résistance au nazisme et l'activité d'apostolat catholique qu'ils pratiquent auprès des autres travailleurs leur valent souvent la déportation, l'emprisonnement ou l'exécution – nous y reviendrons dans cette étude<sup>76</sup>. Il est intéressant de se pencher sur les formes de résistance qu'ont « pratiquées » ces jeunes catholiques, et à travers quel référentiel de normes et de modèles ils se sont projetés dans la Résistance : quels questionnements formuler, quelles actions privilégier ? Et surtout au nom de quels valeurs et principes s'y engager ? La jeunesse étudiée demeure en effet très spécifique et donc circonscrite ; ce sont les engagements en faveur de la Résistance et les réflexions qui y mènent qui déterminent la présence des individus dans notre corpus. En ce sens, ce n'est pas une jeunesse *naturellement* prompte à l'engagement mais une jeunesse *définie* par son engagement, qui est étudiée.

#### e) Constater les cheminements, cerner les réflexions : une histoire de l'intime

Toutes ces informations – et plus particulièrement les réflexions personnelles menées par ces jeunes – semblent relever de l'intime, de la sphère privée, et ne s'exposent pas toujours publiquement. Pour les historiens il est donc difficile de « constater » les causes et les formes d'engagement dans la Résistance de ces jeunes scouts et de comprendre leurs motivations, leur référentiel de valeurs, leurs doutes et leurs interrogations. Ce que nous pourrions appeler l'histoire des scouts catholiques durant la Seconde Guerre mondiale, et en particulier l'histoire des scouts catholiques entrés en résistance entre 1940 et 1945, s'étudie ici principalement par des écrits divers, notes intimes, carnets de bord, cahiers de progression scout, lettres, tout ce qui matérialise l'introspection et les cheminements de pensée auxquels les chrétiens, et encore plus particulièrement les scouts, sont encouragés<sup>77</sup>. Ces traces permettent de saisir les pensées, les réflexions, les lectures,

<sup>75</sup> Cela concerne plutôt des jeunes vivant en zone occupée.

<sup>76</sup> Chapitre 3, p. 109

<sup>77</sup> Le scoutisme repose sur la progression : le jeune doit produire des efforts et chercher à faire constamment « de son mieux » pour vivre en chrétien et appliquer les valeurs de la loi scout au quotidien. Il est vivement encouragé de mettre par écrit cette progression, pour pouvoir y revenir et l'améliorer. Sur le rôle de l'écriture comme exercice

en somme une parcelle de l'intime de ces jeunes gens. Pour traiter ce sujet, une mobilisation de l'histoire de l'intime et du privé est donc souhaitable, si elle se lie à l'histoire culturelle, religieuse et politique, afin de faire le lien entre le cheminement de ces jeunes et ce qu'ils vivent quotidiennement, au nord comme au sud de la ligne de démarcation. Il s'agit aussi de comprendre quel « type » de jeunes s'engage et à travers quelles formes de résistance, somme toute de dresser un portrait à plusieurs facettes et à multiples visages de ces jeunes, scouts et catholiques, à travers leurs écrits et leurs parcours personnels.

#### **4. Au croisement de l'histoire religieuse, résistante et juvénile : une historiographie qui interroge l'engagement scout et l'engagement résistant durant la guerre<sup>78</sup>**

Si l'histoire de l'intime et de la sphère privée sont mobilisées, les apports de l'histoire politique, sociale, culturelle et religieuse de la France dans les années 1920, 1930 et 1940 sont nécessaires à une compréhension complète du sujet.

Avant cela, quelques ouvrages concernant la définition des termes du sujet, l'écriture scientifique et l'histoire de l'intime ont évidemment été consultés. De façon plus ou moins succincte mais toujours de manière concise, l'usage de dictionnaires historiques nous a permis d'ébaucher et de recouper les définitions des termes les plus larges – et les plus polysémiques – de ce sujet. Afin de se prémunir contre les définitions rapides, simplistes ou uniques, chaque terme du sujet de cette étude a ensuite été approfondi à l'aide des ouvrages spécialisés compulsés ensuite. Des ouvrages de « méthode » ont également été consultés : il est en effet normal, en commençant une recherche se voulant historienne et de ce fait scientifique, de s'interroger sur la manière dont on écrit l'histoire et sur les erreurs que l'on peut commettre en entamant cette écriture. Il est toujours utile de se rappeler qu'une certaine distance doit être prise par rapport au sujet, et qu'il ne s'agit pas d'un devoir de mémoire ou d'un hommage rendu mais bien d'une recherche critique. Une partie des ouvrages généraux utilisés concerne également l'histoire de l'intime, de la sphère privée et des sensibilités. Nous nous intéressons en effet aux formes d'écriture et de restitution des événements, notamment les journaux intimes, les carnets de bord et les correspondances, qui reflètent les réflexions cette jeunesse particulière, scoute et catholique, et ses cheminements vers l'engagement résistant. L'histoire de l'intime et du privé est également mobilisée lorsqu'il s'agit d'étudier des sources postérieures à la Libération : témoignages de camarades ou de supérieurs dans la Résistance, le scoutisme, l'armée ou en détention, récits biographiques ou journaux intimes édités dans

---

moral, voir la préface de l'historien Guillaume Piketty dans Piketty Guillaume (dir.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009, p. XXXIX

<sup>78</sup> Se référer à la bibliographie, p. 267

l'immédiate après-guerre, signets funéraires constitués par les familles de défunts<sup>79</sup>... Ce qui est intime et personnel devient en quelque sorte public, que ce soit par l'édition ou par la diffusion de ces sources. Il est alors intéressant de constater ce qui a été reformulé ou mis en avant et ce qui au contraire a été caché ou minimisé. Après cette consultations d'ouvrages globaux, nous nous sommes intéressé aux trois historiographies, au croisement desquelles notre sujet se trouve.

#### a) Histoire de la Résistance, de Vichy, de l'Occupation

Intéressons-nous tout d'abord à l'histoire politique française des années 1940 en s'arrêtant sur l'histoire de l'Occupation, de Vichy et de la Résistance. Nous nous sommes penché sur des questions historiographiques afin de comprendre pourquoi cette époque a tant occupé les historiens et a fait émerger quantité de titres et travaux : il s'agissait de cerner les façons dont fut racontée et transmise l'histoire de la Résistance, de ses débuts que nous fixons à 1940 à aujourd'hui encore. Relater des faits de résistance n'est jamais innocent ni dénué de toute intention : il faut ainsi prêter attention à la lecture des ouvrages consultés et de nos sources et repérer ce qui relève du devoir de mémoire, de l'hommage rendu ou de l'écriture factuelle.

Ce sont ensuite le régime de Vichy et l'Occupation allemande qui nous ont intéressés, et notamment la vie des populations pendant cette période. Il s'agit par là de connaître l'environnement politique, social, économique et idéologique dans lequel les résistants évoluent – et donc de savoir à quoi et à qui ils s'opposent. La démarche compréhensive est ici privilégiée, non pour « excuser » le passé ou trouver des circonstances atténuantes aux faits et comportements, mais pour se placer à la hauteur des hommes qui ont vécu à cette époque : l'historien tente de découvrir les causes des engagements – dans la Résistance ou dans la collaboration – et non de les juger. Un intérêt particulier a été apporté à l'histoire des Chantiers de la jeunesse, forte structure au service de la diffusion des principes de la Révolution nationale auprès de la jeunesse ; de très nombreux scouts sont passés par les Chantiers, et cela a parfois été l'élément déclencheur de leur entrée en résistance – l'histoire des Chantiers de la jeunesse a d'ailleurs fortement évolué, grâce notamment à l'historien Christophe Pécout, qui a démontré le caractère profondément vichyste des Chantiers, que grand nombre d'historiens auparavant considéraient encore comme des foyers de résistance et de

---

79 Aucun des individus étudiés ne survit à la guerre et aucun ne peut donc livrer un témoignage postérieur à la guerre sur son propre vécu durant le conflit. Néanmoins, ce récit posthume, mélioratif, est souvent écrit par la famille, par la communauté scoute, par l'Eglise, et suit les mêmes logiques de réécritures et les mêmes logiques de pénétration de l'intime pour comprendre les engagements résistants. L'intime est dévoilé pour comprendre ces engagements. Piketty Guillaume, « De l'ombre au grand jour : l'identité résistante en question », cité dans Cabanes Bruno ; Piketty Guillaume (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009, p. 149-165

dissidence vis-à-vis du régime<sup>80</sup>.

Enfin, pour clore ce panorama politique et idéologique, nous nous sommes logiquement intéressés à l'histoire de la Résistance – ou des résistances –, au cœur de notre sujet : les différents ouvrages mobilisés permettent de comprendre que la Résistance n'est pas un bloc homogène mais une diversité de mouvements et de réseaux, qui ne se sont pas développés à la même vitesse, au même moment, dans les mêmes régions et avec les mêmes individus. Ainsi, il faut différencier les résistants de 1940 de ceux de 1942 ou de 1944 ; il faut comprendre que les différences entre mouvements et réseaux peuvent impliquer des actions différentes ; les individus ne sont pas les mêmes selon la couleur politique ou l'idéologie d'un mouvement ; les motivations et les causes de l'engagement dans la Résistance sont également différents selon les appartenances confessionnelles, politiques, régionales, socio-économiques des individus. S'ils résistent en tant que Scouts de France ou en conservant une manière de vivre et de réfléchir « scoute », les individus que nous étudions s'insèrent avant tout dans les schémas classiques de la Résistance française (Forces françaises libres, armée de Libération, maquis, groupes et réseaux<sup>81</sup>). Étant donné le nombre très important de jeunes étudiés qui entrent en résistance à partir de juin 1944 en intégrant l'armée de Libération, le déroulé des opérations militaires et des forces en présence se devait également d'être étudié.

### b) Histoire religieuse du catholicisme contemporain

L'histoire du catholicisme contemporain, et plus particulièrement pendant la Seconde Guerre mondiale, occupe également une place importante dans l'historiographie que nous mobilisons. À nouveau, nous nous sommes intéressés aux questions historiographiques afin de situer l'histoire du catholicisme pendant la guerre dans une histoire religieuse plus large : sujet récurrent depuis les années 1960, l'histoire religieuse est cependant de plus en plus étudiée par les laïcs, et non plus seulement par les clercs. C'est ensuite le paysage religieux de la France que nous avons étudié, entre le début du siècle – la séparation des Églises et de l'État en 1905 demeurant un point extrêmement important de cette histoire – et les années 1930. Ce ne sont pas les pratiques ni les rituels qui nous intéressent ici, mais la place des catholiques dans la société et leurs rapports avec ladite société. Depuis la Révolution Française, leur place dans l'espace public et politique a largement diminué.

Ce sont de ce fait leurs tendances politiques, leurs valeurs et leur sentiment d'appartenance communautaire<sup>82</sup> qui nous intéressent ici : le catholicisme social et républicain tout comme les idées

<sup>80</sup>Pécout Christophe, « Pour une autre histoire des Chantiers de la Jeunesse (1940-1944) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 116, 2012/4, p. 97-107

<sup>81</sup> Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945, op. cit.*, p. 119-120

<sup>82</sup> Se sentant exclus, ou du moins plus maîtres à bord dans l'espace public et politique, les catholiques français développent un sentiment communautaire, leurs croyances et leurs valeurs leur servant de refuge.

maurrassiennes anti-républicaines permettent d'esquisser l'histoire des sensibilités politiques des catholiques d'avant-guerre. La compréhension de la situation religieuse, politique et idéologique dans laquelle se situent les catholiques français nous permet enfin d'appréhender les schémas de pensée, les positionnements et les actions de cette partie de la population pendant la guerre. La Révolution nationale séduit majoritairement la population française et encore plus massivement les catholiques, que ce soit le clergé – à tous les niveaux – ou les laïcs : les ouvrages consultés nous permettent de comprendre également pourquoi certains, ayant adhéré quelques temps à ce programme politique, s'en sont ensuite détachés – et ce parfois malgré les consignes des évêques – pour entrer en résistance. Il faut à ce propos noter une mise au point faite par l'historien Étienne Fouilloux<sup>83</sup>, très importante sinon centrale pour l'étude de nos sources : il opère en effet la différence entre la Résistance en tant que chrétien – l'individu résiste car il est chrétien et il en va de sa conscience chrétienne de résister – et le chrétien en Résistance – le chrétien résiste car il est de son devoir de résister mais ses motivations premières pour entrer en résistance ne sont pas sa foi ou ses convictions religieuses. La distinction est certes ténue mais fondamentale.

### c) Histoire de la jeunesse

Enfin l'histoire de la jeunesse, et plus particulièrement de la jeunesse catholique durant la Seconde Guerre mondiale, complète et achève notre bibliographie. Comme précédemment, les questions historiographiques sont abordées en premier afin de constituer une définition de ce qu'est la jeunesse – puisqu'elle n'existe qu'en tant que construction et ne constitue en aucun cas une catégorie humaine naturelle ni un groupe social délimité en histoire sociale ou culturelle. Les titres consultés ont permis d'élaborer plusieurs définitions de la jeunesse que nous avons ensuite recoupées. La jeunesse est d'ailleurs centrale dans cette historiographie parce qu'elle constitue un enjeu : source de renouveau des idées, d'actions et de militantisme, elle est autant convoitée par le régime de Pétain que par les cadres résistants. Il faut toutefois garder à l'esprit que la jeunesse « engagée » est une pure construction de notre part.

Nous nous sommes ensuite intéressé à l'histoire des sociabilités juvéniles catholiques, et donc aux mouvements de jeunesse confessionnels du XX<sup>e</sup> siècle. Cela nous permet tout d'abord de situer le scoutisme parmi une multitude d'autres mouvements, parfois bien plus implantés et plus attrayants, et donc de garder à l'esprit que le sujet de notre étude, la Résistance par le prisme du scoutisme, n'est qu'une très infime partie de l'histoire de la Résistance, de l'histoire religieuse et de l'histoire de la jeunesse. Étudier la jeunesse catholique permet également de comprendre dans quel

---

83 Fouilloux Étienne, *Les chrétiens français entre crise et libération*, op. cit., p. 110-111



paysage religieux et à travers quelles sociabilités religieuses ces jeunes s'insèrent et évoluent avant et pendant la guerre, et donc de cerner de possibles causes d'engagement dans la Résistance ou, au contraire, d'expliquer l'adhésion plus ou moins longue des jeunes catholiques au régime de Vichy.

Enfin, nous finissons cette histoire de la jeunesse en nous recentrant sur l'histoire du scoutisme catholique. Les ouvrages consultés nous ont permis de retracer une histoire assez complète et détaillée des débuts du scoutisme en Angleterre, de son adaptation relativement difficile en France puis de sa pérennisation et de sa croissance rapides dans le paysage religieux français à partir de la fin des années 1920. Si le scoutisme est encore aujourd'hui un mouvement de jeunesse très important, la place qui lui est faite dans l'historiographie est assez faible pendant le XX<sup>e</sup> siècle. Cependant, l'étude de quelques titres nous a permis de comprendre l'implantation du scoutisme en France, son recrutement, sa méthode pédagogique et ses principes. En comprenant comment évolue le scoutisme en France dans les années 1920-1940, il s'agit de comprendre quelles vertus et quelles valeurs sont inculquées aux jeunes garçons – et aux jeunes filles quelques temps après : ils deviennent des adolescents et des hommes attachés à l'Église et à la patrie, ont des responsabilités au sein de leur unité scout et ont reçu un enseignement axé sur l'engagement et la fidélité – à Dieu, à l'Église, à la patrie, à la loi scout... C'est en étudiant ce que transmet le scoutisme que l'on peut réellement comprendre comment certains de ces jeunes sont entrés en résistance, en 1940 ou après avoir été plus ou moins longtemps séduits par Vichy et influencés par l'attitude de l'Église et de la hiérarchie des Scouts de France vis-à-vis du régime.

## **5. Une étude des formes de résistance à travers le scoutisme : sources et méthodes**

Quoiqu'il en soit, c'est à travers le prisme du scoutisme que nous souhaitons étudier les formes de résistance dans lesquelles s'inscrivent ces jeunes. Sans qu'il s'agisse d'une résistance propre à ces jeunes<sup>84</sup>, il est intéressant d'étudier par quels moyens ils entrent en résistance et surtout au nom de quelles valeurs, idées et principes. En gardant à l'esprit que les catholiques ont été massivement séduits par la Révolution nationale à ses débuts, il est d'autant plus intéressant d'observer ce changement d'allégeance témoignant d'une certaine prise de conscience. Ce qui nous intéresse ici est bien plus la façon dont ces jeunes vivent la défaite militaire et les bouleversements politiques que subit la France, au nord comme au sud, que le fonctionnement et l'organisation de la Résistance, du régime d'occupation ou du gouvernement de Vichy.

La faisabilité du sujet mérite également d'être évoquée. Outre la possibilité scientifique –

---

<sup>84</sup> A ce sujet, la résistance spirituelle pourrait être évoquée, mais en réalité très peu de scouts se « contentent » d'une résistance uniquement spirituelle, du fait peut-être de leur jeune âge qui les pousse plutôt à l'action.

l'accès aux sources – et l'intérêt historique, le choix et la définition du sujet restent aussi personnels : l'implication dans un mouvement de scoutisme catholique en tant que responsable d'unité et la curiosité intellectuelle et historique quant à l'histoire des Scouts de France durant la guerre sont entrées en compte dans la motivation à choisir un tel sujet de recherche. Il faudra, tout au long de cette analyse, prendre garde à expliciter les termes et abréviations qui pour nous sont familiers, et éviter, bien-sûr, le parti pris.

Nous disposons de sources quasi-exclusivement privées permettant d'étudier actuellement<sup>85</sup> plus de 309 jeunes femmes et hommes catholiques, appartenant à l'association des Scouts de France et morts pendant la Seconde Guerre mondiale en déportation, en captivité, victimes de bombardements, fusillés par la Gestapo ou la Milice, ou en combattant pour la Libération de la France. Ces sources sont conservées – et ont été consultées – au Mémorial national des scouts morts pour la France (MNSMF), inauguré en 1994 dans la commune de Liévin par la communauté religieuse de la Sainte-Croix de Riaumont<sup>86</sup>. Le but de ce Mémorial est de rendre hommage aux scouts morts pour la France entre 1920 et aujourd'hui dans les différents conflits dans laquelle la France a été impliquée : pour cela, il a réalisé un ensemble de plaques commémoratives afin d'entretenir leur mémoire et a également entrepris une opération de collecte des informations à leur sujet, en faisant appel, par le biais de la presse à public catholique ou militaire (*Pèlerin magazine*, *Famille chrétienne*, *Debout les paras*,...) entre 1994 et 1997, aux familles ou personnes susceptibles de détenir des informations sur les défunts<sup>87</sup>. C'est ainsi que les moines ont composé des archives en réunissant, triant et numérisant les données dans un fichier informatique s'apparentant à un répertoire : ce dernier recense 1 320 individus, tous mouvements scouts et tous conflits armés confondus, dont 970 appartiennent aux Scouts de France et sont décédés morts au cours de la Seconde Guerre mondiale<sup>88</sup>. Ce fichier informatique, qui contient les dates de naissance et de mort des individus, des indications sur les circonstances de la mort, le parcours des individus au sein des Scouts de France, leur grade éventuel dans l'armée et les décorations militaires décernées, ainsi que la source des informations délivrées, a l'avantage de mesurer l'étendue des noms collectés par le Mémorial et donc, potentiellement, l'étendue des archives qui peuvent en découler. Or, l'archivage n'étant pas la principale activité des moines, les informations collectées sont loin d'être toutes enregistrées dans la base de données et aucun inventaire n'a été établi.

Cette difficulté est de taille : un inventaire nous aurait permis de connaître la quantité

---

85 C'est-à-dire en décembre 2017.

86 Mémorial National des Scouts Morts pour la France (MNSMF), 4 de la Rue Thiers, 62801 Liévin Cedex. Téléphone du père Hervé Tabourin, qui s'occupe de la collecte des données : 06 74 34 85 29. [memorial@riaumont.net](mailto:memorial@riaumont.net)

87 De ce fait, on ne peut pas prétendre dresser un état des sources exhaustif, puisque les archives sont collectées selon la volonté des familles des scouts disparus.

88 Parmi ces 970 individus recensés, 309 fonds ont été réunis et consultés.

d'informations et de documents disponibles pour chaque individu, et nous aurait également permis de retrouver facilement et rapidement les documents. Nous nous sommes fié au système de classement du Mémorial, qui utilise des classeurs, en attribuant un intercalaire à un individu. Une seconde difficulté s'est ajoutée cependant à la première : jusqu'en 1998, toutes les sources imprimées, lettres et autres archives – journaux intimes, correspondances, signets funéraires, citations militaires, témoignages posthumes, *etc* – collectées étaient notifiées dans le fichier informatique ; faute de temps, il n'est plus mis à jour depuis cette date et les nouvelles archives adressées au Mémorial ne sont répertoriées nulle part<sup>89</sup>. Le répertoire, repris en l'état, indique 970 individus morts pendant la Seconde Guerre mondiale, mais la dispersion des documents et l'absence d'inventaire ont rendu possible la consultation d'un tiers des fonds, renseignant l'existence de 309 individus, en deux ans de recherche. Les sources consultées sont variées : signets funéraires<sup>90</sup>, citations et décorations militaires, certificats de décès, notes personnelles, journaux intimes, correspondances, photographies, articles de presse postérieurs au conflit... Chaque envoi est accompagné d'une lettre explicative qui délivre parfois de précieux renseignements sur l'individu décédé – informations qu'il convient d'analyser avec précaution car elles constituent une relecture posthume, plus de 50 ans après les faits. Comme l'accès au Mémorial est soumis à des contraintes de distance géographique et de disponibilité, nous avons choisi de photographier les sources pour travailler de façon pérenne dessus. Afin d'exploiter ces données prosopographiques, nous avons constitué une base de données relationnelle partiellement inspirée du fichier informatique initial<sup>91</sup>, afin d'étudier de manière scientifique et historique la grande quantité de données biographiques à disposition<sup>92</sup>. Cette base de données constitue le premier support de notre étude : le croisement des informations et leur lecture à travers différents prismes permettent de mettre en lumière la notion d'engagement, tant dans le scoutisme que dans la Résistance<sup>93</sup>.

Chaque fond est composé des lettres que les proches ont envoyées au Mémorial pour signaler l'individu ; ensuite, une feuille de renseignements est retournée aux proches pour qu'elle soit complétée et annotée – cela permet d'obtenir les mêmes informations pour chaque individu et un meilleur traitement des données – puis elle est renvoyée au Mémorial ; enfin, les documents

---

89 Avec les informations parvenues au Mémorial depuis 1998, on estime à environ 3 000 le nombre d'individus qui pourraient être compris dans la base de données

90 Aussi appelés mementos, ces signets sont confectionnés et imprimés le plus souvent à l'initiative de la famille du défunt, au moment de son enterrement ou à l'annonce de sa mort, afin d'entretenir le souvenir du défunt chez les proches.

91 En analysant chaque source, l'ajout de caractéristiques et d'informations à notre base de données était primordial.

92 A ce propos, l'article de Pierre-Marie Delpu nous a aidé à définir et circonscrire ce que nous pouvions envisager avec autant de données prosopographiques : Delpu Pierre-Marie, « La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale », *Hypothèses*, 2015/1, n° 18, p. 263-274

93 A nouveau, l'ouvrage de Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance*, *op. cit.*, a permis de garder à l'esprit que, au-delà de la multiplicité des parcours individuels, l'engagement en faveur d'un idéal restait le cœur de notre étude.

annexes – qui constituent le cœur de notre recherche – sont rangés sans forcément respecter l'ordre chronologique. Nous disposons également de quelques sources imprimées, qui n'ont pas toujours été signalées par les familles mais collectées de façon indépendante par le Mémorial ; ces sources font souvent l'objet d'une publication, même à petite échelle ou à faible tirage, et sont de ce fait publiques.

Nous tenons d'autre part à préciser que, parmi les sources dont nous disposons, certaines concernent des individus décédés au cours d'actions militaires postérieures à la capitulation allemande le 8 mai 1945 – les combats se poursuivant par exemple en Indochine, attaquée par les Japonais au cours de la guerre : il s'agit d'une forme de résistance également, même si l'ennemi – en l'occurrence les Japonais, alliés de l'Allemagne – est différent. Ainsi, les cadres de notre étude dépassent le seul territoire français métropolitain pour inclure le Royaume-Uni et tout ce qui a trait à la France libre, les colonies françaises en particulier l'Indochine et les colonies africaines, et l'Allemagne en tant que terre de déportation, d'emprisonnement et de combats à partir de 1945.

Alors que l'obéissance et le respect à la hiérarchie sont des valeurs centrales du catholicisme et du scoutisme et que la Révolution nationale semble séduire massivement les catholiques français, au nord comme au sud, comment peut-on expliquer les questionnements vis-à-vis de l'Occupation et du gouvernement de Vichy de ces jeunes, puis leur entrée en résistance ? Par quels moyens, plus ou moins dangereux et plus ou moins répréhensibles, signifient-ils – ou pensent-ils signifier – leurs désaccords avec l'armée d'occupation d'abord, avec Vichy ensuite ? Comment passent-ils de l'obéissance vis-à-vis de la hiérarchie catholique et scoute, à la défiance voire à la rupture ? Comment l'engagement contracté dans le scoutisme influence, retarde ou accélère-t-il l'engagement de ces jeunes dans la Résistance ? Comment le scoutisme, à la fois référentiel de valeurs, d'activités et de techniques, et vecteur de d'engagement et de spiritualité, a-t-il pu être un incubateur ou un retardateur d'engagement résistant ? Quel référentiel de valeurs le scoutisme mobilise-t-il chez ces scouts quand ils évoquent leur devoir de chrétien face à la situation politique de la France ? Autant de questions qui guideront la réflexion de ce mémoire.

Les tournants chronologiques de la guerre, qui se confondent avec ceux de l'engagement résistant, permettent à notre réflexion de s'articuler. Nous nous emploierons dans une première partie à étudier l'impact de l'armistice sur les engagements résistants naissants de ces individus et sur les questionnements qui les animent. Il s'agira dans une seconde partie de comprendre comment le débarquement allié de novembre 1942 en Afrique du Nord et ses conséquences ont alimenté des engagements plus nombreux dans la Résistance, tant extérieure qu'intérieure. Enfin, le tournant du

débarquement de Normandie en juin 1944 constituera l'amorce de notre dernière partie et l'événement déclencheur de la massification de l'engagement résistant et de la jonction des différentes formes de résistance. Le scoutisme, à la fois activité, référentiel de valeurs et spiritualité, constituera le prisme de lecture principal de chacun de ces engagements résistants.

## **PARTIE I**

*17 juin 1940 – 8 novembre 1942*

*Sous Vichy ou sous l'Occupation, une jeunesse scoutie entre enthousiasme,  
défiance et résistance*

## Chapitre 1 – 1940 : Le scoutisme à l'épreuve de l'armistice et de ses bouleversements

Nous nous intéressons dans ce premier chapitre aux toutes premières attitudes que l'on peut observer chez les scouts à l'annonce de l'armistice et à tous les changements que cette annonce implique : en effet, les repères politiques français sont bouleversés, le pays est séparé en plusieurs zones et sa partie nord est occupée par l'armée allemande. À cela, il faut ajouter les bouleversements humains occasionnés par la guerre, aussi courte a-t-elle été : des hommes sont blessés, d'autres sont tués, d'autres encore sont faits prisonniers et sont acheminés en Allemagne où ils rejoignent des camps. L'exode a projeté six millions de Français sur les routes par crainte des bombardements et de l'arrivée des Allemands. Face à tous ces bouleversements, nous étudions le comportement des scouts dans trois situations : tout d'abord, face aux choix de l'évasion vers l'Angleterre ; ensuite, face à la capture et à la captivité en mains allemandes ; enfin, face à l'interdiction du scoutisme en zone occupée et en zone interdite.

### I. Des départs ponctuels vers l'Angleterre : une première résistance qui peine à se faire entendre

Le départ pour l'Angleterre pourrait constituer chronologiquement le premier acte de résistance, contre l'armée d'occupation d'une part, puisqu'il s'agit de fuir son arrivée, son autorité et de s'organiser à l'extérieur du territoire pour lutter contre elle ; et contre le régime de Vichy d'autre part, qui se soumet à l'autorité allemande par les clauses de l'armistice du 22 juin. Il s'agit, sinon de suivre le général de Gaulle, alors encore relativement inconnu, d'adopter le même choix que lui, à savoir quitter la France pour poursuivre la guerre en dehors du sol français ou dans les colonies ralliées à la France libre. Ces premiers départs transforment ces hommes en « Français libres », c'est-à-dire en « communauté des Français qui, à partir de juin 1940, se groupèrent hors de France autour du général de Gaulle »<sup>94</sup>. Ainsi, un Français libre est un engagé volontaire sous les ordres du général de Gaulle, du 18 juin 1940, jour de l'appel radiophonique, au 31 juillet 1943<sup>95</sup>. Néanmoins, ce sont ici les tous premiers ralliements des Français à l'Angleterre, durant l'été 1940, que nous étudions – les suivants seront examinés au quatrième chapitre<sup>96</sup>.

Le général de Gaulle, sous-secrétaire d'État à la guerre depuis le 5 juin, est à Londres le 9, afin de discuter avec le Premier ministre britannique Churchill de la situation militaire française. Il

---

94 Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *La France libre : de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 2014, p. 33

95 Le 31 juillet 1943, les Forces Françaises Libres (FFL), sous l'autorité du général de Gaulle, et l'Armée d'Afrique, sous celle du général Giraud, fusionnent afin de former l'Armée de libération.

96 Chapitre 4, p. 144

y retourne également le 14 juin. En France, le président du Conseil Paul Reynaud démissionne le 16 juin devant la défaite des armées françaises et l'avancée des troupes allemandes sur le sol national. Philippe Pétain, jusqu'alors vice-président du Conseil, dernier maréchal en vie et très largement connu et remarqué pour ses victoires durant la Grande Guerre, remplace Reynaud : le 17 juin, son gouvernement entre en fonction et demande l'armistice à l'Allemagne<sup>97</sup>. De Gaulle, de passage à Bordeaux où le gouvernement s'est replié, retourne à Londres le soir même. Relativement peu connu en France, il prononce alors un discours le 18 juin – qui ne devient célèbre qu'ultérieurement – appelant à poursuivre les combats et à prendre contact avec la Grande-Bretagne pour continuer la lutte. Cet appel n'est pas particulièrement entendu et n'occasionne pas de départs massifs vers l'Angleterre : le 14 juillet 1940, de Gaulle passe en revue 3 000 hommes<sup>98</sup>. En Angleterre et dans l'Empire, les effectifs des Forces Françaises Libres (FFL) comptent, à la fin de l'année 1940, plus de 4 500 hommes pour l'armée terrestre, 3 200 marins, et moins de 200 aviateurs<sup>99</sup>.

Sur les 309 individus étudiés ici, 15 hommes, soit 4,8% de la population étudiée, rejoignent l'Angleterre entre juin et juillet 1940 : ils constituent bien sûr une minorité, qui n'est pas représentative de la totalité de la population étudiée, mais c'est son extensionnalité qui rend cette minorité intéressante à étudier, afin de comprendre le parcours et les motivations de ces hommes et d'analyser comment le passage à l'acte – quitter la France, sa famille, ses études<sup>100</sup> – est décidé et mis en œuvre.

## **1. Militaires et Français vivant dans l'Empire : le faible impact du scoutisme sur l'engagement envers la France Libre ?**

### a) L'appartenance à l'armée, vecteur d'engagement ?

Parmi les 15 individus concernés, cinq sont des militaires de carrière qui rejoignent l'Angleterre en profitant de leur lieu d'affectation en France métropolitaine – à proximité des côtes ou dans des bases militaires – et des circonstances de confusion militaire de juin et juillet 1940. Pierre Marchal, né en 1902, a été scout en région parisienne avant d'entrer à l'École polytechnique en 1919 ; il poursuit sa formation militaire à l'École supérieure d'aéronautique<sup>101</sup>. En juin 1940, il

---

97 Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *La France libre : de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 2014, p. 43

98 Cointet-Labrousse Michèle ; Cointet Jean-Paul, *La France à Londres : renaissance d'un État, 1940-1943*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 1990, p. 62

99 Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *La France libre : de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 2014, p. 95. L'armée de terre française compte alors trois millions de soldats.

100 Cointet-Labrousse Michèle ; Cointet Jean-Paul, *La France à Londres : renaissance d'un État, 1940-1943*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 1990, p. 20-21

101 MNSMF, Riaumont, fonds Paul Marchal, Lettre de Kathleen Crenshaw-Marchal, 3 mars 1996, p. 4



rejoint l'Angleterre, sans que l'on sache comment, mais on peut supposer qu'il occupait alors un poste dans l'armée de l'air, ce qui lui a permis de quitter la France. Philippe-Emmanuel Béraud rejoint également l'Angleterre le 23 juin 1940 par Saint-Jean-de-Luz, où des navires font le trajet jusqu'en Angleterre. Il entre à l'école de sous-officiers d'Istres en 1938, et quitte alors le scoutisme, dans lequel il évoluait depuis l'âge de 8 ans à la Rochelle, en tant que louveteau, scout, routier puis chef de troupe (CT) de la 4<sup>e</sup> La Rochelle, jusqu'en 1938. C'est donc en tant que militaire, et probablement au poste auquel il servait, qu'il quitte aussi la France, alors âgé de 21 ans. Il contracte un engagement au sein des FFL sous le pseudo de Philippe Dubare en 1940<sup>102</sup>. Jean-Marie Hérenguel, scout dans le nord de la France jusqu'en 1934, a été élève à l'école de sous-officiers de Saint-Maixent. Il est stationné à Boulogne-sur-mer en juin 1940 et c'est par ce biais qu'il rejoint l'Angleterre, à l'âge de 24 ans. Hubert Amyot d'Inville, né en 1909 et élève sur le bâtiment de la marine nationale « Jacques Cartier » en 1932, est capitaine dans la marine en 1939. Son bateau coule durant la bataille de Dunkerque et il agrippe une vedette qui le ramène à Cherbourg. Il rejoint alors l'Angleterre, le 12 juin, et se rallie à de Gaulle après le 18. Il devient commandant d'un bataillon de fusiliers marins le 19 juillet<sup>103</sup>. Jean Ayrat, quant à lui, a tout juste 18 ans au moment de l'armistice : il prépare le concours de l'École polytechnique à partir du printemps 1940 ; ayant entendu l'appel du général de Gaulle à la radio le 18 juin, il quitte la France le 22 par Bayonne. Le chalutier sur lequel il a embarqué passe par Gibraltar entre-temps, et Ayrat arrive avant la fin du mois de juin en Angleterre<sup>104</sup>.

Individu	Date naiss	Parcours scout			
Hubert A. D'INVILLE	01/08/09	SCOUT			
Jean AYRAL	30/12/21	SCOUT	Neuilly (2 <sup>e</sup> )		
Philippe-Emmanuel BERAUD	22/12/19	LOUV.	La Rochelle (1 <sup>e</sup> )		1931
		SCOUT	La Rochelle (1 <sup>e</sup> )	1931	1936
		ROUTIER	La Rochelle (1 <sup>e</sup> )	1936	1938
		CT	La Rochelle (4 <sup>e</sup> )		1938
Jean-Marie HERENGUEL	16/10/16	SCOUT	Bruay en Artois (1 <sup>e</sup> )	1931	1934
Pierre MARCHAL	22/03/02	SCOUT	Bourg-la-Reine (1 <sup>e</sup> )		
<b>Date de naissance moyenne</b>	<b>10/02/14</b>				
<b>Age moyen en juin 1940</b>	<b>26 ans</b>				

Tableau 1 : Militaires ayant rejoint l'Angleterre depuis la France métropolitaine durant l'été 1940

102MNSMF, Riaumont, fonds Philippe-Emmanuel Béraud, Lettre de Claude Laurent, 20 mars 1996, p. 2

103MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 2-4

104MNSMF, Riaumont, fonds Jean Ayrat, Lettre de Paul Siméon, 29 décembre 2006, p. 1

Le fait d'être militaire – et de surcroît d'avoir la possibilité matérielle de rejoindre l'Angleterre en étant stationné dans ou à proximité d'une base militaire – est le premier facteur d'explication du départ de ces hommes. Ils ont en moyenne 26 ans au moment de quitter la France et le scoutisme, qu'ils ont pratiqué dans leur enfance ou leur adolescence, appartient pour la plupart à leur passé. Sans être le motif principal de l'engagement, le scoutisme est cependant un vecteur de patriotisme – au sens de défense de la patrie contre l'occupant – ou d'entretien du sentiment patriotique, que nous évoquons plus tard dans ce chapitre<sup>105</sup>.

### b) Rejoindre la France Libre par le biais de l'Empire

Si l'on parle de résistance de la « première heure », c'est-à-dire à partir du moment où résister constitue une opportunité à la fois possible et évoquée, il ne faut pas oublier qu'elle ne concerne pas seulement le territoire métropolitain français ou même britannique. Rejoindre la France peut également s'effectuer au sein des colonies françaises déjà ralliées à l'autorité du général de Gaulle ou au sein des colonies britanniques. C'est le cas que Pierre Duquesnay qui, né en 1910, est vice-consul de France à Port Saïd, en Égypte britannique, lorsque la guerre se déclenche. Il s'y trouve au moment de l'armistice français et rejoint la France libre en juin 1940 en entrant dans les services civils franco-anglo-égyptiens, ralliés à de Gaulle<sup>106</sup>. L'engagement au sein des FFL est similaire chez André Zirnheld, professeur de philosophie à Tunis, qui se trouve au Liban – sous domination vichyste – lors de l'armistice : il rejoint la Palestine britannique pour s'engager dans les FFL. Jean Bouet part quant à lui de Tunisie à bord du sous-marin Narval sur lequel il est engagé en tant qu'aspirant pour rejoindre Malte, colonie britannique, où une partie de l'équipe – dont le jeune homme – décide de contracter un engagement pour les FFL<sup>107</sup>. Au Congo, François Garbit, officier dans l'infanterie coloniale, est stationné à Pointe-Noire avec son unité au moment de l'armistice. Décidé à rallier la France libre, il rejoint le Tchad, passé sous l'autorité de de Gaulle à la fin de l'été 1940. René Mouchotte<sup>108</sup> et Louis Ducorps<sup>109</sup>, qui stationnaient respectivement en Afrique et en Indochine en tant que militaires, s'évadent tous les deux après l'armistice pour rejoindre l'Angleterre à la fin du mois de juin. Enfin, Jean-Baptiste Diacono, qui a le même âge et qui, en raison de son poste de sergent pilote à la base aérienne de Fès, se trouve au Maroc au moment de l'armistice, décide de rejoindre l'Angleterre par la voie aérienne avec d'autres élèves-pilotes et un pilote. Leur avion s'écrase cependant après avoir décollé, le 30 juin, sans que l'on sache si c'est accidentel ou s'il

---

105 Voir p. 45

106 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Duquesnay, Lettre d'Adrienne Caron, [1994?], p. 1

107 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Bouet, Lettre de François Bouet, 23 mars 1994, p. 1

108 MNSMF, Riaumont, fonds René Mouchotte, Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, p. 1

109 MNSMF, Riaumont, fonds Louis Ducorps, Signet funéraire, [1943?], p. 1

a été visé par des tirs<sup>110</sup>.

Individu	Date naiss.	Parcours scout (lieu et dates)			
Jean BOUET	02/09/17	SCOUT			
		ROUTIER	Brest (clan ND Navale)	1937	1940
Louis DUCORPS	22/01/13	SCOUT	Versailles (3°)		
		ROUTIER	Versailles (3°)		
Pierre DUQUESNAY	03/04/10	SCOUT	Lille (tr Guynemer)		
Jean-Baptiste DIACONO	07/12/21	SCOUT	Alger (gr C de Foucauld)		
		ROUTIER	Alger (gr C de Foucauld)		
		ACT	Alger (tr Guillot de Salins)		1940
François GARBIT	22/02/10	SCOUT	Lyon (1°, gr C de Foucauld)		
René MOUCHOTTE	21/08/14	SCOUT	Paris (gr St Louis)		
		ROUTIER	Paris (gr St Louis)		
		ROUTIER	Limoges (clan St Martin)		
André ZIRNHELD	07/02/13	SCOUT	Paris		
<b>Date de naissance moyenne</b>	<b>26/05/14</b>				
<b>Age moyen en juin 1940</b>	<b>26 ans</b>				

Tableau 2 : Individus présents dans l'Empire ayant rejoint les FFL

A peine plus âgés en moyenne que les militaires ayant quitté la France métropolitaine pour rejoindre les FFL, les civils et les militaires présents dans l'Empire et choisissant de rallier la France Libre sont des hommes dont le scoutisme appartient également au passé – seul Jean-Baptiste Diacono, le plus jeune des sept évadés, exerce une fonction scoute en tant qu'assistant chef de troupe (ACT), au moment de son départ. À nouveau, le scoutisme ne semble pas avoir eu un impact considérable sur l'engagement de ces individus pour la France Libre. Tout comme pour les militaires de carrière, il ne faut pas négliger l'importance de l'opportunité qui se présente. Le patriotisme semble de nouveau être le seul facteur d'explication de ces départs, comme en témoigne la citation à l'ordre de l'armée de l'air réalisée pour Louis Ducorps après sa mort en 1943 : « S'évadait d'Indochine au lendemain de l'armistice de juin 1940 dans un avion d'école, dans des circonstances particulièrement risquées. S'est toujours fait remarquer pour son patriotisme ardent et par l'amour de son métier. »<sup>111</sup>. Si le scoutisme peut être, comme on l'a souligné auparavant, un vecteur de cette volonté de défendre la France contre la présence allemande, le refus de la fin des combats et de la soumission à l'armistice dépasse bien évidemment le mouvement scout.

110Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *La France libre : de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 2014, p. 82

111MNSMF, Riaumont, fonds Louis Ducorps, Signet funéraire, [1943?], p. 1

Néanmoins, n'y-a-t-il que des hommes établis, dont le scoutisme appartient au passé, qui rejoignent la France Libre ?

## 2. Le départ de très jeunes civils

Rejoindre la France libre n'est pas seulement une affaire de militaires : des civils rejoignent également l'Angleterre, à l'instar de Gustave Lespagnol, Gérard Gautier de Carville et Robert Jumel.

Individu	Date naiss.	Parcours scout			
Gérard G. DE CARVILLE	15/01/24	SCOUT	Vannes (1 <sup>e</sup> )		
Robert JUMEL	28/04/20	LOUV.	Villemomble (1 <sup>e</sup> , m. St Bernard)	1928	1931
		SCOUT	Villemomble (1 <sup>e</sup> , tr St Bernard)	1931	1937
		CT	Villemomble (1 <sup>e</sup> , tr St Bernard)	1938	1940
Gustave LESPAGNOL	13/08/23	SCOUT	Brest (5 <sup>e</sup> , tr St Martin)		1939
		ROUTIER	Brest (5 <sup>e</sup> )	1939	
<i>Date de naissance moyenne</i>	<b>29/08/22</b>				
<i>Age moyen en juin 1940</i>	<b>17 ans</b>				

Tableau 3 : Civils ayant rejoint l'Angleterre en juin 1940

En moyenne âgés de 17 ans, le point commun de ces trois jeunes scouts est qu'ils se trouvent en Bretagne lorsque le maréchal Pétain demande l'armistice à l'Allemagne ; à ce titre, la Bretagne, par sa place géographique, demeure une région de départs vers l'Angleterre et donc un lieu d'engagement précoce dans la Résistance<sup>112</sup>. Les troupes allemandes sont sur le point de prendre les villes du littoral breton, lorsque Gustave Lespagnol, chef de patrouille à la 5<sup>e</sup> Brest (troupe Saint Martin) puis routier à partir de 1939, rejoint l'Angleterre en juin 1940<sup>113</sup>. Il n'a pas encore 17 ans, et part avec trois autres scouts de la troupe. Il rejoint le port de Douarnenez, puis l'Île de Sein<sup>114</sup>. Son parcours est semblable à celui de Gérard de Carville, scout à la 1<sup>e</sup> Vannes, qui quitte la France en juin 1940, alors qu'il a tout juste 16 ans. Tous deux deviennent Cadets<sup>115</sup> de la France libre lorsqu'ils rejoignent les Alliés, c'est-à-dire élèves officiers, formés en Angleterre entre 1941 et 1944 afin d'être aptes à participer aux combats pour libérer la France – et son Empire – de l'armée allemande.

112 Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scoute pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Baubérot Arnaud ; Duval Nathalie, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 159

113MNSMF, Riaumont, fonds Gustave Lespagnol, Lettre de André Casalis, 17 janvier 1997, p. 1

114Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scoute pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 159

115Nom donné aux élèves officiers en Grande-Bretagne.

Au mois d'août 1940, le général de Gaulle souhaite en effet rassembler les plus jeunes volontaires qui l'ont rejoints, afin de leur donner une formation militaire sur le même modèle que celui dispensé par Saint-Cyr avant la guerre. L'école militaire des Cadets, créée en février 1941, forme environ 400 officiers, dont près d'un quart meurt dans les combats de la Libération<sup>116</sup>. La jeunesse est en effet une préoccupation importante de la France libre : comment occuper et comment former des jeunes, parfois encore adolescents, au combat ? La vie des Cadets pourrait être assimilée, dans sa forme, à celle du scoutisme, comme le souligne Pierre Lefranc dans la revue *Espoir* en juin 2003 : « Parant au plus pressé, voici durant l'été 1940 ces volontaires en culottes courtes, habillés en boys-scouts, logés sous la tente et chantant autour d'un feu de camp. Mais ces garçons ne sont pas venus pour ça et ne manquent pas de le faire savoir. »<sup>117</sup>. A partir de 1941, leur formation militaire commence réellement.

Robert Jumel, lui, est chef de troupe à la 1<sup>e</sup> Villemomble en région parisienne, groupe dans lequel il a également été scout et louveteau<sup>118</sup>. En juin 1940, il vient d'avoir 20 ans et il a quitté Paris avec sa mère et ses sœurs lorsque les troupes allemandes y ont pénétré. Il se réfugie en Bretagne avec sa famille, et après avoir entendu le message du général de Gaulle, il quitte la France le matin du 20 juin avec la barque d'un pêcheur. Il écrit dans son journal, le 19 juin 1940 :

[...] Dois-je partir ? Maman et mes sœurs me poussent à partir, et une occasion se présente sous la forme d'une barque de pêche. Deux kilomètres de marche pour atteindre le port (Portsall) à minuit-30. Maman Monique et Thérèse m'embrassent une dernière fois : c'est fini ! Les reverrais-je un jour ? Si Dieu le veut ! Le lieu est triste, les gens sont tristes, le temps est triste, lugubre même. Sur le haut du talus se découpent des ombres de soldats casqués, armés. Ces soldats prétendent nous empêcher de partir et braquent leurs fusils et fusils-mitrailleur sur notre groupe. Des discussion à n'en plus finir, des menaces, des disputes, enfin le calme renaît, les soldats s'en retournent, des Français auraient-ils tiré sur des Français ? Non, impossible... et pourtant cela s'est vu souvent sur le front. Ô ! Pauvre France ! Maintenant nous embarquons, il est 3 heures du matin, le moteur ne fonctionne pas, et la mer baisse et le jour se lève. L'angoisse me serre la gorge, les deux mousses ont quitté le bateau pour retourner à terre, moi aussi maintenant je voudrais retourner, je ne peux plus... Six heures du matin, impossible de partir, nous débarquons craignant de voir les fridolins. [...] Comme c'est dur de partir ainsi ! [...]<sup>119</sup>

Cet extrait montre à quel point le départ vers l'Angleterre relève aussi d'occasions, de « hasards », et combien le départ peut être difficile pour ces hommes qui quittent tout. Robert Jumel a 20 ans, il quitte sa mère, ses sœurs et se tourne vers une terre inconnue, dans des conditions de

---

116 Casalis André, *Cadets de la France libre. L'École militaire*, Panazol, Lavauzelle, 1994, p. 108-110

117 Lefranc Pierre, « L'École militaire des cadets de la France libre », *Espoir*, Juin 2003, n° 135, p. 15-17

118 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, Lettre de Yves Zacchi, 7 décembre 1994, p. 1

119 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 1<sup>er</sup> juin 1940, p. 1

voyage incertaines et précaires ; le départ ne se fait pas à contre-cœur, mais il n'est pas heureux non plus. Bien que nous ne disposions d'aucun autre témoignage écrit au moment des faits, on peut penser que l'appréhension voire la tristesse résidant dans le départ ne soit pas un cas isolé – notamment chez les hommes aussi jeunes. Si s'évader reste un choix coûteux, quelles peuvent être les motivations de ces départs vers l'Angleterre ?

### 3. Le patriotisme, premier facteur de l'engagement envers la France Libre ?

L'occasion de quitter le territoire français se présente à ces hommes, mais peut-on arriver à comprendre pourquoi ils acceptent de la saisir ? Jean Bernier, que nous retrouverons plus tard dans ce chapitre<sup>120</sup>, est un tout jeune militaire de 20 ans au moment de l'armistice. Rapatrié en Angleterre après la débâcle, il choisit de revenir en France, où il est finalement fait prisonnier. Le choix de rejoindre l'Angleterre et les Français Libres n'est donc ni évident ni facile à réaliser.

Par ailleurs, en quittant la France et l'Empire en tant que militaires, ils deviennent déserteurs aux yeux de l'armée et désobéissent au maréchal Pétain<sup>121</sup> : âgés de 18 à 38 ans<sup>122</sup> au moment de rejoindre l'Angleterre, ces hommes laissent non seulement une carrière, mais aussi leur famille, parfois peut-être une femme et des enfants. Pour ce qui est des trois civils évoqués, leur jeune âge – 17 ans en moyenne – peut également étonner. Quitter la France, c'est également quitter leurs études mais surtout leurs parents, qui demeurent une référence rassurante et d'obéissance à cet âge-là. Il y a donc un pas à franchir entre l'occasion qui se présente et la saisie de celle-ci. Nous pouvons questionner l'impact du scoutisme dans cet engagement, puisque nous étudions exclusivement des jeunes gens actifs ou anciens des Scouts de France. Si des unités s'engagent très rarement en tant que groupe constitué dans la Résistance – nous étudierons d'ailleurs le cas du clan routier Guy de Larigaudie de Belfort au quatrième chapitre<sup>123</sup> –, la plupart des engagements sont individuels et le poids du scoutisme est difficile à déterminer. Cependant, nous pouvons reprendre les propos de Christophe Carichon, dans un article publié en 2006 :

[...] Nous pensons que, sans être la raison principale de l'engagement, la qualité de scout ou de guide d'un jeune conditionne profondément la décision. Ils ne pensent pas avoir le droit de se dérober, d'autant qu'ils savent que leurs connaissances techniques, leur sens du commandement, de l'obéissance et de l'honneur sont des atouts certains pour la clandestinité. Bien sur, chez certains, l'excitation de l'aventure joue

---

120 Voir p. 47

121 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté : Vichy, Madrid, Alger, Londres : s'évader de France sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1998, p. 19

122 Nous considérons indistinctement les militaires ralliant les FFL depuis la France métropolitaine et depuis l'Empire.

123 Chapitre 4, p. 139

aussi.<sup>124</sup>

Si on ne prend en compte que le cas des jeunes partis en Angleterre en juin ou juillet 1940, ce peut également être l'influence d'un aumônier scout ou d'un chef qui les pousse à partir – comme cela est parfois le cas en 1942, comme nous le verrons ensuite<sup>125</sup>. Il ne faut pas non plus minimiser le patriotisme véhiculé et valorisé au sein du scoutisme. Explicitement évoqué dans la loi scout<sup>126</sup>, que les jeunes s'engagent à suivre en prononçant leur promesse, l'amour de la France, la connaissance de son histoire – ou plus exactement d'une certaine histoire – et le service de la patrie rythment la vie des unités scout. La montée des couleurs, pratiquée quotidiennement en camp, en est un exemple significatif : chaque matin, durant le camp, le drapeau français et celui des Scouts de France sont hissés, et chaque scout, ainsi que les chefs, saluent, par le salut scout, les drapeaux d'un geste solennel. Un autre exemple, non moins significatif, est celui du nom des unités : lorsqu'elles ne sont pas baptisées du nom de saints de l'Église catholique, les unités scout peuvent porter le nom d'hommes ayant « servi » la France, de quelque manière que ce soit. Ainsi, nous pouvons relever quelques exemples dans la base de données constituées, tels que le clan Mangin de Tours<sup>127</sup>, du nom du général Charles Mangin, qui s'est distingué durant la Grande Guerre et plusieurs missions coloniales, la troupe Maréchal Foch de Chaumont<sup>128</sup>, ou encore le groupe Lyautey de Lille<sup>129</sup>, du nom du maréchal de France et ministre de la guerre Hubert Lyautey, qui a également été président d'honneur des Scouts de France en 1929. Ce sont donc des militaires qui sont célébrés, mais pas seulement puisque l'on retrouve aussi deux troupes Sainte Jeanne d'Arc, à Dunkerque<sup>130</sup> et à Alger<sup>131</sup> : dans la tradition catholique, cette sainte est priée et célébrée pour son rôle dans la libération d'Orléans face aux Anglais, rôle qu'elle aurait endossé après avoir été appelée par Dieu à prendre les armes. Si on ne peut pas parler d'opinion politique, puisque le scoutisme n'avait pas pour but d'éveiller les consciences à la politique mais plutôt d'inculquer aux jeunes une certaine idée du service de la France – service de la patrie par l'armée, service de l'Église par l'entrée dans les ordres –, on peut néanmoins parler d'éducation patriotique. C'est ce qu'en conclut Christophe Carichon dans un article précédemment cité : « Peu d'options politiques ici mais puisque De Gaulle incarne la

---

124 Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scout pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 157

125 Chapitre 4, à partir de la p. 127

126 Second article de la loi scout : « Le Scout (la guide) est loyal(e) à son pays, ses parents, ses chefs et ses subordonnés » ; second principe, qui suit la loi : « Le scout est fils de France et bon citoyen », adapté pour les guides en « La guide est fille de France, elle aime et sert son pays ». Le texte de la loi scout se trouve en annexe, p. 216

127 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Borgnet, Lettre de Maurice Lapinte, 10 février 1996, p. 2

128 MNSMF, Riaumont, fonds Charles Husson, Lettre de Michel Husson, 10 septembre 1996, p. 2

129 Bessières Albert ; Liénart Achille, *Jacques de Baudus : 1921-1945*, Paris, Bonne presse, 1948, p. 44

130 MNSMF, Riaumont, fonds Paul Dewaelene, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

131 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Titland, Lettre de Gérard Quin, s.d., p. 1

Résistance et le combat contre l'occupant, c'est De Gaulle qu'il faut suivre. Les scouts et les guides engagés dans la résistance sont des patriotes ni plus ni moins. »<sup>132</sup> Pour les nombreux scouts et routiers bretons qui ont aidé à accueillir les réfugiés venus de l'Est de la France, à soigner les blessés des bombardements et à aider les familles dans le besoin, il n'y a d'ailleurs pas nécessairement de cloisonnement entre le service dans le scoutisme et le service dans la Résistance<sup>133</sup>.

Pour certains individus, la volonté de quitter la France n'aboutit pas à un départ effectif. Considérons le cas d'un individu présent dans nos sources : Gérald Amyot d'Inville, prêtre et frère d'Hubert Amyot d'Inville précédemment évoqué, est mobilisé avec le second régiment d'artillerie en 1939, qui se replie en Saône et Loire en mai 1940<sup>134</sup>. Il rejoint alors l'évêché d'Autun, dont il dépend, puis Senlis. Quand il apprend le ralliement de son frère aux FFL de Londres, il souhaite lui aussi rejoindre l'Angleterre. Mais étant rentré à Senlis, désormais occupée, se déplacer est plus risqué. De plus, en tant que prêtre, il préfère rester auprès de ceux dont il a charge d'âmes, afin de les assister<sup>135</sup>. L'évasion n'est donc pas seulement affaire de volonté ; il faut aussi qu'elle soit techniquement et matériellement réalisable.

À l'opposé des évadés de France, nous pouvons également étudier le cas des hommes faits prisonniers par les Allemands. Ils quittent le sol national également, mais de manière forcée, pour partir en Allemagne où ils sont regroupés en camps de prisonniers de guerre. Malgré les conditions de captivité et la répression qui peut s'abattre sur toute activité répréhensible, le scoutisme fait partie des activités de l'Action catholique qui se développe dans les camps.

## **II. Le scoutisme de captivité des prisonniers de guerre (1940 – 1942) : de la relative défiance de l'autorité allemande au soutien spirituel**

Parmi les 309 individus étudiés, 22 sont faits prisonnier entre mai et juin 1940, soit un peu plus de 7% des individus étudiés : capturés, ils sont emmenés en Allemagne dans des *Stalag*<sup>136</sup> –

---

132Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scoute pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 156.

133Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scoute pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 159-160.

134MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 4-5

135MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 5

136Abréviation de l'allemand *Stammlager*, « camp ordinaire ».



camps de prisonniers pour soldats et sous-officiers – ou des *Oflag*<sup>137</sup> – camps de prisonniers pour officiers. Un seul homme est fait prisonnier en France, au sein d'un Frontstalag : il s'agit de Henri Moreau, interné à Charleville dans les Ardennes. Il devient « prisonnier libre » quand il est affecté à la direction des services d'exploitation de l'Ostland en France occupée : cette société allemande est conçue, dès février 1940, pour utiliser les terres agraires conquises par les armées du Reich. Charleville, située en zone interdite, fait partie de ces terres<sup>138</sup>. Henri Moreau est affecté à cette entreprise allemande, et c'est en tant que prisonnier libre qu'il prend contact avec la résistance ardennaise<sup>139</sup>.

Parmi les prisonniers emmenés en Allemagne, notons que Jacques Lalande, Jacques du Repaire, Alexis Berranger et Jacques Casaneuve s'évadent de captivité, depuis l'Allemagne ou depuis la France – dans les camps frontaliers *Frontstalag*. Ils font partie des 290 000 prisonniers qui parviennent à s'évader avant d'arriver en Allemagne ou entre juin 1940 et novembre 1942<sup>140</sup>. On comptabilise également deux libérations pour raisons médicales, celle d'Henri Girard, enfermé au stalag I-B, et celle de Pierre de Porcaro, un prêtre libéré du stalag IX-B – auparavant, il était au stalag V-A. Enfin, la dureté de la vie dans les camps de prisonniers peut provoquer des décès : 21 000 prisonniers français meurent ou disparaissent au cours de leur captivité durant la guerre<sup>141</sup> et parmi eux, Bernard Bro, Pierre Marlin, Louis Courier, Albert Galais et Adrien Lauvin meurent entre novembre 1940 et septembre 1943, de maladie très certainement.

Dix individus scouts demeurent donc prisonniers<sup>142</sup> : il s'agit de Jean Bernier, Robert Desfossez et Jean Préhu, tous trois âgés de 20 ans en 1940, Robert Saumont, âgé de 21 ans, Louis Didion et René Boitier, âgés de 23 ans, Philippe Bouchard, 24 ans, Michel Kippelen, 25 ans, Robert Loubet et Raymond Louveaux, âgés de 27 ans. Un dernier cas particulier est à évoquer avant d'étudier le scoutisme de captivité pratiqué chez les prisonniers : il s'agit de Michel Kippelen, scout à Thann (Haut-Rhin) avant la guerre et fait prisonnier le 15 mai 1940<sup>143</sup>. Envoyé dans un stalag également, il est incorporé de force à la Wehrmacht, on peut supposer à partir d'août 1942. C'est en effet à cette date que le service militaire obligatoire est introduit en Alsace, région annexée au Reich après l'armistice<sup>144</sup>. Pour les prisonniers alsaciens, on peut supposer qu'il est encore plus facile de les

137 Abréviation de l'allemand *Offizier-Lager*, « camp d'officiers ».

138 Husson Jean-Pierre, Husson Jocelyne, « Henri Moreau », cité dans Penetier Claude ; Besse Jean-Pierre ; Pouty Thomas (dir.), *Les fusillés (1940-1944) : dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotins en France pendant l'Occupation [en ligne]*, Ivry-sur-Seine, éditions ouvrières, 2015, <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article176362>, consulté le 5 mars 2018

139 *Ibid.*, consulté le 5 mars 2018

140 Durand Yves, *La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945*, Paris, Fédération nationale des combattants de guerre, 1980, p. 21 et p. 156

141 *Ibid.*, p. 21

142 Tableau n° 4 ci-dessous, p. 54-55

143 MNSMF, Riaumont, fonds Michel Kippelen, Lettre de Louis Kippelen, 6 juin 1996, p. 1

144 Riedweg Eugène, *Les Malgré nous : histoire de l'incorporation de force des Alsaciens-Mosellans dans l'armée*

recruter, puisqu'ils sont sous le contrôle de leurs geôliers. Michel Kippelen, qui refuse son incorporation, déserte et est condamné aux travaux forcés, envoyé dans un camp de travailleurs. Il intègre le réseau de résistance Martial, fondé par un industriel alsacien, le royaliste Paul Dugler, résidant à Thann<sup>145</sup>. Créé en septembre 1940, ce réseau de renseignements aide également à la récupération des prisonniers de guerre évadés. On peut supposer que Michel Kippelen appartient au réseau en tant que prisonnier, afin d'aider aux évasions. Son appartenance à la Résistance et son refus d'intégrer l'armée allemande le conduisent en camp de concentration, où il meurt d'épuisement le 22 mai 1945 à Butzow<sup>146</sup>.

### 1. Comment se développe le scoutisme dans les camps de prisonniers ?

Les neuf prisonniers restant illustrent le développement du scoutisme au sein des camps de prisonniers. C'est tout d'abord un scoutisme de captivité, adapté donc aux circonstances, aux camps de prisonniers et à une certaine clandestinité. Quoiqu'il en soit, si les aspects extérieurs du scoutisme n'existent pas – l'uniforme complet, les feux de camps, les grands jeux en plein air –, la pédagogie, la spiritualité et les valeurs du scoutisme demeurent.

Clément Millon illustre les débuts de ce scoutisme particulier dans un article sur le scoutisme français dans les camps de prisonniers<sup>147</sup> : le 24 juin 1940, alors que l'armistice vient d'être signé, les prisonniers de l'oflag IV-D, en Silésie, organisent un feu de camp... sans feu. Cette initiative est celle d'officiers anciens scouts ou chefs, afin de reconforter leurs condisciples, humiliés par la défaite et loin des leurs, mais également d'adapter la pédagogie et l'univers du scoutisme aux circonstances. Les références scoutistes telles que le feu de camp deviennent communes et ouvertes à tous : les chants, les jeux et les techniques de veillées sont adaptables au public qui s'y confronte, et cette « force de mobilisation » permet « l'organisation du scoutisme, avec des activités et des unités constituées dans l'univers difficile et très particulier des camps de prisonniers de guerre. »<sup>148</sup>. Le scoutisme n'y est pas non plus leurre paramilitaire, comme on pourrait le croire dans un endroit clos regroupant exclusivement des militaires. Les hommes savent que leur pays n'est plus en guerre et redeviennent, en quelque sorte, des civils ayant revêtu l'uniforme. Ce n'est plus la guerre, ce n'est pas encore la paix : ils sont dans un état d'attente et le

---

*allemande*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2008, p. 77

145 Joseph Baumann, « Paul Joseph Dugler », *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, vol. 8, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, Strasbourg, 1986, p. 709

146 MNSMF, Riaumont, fonds Michel Kippelen, Lettre de Louis Kippelen, 6 juin 1996, p. 1

147 Millon Clément, « Le scoutisme français dans les camps de prisonniers de guerre 1940 - 1945 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 127-135

148 *Ibid.*, p. 127

scoutisme participe à cette attente<sup>149</sup>.

Pour vivre le scoutisme, se rassembler, et de ce fait se reconnaître, est primordial afin de construire quelque chose sur des valeurs communes. Le port du ceinturon scout, la plus discrètes des pièces de l'uniforme, est la plus facile à porter en camp et permet la reconnaissance physique de ses pairs : il se compose d'une ceinture et d'une boucle ornée d'une croix potencée. La mise en place du scoutisme de captivité est rapide et spontanée, les réunions sont régulières, les membres donnent un nom au groupe : « Il s'agit d'apporter réconfort et aide, au moins intellectuelle et spirituelle, aux membres scouts (ou non) des petits groupes improvisés "qui ont été des centres de "rayonnement" et des sources de courage d'une étonnante efficacité pour les autres prisonniers" »<sup>150</sup>. La fraternité naît entre ses hommes car l'identité scoute est commune : le scoutisme devient un facteur qui soude ces hommes, non parce qu'ils ont tous été scouts dans leur passé, mais parce qu'il permet, en captivité, de se rassembler et de se réunir au nom de valeurs communes – à commencer par les valeurs chrétiennes. Par les expériences qu'ils vivent et qu'ils ont vécus, ces prisonniers se sentent proches les uns des autres. Contraints de subir leur captivité, ils la transforment en « service », terme scout utilisé habituellement pour désigner une corvée réalisée en se mettant au service des autres. Même éloigné de son unité, le scout est et demeure scout, par la promesse qu'il a prononcé et qu'il s'est engagé à tenir : il remplit une mission, il représente son groupe et son mouvement face à d'autres, différents de lui<sup>151</sup>. Le scoutisme devient pour les prisonniers un moyen de se réapproprier une existence qu'ils ne maîtrisent plus, un moyen de réconfort et enfin un moyen de « recréer » la France et d'entretenir le patriotisme en captivité. La « seule » résistance réside dans cette organisation d'une vie scoute, qui contrevient aux règles des Allemands qui régissent les camps : c'est une résistance passive, dans le sens où elle n'attaque pas frontalement les Allemands mais défie l'autorité des geôliers.

## **2. Comment le scoutisme se manifeste-il dans les camps ?**

Si le scoutisme se manifeste dans les camps, il s'agit pour les prisonniers d'organiser un scoutisme qui soit à la fois discret pour s'adapter à la clandestinité et authentique pour correspondre au scoutisme d'avant-guerre. Des clans routiers se forment, des activités s'organisent, avec la volonté d'attirer également des prisonniers non-scouts et d'influencer les autres organisations et services du camp. Le scoutisme devient un moyen – discret – de résistance<sup>152</sup>, puisqu'il est interdit,

---

149 *Ibid.*, p. 128

150 *Ibid.*, p. 129

151 *Ibid.*, p. 131

152 A ce sujet, on ne peut pas non plus parler de résistance uniquement spirituelle, puisque le scoutisme constitue tout de même un répertoire d'activités, dont des réunions clandestines.

mais il n'est pas, du moins en 1940, le vecteur d'une autre résistance : « On ne prépare pas l'éventuelle revanche ou la poursuite des combats, sauf sur le plan spirituel. [...] On comprend que le scoutisme, mouvement d'éducation des caractères, peut en former des assez forts pour résister aux coups de semonce tels que celui de mai-juin 1940. »<sup>153</sup> Les engagements résistants sont-ils alors plus tardifs ? Les neuf prisonniers étudiés sont en effet, en tant que travailleurs transformés, concernés par des activités religieuses clandestines dans le cadre du travail obligatoire en Allemagne ; ces engagements, extérieurs à leur qualité de prisonniers de guerre, sont étudiés au troisième chapitre de cette étude<sup>154</sup>. Le scoutisme n'est pas un acte de subversion en lui-même et d'ailleurs, la pédagogie des clans de prisonniers reste identique à celle des clans classiques : éducation physique, religion, théâtre, jeux, chant... la pratique et l'apprentissage de l'allemand apparaissent néanmoins<sup>155</sup>. Ces unités s'adressent aux hommes ayant peu ou pas d'expérience dans le scoutisme et la découverte de la pédagogie pourrait leur permettre d'être, après la guerre, des cadres pour le mouvement : parmi les dix prisonniers qui demeurent en captivité, deux n'ont en effet aucun passé scout avant la guerre et deux autres seulement ont été chefs avant d'être fait prisonniers<sup>156</sup>. Le scoutisme demeure comme avant guerre, à la différence que la pédagogie n'est pas mise en pratique mais seulement apprise et théorique. Lorsque Jean Bernier est fait prisonnier en 1940, il est envoyé au stalag VI-G au sein du kommando de travail 624<sup>157</sup> et participe dès son arrivée à des activités scouts afin d'animer une chorale, un orchestre, des répétitions de théâtre et la prière quotidienne. Il sollicite auprès des Allemands, avec d'autres prisonniers catholiques – et peut-être scouts – la célébration de la messe dominicale : ils obtiennent dans un premier temps une messe mensuelle à l'église de Dentz, où le vicaire du lieu prononce pour l'occasion un sermon en français et donne l'absolution générale, faute de pouvoir confesser individuellement les prisonniers à cause des interdictions allemandes. Bernier et ses camarades obtiennent par la suite l'arrivée d'un prêtre, prisonnier également, le 5 mai 1941 : le père Harignordoquy devient l'aumônier du clan « Notre-Dame de la Route » dirigé par Roland Gallais, commissaire scout et chef à Poitiers avant la guerre<sup>158</sup>. Jean Bernier, qui découvre le scoutisme en captivité, prononce sa promesse le 6 septembre 1941<sup>159</sup> en présence de son chef de clan (CC), de l'aumônier et des autres routiers. Il écrit dans ses notes personnelles, la veille de sa promesse :

---

Dans cette promesse, je voudrais garder et découvrir de plus en plus le vrai devoir de catholique, prêt à

153 *Ibid.*, p. 130

154 Chapitre 3, p. 92

155 *Ibid.*, p. 131

156 Tableau n° 4 ci-dessous, p. 54-55

157 MNSME, Riaumont, fonds Jean Bernier, Lettre de M. Carnet, [1996?], p. 1

158 *Ibid.*, p. 2

159 *Ibid.*, p. 1

servir dans les rangs de ceux qui se donnent... Je me suis lancé dans la voie du scoutisme pour apprendre à mieux aimer et servir Dieu.<sup>160</sup>

Si le scoutisme une manière pour lui d'approfondir sa foi, il n'est pas un moyen de résister, ce qui conforte l'idée que c'est la forme du scoutisme – ses réunions et activités clandestines – et non son fond qui constituent ici une subversion de l'autorité allemande. Jean Bernier prépare également son départ routier, qui a lieu le 21 février 1943, présidé par Louis Courier, chef de clan à la suite de Gallais, hospitalisé pour raisons de santé<sup>161</sup>. Ce départ, qui représente l'ultime étape de progression et l'ultime engagement du jeune au sein du clan, constitue un renouvellement de la promesse qu'il a prononcée plus jeune. Il s'agit pour le routier, en quelque sorte, de confirmer son engagement à suivre la loi scoutie tout au long de sa vie et en toutes circonstances. À la suite de ce départ, Jean Bernier poursuit ses activités religieuses au sein du kommando : il organise une neuvaine de prière avec d'autres prisonniers et aide à préparer les messes dominicales, désormais célébrées par l'aumônier dans le réfectoire du camp, ce qui témoigne du nombre de participants à chaque célébration. Ces messes sont légales et reconnues par la Convention de Genève de 1929, qui autorise les prisonniers de guerre à exercer leur religion et notamment à assister aux offices<sup>162</sup> ; les prêtres sont autorisés à exercer leur ministère, à l'exception du sacrement de confession, qu'ils ne peuvent donner car l'individualité et la confidentialité de cette pratique pourrait être le moyen d'organiser des actions subversives à l'encontre des Allemands<sup>163</sup>. Le père Harignordoquy fait fi de cet interdit<sup>164</sup> et c'est bien le seul acte de subversion – en dehors du scoutisme – qu'il emploie.

La subversion à l'ordre établi est donc discrète au sein de ce scoutisme de captivité ; néanmoins, il ne s'agit pas pour les prisonniers de se conformer totalement aux directives allemandes. Dans les extraits d'une lettre à Roland Gallais datant probablement de la fin de l'année 1941, Bernier évoque les « heures de la France »<sup>165</sup>, des lectures organisées entre prisonniers d'œuvres de Charles Péguy, Charles de Foucauld ou Hubert Lyautey<sup>166</sup>, un moyen pour eux d'exalter les récits – et victoire militaires – français et d'alimenter le patriotisme des prisonniers – patriotisme qui fait partie intégrante de la pédagogie scoutie. D'autre part, tous les 15 jours et malgré la censure allemande, Jean Bernier parvient à transmettre un courrier aux groupes dispersés dépendant du kommando 624 : il s'agit très certainement d'un courrier d'encouragement et de directives à suivre

160 P. Harignordoquy, *Jean Bernier : Souvenons-nous : Prisonnier Stalag VIG Kdo 624 Cologne*, Bar-le-Duc, Comité Fidélité, 1990, p. 35

161 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Bernier, Lettre de M. Carnet, [1996?], p. 1

162 « Article 16 », *Convention relative au traitement des prisonniers de guerre*, Genève, 27 juillet 1929

163 Durand Yves, *La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945*, Paris, Fédération nationale des combattants de guerre, 1980, p. 284-285

164 P. Harignordoquy, *Jean Bernier : Souvenons-nous, op. cit.*, p. 51-54

165 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Bernier, Lettre de M. Carnet, [1996?], p. 2

166 Nous revenons dans le second chapitre sur l'univers littéraire et intellectuel des individus que nous étudions, p. 65

quant à l'activité religieuse du camp<sup>167</sup>. L'Action catholique est en effet organisée comme en temps de paix : l'équipe d'animation – dont font partie Jean Bernier et Louis Courrier – structure les actions et donnent les directives à suivre aux groupes qui en dépendent.

Louis Courrier est une autre des grandes figures du scoutisme en camps de prisonniers. Il est d'abord affecté au kommando 524 du stalag VI-G, où il constitue un petit groupe de prisonniers catholiques afin de réciter le chapelet et la prière quotidienne. Il lance également un « rosaire vivant », qui se développe par la suite dans les kommandos alentours et développe un lien avec la France, les prisonniers invitant leurs familles à se joindre à cette prière<sup>168</sup>. Louis Courrier obtient des Allemands, à l'instar de Jean Bernier, que la messe soit célébrée une fois par mois ; en février 1941, il obtient également la présence d'un aumônier, l'abbé Pierre Moreau<sup>169</sup>. Après la dissolution de son kommando durant l'été, Courrier est affecté au kommando 624 ; il a quelques difficultés à tisser des liens avec le père Harignordoquy et avec le groupe formé par Roland Gallais. Il se rapproche finalement de son nouvel aumônier, à qui il demande la direction spirituelle et qui lui confie la responsabilité de chef de clan – Roland Galais étant hospitalisé<sup>170</sup>. Courrier effectue lui-même un séjour à l'hôpital à la fin du mois de février 1943 et il est affecté, à son retour, au kommando 575 où il prend en charge l'organisation de temps de prière et d'enseignements religieux. De nouveau hospitalisé, à l'hôpital du stalag cette fois-ci, il meurt quelques jours plus tard, le 18 septembre 1943 à Duisdorf. Au sein du kommando 624, c'est Jean Bernier qui est devenu chef de clan après son départ<sup>171</sup>. Le jeune homme peut assister Louis Courrier au moment de mourir car, en tant que prisonnier transformé en travailleur civil, il est affecté à l'infirmerie du stalag et se déplace plus facilement entre les kommandos<sup>172</sup>. Il profite de cette relative liberté de mouvement pour porter la communion aux prisonniers quand l'aumônier ne peut sortir du camp<sup>173</sup> : le scoutisme – et plus généralement l'Action catholique – est un vecteur de réconfort avant d'être un acte subversif.

Parmi les autres prisonniers, Raymond Louveaux, Maurice Bouchard, Jean Préhu et Robert Desfossez sont également envoyés au stalag VI-G, kommando 624. Tous les quatre scouts avant la guerre<sup>174</sup>, ils deviennent routiers du clan Notre-Dame de la Route quand ils sont faits prisonnier. On peut supposer que René Loubet est également routier en captivité dans le même clan – sans que l'on

---

167MNSMF, Riaumont, fonds Jean Bernier, Lettre de M. Carnet, [1996?], p. 2

168 *Vie de Louis Courrier*, Bonne presse du Centre, 1950, p. 8

169 *Ibid.* p. 9. Après son arrivée au kommando 624, le père Moreau est hospitalisé.

170 *Ibid.* p. 10-11

171 *Ibid.*, p. 13-14

172 Ces neuf prisonniers, transformés ou non en travailleurs civils, poursuivent le scoutisme en tant que tels, ce que nous verrons au chapitre 3, p. 92

173 P. Harignordoquy, *Jean Bernier : Souvenons-nous*, *op. cit.*, p. 55-57

174 Voir tableau n° 4 ci-dessous, p. 54-55

sache s'il a été scout avant la guerre – car il récite, avec Jean Bernier, la prière scoute et le chapelet à l'usine, où ils sont affectés ensemble<sup>175</sup>. Louis Didion, lui, est affecté au stalag VI-A mais intègre également une équipe de routiers<sup>176</sup> : le scoutisme n'est donc pas une exception au sein des camps de prisonniers. Quant à René Boitier, il est affecté au stalag VI-F – puis au stalag VI-G – où il travaille dans une usine de chaussures, puis dans divers autres chantiers proches de Cologne. Il participe également aux activités du clan dans des réunions de théâtre, de chant, prend part aux cercles d'études et à l'organisation des messes et prononce sa promesse au sein du stalag, probablement vers 1942<sup>177</sup>. Lorsque les activités typiquement scouts telles que le jeu ou l'orientation ne peuvent avoir lieu, un autre pilier de la pédagogie est mis en avant par le biais du service des autres – rappelons d'ailleurs que « servir » reste la devise du routier. En effet, malgré la formation rudimentaire des néophytes du scoutisme, les engagements se multiplient au service d'autrui, à l'intérieur du camp – l'infirmerie, la redistribution des vivres et de l'habillement – ou à l'extérieur. Le scoutisme se confond alors l'action catholique – œuvre à la fois spirituelle et sociale – telle qu'elle se pratique en France depuis le début du siècle. L'exemple de Philippe Bouchard, secrétaire et trésorier de l'œuvre d'Assistance des prisonniers de guerre, illustre la mise en œuvre de cette notion de service : en juillet 1943, il a collecté plus de deux millions de francs, qu'il envoie en France pour venir en aide aux familles de prisonniers.

<b>Individu</b>	<b>Date naiss.</b>	<b>Age en 1940</b>	<b>Lieu capt.</b>	<b>Parcours scout avant guerre</b>			
Jean BERNIER	24/06/20	20 ans	Stal. VIG k624	Aucun			
René BOITIER	08/03/17	23 ans	Stal. VI F k624	Aucun			
Philippe BOUCHARD	07/03/16	24 ans	Stal. VIG	SCOUT	Beaune		
				CT	Dijon		
Louis COURRIER	24/12/12	27 ans	Stal. VIG k624	ROUTIER	Béziers	1936	1940
				CD	District	1937	1939
				CC	Lourdes (1 <sup>e</sup> )	1939	
Robert DESFOSSEZ	03/06/20	20 ans	Stal. VIG k624	SCOUT	Cambrai		
Louis DIDION	02/05/17	23 ans	Stal. VI A	SCOUT	Lille		
Robert LOUBET	23/02/13	27 ans	Stal. VIG k624	Aucun			
Raymond LOUVEAUX	12/04/13	27 ans	Stal. VIG k624	SCOUT	Créteil-Maison Alfort		
Jean PREHU	27/03/20	20 ans	Stal. VIH puis VIG k624	SCOUT	Laval		

175 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Bernier, Lettre de M. Carnet, [1996?], p. 2

176 MNSMF, Riaumont, fonds Louis Didion, Feuille de renseignement complétée, p. 1

177 MNSMF, Riaumont, fonds René Boitier, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

Individu	Date naiss.	Age en 1940	Lieu capt.	Parcours scout avant guerre			
Robert SAUMONT	18/01/19	21 ans	Stal. VIA puis VIG k624	SCOUT	Rouen		
<i>Date de naissance moyenne</i>		<i>30/04/17</i>					
<i>Age moyen en juin 1940</i>		<i>23 ans</i>					

Tableau 4 : Parcours scout avant 1940 des prisonniers de guerre et lieux de captivité

Le scoutisme qui se développe en camp de prisonnier demeure une activité interdite et constitue en cela une défiance de l'autorité allemande ; il s'adapte aux circonstances de la clandestinités en mobilisant des techniques qui lui sont propres – messages codés, endurance, orientation, topographie, jeux de nuit... Certaines de ces techniques permettent d'ailleurs d'entretenir des complicités avec la Résistance, comme cela a pu être le cas de Michel Kippelen, bien que nous n'ayons aucune information sur la manière dont il contribuait au réseau « Martial ».

Néanmoins, le scoutisme ne constitue pas un moyen de résistance en soi, et on peut supposer que les Allemands sont dans une relative bienveillance – ou du moins une relative indifférence – vis-à-vis de l'organisation d'activités scouts dans les camps de prisonniers, tant que ces dernières ne mettent pas en danger la vie du camp ; les possibles répressions – nous n'en avons pas d'exemple ici – sont de ce fait une décision à l'échelle du camp et non une décision collective et généralisée de la part de l'armée d'occupation. Ce relatif désintérêt de la part des Allemands pour ce scoutisme de captivité peut expliquer la taille des assemblées aux messes dominicales du stalag VI-G, qui sont célébrées dans le réfectoire du camp. La vie religieuse ne semble pas être inquiétée et les activités propres au scoutisme non plus, en témoigne la cérémonie de la promesse de René Boitier, qui s'est déroulée en plein jour et à la vue de tous au sein du kommando 624<sup>178</sup>.

En ce sens, il serait impropre de parler de résistance lorsque l'on évoque le scoutisme de captivité : aucune lutte n'est menée contre les Allemands, aucune activité n'est pensée et mise en œuvre pour leur nuire – la captivité et la surveillance quotidienne accentuant cette « inaction ». Le scoutisme est avant tout un moyen de réconfort et un soutien spirituel, ainsi qu'un vecteur d'entretien du patriotisme français – ou du moins du souvenir de la France. En revanche, plus la guerre dure et plus la méfiance des Allemands vis-à-vis du scoutisme augmente. La surveillance s'accroît dans les camps : les activités scouts doivent être plus discrètes et plus prudentes<sup>179</sup>. Néanmoins, c'est en tant que travailleurs, et non plus en tant que prisonniers de guerre, que ces neuf individus sont inquiétés à partir de 1944 – la répression dont ils sont victimes fait l'objet du

178 Durand Yves, *La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945*, Paris, Fédération nationale des combattants de guerre, 1980, p. 281

179 Millon Clément, « Le scoutisme français dans les camps de prisonniers de guerre 1940 - 1945 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 132



troisième chapitre de cette étude<sup>180</sup>.

### III. Le scoutisme à l'épreuve de l'armistice et de la clandestinité au nord de la ligne de démarcation

En zone sud, Vichy autorise et encourage le scoutisme et les Scouts de France en particulier – qui en retour semblent s'enthousiasmer pour le nouveau régime<sup>181</sup>. En zone nord, le scoutisme est en revanche interdit par l'armée d'occupation, qui se figure peut-être le mouvement comme un vecteur de subversion. Pourtant, le scoutisme perdure au nord de la ligne de démarcation en entrant dans la clandestinité – et donc l'illégalité. Comment le scoutisme s'adapte-il à l'armistice et aux règles mises en place par l'armée d'occupation ?

#### 1. Une organisation bouleversée et touchée par la mobilisation de 1939 et la défaite

En septembre 1939, les hommes en âge d'être mobilisés abandonnent leurs responsabilités de chefs ou d'assistants, ce qui déséquilibre et désorganise les maîtrises et donc les unités, qui ne peuvent perdurer sans chef. Cela encoure également le risque d'être tué au front ou d'être fait prisonnier. L'annonce de l'armistice provoque chez certains soldats un refus catégorique de l'arrêt des combats et ils décident alors de rejoindre l'Angleterre. Enfin, l'Exode entraîne certains individus sur les routes, et lorsque la France est divisée en plusieurs zones, il leur est impossible de rentrer chez eux. Les conséquences de la guerre, bien que les combats aient duré peu de temps, se ressentent donc dans le scoutisme, que ce soit dans ses statuts – le scoutisme est réorganisé au sud et interdit au nord – ou dans ses effectifs – l'impact de la guerre se ressent sur l'encadrement<sup>182</sup>.

##### a) Les chefs faits prisonniers

Parmi les 22 prisonniers de guerre recensés, cinq occupaient des responsabilités locale dans le scoutisme. Henri Girard, né en 1914, est chef de troupe à Charlieu jusqu'en 1939. Son remplacement est certainement prévu lorsqu'il est mobilisé : son départ et sa captivité n'impactent peut-être pas la direction de la troupe dont il avait la charge. Michel Kippelen, né en 1915, est assistant à la troupe de Thann jusqu'à sa mobilisation, tout comme Louis Courier, né en 1912, qui quitte son rôle de chef de clan et de district de la 1<sup>e</sup> Lourdes à l'annonce de la guerre. Philippe Bouchard, né en 1916, et Pierre Marlin, né en 1909, sont tous les deux chefs, à Beaune pour le

---

180 Chapitre 3, p. 109

181 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 112-113

182 *Ibid.*, p. 143

premier et à Meaux pour le second ; néanmoins, on ne connaît pas les dates de leurs fonctions et on ne peut donc pas savoir si leur mobilisation et leur captivité ont eu une influence sur les unités qu'ils dirigeaient<sup>183</sup>. De même, si nous n'avons pas recensé les individus morts pendant la campagne de France, avant l'armistice donc, de nombreux jeunes décèdent dans l'exercice de leurs devoirs militaires, et eux-mêmes avaient des responsabilités dans des unités scoutistes. C'est toute l'organisation des unités qu'il faut prendre en compte après l'armistice, afin de pallier au manque d'hommes pour occuper les fonctions de chefs.

#### b) Les chefs qui ont rejoint l'Angleterre

Parmi les hommes qui rejoignent l'Angleterre, certains laissent une place de chef vide, à l'instar de Philippe-Emmanuel Béraud, 20 ans au moment de l'armistice, qui est chef de troupe à la 4<sup>e</sup> La Rochelle, troupe qu'il avait lui-même fondée avec Yves Cohades<sup>184</sup>. Robert Jumel a le même âge lorsqu'il quitte la France et son rôle de chef de la troupe Saint-Bernard, 1<sup>e</sup> Villemomble, qu'il dirigeait depuis 1938. Quant à Jean-Baptiste Diacono, sa mort à 18 ans en tentant de rejoindre l'Angleterre met fin à son rôle d'assistant à la troupe Guillot de Salins d'Alger<sup>185</sup>. Le faible nombre de chefs au sein des hommes ayant rejoint l'Angleterre peut s'expliquer d'une part par le jeune âge des civils – encore trop jeunes parfois pour occuper des responsabilités scoutistes, à l'image de Gérard de Carville et Gustave Lespagnol qui ont 16 ans en juin 1940 – et d'autre part par la forte présence de militaires de carrière, qui pour une majorité ont quitté le scoutisme depuis la fin de l'adolescence. Il n'en demeure pas moins que, partis rapidement en Angleterre, leurs unités se trouvent sans chef à partir de l'été 1940.

#### c) L'Exode

L'Exode enfin désorganise les populations, qui sont parfois dans l'impossibilité de retourner dans leurs villes d'origine après la séparation du territoire en plusieurs zones. Au moins trois des individus étudiés quittent ainsi leur ville d'origine pour se réfugier en zone sud : Jean Riquet, jeune homme parisien de 17 ans au moment de l'armistice, se replie à Mâcon avec sa famille pendant l'Occupation : après avoir été scout à Paris, il devient donc routier à Mâcon, entre 1941 et 1943<sup>186</sup>. Jean-Jacques Rieger, dont la famille est originaire de Mulhouse, se réfugie à Montluçon, où il

---

183 Tableau-annexe n° 1, p. 218

184 MNSMF, Riaumont, fonds Philippe Béraud, Lettre de Claude Laurent, 20 mars 1996, p. 2

185 Toutes les responsabilités scoutistes sont évoquées dans le tableau n° 2, p. 42

186 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Riquet, Lettre de André Jullien à André Leroy, 17 avril 1996, p. 1

devient scout à partir de 1940 ; il devient chef de patrouille de 1940 à 1941 au sein de la troupe 1<sup>e</sup> Montluçon<sup>187</sup>. Georges Mauffait, scout à la troupe sainte Jeanne d'Arc 1<sup>e</sup> Audruicq depuis 1933, se réfugie en zone sud en 1940 après que le réseau de résistance intérieure auquel il appartenait ait été démantelé. Arrivé en Saône-et-Loire, il est affecté à un Chantier de la jeunesse au sein duquel il occupe des responsabilités<sup>188</sup>. Louis-François-Régis Ewald quant à lui, ne rejoint pas la zone sud mais se réfugie dans les Ardennes au début de la guerre : originaire de Paris où il a été scout au groupe « Charles de Foucauld » 13<sup>e</sup> Paris puis routier au clan Saint François-Xavier, il prend la charge de chef de clan en 1940 à Charleville<sup>189</sup>.

Ces hommes connaissent donc des mobilités intrinsèques à la guerre et à ses conséquences, qui perturbent l'organisation des unités scoutées réparties sur le territoire français : des chefs sont faits prisonniers, d'autres meurent au front, d'autres encore quittent la France ou leur ville d'origine. La mobilisation, la débâcle de mai 1940, l'Exode, l'armistice et la séparation de la France en plusieurs zones opèrent des changements et des réorganisations dans le scoutisme. Certaines unités pâtissent logiquement de la guerre : prenons l'exemple de la 1<sup>e</sup> Montreuil, en région parisienne, dont les activités sont ralenties, voire arrêtées depuis l'exode et l'armistice, faute de chefs. Georges Ducassou, né en 1923 à Paris, est scout dans au groupe parisien Saint-Marcel lorsqu'il est appelé à « raviver » le scoutisme à Montreuil à partir de 1941 : il devient donc assistant à la troupe jusqu'en 1943, puis chef de troupe jusqu'en 1944. Il fonde également un clan au sein du groupe en 1943, auquel il appartient en tant que routier – il a alors 20 ans. Il recrute alors Roger Réal, 21 ans, pour faire partie du clan et devenir chef de groupe de la 1<sup>e</sup> Montreuil jusqu'en 1944<sup>190</sup>. Ce groupe, qui est un exemple parmi d'autres, permet d'émettre des hypothèses sur l'état du scoutisme en zone occupée : loin de disparaître après avoir été frappé d'interdiction en juin 1940, il se réorganise pour pallier au manque de chefs et perdure en optant pour la clandestinité et le camouflage des activités.

## **2. Survivre à l'Occupation : le basculement du scoutisme dans la clandestinité**

Il est difficile d'évaluer ici l'ampleur de ce scoutisme clandestin qui s'est déployé pendant la guerre en zone occupée et de mesurer le degré de clandestinité et le risque encouru par les jeunes pratiquant cette activité<sup>191</sup>.

187MNSMF, Riaumont, fonds Jean-Jacques Rieger, Lettre de P. Chrissent, 25 janvier 1999, p. 1

188MNSMF, Riaumont, fonds Georges Mauffait, Discours prononcé par M. Lacoche [retranscrit], commandant des FFI, aux obsèques de Georges Mauffait, 29 septembre 1944, p. 2

189MNSMF, Riaumont, fonds Louis Ewald, Lettre de Joseph-Henri Cardona, 4 mars 1998, p. 1

190MNSMF, Riaumont, fonds Georges Ducassou, Lettre de Jacques Dejouy, 18 août 1995, p. 2

191Toutes les responsabilités scoutées et parcours évoqués ci-dessous sont résumés dans les tableau-annexe n° 2, n°3, n° 4, n° 5, p. 219-221

a) Responsabilités nationales : s'accommoder de la ligne de démarcation et de la clandestinité<sup>192</sup>

À l'échelle nationale les responsabilités scoutées perdurent également malgré les interdits : Jean-Pierre Alouis, par exemple, est commissaire – c'est-à-dire référent – national éclaireur en zone sud entre 1942 et 1944 et effectue pour cela de nombreuses visites d'unités en zone sud, occupée depuis novembre 1942 et soumise à la même interdiction du scoutisme que la zone nord. Il entretient également des liens avec le quartier général des Scouts de France basé à Paris – QG qui, logiquement, est clandestin<sup>193</sup> – afin de travailler à la réunification avec l'équipe éclaireur de la zone nord. Si Alouis ne pratique pas à proprement parler d'activités scoutées – telles que le campisme –, les responsabilités qu'il occupe et les relations qu'il entretient le mettent en danger vis-à-vis de l'Occupant, d'autant que, pour remplir sa fonction, il franchit plusieurs fois la ligne de démarcation, toujours effective après novembre 1942<sup>194</sup>. Alouis succède à Pierre-Louis Gérin, qui fut commissaire national éclaireur de 1940 jusqu'à son décès accidentel, le 9 janvier 1942<sup>195</sup>. Ce dernier montrait un attachement plus fort au régime de Vichy qu'Alouis, plus méfiant vis-à-vis du gouvernement<sup>196</sup> – être en position de défiance vis-à-vis de l'occupant n'induit effectivement pas une nécessairement une défiance vis-à-vis de Vichy. Le gouvernement suscite l'enthousiasme des catholiques et notamment des Scouts de France, qui trouvent dans la Révolution nationale un écho aux valeurs qu'ils véhiculent – l'obéissance et le respect de l'ordre notamment<sup>197</sup>. Jean Foillard, commissaire national route entre 1941 et 1944 et notamment missionné à la formation des chefs<sup>198</sup>, est par exemple responsable d'un groupement au sein d'un Chantier de la jeunesse jusqu'en 1941<sup>199</sup> ; cette fonction au sein d'une organisation vichyste ne semble pas l'empêcher, l'année suivante, de défier l'autorité de l'armée d'occupation en devenant commissaire national et en effectuant, à partir de novembre 1942, son mandat dans la clandestinité. Cette clandestinité est dangereuse : Jean Clad, un des assistants commissaire de Foillard pendant les mêmes années, prend le pseudonyme de Jean Cartier pour effectuer son mandat<sup>200</sup>. Servir Vichy et résister – la défiance des lois allemandes et la clandestinités des activités forment une résistance en soi à l'autorité allemande – ne semblent pas

---

192 Voir tableau-annexe n° 3, p. 220

193 MNSMF, Riaumont, fonds Jean-Pierre Alouis, Lettre de Daniel Forget, 19 février 1996, p. 2

194 *Ibid.*, p. 2

195 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre-Louis Gérin, Dary Eugène, « A Dieu », *La Route des Scouts de France*, 1<sup>er</sup> février 1942, s.n., p. 3

196 MNSMF, Riaumont, fonds Jean-Pierre Alouis, Lettre de Daniel Forget, 19 février 1996, p. 2

197 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 83

198 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Foillard, Lettre de Michel Menu, 11 juin 1994, p. 1

199 L'étude des liens entre scoutisme, Chantiers de la jeunesse et responsabilités, commence à la p. 83

200 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Clad, *Vie de la Route*, « Le 15 août à Strasbourg », septembre-octobre 1946, n° 15, p. 5

antinomiques : largement convaincus par le régime, ces hommes s'accommodent des conditions de l'occupation en entrant dans l'illégalité, non par rapport à Vichy, mais par rapport aux Allemands. Néanmoins, si on peut parler de résistance au sens de défiance, aucune action n'est menée par ces hommes pour lutter contre l'occupant.

*b) Unités clandestines, chefs clandestins<sup>201</sup>*

À l'échelle locale également, le scoutisme semble s'adapter aux conditions d'occupation en préférant la clandestinité plutôt que la soumission à l'interdiction des activités. Les unités de zone nord restent en effet ouvertes tant que des chefs peuvent en assurer la direction : en région parisienne, Jacques Catric est chef de clan aux Lilas jusqu'en 1944, Jacques Barry est chef de troupe à la 44<sup>e</sup> Paris jusqu'en 1943, Georges Ducassou est assistant puis chef de troupe à la 1<sup>e</sup> troupe de Montreuil entre 1941 et 1943. En Bretagne, Michel Creac'h est chef de troupe de 1940 à 1944 à Carantec, troupe qu'il a lui-même fondée. Paul Marchal est chef du clan « Notre-Dame de la Route » du Mans de 1942 à 1943, Francis Prieur est chef de troupe à Soissons entre 1940 et 1941 et Étienne Albert fonde un clan clandestin en mai 1944 à Cornimont, dans les Vosges, après avoir découvert le scoutisme à Thiers à l'École des Arts et Métiers où il est étudiant depuis 1940. En zone interdite, Louis Ewald fait également fi de l'interdiction allemande et devient chef de troupe à Charleville en 1940. A Valenciennes, Daniel Carlier devient chef du clan de la ville en 1943 ; Jacques de Baudus est assistant à la 5<sup>e</sup> Lille entre 1943 et 1944 et Georges Mauffait est assistant puis chef de troupe à partir de 1942 à la 1<sup>e</sup> Audruicq. Ces jeunes hommes ont en moyenne 18 ans durant l'été 1940, ce qui n'est pas anormal pour endosser la responsabilité d'une unité scout, mais ce qui reste relativement jeune pour endosser une responsabilité clandestine.

Les aumôniers d'unités sont également concernés par ces responsabilités clandestines<sup>202</sup> : à la fois engagés dans le mouvement pour être garants de la direction spirituelle d'une unité et engagés plus largement auprès de l'Église par le sacrement de l'ordination reçu, ces prêtres ont promis obéissance tant à leur évêque – et par extension à l'ensemble de la hiérarchie de l'Église catholique – qu'au mouvement scout. Pourtant, quelques uns font fi de cette obéissance – en ayant la conscience ou non d'y contrevenir – pour poursuivre leur charge d'aumônier au nord de la ligne de démarcation. Le père Lucien Bunel, aumônier du collège Sainte-Thérèse d'Avon en Seine-et-Marne entre 1934 et 1944, est aussi aumônier de la meute, de la troupe et du clan du collège, dont les

---

201 Voir tableau-annexe n° 2, p. 219

202 Voir tableau-annexe n° 4, p. 220

activités perdurent pendant la guerre. L'abbé Jacques Baranton est aumônier de groupe à Orléans jusqu'en 1942 et l'abbé d'Inville précédemment évoqué est aumônier à Senlis, tandis que Jean de Maupéou d'Ableiges est aumônier de la 1<sup>e</sup> Chanzy et puis largement aumônier du district de la Sarthe. À Quimper, le chanoine Marcel Kerbrat est aumônier de la 1<sup>e</sup> Quimper. L'abbé Carpentier qui, à Abbeville, poursuit sa mission d'aumônier de la troupe 2<sup>e</sup> Abbeville et de la meute 3<sup>e</sup> Abbeville, mène en parallèle des activités résistantes étudiées plus tard<sup>203</sup>. Le cas de Pierre Dufay, aumônier du clan Guy de Larigaudie de Belfort, demeure singulier au sein du corpus : il est le seul aumônier dont la fonction scout a été vectrice et incubatrice d'engagement résistant : en effet, aumônier d'une unité clandestine mais également chef de résistance, il engage collectivement les routiers dont il a la charge dans la Résistance. Ce cas particulier et quasi-unique dans l'histoire du scoutisme durant la Seconde Guerre mondiale fait l'objet d'une étude plus approfondie au sein du quatrième chapitre<sup>204</sup>.

*c) « Simples » participants<sup>205</sup>*

Si les jeunes continuent de recevoir la responsabilité d'unités, c'est que les unités continuent de recruter des louveteaux, des scouts ou des routiers. Ces derniers ne sont pas responsables des unités dans lesquelles ils évoluent, contrairement aux chefs ; en poursuivant les activités scout, ils entrent dans une attitude de défiance vis-à-vis de l'occupant mais n'encourent peut-être pas les mêmes représailles que les chefs en cas d'arrestation.

Faisant fi des interdictions, de nombreuses unités de zone occupée poursuivent en effet les réunions et le recrutement ; nous pouvons l'observer lorsque les sources utilisées indiquent les dates de passage des individus au sein des unités qu'ils ont fréquentées. Ary-Louis Turret est par exemple scout au groupe Saint-Briac-Dinard depuis 1939 et n'en sort qu'en 1943 – il est même second de patrouille en 1940. Jean Fromentot est scout puis routier à Beauvais, de 1936 à 1941, Georges Ducassou est scout jusqu'en 1941 au groupe Saint-Marcel de Paris, et Marcel Turlot et Jacques Delsol sont routiers jusqu'en 1944 à Saint-Mandé, en région parisienne. L'occupation ne semble pas perturber le parcours de ces garçons dans le scoutisme ; la clandestinité ne semble pas être un obstacle à leur progression au sein du mouvement. Le recrutement – illégal donc – se poursuit par ailleurs, puisqu'on peut noter que Yves Rodary, Francis Prieur et Lucien Blanot deviennent routiers en 1940, respectivement à Paris, à Soissons et au Creusot. Plus étonnant encore que ces entrées en 1940, qui ont pour inconvénients de ne pas indiquer si elles se sont déroulées

---

203 Chapitre 2, p. 75

204 Chapitre 4, p. 139

205 Voir tableau-annexe n° 5, p. 221

avant ou après l'armistice, on observe des entrées dans des unités pendant le temps d'occupation, telle que celle de Jean Fromentot, qui devient routier à Beauvais en 1941, ou celle de François Bureau qui entre au clan Sainte-Geneviève de Versailles en 1942. Enfin en 1943, alors que toute la France est occupée depuis le 11 novembre 1942.

Le scoutisme est illégal du point de vue de la loi allemande et y participer constitue une défiance – ou du moins une insoumission – de l'autorité allemande. Cependant, cette défiance ne remet en cause ni le bon déroulé de l'Occupation, ni la sécurité des troupes allemandes, et constitue tout au plus une remise en cause de leur autorité. Le scoutisme clandestin demeure une activité dangereuse, puisqu'il ne sort de la clandestinité qu'à la Libération, mais il ne constitue pas un vecteur de lutte contre l'occupant : il s'agit, pour les jeunes comme pour les chefs, de poursuivre les mêmes activités qu'avant l'Occupation, en s'adaptant aux conditions de l'armistice.

### 3. Un scoutisme calfeutré et déguisé

Face à l'obligation de discrétion, les jeunes et les chefs ne portent pas leur uniforme et ne se réunissent pas en lieu public<sup>206</sup>. Les camps d'été ne sont pas tous maintenus – cela semble être du ressort du chef ou de l'aumônier : à Abbeville, la troupe ne campe pas durant l'été 1941<sup>207</sup>, contrairement à celle de Valenciennes. À nouveau, il s'agit d'être discret et de s'adapter aux circonstances. Daniel Carlier écrit à F., dans une lettre du 30 juillet 1941 :

On chante, on joue comme à douze ans dans le bois, en rampant, en courant, en se dissimulant dans les fourrés pendant qu'à deux mètres passent la troupe des ennemis qui ne nous aperçoit pas. C'est délicieux cette impression de bête traquée, muscles bandés, prête à s'enfuir, retenant son souffle.<sup>208</sup>

Se rendre invisible aux yeux des troupes allemandes est apparenté à un jeu – jeu qui est, rappelons-le, un pilier de la pédagogie scout. L'obligation de discrétion s'adapte donc aux activités scout. Outre la clandestinité, certaines unités choisissent également de dissimuler le scoutisme sous d'autres activités : la troupe 3<sup>e</sup> Angers, dirigée par Jacques Bordier, est ainsi déguisée en association créée par le chef de troupe, Jacques Bordier, né en 1901 et scout puis routier à Angers auparavant. La troupe qu'il dirige est marine – ce n'est pas rare pour une unité située sur le littoral – et certaines de ses activités se passent donc en mer, la navigation étant inhérente aux activités de la troupe. Pour poursuivre ces activités difficiles à dissimuler, Jacques Bordier crée une association de

---

206Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 143-144

207J.-M. Moqc, *Pierre Carpentier. Vicaire de Saint-Gilles d'Abbeville. Mort pour la France à 31 ans le 30 juin 1943*, Abbeville, Leclerc, 1999, p. 28

208Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier*, Paris, Presses d'Île-de-France, 1947, p. 22

loisirs, appelée Union de Navigation et Camping de l'Anjou (UNCA), pour poursuivre la navigation et le regroupement des jeunes sans les caractéristiques du scoutisme – uniforme, pédagogie, spiritualité<sup>209</sup>. Jacques Bordier forme en parallèle un groupe local de résistance avec d'autres hommes, à sensibilité plutôt royaliste<sup>210</sup>. La 2<sup>e</sup> troupe du Creusot est, quant à elle, rebaptisée « Milice Saint-Michel »<sup>211</sup> : ce nouveau nom supprime toute connotation scout de l'appellation, ce qui permet à la troupe de subsister de façon régulière sans être inquiétée. Un seul cas d'abandon du scoutisme est précisé dans le corpus étudié : face à l'interdiction du scoutisme, Bernard Malet-Debeune, né en 1923, quitte le clan où il évoluait pour rejoindre les Cœurs Vaillants, un mouvement de jeunesse catholique qui se développe dans les milieux populaires et notamment dans le nord de la France, dont le jeune homme est originaire<sup>212</sup>.

L'armistice, l'apparition du régime de Vichy, l'occupation du nord et de l'ouest de la France et les débuts embryonnaire de la France Libre provoquent de profonds bouleversements politiques et militaires en France, auxquels le scoutisme n'échappe pas. À l'image du reste de la population française, les départs pour l'Angleterre ne sont pas massifs, mais constituent un acte résistant majeur puisque les hommes partis rejoindre de Gaulle et la France Libre ont pour but d'organiser, à l'extérieur de la France, la lutte armée contre l'Occupant ; néanmoins, ces départs hâtifs sont le fait d'opportunités et le scoutisme n'a aucune place dans le choix de partir, si ce n'est peut-être l'entretien des valeurs patriotiques évoquées pour justifier les départs.

Le départ concerne également les prisonniers de guerre qui, eux, sont contraints de quitter leur pays : le scoutisme qui s'organise dans les camps devient alors une source de réconfort et d'entretien du « souvenir » de la France. Organiser des activités scout – dépassant le cadre de la pratique religieuse – constitue par ailleurs une défiance vis-à-vis de l'autorité allemande : le scoutisme est en effet interdit et y participer devient un acte subversif pour ces prisonniers. Il en est de même en France, où le scoutisme est interdit en zone nord. Pour poursuivre leurs activités, les unités font le choix de la clandestinité et donc de l'illégalité, première défiance de taille pour ces hommes habitués à se soumettre à l'ordre établi. Dans ces deux cas de scoutisme clandestin, peut-on réellement parler de Résistance, alors que la notion de lutte contre l'Occupant est absente des activités pratiquées ? Si nous nous attachons à la définition donnée par François Bédarida, estimant que la Résistance est toute « action clandestine menée au nom de la liberté de la nation [...] pour

---

209MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Bordier, *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « A travers la presse », 1<sup>er</sup> trimestre 1982, n° 9, [numéro de page illisible]

210MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Bordier, feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

211MNSMF, Riaumont, fonds Lucien Blanot, Lettre de Marcel Vaussanvin, 6 janvier 1998, p. 1

212MNSMF, Riaumont, fonds Bernard Malet-Debeune, Feuille de renseignements complétée, s.d., p. 1



lutter contre la domination et le plus souvent l'occupation »<sup>213</sup> allemande, alors ces activités peuvent être considérées comme résistantes ; il convient seulement de rappeler qu'elles constituent une résistance plus passive qu'active ou encore offensive. Néanmoins, cela ne signifie pas que parmi ces hommes, certains mènent en parallèle de leurs activités scoutes des activités résistantes au sein de réseaux ou d'organisations.

---

<sup>213</sup>Bédarida François, « L'histoire de la résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain », cité dans Leroux Bruno ; Levisse-Touzé Christine (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit.*, p. 33

## **Chapitre 2 – 1940 – 1942 : Des questionnements grandissants ?**

Face à la signature de l'armistice, à l'Occupation du nord de la France et à l'installation du gouvernement de Vichy au sud, l'appréhension des questionnements de la jeunesse scout, rendue difficile par la nature des sources à disposition, n'est possible que par l'étude de son univers intellectuel et littéraire. Chargé de dévouement et de sacrifice tant pour la patrie que pour l'Église, cet univers nous permet de prendre du recul sur les engagements constatés durant ces deux premières années de conflit<sup>214</sup>. En effet, plusieurs comportements s'observent parmi la jeunesse scout étudiée : le scoutisme a d'ailleurs un impact très relatif tant sur les engagements en faveur de la France Libre qu'en faveur de l'armée d'armistice dans les premiers mois après juin 1940 ; au nord, l'engagement au sein de réseaux résistants locaux existants semble séduire à la fois les jeunes et les aumôniers du mouvement, sans pour autant être massif et collectif ; au sud, l'attrait pour les Chantiers de la jeunesse, dont la pédagogie imprégnée de scoutisme séduit profondément les individus étudiés, est évident. Les Chantiers, à l'opposé de la Résistance, semble pourtant être à la fois un facteur retardant et accélérant l'engagement – ou du moins la prise de conscience que l'engagement résistant est nécessaire.

### **I. Le patriotisme, fer de lance de la pédagogie scout et première justification de l'engagement... résistant ou non**

L'étude de l'univers littéraire et de pensée des individus du corpus étudié semble être le moyen de comprendre quelles valeurs, quelles idées et quels idéaux jalonnent leur évolution et leur croissance. Si le patriotisme et le sacrifice au service de la patrie semblent dominer, comment s'illustrent-ils en pratique dans les engagements des deux premières années de guerre ?

#### **1. Le prisme patriotique et sacrificiel de l'univers littéraire intellectuel**

La connaissance des activités scout et résistantes – plus ou moins tardives – des individus du corpus est assurée par l'étude des lettres au Mémorial et la compilation des données au sein du fichier informatique élaboré. Il est en revanche plus difficile d'appréhender les pensées de ces individus, car elles ne se lisent pas à travers des récits posthumes mais à travers des écrits intimes – journaux ou correspondances écrits entre 1939 et 1945 – qu'il est bien plus rare de trouver au sein des sources utilisées. D'autre part, la présence de ces sources intimes ne garantit pas de mettre en

---

<sup>214</sup>Sans conflit, puisque la France a signé l'armistice avec l'Allemagne et l'Italie.

lumière leurs cheminements de pensée et leur état d'esprit vis-à-vis de l'Occupation et vis-à-vis du régime de Vichy. Néanmoins, l'utilisation des sources à disposition permet d'appréhender l'univers intellectuel et littéraire de ces jeunes : ce dernier renseigne sur la façon dont ils évoluent à côté du scoutisme et comment ils sont amenés à considérer les événements qu'ils vivent – tels que l'Occupation ou l'instauration de Vichy – et quels référentiels de valeurs ils peuvent mobiliser.

La littérature est particulièrement présente dans la correspondance que Daniel Carlier entretient, entre 1940 et 1944, avec ses proches amis. Il se passionne autant pour des auteurs contemporains de son époque que pour des auteurs classiques voire anciens, et estime que la littérature accroît chez le lecteur la conscience de la grandeur de la France et l'amour de la patrie<sup>215</sup> ; la lettre où il évoque ce rôle de la littérature dans l'entretien du patriotisme français intervient quelques mois après la défaite de la France et l'installation de l'armée d'Occupation, que Daniel Carlier côtoie quotidiennement à Valenciennes.

Lorsque Daniel Carlier évoque dans ses lettres des auteurs contemporains, tout ceux qu'il cite sont de confession catholique et consacrent une partie plus ou moins importante de leurs œuvres à leur foi et à leurs débats intérieurs – l'amour, le mariage, la jeunesse, ... –, à l'instar de François Mauriac<sup>216</sup>, dont Carlier a lu *L'Adieu à l'adolescence*<sup>217</sup> mais également *Génitrix*, *Destins* et *Le fleuve de feu*<sup>218</sup>. Notons que l'attrait de l'écrivain pour le régime de Vichy – jusqu'en 1941 – ne transparaît dans aucun de livres cités puisqu'ils sont tous parus avant la guerre. Dans son journal, Robert Jumel cite également Mauriac, dont il lit *Le nœud de vipères* en décembre 1941<sup>219</sup>, alors qu'il est au Tchad, rallié à la France depuis juillet 1940<sup>220</sup>. Les mêmes thèmes et les mêmes questions intérieures y sont évoquées, comme dans *La robe prétexte*, lue par Jacques de Baudus en 1943<sup>221</sup>. Mauriac semble donc être plébiscité par plusieurs des individus étudiés : pour autant, est-il plébiscité par l'ensemble de la jeunesse scout ? On peut postuler que, même s'il n'existe à notre connaissance aucune directive publique et collective – ce qui n'exclue pas des directives privées et individuelles de la part d'aumôniers ou de chefs pour les jeunes dont ils ont la charge – quant aux lectures de cette jeunesse, la littérature d'un auteur catholique et proche du catholicisme social<sup>222</sup> est, si ce n'est encouragée, en tout cas approuvée par le mouvement. D'autres auteurs catholiques sont également lus, tel que Alphonse de Châteaubriant, connu pour son engouement vis-à-vis de

---

215 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 19

216 L'auteur est présenté en introduction, p. 8

217 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 20

218 *Ibid.*, p. 24

219 *Ibid.*, p. 27-28

220 Cantier Jacques ; Jennings Éric (dir.), *L'empire colonial sous Vichy*, Paris, Jacob, 2004, p. 75-76

221 Bessières Albert ; Liénart Achille, *Jacques de Baudus, op. cit.*, p. 109

222 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 134. Le scoutisme, par la promotion du service charitable et de l'indifférence pour l'origine sociale de ses membres, se veut par ailleurs un mouvement de catholicisme social.

l'Allemagne nazie<sup>223</sup> : pourtant, ce n'est pas une œuvre politique que cite Daniel Carlier mais, à nouveau, une œuvre de mystique – *La Réponse du Seigneur* – reflétant les questionnements de l'auteur sur sa foi<sup>224</sup>. Robert Jumel a, quant à lui, lu *L'Imitation de Jésus-Christ*, comme il le précise dans son journal le 21 décembre 1941, alors qu'il se désole que ses camarades ne voient pas dans Noël la même fête religieuse que lui<sup>225</sup> : ce livre, œuvre anonyme écrite entre la fin du XIV<sup>e</sup> et le début du XV<sup>e</sup> siècles, est une œuvre de piété chrétienne, invitant les lecteurs à se conformer au modèle du Christ pour vivre en bon chrétien, et ne pas vivre « dans le monde », sous peine de s'y perdre. La souffrance et la douleur y sont abordées, pour signifier qu'elles sont inévitables, mais qu'elles ne peuvent être vécues de façon chrétienne que si elles sont « offertes » à Dieu – une exaltation de la souffrance et du sacrifice qui peut permettre au jeune homme, loin des siens et loin de la France depuis plus de 18 mois, de supporter son quotidien.

Outre ces questionnements intrinsèquement chrétiens, un autre œuvre aborde aussi des réflexions de philosophie et de conscience : il s'agit de l'ouvrage de Georges Duhamel, *La confession de Minuit, publié en 1920*, œuvre romanesque considérée comme existentialiste par les questions qu'elle soulève. D'autres œuvres citées peuvent également lier foi et actes militaires, comme dans les livres de Jacques d'Arnoux, dont *Paroles d'un Revenant* (1923) et *Les sept colonnes de l'Héroïsme* (1938) sont lus par Daniel Carlier en 1940<sup>226</sup> ainsi que par Jacques de Baudus<sup>227</sup>. Ce sont à la fois les exploits militaires qui sont soulignés et l'esprit de sacrifice et de dévouement de celui qui s'engage dans la défense militaire du pays ; Jacques d'Arnoux, militaire dans l'infanterie puis dans l'aviation et grièvement blessé durant la Grande Guerre, évoque également sa foi catholique dans ses œuvres – et notamment dans *Les sept colonnes de l'Héroïsme*.

Ernest Psichari inspire également ses lecteurs pour ses œuvres mystiques et ses récits militaires. Lieutenant dans l'artillerie coloniale, il meurt en août 1914, alors que la guerre commence à peine. Converti au catholicisme à la fin de sa vie, il avait auparavant entretenu une correspondance avec Maurice Barrès, et soutenu également Charles Maurras et l'Action française. Il se situe donc plutôt du côté de la droite nationaliste, et fit l'éloge de l'armée et de la nation. Il se prononça également contre le pacifisme et l'anti-militarisme, et voit dans le service de l'armée un idéal de dévouement et de grandeur : il publie ainsi *l'Appel des armes* en 1913, qui devient une nouvelle phare pour les nationalistes français. Son second livre, publié deux ans après sa mort, *Le Voyage du centurion*, retranscrit son évolution spirituelle et son attrait progressif pour la méditation. C'est très certainement cet ouvrage que lit Robert Jumel, lorsqu'il parle de la recherche de Dieu et

---

223 Delperrié de Bayac Jacques, *Histoire de la Milice*, Paris, Fayard, 1969, p. 199-200

224 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 24

225 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 21 décembre 1941, p. 27-28

226 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 19

227 *Ibid.*, p. 37

de la vérité chez Psichari<sup>228</sup>. Quant à Pierre Bochin, c'est la carrière militaire de l'écrivain et les récits qu'il en fait qui l'inspirent<sup>229</sup>. Charles Péguy est également cité par Bochin : cet écrivain français, qui se rapproche du catholicisme à la fin de sa vie également, meurt lui aussi au début de la Grande Guerre. Le point commun à toutes les œuvres évoquées par les individus semble être leur caractère mystique ou réflexif vis-à-vis de la foi chrétienne ; à cette dimension religieuse s'ajoute pour certains ouvrages la dimension militaire. Dans tous les cas, l'esprit de sacrifice tant loué dans les récits militaires peut se transposer aux écrits mystiques, où le dévouement et l'abnégation sont des sujets vastement abordés : cette confusion entretenue entre le dévouement comme devoir militaire et comme devoir chrétien trouve un écho particulier dans le scoutisme, que nous analysons dans le cinquième chapitre de cette étude<sup>230</sup>.

En revanche, peu d'œuvres directement en lien avec le scoutisme sont évoquées : on peut relever l'ouvrage de Bernard Thorel, *Le scoutisme de Lord Baden-Powell. Méthode et vie*, paru en 1935 pour préciser un à un tous les aspects du scoutisme de l'époque, des cadres de l'éducation – l'uniforme, la vie en équipe, les techniques – aux principes pédagogiques du scoutisme – le service du prochain, la progression personnelle. Jacques de Baudus lit également les œuvres de Guy de Larigaudie, explorateur et journaliste français, figure emblématique du scoutisme du fait de sa collaboration avec la revue *Le Scout de France* depuis 1933 et ses récits de voyages<sup>231</sup> : *Vingt scouts autour du monde* (1935), *Yug en terres inconnues* (1938) et *Résonances du Sud* (1938), trois ouvrages lus par de Baudus en 1940, relatent les explorations de l'auteur autour du monde. Le scoutisme apparaît comme un vecteur d'aventure et de rêve. Daniel Carlier décrit également le scoutisme, dans une lettre d'août 1941, comme le moyen de satisfaire l'imagination de l'enfant et, par ce biais, de le pousser à entreprendre :

À propos du scoutisme, je puis te dire que je l'ai toujours considéré comme le meilleur moyen de capter l'immense capacité de rêve que l'on trouve dans chaque enfant, et d'orienter cette potentialité, de la diriger vers le Bien, de la transformer en Beau, et pour cela, le jeu est l'un des meilleurs moyens ; car ce n'est pas par de fades discours ou sermons, ou par d'autres moyens que l'on peut intéresser l'enfant et l'adolescent. Somme toute, le scoutisme, c'est du rêve dirigé, sans tomber toutefois dans une vague sentimentalité ou dans le langage romantique, car toute rêverie, tout jeu est générateur de Pensées et d'Action. Le rôle de l'imagination est de produire, de créer, d'agir.<sup>232</sup>

En tentant de cerner l'univers intellectuel des individus étudiés à travers leurs écrits

---

228 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 3 décembre 1940, p. 10

229 Coligny (de) Marc, *Pierre Bochin. Saint-Cyrien (1921-1944)*, Tours, imprimerie Bodin-Buzançais, 2004, p. 7

230 Chapitre 5, à partir de la p. 172

231 Pour une biographie de Guy de Larigaudie, voir Croidys Pierre, *Guy de Larigaudie*, Paris, Plon, 1947

232 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 24

personnels, les lectures d'auteurs chrétiens, bercés dans la religion catholique ou qui l'ont redécouverte au cours de leur vie, reviennent le plus fréquemment. Les notions de sacrifice et de dévouement dominant, tant dans les œuvres de mystique et de réflexion chrétienne, que dans les récits militaires, ce qui fait de ce thème une constante dans les œuvres lues : or, la notion même de sacrifice est largement employée par les individus étudiés durant les années 1940 – 1945, alors même que la guerre est finie ; elle jalonne en effet les récits qu'ils font d'eux-mêmes, ou les récits posthumes que l'on fait sur eux, lorsqu'ils s'engagent en résistance. De ce fait, puisqu'on ne peut que postuler sur l'influence de cette littérature sur leurs engagements, on peut au moins admettre qu'elle oriente la manière dont ils se représentent lesdits engagements. Par ailleurs, les récits d'exploration, à l'instar des récits militaires, entretiennent l'imagination et le rêve des lecteurs : le combat armé, assimilé à une aventure – aventure qui est constamment recherchée par le biais du jeu et de l'imaginaire dans le scoutisme – devient attractif et enthousiasme les jeunes qui en lisent les récits.

Un autre trait commun à tous les auteurs cités est leur engagement politique, ou du moins l'intérêt qu'ils portent à la politique : François Mauriac, plutôt à droite de l'échiquier politique, entame une rupture avec son milieu intellectuel et politique d'origine lorsqu'il se positionne en faveur des républicains espagnols et des chrétiens de gauche ; cependant, à l'arrivée du gouvernement de Vichy, il est plutôt séduit par le nouveau régime, jusqu'en 1941 où son roman *La Pharisienne* paraît et effectue une critique implicite de Vichy. Châteaubriant, à l'inverse, se fait le chantre de la collaboration à partir de 1940. Psichari et Péguy se positionnent également du côté de la droite nationaliste : Péguy, engagé d'abord en tant que socialiste anticlérical et dreyfusard pendant ses études, se rapproche du catholicisme et du nationalisme à partir des années 1910. Il mène un combat contre la « modernité », qui selon lui altère les vertus anciennes – l'ordre, la terre. Ce rejet ressemble à celui que l'on peut trouver dans l'Église du XX<sup>e</sup> siècle, pour qui l'anticléricalisme et la modernité sont des fléaux. Enfin, Maurice Barrès est cité par Daniel Carlier, qui s'intéresse à ses œuvres à partir de 1941-1942<sup>233</sup> : écrivain et homme politique, l'auteur exprime à travers ses écrits son attachement au nationalisme républicain avant la Grande Guerre – à la différence du nationalisme royaliste de Charles Maurras – et à la « tradition », c'est-à-dire à la terre, aux anciens, à la famille et à l'armée, thèmes chers également au régime de Vichy. Néanmoins, il apparaît que tous les livres lus sont antérieurs à 1940 et, s'ils sont écrits par des auteurs penchant pour la droite nationaliste et admirateurs de valeurs privilégiées par Vichy, ils traitent quasi-exclusivement tous de mystique, de récits militaires ou d'exploration<sup>234</sup>. L'univers intellectuel qui entoure et porte les individus étudiés fait l'éloge de l'introspection religieuse, de l'ordre, de l'ancien, du patriotisme

---

233 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier*, Paris, *op. cit.*, p. 54

234 Peut-être peut-on exclure les ouvrages de Maurice Barrès, qui font certainement une large place au politique, mais nous n'en avons pas les titres pour le vérifier.

militaire et du sacrifice : de prime abord, il semble donc aller à contre-courant d'une quelconque idée de résistance face à Vichy, qui s'appuie également sur ces valeurs. La jeunesse scout que nous étudions s'attache d'abord à résister aux Allemands – le patriotisme qu'ils apprennent au sein du scoutisme leur commande de refuser l'Occupation, qui est une atteinte au territoire et à la souveraineté française – sans s'opposer à Vichy : le gouvernement est largement approuvé par les cadres nationaux des Scouts de France et par la plupart des jeunes qui fréquentent le mouvement – il faut attendre 1942, l'invasion de la zone sud et la collaboration plus intense entre Vichy et l'Allemagne pour que des remises en cause apparaissent au sein du mouvement<sup>235</sup>. Quant à la notion de sacrifice, omniprésente dans cet univers intellectuel, elle est largement mobilisée par les jeunes étudiés lorsqu'ils cherchent à donner un sens à leur engagement résistant – engagement qui s'observe logiquement au même moment que les remises en cause de Vichy, à partir de novembre 1942<sup>236</sup>. Cependant, l'engagement résistant de ces individus distingue, notamment dans les deux premières années de guerre, la résistance à l'occupant et la résistance au gouvernement. Ainsi, servir Vichy peut s'apparenter, pour eux, à une résistance vis-à-vis des Allemands et se justifie alors aussi par le patriotisme.

## **2. Armée d'armistice, armée de la France Libre : l'impact très relatif du scoutisme sur les premiers engagements militaires de 1940**

Si la défaite militaire et l'Occupation allemande d'une partie de la France provoquent la tristesse des individus étudiés, le régime de Vichy ne semble pas provoquer de résistance particulière chez eux, à l'instar du reste du mouvement scout et de l'Église. Résister à l'occupant ou défendre la France contre d'autres possibles attaques de sa souveraineté n'entre pas toujours en contradiction avec l'adhésion au gouvernement.

### a) La tristesse quant à l'armistice... et le silence quant à Vichy

Lorsque la réaction des individus face à l'armistice, puis à la séparation de la France en plusieurs zones d'administration et d'organisation politiques différentes nous est connue, ils ne semblent se réjouir ni de la défaite ni de l'armistice, puisqu'elle se traduit pour eux par un sentiment de honte lié à la débâcle militaire et à l'intrusion durable des Allemands sur le sol national. Daniel Carlier écrit à son amie F., le 3 octobre 1940, au sujet de la situation militaire et politique du

---

235 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 76

236 Se référer au chapitre 4, à partir de la p. 119

pays<sup>237</sup> :

Et maintenant... quelle déchéance ! Si au moins elle ne pouvait être que momentanée. Quelles désillusions. Le réveil a été brutal : aucune transition entre les rêves et cette réalité à laquelle on ne veut pas croire d'abord.<sup>238</sup>

Robert Jumel exprime la même honte et la même tristesse face à l'armistice, qu'il vit non pas sur le sol français comme la quasi totalité des individus étudiés, mais de l'extérieur, puisqu'il est à Londres. Il écrit dans son journal, le 22 juin 1940 :

Chaque jour apporte une mauvaise nouvelle, aujourd'hui l'armistice a été signé, la France n'existe plus, nous sommes considérés comme des traîtres à la patrie pour l'avoir quitté ! [...] Les mauvaises nouvelles affluent, la Syrie dépose les armes, l'Indochine est violemment bombardée, je suis dégoûté [...] <sup>239</sup>

Si la défaite, l'armistice et de fait l'Occupation constituent une honte, quel regard ces jeunes portent-ils sur l'installation du régime de Vichy ? Il est difficile de le savoir pour Robert Jumel, qui consacre son journal à son évolution dans les FFL. François Garbit, qui rejoint la France Libre à la fin de l'été 1940, écrit à sa mère, le 21 juillet 1940 :

Il y a deux ans, j'aurais probablement applaudi à la formation du gouvernement Pétain, aux méthodes d'autorité qu'il emploie, au coup de balai qu'il semble vouloir donner. Malheureusement ce gouvernement est le gouvernement de la défaite et d'une défaite non pas subie, mais acceptée [...]. A peine créé, il a entamé des pourparlers d'armistice alors que la France n'était pas vaincue. Dans ces pourparlers, dans cet armistice, dans les gestes qui ont suivi, il a renié la parole de la France, les engagements pris vis-à-vis de ses alliés. [...] Le redressement intérieur de la France ne saurait justifier l'acceptation de la défaite et surtout le manque de parole. Ou sinon, il n'y a plus qu'à reléguer aux antiquités le droit, l'honneur et les Forces spirituelles.<sup>240</sup>

François Garbit n'émet aucune objection à la Révolution nationale qu'instaure Pétain en France ; en revanche, il souligne le caractère révoltant de l'armistice et c'est cette résignation devant la défaite et l'arrêt des combats qui le mène à s'engager du côté des FFL et à repousser Vichy. Concernant Daniel Carlier, aucune de ses lettres n'indique les sentiments qu'ils nourrit à l'égard du

---

237 Par situation politique et militaire de la France, le jeune homme entend l'Occupation, qu'il cotoie au quotidien, vivant aux alentours de Valenciennes ; il ne fait aucune allusion à Vichy dans son journal ni dans ses lettres.

238 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 18-19

239 MNSME, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 22 juin 1940, p. 2

240 Piketty Guillaume (dir.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009, p. 539



gouvernement, sans doute parce qu'il vit en zone occupée et que, de fait, le nouveau gouvernement lui semble lointain. En zone sud, le constat est identique pour Jean Traversat, dont les rares écrits ne signalent aucune prise de position vis-à-vis de Vichy ; en revanche, sa participation précoce – semble-t-il dès la fin de l'année 1941<sup>241</sup> – à la Résistance intérieure indique son positionnement tant vis-à-vis de l'Occupation que du nouveau régime<sup>242</sup>.

### b) Un impact relatif du scoutisme sur les premiers engagements ?

Les engagements résistants immédiatement consécutifs à l'armistice – les évasions de France en vue de rejoindre la France Libre en Angleterre ou dans les colonies évoquées au premier chapitre – sont loin d'aller de soi : nous avons vu que, notamment pour les militaires qui avaient rallié de Gaulle, l'occasion et la volonté de poursuivre les combats faisaient souvent. Afin de mettre en perspective ces engagements résistants précoces et peu nombreux, il convient d'étudier également les jeunes qui, également engagés dans l'armée durant la Campagne de France, n'ont pas fait le choix de désobéir à la loi en rejoignant la France Libre, mais ont accepté – ou du moins ne se sont pas révoltés contre – l'armistice et ont poursuivi leur carrière militaire au sein de l'armée d'armistice. Cette armée, placée sous l'autorité du gouvernement après le 22 juin 1940, est autorisée par les conditions d'armistice à ne maintenir que 100 000 hommes sous les drapeaux en métropole – ainsi que environ 330 000 hommes dans les colonies<sup>243</sup>.

Loin d'être satisfaits de l'armistice et de l'Occupation allemande<sup>244</sup>, les militaires de l'armée d'armistice ne sont pas non plus gaullistes et demeurent largement opposés aux Anglais, à qui ils reprochent notamment l'évacuation de Dunkerque à la fin du mois de mai 1940 et l'attaque britannique, en juillet 1940, de la flotte française de Mers el-Kébir, en Algérie<sup>245</sup>. L'ensemble des officiers de l'armée d'armistice est d'ailleurs enthousiaste vis-à-vis de l'arrivée au pouvoir de Pétain et de la mise en place de la Révolution nationale<sup>246</sup>. 24 hommes font partie de cette armée de Vichy, soit 8% du corpus étudié<sup>247</sup>. Parmi eux, plusieurs meurent au cours d'opération de défense contre les Britanniques, à l'instar de Jacques Masson, 18 ans et scout à la 1<sup>e</sup> Lorient avant le début du conflit. Le jeune homme est matelot mécanicien sur le contre-torpilleur l'Audacieux, coulé le 23 septembre

---

241 Guichardan Roger, *Jean Traversat : (Étienne Duché), scout-routier, un héros de la Résistance*, Paris, Bonne presse, 1945, p. 97-99

242 Résistance qui nous étudions dans la suite de ce chapitre, p. 75

243 Paxton Robert, *L'armée de Vichy : le corps des officiers français, 1940-1944*, Paris, Seuil, 2005, p. 55

244 *Ibid.*, p. 114

245 *Ibid.*, p. 138-143

246 *Ibid.*, p. 164-170

247 Voir tableau-annexe n° 6, p. 221

1940 à Dakar<sup>248</sup>. Les Britanniques et les FFL ne parviennent pas à rallier le Sénégal, qui demeure vichyste<sup>249</sup>, mais sont vainqueurs en Syrie, en juillet 1941 : durant la bataille, ils affrontent à nouveau l'armée d'armistice, et c'est du côté de Vichy que Jean Dazanbujja meurt, le 9 juin 1941, à Quasniye. Né en 1909, et capitaine au 22<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens (RTA), il a été routier au clan de l'école militaire Saint-Cyr entre 1927 et 1929<sup>250</sup>. La citation militaire qui lui est attribuée par l'armée après sa mort lui décerne la Croix de guerre et la mention « mort pour la France » :

Le 9 juin 1941, surpris à son poste de commandement de Quasniye par un détachement britannique qui l'avait attaqué par derrière et sommé de se rendre, s'est défendu à coups de revolver jusqu'à la dernière cartouche, est tombé glorieusement plutôt que de se rendre.<sup>251</sup>

Lors du débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, les armées alliées tuent Jean-Pierre Belorgey, matelot radio-télégraphiste sur le torpilleur le Brestois qui est coulé dans les combats au port de Casablanca. Le jeune homme, âgé de 19 ans au moment de sa mort, a été auparavant scout puis routier à Marseille ; il est reconnu « mort pour la France » après sa mort<sup>252</sup>. En France, le débarquement allié a pour conséquence directe l'invasion de la zone sud par les Allemands et le sabordage de la flotte de Toulon, sur l'ordre de l'amirauté du régime de Vichy : en effet, afin de respecter l'armistice qui fait de la France un État « neutre » entre l'Axe et les Alliés, le sabordage doit permettre à la flotte de ne tomber aux mains d'aucune des deux armées. En se sabordant, la flotte refuse de se soumettre aux Allemands – et aux Alliés – et demeure dans l'obéissance à Vichy, qui avait ordonné cette destruction. C'est durant le sabordage, le 27 novembre 1942, que meurt Paul Dewaele, scout à Dunkerque avant la guerre et matelot dans l'armée d'armistice<sup>253</sup>.

L'armée d'armistice, majoritairement pétainiste et vichyste, défend l'Empire colonial des attaques britanniques et gaullistes menées dans le but de faire basculer les colonies du côté de la France Libre et de la Résistance ; en ce sens, il serait bien sûr impossible – et contradictoire – de considérer ces individus comme résistants. Cependant, il semble intéressant et opportun de les étudier car leurs trajectoires vichystes – où le scoutisme occupe la même place que chez les autres individus – mettent en perspective la singularité des trajectoires résistantes qui se déploient au

---

248 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Masson, Lettre de François Bouet, 2 mars 1994, p. 2

249 Cantier Jacques ; Jennings Éric (dir.), *L'empire colonial sous Vichy*, Paris, Jacob, 2004, p. 78-79

250 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Dazanbujja, Lettre de S.H. Parisot, 12 octobre 1995, p. 1

251 *Ibid.*, p. 1

252 MNSMF, Riaumont, fonds Jean-Pierre Belorgey, « Grande famille », *Le Chef, bulletin mensuel des chefs Scouts de France*, janvier 1943, n° 197, p. 394

253 MNSMF, Riaumont, fonds Paul Dewaele, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

même moment chez les scouts devenus Français Libres. Le scoutisme – et l'engagement scout incarné et entériné par la promesse – ne semble pas être un facteur particulièrement important et impactant dans ces trajectoires si éloignées de la Résistance, de même qu'il n'est pas un facteur d'engagement en soi dans le fait de rallier la France Libre. À nouveau, le poids de l'opportunité semble peser et il ne faut pas minimiser l'attrait des scouts pour le régime de Vichy<sup>254</sup>.

Face aux scouts engagés dans l'armée d'armistice, Jean Bouet et André Zirnheld leur font face. Ils ont fait du scoutisme avant l'entrée en guerre et ont reçu les mêmes enseignements en matière de patriotisme ; cette similarité des parcours des individus – avant l'armistice – met en évidence le faible impact du scoutisme sur les premiers engagements de l'année 1940, au sein des FFL ou dans l'armée d'armistice. Jean Bouet, aspirant sur le sous-marin Narval, meurt au large de la Tunisie, dans le Golfe de Gabes, le 15 décembre 1940. Il sortait de l'école Navale de Brest où il avait été routier au clan de l'école entre 1937 et 1940. Le sous-marin sur lequel il sert s'est rallié aux Forces Navales de la France Libre à partir de juin 1940 par refus d'arrêter les combats et de livrer des bâtiments de guerre à l'ennemi. Par crainte d'être confronté aux Italiens, il rejoint Malte, où il est accueilli par des officiers de la marine britannique : Jean Bouet meurt lors d'une opération lorsque le sous-marin coule – accidentellement ou non. André Zirnheld, quant à lui, se trouve, comme nous l'avons déjà évoqué, au Liban quand l'armistice est signé. Il rejoint la branche aérienne des FFL en passant en Palestine britannique en juin 1940, et meurt le 27 juillet 1942 à Marsa Matruh en Égypte au cours d'une opération contre les Allemands<sup>255</sup>.

La mise en perspective de comportements profondément opposés – un engagement au sein de l'armée d'armistice ou un engagement au sein des FFL – permet de relativiser l'impact de la pratique du scoutisme sur ces trajectoires immédiatement consécutives à l'armistice mais également de mettre en lumière la mobilisation identique du patriotisme lorsqu'il s'agit de s'engager dans l'armée de Vichy ou de rallier de Gaulle : en s'engageant d'un côté ou de l'autre, ces hommes estiment servir la France par les armes. Le poids du scoutisme en tant qu'activité et engagement est donc relativement faible dans ces trajectoires étudiées – dans le sens où la contraction d'un engagement scout n'inculque pas la contraction d'un engagement résistant – mais le référentiel de valeurs qu'il véhicule, et dont le patriotisme est un des piliers, semble tout de même prégnant ; bien sûr, ce patriotisme scout peut être complété par un apprentissage du patriotisme à l'extérieur du mouvement, tant à la maison que dans l'armée. Il ne faut pas oublier non plus que l'engagement au

---

254 Même à Londres, appartenir à la France Libre ne signifie pas obligatoirement que les Français Libres ne trouvent pas en Vichy des valeurs et des idées attrayantes.

255 MNSMF, Riaumont, fonds André Zirnheld, Feuille de renseignements complétée, [1996?], p. 1

sein de l'armée d'armistice peut être motivé par une réelle adhésion aux valeurs de Vichy, qui ont séduit le scoutisme catholique du fait de leur similarité avec celles que lui-même enseignait. Quoiqu'il en soit, on peut considérer que le patriotisme est l'élément déclencheur de ces premiers engagements – doublé de la possibilité de s'engager.

Qu'en est-il de la Résistance intérieure qui s'organise en France ? Le scoutisme – et ses valeurs – devient-il un facteur d'engagement plus net ? Comment les scouts s'insèrent-ils dans les réseaux de résistance se développant en France ?

## **II. Rejoindre la résistance intérieure qui s'organise**

En France, les résistants de la « première heure » travaillent au renseignement militaire, à l'évasion de prisonniers ou de combattants britanniques, fabriquent des faux papiers et diffusent des journaux clandestins ; on ne parle pas encore de résistance armée, visant à nuire par les armes à l'Occupant, mais de réseaux<sup>256</sup> et de mouvements<sup>257</sup> résistants visant à rendre difficile l'exploitation de la France par les Allemands, à organiser la propagande contre l'Occupant, à se soustraire aux lois allemandes et à entretenir des liens avec la Résistance extérieure symbolisée par la France Libre et les Britanniques. La Résistance intérieure s'organise et les Scouts de France participent aux activités clandestines ou au développement de branches locales, de la même manière que le reste de la population – non scoute. Les lettres adressées au Mémorial ne mentionnent pas toujours un engagement résistant daté : la connaissance de l'histoire et de la création des réseaux cités est de fait incontournable pour situer ces engagements dans le temps. L'appartenance à un réseau n'est d'ailleurs pas toujours explicitement signalée dans ces lettres, soit parce que ceux qui écrivent ne connaissent pas le nom du ou des réseaux d'appartenance, soit parce qu'ils accordent plus d'importance aux actes résistants en eux-mêmes qu'aux organisations dans lesquelles ils ont lieu. Nous nous sommes attachés à étudier les engagements de ceux dont nous pouvions certifier l'appartenance à une unité résistante, en gardant à l'esprit que ce n'était pas une étude totalement exhaustive.

### **1. Réseaux de renseignements, réseaux d'évasions : la première Résistance (1940 – 1942)**

Dès l'été 1940, l'Angleterre est menacée d'invasion et la France libre envoie ses premiers

---

256 Le réseau regroupe un nombre d'hommes limité pour une action précise, évasion, renseignement ou action, et est une création de la Résistance extérieure qui prolonge son activité en France occupée. Voir Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1962, p. 119

257 Le mouvement est un organisme large, mouvant, qui groupe tous les hommes voulant lutter contre l'occupant. Voir Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1962, p. 119

agents de renseignement en France : c'est le point de départ des réseaux, dirigés le plus souvent par des volontaires venus de Londres, secondés par des volontaires locaux et relevant du Bureau central de renseignements et d'action de la France libre (BCRA), situé à Londres<sup>258</sup>.

L'abbé Gérard Amyot d'Inville est démobilisé en août 1940 et rejoint sa paroisse à Senlis, en zone occupée. Aumônier scout depuis son ordination en 1936, il s'intéresse aux jeunes, aux patronages. Après être revenu à la vie civile en 1940, il écoute à la radio les émissions de la France libre – premier acte que l'on pourrait qualifier de subversif – et apprend ainsi le ralliement de son frère Hubert aux FFL. En fondant un centre artisanal pour les jeunes sortant de l'enseignement primaire – toujours en sa qualité d'aumônier et de curé – en décembre 1941<sup>259</sup>, il camoufle également des activités de résistance permettant l'aide aux prisonniers évadés<sup>260</sup> ; il agit dans le cadre de l'Organisation civile et militaire (OCM)<sup>261</sup>, fondée en décembre 1940, dont il devient à partir de 1943 responsable pour la branche locale de Senlis. Avec l'abbé Carpentier, curé et aumônier scout à Abbeville, il se lance également dans la fabrication de fausses cartes d'identité et faux tickets de ravitaillement puis dans l'impression et la distribution de journaux clandestins en 1941<sup>262</sup>.

Pierre Carpentier est également membre de la Confrérie Notre-Dame, fondée en juin 1940 et alors appelée réseau Castille<sup>263</sup>. Ce dernier, dépendant du BCRA, collecte et transmet des renseignements à la France et travaille à la propagande gaulliste dans les départements côtiers plus propices à un débarquement allié – encore espéré plutôt qu'envisagé. Pierre Carpentier en est membre jusqu'à son arrestation, en décembre 1941<sup>264</sup>. Il travaille également pour le réseau Pat O'Leary, créé durant l'été 1940, qui pratique le renseignement militaire et l'évasion des soldats britanniques restés en France après l'armistice<sup>265</sup> : il fait office de passeur à Abbeville afin d'aider les aviateurs à quitter la zone interdite pour la zone occupée – Abbeville étant à la frontière des deux – en franchissant la ligne de la Somme<sup>266</sup>. Le prêtre est dénoncé et arrêté à son domicile par la Gestapo avec un autre passeur et incarcéré à la prison de Loos-les-Lille le 8 décembre 1941. Envoyé à Bruxelles en août 1942, il y est torturé puis déporté à Bochum, classé comme déporté « nuit et brouillard » en référence au décret promulgué le 7 décembre 1941 établissant que les

---

258 Leroux Bruno ; Levisse-Touzé Christine (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, op. cit., p. 15

259 Gmeline (de) Patrick, *Amyot d'Inville : quatre frères pour la France*, Evreux, Hérissey, 2004, p. 123-124

260 *Ibid.*, p. 118-119

261 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 59-61

262 MNSMF, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier*, op. cit., p. 28

263 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 125-126

264 MNSMF, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier*, op. cit., p. 37

265 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 32

266 MNSMF, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier*, op. cit., p. 29

auteurs d'actes délictueux contre l'Allemagne et les forces d'occupation sont envoyés en Allemagne pour y être jugés et exécutés. Jugé le 16 avril 1943 devant la Cour du peuple allemande, Pierre Carpentier est condamné à mort le 29 juin pour avantage procuré à l'ennemi, et est décapité à la hache le lendemain, à Dortmund<sup>267</sup>.

Le renseignement est enfin pratiqué par Lucien Bunel, aumônier scout à Avon, au sein du réseau Vélites-Thermopyles, créé en 1941<sup>268</sup>, ainsi que par Agnès de Nanteuil, un des seuls exemples féminins du corpus étudié. La jeune femme a 18 ans lors de l'armistice et est cheftaine de meute à la 2<sup>e</sup> Vannes. Elle entre en contact avec le réseau Libération-Nord dès 1941, qui pratique le renseignement, et participe la même année à une filière d'accueil et d'évasion d'aviateurs anglais, fondée par sa mère<sup>269</sup>. Jacques Bordier, qui avait fondé une association afin de couvrir les activités de la troupe scout que'il dirigeait, entre au réseau Hector, apparu en juin 1940 et pratiquant lui aussi le renseignement ainsi que la propagande en diffusant journaux clandestins et portraits du général de Gaulle<sup>270</sup>. André Baudinière, quant à lui, est démobilisé après l'armistice et fait détruire les munitions et le matériel pour éviter qu'il ne soit livré aux Allemands. Il revient à Châtellerault, où il a été scout durant son adolescence, et constitue, à partir de 1941, un réseau de résistance, sous le pseudonyme Lagardère, afin de faire passer du courrier et des hommes de l'autre côté de la ligne de démarcation<sup>271</sup>.

Exception faite d'André Baudinière, pour qui le scoutisme adolescent n'a pas donné lieu à une prise de responsabilité dans le mouvement, les trois prêtres, le chef de troupe et la jeune cheftaine mènent conjointement leurs activités scout, elles-mêmes clandestines, et leurs activités résistantes. Leur engagement dans le scoutisme – les aumôniers ne sont pas exempts de promesse lorsqu'ils ne l'ont pas prononcée en tant que jeunes – ne semble pas contradictoire avec leur engagement résistant et les deux peuvent même se superposer. Le scoutisme, qu'ils pratiquent en tant que responsables – laïcs ou religieux –, est-il un vecteur de cet engagement en résistance ?

## **2. Le patriotisme, pilier central et facteur majeur de l'engagement résistant ?**

À l'instar des engagements FFL contractés par les civils et les militaires au moment de l'armistice, on peut supposer que le patriotisme commande ces premières activités résistantes : les six individus vivent tous en zone occupée, côtoient l'armée d'occupation au quotidien et agissent en faveur des Alliés dans le but de contrevenir à l'Occupation de la France. Rappelons par exemple que

---

267 MNSMF, Riaumont, J-M. Moqç, *Pierre Carpentier, op. cit.*, p. 37

268 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 43

269 Carichon Christophe, *Une vie offerte : Agnès de Nanteuil, 1922-1944*, Perpignan, Artège spiritualité, 2010, p. 56-62

270 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 52

271 MNSMF, Riaumont, fonds André Baudinière, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

lors de la démobilisation, André Baudinière a fait détruire les armes et les munitions à disposition pour ne pas les livrer aux Allemands<sup>272</sup>. Le patriotisme semble donc apparaître comme une première réponse à cette entrée précoce en résistance<sup>273</sup>. Mais de quel patriotisme s'agit-il ?

Il s'agit d'un patriotisme teinté de gaullisme pour certains. En signe de patriotisme et de défiance de l'autorité occupante, l'abbé Carpentier circule le 11 novembre 1941 dans Abbeville avec un ruban tricolore accroché à son bréviaire afin de commémorer l'armistice de 1918<sup>274</sup> – ce qui est formellement interdit par les Allemands. Il conserve par ailleurs toujours sur lui une photographie du général de Gaulle – acte de défiance qui aurait pu le mettre en danger s'il avait été fouillé par l'occupant –, tandis que le père d'Inville écoute chaque soir les émissions de la France libre, en toute illégalité<sup>275</sup>. Il ne faut pas négliger que, né dans les années 1910, le père Carpentier a déjà vécu l'Occupation allemande durant la Grande Guerre : ce souvenir est un facteur majeur dans sa décision d'entrer en résistance en 1940<sup>276</sup>. Jean Traversat, routier à Limoges, fait preuve du même patriotisme gaulliste que les deux abbés, bien qu'il soit singulièrement plus jeune et qu'il ne vive pas en zone occupée : routier à Limoges, le jeune homme de 17 ans s'approprie les symboles de la France Libre en gravant, sur son encrier d'écolier une croix de Lorraine<sup>277</sup>.

Pour d'autres, ce patriotisme se double d'un attachement visible au catholicisme ou au scoutisme. Quand il s'agit de « servir la France » comme cela est demandé lors de la promesse scoute, le service est souvent confondu dans un même objectif avec le fait de servir l'Église – et donc le scoutisme. Cette confusion est entretenue dans le scoutisme et dans l'éducation patriotique, politique et historique que les jeunes y reçoivent. La foi peut de ce fait devenir un vecteur d'engagement résistant : Michel Creac'h, âgé de presque 18 ans au moment de l'armistice, intègre en 1941 le réseau de résistance Honneur et Patrie, créé un an plus tôt à Angers et qui travaille en relation avec les services de renseignements anglais. Outre le renseignement, le réseau travaille aussi à la publication d'information par le biais d'un journal clandestin, anonyme et dont le titre demeure inconnu – on peut postuler que le journal, dont cinq numéros seulement sont publiés, n'a pas eu une grande audience. La parution s'arrête en février 1942 après l'arrestation du fondateur du réseau, Victor Chatenay. Le journal dénonce la propagande allemande et défend des valeurs qui lui sont chères, à la fois gaullistes et catholiques ; il n'hésite pas à faire explicitement référence à la foi du créateur du mouvement et à celle de ses agents<sup>278</sup>. En s'y engageant, Michel Creac'h n'a

---

272 MNSMF, Riaumont, fonds André Baudinière, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

273 Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945*, op. cit., p. 119

274 MNSMF, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier*, op. cit., p. 28

275 MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 7

276 MNSMF, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier*, op. cit., p. 23

277 MNSMF, Riaumont, Guichardan Roger, *Jean Traversat*, op. cit., p. 32-33

278 Gogendeau Bertrand, Philippe Dominique, « Angers, honneur et patrie » : le réseau de résistance angevin dirigé

certainement pas négligé l'aspect confessionnel du mouvement, auquel il adhère – rappelons qu'il est chef de troupe à Carentec – et qui a peut-être motivé son entrée. Il lie dès lors sa foi religieuse et la défense de la France, confusion que l'on retrouve également dans la citation militaire, à titre posthume, de Pierre Carpentier. Le patriotisme est cité en tant que déclencheur de l'engagement résistant, mais sa qualité de prêtre est également évoquée, alors qu'aucune de ses activités résistantes n'étaient spécifiquement liées à son ministère de prêtre :

[...] Patriote fanatique et bouleversé par la retraite de 1940 ; s'assigna la mission de résister farouchement à l'envahisseur. Créant à Abbeville des cellules d'action et de renseignement, avec une poignée de jeunes gens dont il était l'âme et le membre le plus actif, se donnant en outre tout entier au sauvetage de nombreux soldats alliés cachés dans la Somme, a convoyé personnellement plus de 50 de ces hommes de la zone interdite à la zone occupée. Trahi et arrêté par la Gestapo, fut condamné à mort et exécuté. Figure remarquable de Prêtre soldat qui représentait toutes les grandes vertus françaises [...].<sup>279</sup>

Plus généralement, cette manifestation du patriotisme, allant de la croix de Lorraine sur l'encrier à l'engagement dans un réseau de résistance, peut être associée à l'enseignement dispensé au sein du mouvement scout. Cependant, le scoutisme n'est pas uniquement un vecteur d'éducation civique et spirituelle ; il reste un vecteur de techniques et d'activités particulières qui sont mobilisées par certains membres du mouvement pour servir la Résistance.

### 3. Le scoutisme, répertoire de techniques au service de la Résistance ?

En 1941, Jean Traversat distribue clandestinement les journaux *Combat* et *Témoignage Chrétien* tout en poursuivant ses activités scoutées au clan de Limoges. Au début de l'année 1942, il élabore un « plan de destruction des installations ferroviaires dans la région du Massif Central »<sup>280</sup> avec d'autres jeunes hommes de son âge – né en 1923, il a alors 18 ans. Aucune information ne nous permet de savoir au sein de quelle structure il agit, mais soulignons qu'il semble faire valoir ses compétences scoutées : en effet, ayant obtenu son badge messager, qui sanctionne une bonne maîtrise des messages codés et la transmission claire, correcte et complète des messages, en tant que scout, il s'en sert pour devenir agent de liaison dans la Résistance<sup>281</sup>.

Jean Traversat n'est pas le seul à mettre au service de la Résistance ses compétences scoutées

---

par Victor Chatenay, 1940-1944, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 57-59

279 J-M. Moqc, *Pierre Carpentier, op. cit.*, p. 71

280 Guichardan Roger, *Jean Traversat, op. cit.*, p. 97-99

281 *Ibid.*, p. 99



et les techniques qu'il a apprises au sein du mouvement. Michel Menu<sup>282</sup>, scout depuis 1930 et prisonnier de guerre évadé en 1941, met en place des filières pour faciliter les évasions vers l'Espagne en mobilisant les techniques du scoutisme – la codification des messages, la topographie, le camouflage...<sup>283</sup>. Jacques Borgnet, qui a 24 ans au moment de l'armistice, s'investit également dans plusieurs activités de résistance à Tours dès 1940. Scout, routier et enfin chef du clan Mangin à partir de 1940, le jeune homme utilise les techniques précédemment citées, apprises au sein du scoutisme pour traverser la ligne de démarcation et faire parvenir des lettres en zone sud. Ces franchissements clandestins et illégaux sont d'ailleurs considérés comme des « services », terme cher au scoutisme et notamment à la pédagogie des routiers, comme l'explique la lettre de P. Liénard adressée au Mémorial en 1996 afin de signaler l'existence de Jacques Borgnet :

Dès l'occupation, il trouve des « services » ; en particulier, les scouts voisins de la « ligne de démarcation » entre zone « occupée » et zone dite libre, connaissant bien les lieux, les gens, et les techniques de « grands jeux » pour traverser des bois, des villages, des fermes, sans être vus, mirent au point des filières de passages (gens et messages) entre les deux zones. Jacques Borgnet devint « expert » dans ce sport... Il me rendit en particulier le service de faire parvenir des lettres à mes parents (en convalescence dans les Pyrénées) en zone libre. Il fut arrêté par la Gestapo. Le fait d'être scout (mouvement interdit) aggrava son cas. Et il était aussi au moins « complice » de la Résistance.<sup>284</sup>

Il ne faut peut-être pas accorder trop de crédit à la mention du scoutisme comme facteur aggravant, mais pour ce qui est de la complicité de Jacques Borgnet avec la Résistance, elle semble en effet établie. Le jeune homme est arrêté au début de l'année 1944 à Tours où il est emprisonné avant d'être envoyé à Compiègne avant d'être déporté en Allemagne.

Cette première résistance intérieure, qui se développe en zone occupée principalement – du moins dans le cas des individus étudiés –, s'investit dans le renseignement, l'évasion et la diffusion de journaux clandestins. Les scouts mobilisent sur le terrain les techniques du scoutisme, telles que la codification des messages et le camouflage, afin de servir la Résistance. Leur engagement est mené en parallèle de leur engagement scout, puisqu'ils évoluent pour la plupart encore au sein du mouvement, en tant que chefs, cheftaine ou aumônier. Le scoutisme constitue d'ailleurs une source – parmi d'autres peut-être – de leur engagement résistant : ces hommes et femme s'engagent en résistance au nom du patriotisme qu'ils ont appris et assimilé au sein du mouvement<sup>285</sup>. Le service

---

282 Michel Menu a survécu à la guerre.

283 Millon Clément, « Le scoutisme français dans les camps de prisonniers de guerre 1940 - 1945 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 132

284 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Borgnet, Lettre de P. Liénard, 1996, 1 p.

285 Bien sûr, cet enseignement patriotique peut être entretenu en dehors du scoutisme.

de la patrie et le service de l'Église étant constamment confondus au sein des Scouts de France, l'engagement résistant n'est pas non plus étranger à la foi des individus. Ainsi, foi et patriotisme peuvent être évoqués pour appréhender ces premiers engagements. Au sud de la ligne de démarcation, Vichy rend plus difficile l'engagement résistant des scouts : ils ne voient peut-être pas le besoin de résister contre les Allemands qu'ils ne côtoient pas au quotidien mais surtout, ils sont massivement séduits par le régime. L'engouement des scouts pour les Chantiers de la jeunesse en est un exemple parlant.

### **III. Les Chantiers de la jeunesse, incubateur et retardateur d'engagement de la jeunesse scout ?**

Si la jeunesse dans son ensemble semble hostile à l'apparition des Chantiers de la jeunesse du fait de leur caractère obligatoire et de la vie rude qui y est menée<sup>286</sup>, la jeunesse scout semble quant à elle séduite par cette organisation. En effet, le scoutisme a largement contribué à l'élaboration de la pédagogie et du mode de vie menés aux Chantiers et a fourni à l'organisation des cadres, en la personne notamment du général de La Porte du Theil, ancien militaire et commissaire scout adjoint de la province d'Île-de-France. Les Chantiers ressemblent par bien des aspects au scoutisme... le volontariat en moins : les Chantiers s'apparentent en effet à une sorte de « service civil obligatoire »<sup>287</sup>. Néanmoins, les Chantiers ne constituent qu'une période – le stage dure effectivement huit mois<sup>288</sup> – dans la vie des individus ; pour les jeunes étudiés, c'est également au terme de cette « période » qu'ils contractent un engagement résistant. Les Chantiers ne sont-ils qu'une époque – celle du vichysme – pour eux ? En quoi participent-ils à retarder ou à accélérer l'engagement résistant ?

#### **1. Une pédagogie inspirée de la Route qui séduit la jeunesse scout**

En juin 1940, face au désœuvrement des 90 000 conscrits de la classe 1940 qui n'ont pas eu le temps d'être incorporés avant l'armistice, le général Louis Colson, secrétaire d'État à la Guerre, confie au général de La Porte du Theil, ancien militaire et ancien commissaire scout adjoint de la province d'Île de France<sup>289</sup> l'encadrement provisoire des conscrits. Par le décret du 31 juillet 1940,

---

286Alary Éric ; Vergez-Chaignon Bénédicte (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Paris, Larousse, 2011, p. 161-162

287Pécout Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, p. 53

288Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 149

289Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 209

ils sont donc réaffectés donc dans des Chantiers de la jeunesse, camps de plein air où les jeunes effectuent des travaux ruraux et forestiers, encadrés en majorité par des cadres de l'armée d'armistice<sup>290</sup>. À leur suite, le stage devient obligatoire pour tous les jeunes hommes de zone sud et d'Afrique du Nord française âgés de 20 ans<sup>291</sup>. Entre 1940 et 1944 – année de la dissolution des Chantiers –, 400 000 hommes sont concernés. Véritable organisation d'encadrement de la Jeunesse, les Chantiers s'inspirent largement du scoutisme, dont La Porte du Theil loue la vie rude et en pleine nature : la vie de chaque groupement se déroule ainsi en plein air, loin de la ville et la première tâche des jeunes est de construire leur campement<sup>292</sup>.

D'une part, le fonctionnement hiérarchique des Chantiers est semblable à celui du scoutisme : les Chantiers sont gérés à l'échelle régionale, chacune des six régions région rassemblant 8 à 10 groupements de 1 500 à 2 200 hommes, divisés en groupes de 150 à 220, eux-mêmes répartis en équipe de 14 – à un groupe correspond un campement<sup>293</sup>. Les techniques et les activités scoutistes sont également prisées et mises en œuvre, à l'instar des veillées, des jeux d'équipe, des entraînements physiques et des feux de camps. Les responsables d'équipe – à la tête de 14 personnes – sont souvent issus du scoutisme et portent, comme dans le mouvement, deux bandes blanches sur la poitrine pour signaler leur rôle de chef<sup>294</sup>.

D'autre part, les Chantiers s'appuient sur la transmission de valeurs semblables à celles véhiculées chez les Scouts de France, qui peuvent se résumer au « goût du travail, [au] goût de l'effort, [au] sens de la discipline et [à] l'amour de la Patrie »<sup>295</sup>. Les Chantiers, officiellement non confessionnels<sup>296</sup>, sont en réalité empreints de morale chrétienne et les aumôniers y jouent un rôle important. L'aumônier général des Chantiers n'est autre que le père Marcel-Denys Forestier, déjà aumônier national des Scouts de France. À l'instar du scoutisme où il fait partie de la maîtrise d'unité ou de groupe, l'aumônier occupe une place prépondérante dans l'organisation puisqu'il a le rôle d'assistant du chef de groupement<sup>297</sup>. Christophe Pécourt résume d'ailleurs le projet éducatif du fondateur des Chantiers en remarquant combien il s'est inspiré de la pédagogie de la Route, branche aînée des Scouts de France, tant sur le plan spirituel que sur le plan éducatif et civique :

---

290 Pécourt Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, p. 56

291 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 209

292 Pécourt Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, p. 59

293 Cointet Jean-Paul ; Cointet-Labrousse Michèle, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, p. 146-148

294 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 150

295 Pécourt Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, p. 55

296 Cointet Jean-Paul ; Cointet-Labrousse Michèle, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, p. 146-148

297 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 58

« [...] C'est la branche aînée Route qui inspire le plus la méthode de La Porte du Theil : mêmes finalités éducatives et idéologiques, développement par santé, sport, maîtrise de soi, sens de autres, sens du service, participation à la vie du pays, à la communauté, habilité technique et apprentissage, encadrement, sens de Dieu, retour aux valeurs chrétiennes »<sup>298</sup>.

Enfin, le patriotisme, qui constitue un pilier du scoutisme, est également très valorisé au sein des Chantiers au point de se confondre presque avec une pratique martiale : en effet, le port de l'uniforme, les exercices de marche au pas, le salut au drapeau, la discipline, le régime de permission, *etc.* pourraient faire ressembler les Chantiers à une organisation militaire<sup>299</sup>. Pourtant, ils ne sont ni une armée camouflée ni un organe de préparation clandestine à la remobilisation<sup>300</sup>. Les Chantiers sont de surcroît un vecteur primordial et privilégié de la politique vichyste, du culte du Maréchal et de l'idéologie de la Révolution Nationale. Le patriotisme véhiculé en son sein célèbre Vichy comme un pouvoir légitime, établi et salubre pour la France, conception que l'on peut retrouver chez les Scouts de France.

## 2. Le scoutisme, tremplin de la responsabilisation au sein des Chantiers

Au sein du corpus étudié, 17 hommes sont concernés par les Chantiers de la jeunesse, soit à peine plus de 5,5% de notre population : un calcul plus exact pourrait être effectué en tenant compte du nombre de jeunes concernés par les Chantiers, pour chaque année de la guerre, dans notre base de données<sup>301</sup> ; de même, il faudrait tenir compte du nombre de jeunes qui se trouvent en zone occupée avant 1942, afin de les exclure de ceux concernés par cette réquisition. Enfin, ce chiffre relativement faible de 17 individus peut aussi s'expliquer par le fait que les lettres écrites au Mémorial soient évasives quant aux activités des défunts pendant la guerre, et plus renseignées sur les circonstances de leur mort. Cela s'expliquerait non par la volonté de cacher un passage éventuel aux Chantiers, qui ne sont pas mal vus par ceux qui les évoquent dans leurs lettres – au contraire, en raison notamment du mythe résistancialiste qui entoure les Chantiers<sup>302</sup>, et du rôle ensuite tenu par les individus dans la libération du territoire français –, mais par le fait que ceux qui écrivent au

298Pécout Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, p. 60

299Cointet Jean-Paul ; Cointet-Labrousse Michèle, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, p. 146-148

300Pécout Christophe, « Pour une autre histoire des Chantiers de la Jeunesse (1940-1944) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 116, 2012/4, p. 106-107

301Il nous manque cependant les données relatives au lieu de vie et aux exemptions éventuelles des Chantiers pour produire de tels calculs.

302Pécout Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, p. 53-56

Mémorial sont peu renseignés : frères ou sœurs cadets du défunts, ils l'ont mal connus et ne savent d'eux que la cause de leur décès, camarades scouts ou de combat, ils ne se souviennent pas précisément des activités du défunt pendant la guerre, *etc.*

En tant que commissaire général, La Porte du Theil attend d'un responsable aux chantiers plusieurs missions, qu'il expose en août 1941 – certainement aux jeunes des Chantiers :

« Un chef véritable fait éclore autour de lui ou plutôt se développer quantité de vocations de chefs qui s'ignoraient parce qu'ils n'avaient pas eu encore l'occasion de prendre pleinement conscience d'eux-mêmes. [...] La vie n'est belle que lorsque l'on l'expose hardiment et sans calcul dans la bataille ; alors elle est magnifique et féconde. C'est cela que nous avons voulu pour les chefs des Chantiers. »<sup>303</sup>

Les multiples missions du chef aux Chantiers ressemblent à celles du chef dans le scoutisme : chefs dans le scoutisme : faire naître d'autres âmes de chef, et donc responsabiliser les hommes dont ils ont la charge ; les faire progresser ; leur enseigner le dévouement – vraisemblablement, le dévouement pour Vichy et la Révolution nationale. Cette similitude des tâches explique pourquoi les responsabilités dans les Chantiers sont souvent confiées à des Scouts de France ayant occupé des fonctions de direction dans le mouvement<sup>304</sup>. L'échantillon qu'il nous est donné d'étudier met en avant la responsabilisation de onze individus au sein des Chantiers, dont six avaient occupé au sein du scoutisme des responsabilités locales ou nationales. La Porte du Theil recrute également des cadres parmi les officiers et sous-officiers démobilisés après l'armistice, dont l'expérience de commandement dans l'armée se double souvent d'une expérience d'encadrement dans le scoutisme, à l'instar de Bernard Nouvel et Robert de Courson, tous les deux commissaires de district chez les Scouts de France<sup>305</sup>. Polytechniciens et routiers au clan de l'école, nés respectivement en 1911 et 1912, ils sont commissaire du Chantier n° 8 situé à Le Châtelard, en Savoie pour de Courson<sup>306</sup> et commissaire adjoint au Chantier n° 16, basé à Le Muy dans le Var puis à Manosque dans les Alpes-de-Haute-Provence pour Nouvel<sup>307</sup>. Hugues Bartet, né en 1910, est également commissaire scout du district de Fontainebleau et officier d'active avant l'armistice : il devient commissaire du groupement n° 38 des Chantiers – dans les Hautes-Pyrénées – en 1942 et est révoqué en 1944 sous la pression de l'occupant<sup>308</sup>. Claude Lerude, assistant puis chef de troupe à

---

303 MNSMF, Riaumont, fonds Hugues Bartet, ANACJF Délégation Alsace, *Hugues Bartet – Un chef*, 1995, p. 2

304 Pécout Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, p. 56

305 *Ibid.*, p. 56

306 MNSMF, Riaumont, fonds Robert de Courson, Lettre de Yvonne de Courson, novembre 1994, p. 1

307 MNSMF, Riaumont, fonds Bernard Nouvel, Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, p. 1

308 MNSMF, Riaumont, fonds Hugues Bartet, ANACJF Délégation Alsace, *Hugues Bartet – Un chef*, 1995, p. 15-16

la 2<sup>e</sup> Orléans, devient également chef du groupement n° 1 à Tronçais, dans l'Allier, à partir de juillet 1940<sup>309</sup>.

Jacques Bouroche et Jean Foillard, tous les deux nés en 1918, ont tous les deux occupé des fonctions de commandement dans le scoutisme : Jacques Bouroche, scout puis routier, a fondé une troupe scout à Meudon en région parisienne en 1938<sup>310</sup> tandis que Jean Foillard assistant puis chef de troupe à Lyon, devient ensuite commissaire de district puis commissaire national Route entre 1941 et 1944. Il fonde également le clan des apôtres à Lyon en 1937<sup>311</sup>. Les deux hommes, habitués à commander mais également capables de créer et d'organiser une unité d'hommes, deviennent chefs de groupe dans les Chantiers : Jacques Bouroche est affecté, après sa démobilisation de l'armée d'armistice en février 1941, en tant que chef de groupe à Casteljaloux dans le Lot-et-Garonne ; Jean Foillard devient chef de groupe à Saint-Laurent-du-Pont en Isère. On ne sait pas en revanche s'il a été cadre aux Chantiers avant de prendre ses responsabilités nationales scout, ou s'il a conjugué les deux – ce qui ne semble pas contradictoire si l'on sait que le père Forestier l'a lui-même fait.

Paul Itier de Saint-Léon, routier à Lyon au clan Albert de Mun d'abord, puis au clan de Villars-de-Lans jusqu'en 1940 ensuite, devient chef d'atelier au sein du Chantier n° 11, basé à Villard-de-Lans également, dissous le 30 novembre 1943<sup>312</sup>. André Boubay, chef de la 1<sup>e</sup> Mauriac dans le Cantal, Jean Traversat, chef d'équipe au clan de Limoges, et Bernard Perrin, routier au clan Albert de Mun de Lyon, sont nommés chefs d'équipe, respectivement au Chantier n° 24, basé à Lodève dans l'Hérault pour Boubay, à Pontgibaud dans le Puy-de-Dôme pour Traversat, et au Chantier du Vercors pour Perrin. Ce dernier est raflé, au sein même du Chantier le 28 mai 1943<sup>313</sup>, pour partir en Allemagne avec d'autres requis dans le cadre du STO<sup>314</sup>.

Individu	Naiss.	Chantiers	Parcours scout avant 1940 <sup>315</sup>			
Hugues BARTET	03/03/10	Commissaire groupement 38	SCOUT			Fontainebleau
			ROUTIER			Polytechnique (cl. des rois mages)
			CD			Fontainebleau
André BOUBAY		CE groupement 24	SCOUT			Mauriac (1 <sup>e</sup> )
			CT			Mauriac (1 <sup>e</sup> )
Jacques	20/06/18	CG <sup>316</sup>	SCOUT	1930	1936	Valence (3 <sup>e</sup> )

309 MNSMF, Riaumont, Wetterwald François, *Claude Lerude*, Orléans, Rouam, 1947, p. 52

310 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Bouroche, Lettre de Georges Ligny, février 1996, p. 1

311 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Foillard, feuille de renseignements complétée, [1996?], p. 1

312 MNSMF, Riaumont, fonds Paul Itier de Saint-Léon, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 2

313 MNSMF, Riaumont, fonds Bernard Perrin, Lettre de Françoise Andriot, s.d., p. 2

314 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, Paris, Perrin, 2017, p. 188-189

315 Ce qui nous intéresse est effectivement la responsabilisation dans le mouvement scout avant les Chantiers.

316 CG, pour chef de groupe, n'est employé que dans ce tableau en référence aux responsabilités exercées dans les Chantiers. A ne pas confondre avec l'abréviation CG utilisées dans le reste de notre étude pour parler du chef de

Individu	Naiss.	Chantiers	Parcours scout avant 1940			
BOUROCHE		groupement 36	ROUTIER	1937	1938	Valence (clan ND des Neiges)
			ROUTIER			Paris (tr du Cardinal)
			CT	1938		Meudon Bellevue (1e) - fonde cette troupe (1938)
			CC			Valence
Robert B. DE COURSON	25/07/12	Commissaire groupement 8	ROUTIER			Polytechnique (cl des rois mages)
			CD			District
Jean FOILLARD	01/01/18	CG groupement 10	LOUV.	1927	1929	Lyon (2°)
			SCOUT	1929	1930	Lyon (11°)
			SCOUT	1930	1935	Lyon (19°, tr Bayard, Trinité)
			ROUTIER	1934	1936	Lyon (19°, clan Albert de Mun)
			ROUTIER	1937		Lyon (11°, clan des apôtres) - fonde ce clan (1937)
			ACT	1934	1936	Lyon (11°)
			CT			Lyon (19°, tr Bayart)
			CD			District
			CN Route	1941	1944	National
Paul I. DE ST LEON	05/07/12	Chef d'atelier	SCOUT			
			ROUTIER		1940	Villard-de-Lans (clan)
			ROUTIER			Lyon (3°, clan Albert de Mun)
Claude LERUDE	02/06/20	Chef de groupement, groupement 1	SCOUT	1933	1934	St Armand-Montrond (tr Psichari)
			SCOUT	1934	1937	Orléans (2°, tr Monseigneur)
			ROUTIER	1928	1937	Orléans (2°)
			ACT	1937	1937	Orléans (2°, tr Monseigneur)
			CT	1938	0	Orléans (2°, tr Monseigneur)
Georges MAUFFAIT	17/02/21	CE groupement 4	LOUV.	1932	1933	Audruicq (1°)
			SCOUT	1933	1938	Audruicq (1°)
Bernard NOUVEL	06/03/11	Commissaire adjoint groupement 16	ROUTIER			Polytechnique (cl des rois mages)
Bernard PERRIN	20/02/21	CE	ROUTIER	1941	1942	Lyon (clan Albert de Mun)
Jean TRAVERSAT	28/03/23	CE	LOUV.			Niort (2°)
			SCOUT			Limoges (3°)
			ROUTIER	1940		Limoges (clan St Martin)

Tableau 5 : Responsabilités occupées dans les Chantiers par le prisme du parcours scout

**André Boubay** meurt le 18 octobre 1941 en se noyant accidentellement à Saint-Guilhem,

---

groupe scout.

dans l'Hérault. L'uniforme de l'organisation, qu'il revêt sur son image mortuaire – on distingue le béret, la cravate et la chemise – témoigne du fait que son rôle aux Chantiers ait tenu une place importante dans sa jeunesse et soit vécu comme un véritablement engagement, auprès de la France et de Vichy. Il meurt d'ailleurs au Chantier en tentant de sauver l'un des hommes de son équipe, si l'on en croit la citation apposée sur son signet funéraire dans laquelle on retrouve tout l'idéal de sacrifice et de dévouement mis en avant par La Porte du Theil à propos du chef :

Bel exemple de conscience de son devoir, d'esprit de sacrifice et d'oubli de soi-même, est mort victime de son dévouement ; s'est jeté à l'eau tout habillé pour essayer de sauver un de ses équipiers en train de se noyer.<sup>317</sup>

Parmi les autres individus entrés dans les Chantiers, Jacques de Baudus, routier à Lille puis chef de troupe à la 1<sup>e</sup> Guéret jusqu'en 1940, entre au Chantier de Pontgibaud en juillet 1942, avant donc que Jean Traversat n'y soit convoqué ; d'une santé fragile, il est déclaré inapte en octobre à poursuivre le stage, avant d'y retourner l'année d'après<sup>318</sup>. Sa santé et sa présence aléatoire sont peut-être les raisons pour lesquelles il n'a pas obtenu de responsabilité au sein de l'organisation. Il n'y a que Georges Mauffait qui n'ait pas été routier avant les Chantiers : ce dernier entre en zone sud durant l'été 1940 et intègre le groupement n°4, basé à Cormartin dans la Saône-et-Loire, où il devient chef d'équipe<sup>319</sup> : il y reste plus que les huit mois demandés puisqu'il devient chef d'une équipe en 1942 avant de rejoindre Audruicq, sa ville d'origine, en décembre. Est-ce son séjour prolongé au sein de l'organisation qui lui a donné la responsabilité d'une équipe ? La question reste ouverte. Étienne Magot, Gabriel Duchêne, Pierre Kammerlocher ainsi que les frères Yves et André Montel, ont également effectué un passage dans un des Chantiers d'Afrique du Nord ou de métropole pendant la guerre, sans que l'on sache où. Ils n'y ont vraisemblablement assumé aucune responsabilité, aucune qui ne soit mentionnée dans les lettres en tout cas.

Individu	Naiss.	Chantiers	Parcours scout avant 1940			
Jacques BAUDUS (DE)	12/04/21	Pontgibaud	SCOUT	1935	1939	Lille (5 <sup>e</sup> , gr Lyautey)
			ROUTIER	1939	1940	Lille (5 <sup>e</sup> )
			CT	1939	1940	Guéret (1 <sup>e</sup> )
Gabriel DUCHENE	29/05/24	Chantiers	SCOUT			Marseille
			ROUTIER			
Pierre	28/06/19	Chantiers	ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de Larigaudie)

317 MNSMF, Riaumont, fonds André Boubay, Signet funéraire, 1941, p. 1

318 Bessières Albert ; Liénart Achille, *Jacques de Baudus, op. cit.*, p. 93-95

319 MNSMF, Riaumont, fonds Georges Mauffait, Lettre de l'abbé Limousin, [1945?], 1 p.



Individu	Naiss.	Chantiers	Parcours scout avant 1940			
KAMMERLOCHER			CT			Belfort (4 <sup>e</sup> )
Etienne MAGOT	09/05/25	Chantiers (centre Siroco)	SCOUT			Alger (gr St Dominique)
André MONTEL	15/09/21	Chantiers	SCOUT			Lyon (19 <sup>e</sup> , tr Bayard, Trinité)
Yves MONTEL	18/05/20	Chantiers	ROUTIER	1940	1942	Lyon (3 <sup>e</sup> , clan Albert de Mun)
			SCOUT			Lyon (19 <sup>e</sup> , tr Bayard, Trinité)
			ROUTIER	1940	1942	Lyon (3 <sup>e</sup> , clan Albert de Mun)

Tableau 6 : Individus n'ayant pas occupé de responsabilité aux Chantiers de la jeunesse Responsabilités

Ajoutons à ces jeunes gens le cas d'un 18<sup>e</sup> homme concerné par les Chantiers, mais en tant que réfractaire cette fois-ci : il s'agit de Claude Biran-Amade. Né en 1924, il a du être appelé au cours de l'année 1944, année où les réfractaires, nombreux, n'ont pas répondu à leur convocation pour les Chantiers du fait du danger qu'ils représentaient vis-à-vis du STO et du fait de la décrédibilisation de plus en plus importante de Vichy aux yeux des Français<sup>320</sup>. Il intègre un maquis dans le Lot-et-Garonne, et est tué au combat le 15 août 1944<sup>321</sup>. Tout au long de la guerre et à l'instar de Vichy, les Chantiers suscitent une méfiance naissante chez les jeunes qui y sont convoqués. L'attrait pour la vie et les valeurs de telles organisation concerne toujours la majorité des individus étudiés, mais il se teinte, dans quelques cas, d'une défiance menant à l'engagement dans la Résistance.

### 3. Des Chantiers... à l'engagement résistant ?

Les Chantiers de la jeunesse ont suscité l'enthousiasme de la jeunesse scout, qui retrouve dans l'organisation, les valeurs véhiculées et le mode de vie des Chantiers de grandes similitudes avec la pédagogie scout. Responsabilisés, baignés de patriotisme – vichyste – et d'une spiritualité semblable à celle qu'ils connaissent chez les Scouts de France, leur engouement est indéniable et les Chantiers constituent en ce sens un véritable retardateur dans l'engagement résistant : séduits par la Révolution nationale, les jeunes hommes des Chantiers ne réalisent pas – ou ne veulent pas réaliser – les accointances que le régime entretient avec l'Allemagne, surtout après l'invasion de la zone sud en novembre 1942. La soumission de Vichy à l'Occupant devient de plus en plus prégnante, en témoigne par exemple la volonté des Allemands de considérer les Chantiers comme un vivier de main d'œuvre pour le STO. Néanmoins, l'organisation de jeunesse n'agit pas seulement comme un

320 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 188

321 MNSMF, Riaumont, fonds Claude Biran-Amade, Lettre de Jean-Marc Bienvenu, 11 février [1996 ?], p. 1

retardateur de l'engagement : dans deux cas de figure, elle est même un incubateur d'engagement, dans le sens où elle effectue – malgré elle – une prise de conscience chez les individus.

Commissaire d'un Chantier de la jeunesse, Robert de Courson exerce une haute responsabilité au sein de l'organisation, tâche qu'il n'aurait pas obtenu s'il n'avait pas été convaincu par le gouvernement et la Révolution nationale. C'est un fervent admirateur du père Paul Doncoeur, qui est à l'origine de la pédagogie et de la spiritualité de la Route et qui devient l'aumônier national de cette branche en 1940<sup>322</sup>. Pourtant, Robert de Courson entre en désaccord avec lui quand Doncoeur se prononce en faveur du STO en février 1943<sup>323</sup>. En signe de protestation, il démissionne alors de son poste de commissaire de Chantiers<sup>324</sup>. En novembre 1943, Jean Traversat émet les mêmes réserves quant au travail obligatoire. Un de ses amis routiers, affecté au même groupement que lui, témoigne :

Ce qui lui coûtait, ce n'était ni l'effort ni la difficulté, mais simplement de se soumettre à une domination injuste, celle de l'occupant. La Résistance n'était pour lui ni un opportunisme, ni un échappatoire, mais une attitude de loyauté et de fidélité françaises.<sup>325</sup>

En décembre 1943, les hommes du Chantier où Jean Traversat évolue sont affectés dans une usine de Clermont-Ferrand afin de travailler à la fabrication de munitions pour l'occupant. Il s'évade du Chantier le 14 décembre, de nuit, pour se cacher à Limoges et entrer dans la clandestinité<sup>326</sup>. Il apparaît que l'invasion de la zone sud et les conséquences sur le régime de Vichy, de plus en plus soumis à l'occupant et de plus en plus engagé dans la collaboration, constituent un basculement dans l'engagement résistant de ces deux hommes. Leur cas semble cependant isolé : il faut attendre la sortie des Chantiers des autres individus pour qu'une attitude résistante, tant vis-à-vis de l'Occupant que de Vichy, se dessine chez eux<sup>327</sup>.

L'attrait des Scouts de France pour le régime de Vichy et de la Révolution nationale est indéniable et constitue un retardateur considérable dans la constitution des attitudes résistantes et la contraction d'engagements en faveur de la Résistance en zone sud. En zone occupée, la proximité quotidienne de l'armée d'occupation rend les engagements résistants plus rapides, privilégiant, dans

---

322 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 135

323 *Ibid.*, p. 147

324 Avon Dominique ; Cholvy Gérard, *Paul Doncoeur, s.j., 1880-1961 : un croisé dans le siècle*, Paris, Cerf, 2001, p. 428

325 MNSMF, Riaumont, Guichardan Roger, *Jean Traversat, op. cit.*, p. 128

326 *Ibid.*, p. 130-134

327 Nous étudions les comportements résistants des années suivantes à partir du chapitre 4, p. 119

ces deux premières années d'Occupation (1940 – 1942) le renseignement, l'évasion et la propagande anti-allemande et gaulliste. Le scoutisme n'est pas extérieur à ces engagements : les jeunes qui s'engagent mettent à profit les techniques qu'ils ont apprises à la troupe ou au clan et mobilisent leur foi et leur patriotisme, deux piliers cruciaux du mouvement qui n'ont de cesse de se confondre, pour justifier leurs engagements. En résistant, ils estiment servir indistinctement le scoutisme, l'Église et la France. Or, cette confusion est également visible chez les scouts requis pour le travail obligatoire à partir de février 1943.

## **PARTIE II**

*8 novembre 1942 – 6 juin 1944*

*Résister contre l'Allemand, résister contre Vichy ? Le poids de l'obéissance contre  
l'engagement dans une Résistance aux formes et aux ennemis multiples*

### Chapitre 3 – Le choc du STO sur la jeunesse scout, entre « apostolat » et clandestinité

La loi du 4 septembre 1942 sur l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre puis l'instauration du travail obligatoire le 16 février 1943 donnent au scoutisme une dimension inattendue en temps de guerre : celle de la mission en milieu ouvrier. En effet, ils sont nombreux à se soumettre à la convocation pour le STO et à partir en Allemagne. Dans les camps de travailleurs, ils sont enthousiasmés par les cercles existants d'Action catholique française, dont la dimension évangélisatrice occupe une place centrale, et entrevoient une possibilité apostolique à leur captivité – apostolat qui demeure relatif. Le scoutisme, qui se dilue dans un réseau d'Action catholique plus large, est à la fois un apostolat, un vecteur de réconfort et un moyen de rencontrer des hommes partageant la même spiritualité et la même foi. Les activités religieuses qu'ils mènent sont illégales – et donc clandestines – et revêtent en ce sens un caractère subversif vis-à-vis de l'autorité allemande : participer à ces activités est en soi un acte résistant, mais les activités elles-mêmes n'ont aucun caractère subversif – à l'instar des activités scoutées pratiquées en France en zone occupée. Face au développement de ces cercles religieux échappant à leur contrôle, les autorités allemandes tentent de dissoudre l'Action catholique, allant jusqu'à déporter quelques-uns de ses membres les plus actifs : parmi eux, 15 sont scouts<sup>328</sup>. Leurs parcours et leurs activités font l'objet de ce chapitre. Les archives dont nous disposons sont singulières, puisque nous utilisons fréquemment celles regroupées et assemblées par Mgr Charles Molette, historien et évêque, dans un recueil en deux tomes<sup>329</sup> dans lesquels il compile les dossiers des 50 individus retenus pour la cause de béatification collective, ouverte en 1988. Ces documents, dont le but affiché est de démontrer le comportement « exemplaire » de ces individus durant leur réquisition et leur déportation, ont donc été étudiés avec précaution – nous avons cependant privilégié les documents de première main<sup>330</sup> plutôt que les commentaires qui en ont été faits dans l'ouvrage – et mis en perspective avec d'autres archives.

#### I. De la réquisition à l'organisation des réseaux d'Action catholique

Face à l'instauration du travail obligatoire et aux réquisitions, comment réagissent les jeunes concernés ? En proie aux questionnements, la question de la désobéissance ne l'emporte pas chez

---

328 A ces 15 individus, nous ajoutons également trois autres requis, présents dans le corpus des 309 individus, ainsi qu'un requis affecté en France. 19 individus sont en tout étudiés dans ce chapitre.

329 Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, Victimes de la persécution nazie décrétée le 3 décembre 1943. Dossiers personnels des cinquante candidats à la béatification, replacés dans le contexte de leur apostolat et de la persécution qu'ils ont subie jusqu'à la mort en vertu du décret nazi du 3 décembre 1943 porté contre l'apostolat catholique français*, Paris, F.-X. de Guibert, 1999, tomes I et II.

330 L'ouvrage compile effectivement, pour chaque individu, des correspondances, des écrits intimes, des notes personnelles et des témoignages posthumes immédiatement consécutifs à la mort des individus.

ces individus peu habitués à défier l'autorité – autorité de l'État, autorité de l'Église, autorité scout. En Allemagne néanmoins, ils reconstituent les activités, les unités et la spiritualité scout qu'ils ont laissé en France, s'approchant d'une première forme d'opposition à l'autorité allemande.

## 1. Des réactions individuelles : la convocation et le « choix » du départ

### a) Départ pour l'Allemagne

Joël d'Auriac, né en 1922, est routier à Toulon<sup>331</sup> : il entre au clan Saint-Martin en 1941, dépendant de l'école où il est scolarisé – il est bachelier en 1942 – et prononce sa promesse scout le 23 mars 1941. L'été suivant, en août 1942, il participe au pèlerinage du Puy, rassemblant des scouts et des routiers. Le 16 mai 1943, il fait son départ routier, ultime étape de la progression au clan, quelques jours avant de recevoir sa convocation pour le STO – il vient d'avoir 21 ans. Dans son journal, il se questionne le 31 mai sur l'attitude qu'il doit adopter :

Question très grave, problème de conscience, résolu par la 2<sup>e</sup> solution [prendre le maquis]. Mais les possibilités manquent. Enfin, à voir d'ici une semaine [...] Mais, à mon grand étonnement, en désaccord avec papa qui dit que je me dérobe à mon devoir. En tout cas, ce que j'ai choisi n'est pas le plus facile. Suis-je capable d'une vie si dure ? Mes amis, la vie est belle. *Fiat voluntas tua...*<sup>332</sup>

Face à la réquisition, Joël d'Auriac est donc partagé. En intégrant un maquis, il serait en désaccord avec son père qui estime que ne pas accepter la convocation serait manquer à son devoir – devoir de Français vis-à-vis de Vichy, devoir de chrétien et du routier vis-à-vis du service, devoir de jeune pour ne pas envoyer quelqu'un d'autre à sa place... On ne peut savoir ce que le père de Joël d'Auriac entend par « devoir », mais on peut supposer qu'il s'agit de tout cela à la fois. Le jeune homme a également conscience qu'entrer dans un maquis n'est pas aisé et s'interroge sur les possibilités techniques de ce choix<sup>333</sup>.

[...] La question théorique est résolue : 2<sup>e</sup> solution [...]. Mais pratiquement c'est plus délicat car on se heurte à une quasi impossibilité. Si cette solution est impossible, on prendra la 1<sup>e</sup> solution quoiqu'elle nous répugne. Que la volonté de Dieu soit faite.<sup>334</sup>

---

331 MNSMF, Riaumont, fonds Joël Anglès d'Auriac, Lettre de Amédée de Miribel, 14 mai 1996, p. 1

332 Notes personnelles de Joel d'Auriac, 31 mai 1943, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome I, p. 62

333 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 133 et p. 305

334 Notes personnelles de Joel d'Auriac, 6 juin 1943, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome I, p. 62

Le 6 juin 1943, il semble s'être résigné à partir travailler en Allemagne, bien que ce choix ne l'enchantait pas et le « répugne », à en croire ce qu'il écrit. Sa réflexion n'est pas séparée de sa foi : sa résignation se teinte d'une confiance absolue en Dieu<sup>335</sup> – feinte ou non. Il attend néanmoins la troisième convocation pour répondre et se présente le 12 juillet 1943<sup>336</sup>. Il arrive cinq jours plus tard à Tetschen-sur-Elbe dans les Sudètes<sup>337</sup>.

Les questionnements de Joël d'Auriac invitent à s'interroger sur la marge de manœuvre dont ces individus disposent face à l'ordre de convocation. On peut ainsi se questionner sur celle de Gérard Cendrier. Né en 1920, il est scout à la troupe de la paroisse Saint Jean-Baptiste de la Salle à Paris et prononce sa promesse en mai 1934, à 13 ans. Il entre au couvent des franciscains en décembre 1940 à Carrières sous Poissy, après un an de noviciat<sup>338</sup>. Alors qu'il est requis pour le STO en juin 1943, avec d'autres frères franciscains, son départ n'est peut-être pas le fruit d'un choix individuel, mais collectif, dans un milieu – les ordres religieux – où l'obéissance à la hiérarchie de l'Église, qui ne s'est pas prononcée ouvertement contre les départs en Allemagne<sup>339</sup>, demeure primordiale. Pour Daniel Carlier, le seul du corpus à avoir été requis pour travailler en France – il habite en effet la région industrielle et minière de Valenciennes –, le départ n'est pas évoqué par l'individu lui-même mais par l'auteur de la brochure réalisée en sa mémoire en 1947. L'acceptation du STO se résume ainsi : « Il évite la planque et descend à la mine »<sup>340</sup>. Le vrai héros – donc le vrai Français, le vrai chrétien et le vrai scout – est celui qui accepte la réquisition et obtempère, tandis que le réfractaire est un « planqué » manquant de courage pour accomplir ce qu'on lui demande<sup>341</sup>.

Le dernier cas de figure est celui de Bernard Perrin : né en 1921, routier à Lyon puis chef d'équipe dans le Chantier de Jeunesse du Vercors à partir de novembre 1942, il part pour l'Allemagne le 1<sup>er</sup> juin 1943 : « appelé », ou plutôt raflé, avec d'autres jeunes au sein même du groupement où il est le 28 mai 1943<sup>342</sup>, il ne part pas en revanche avec les autres mais demande à partir en prenant la place d'un père de famille<sup>343</sup>. Les Chantiers sont effectivement considérés comme des viviers de main-d'œuvre par les Allemands après l'invasion de la zone sud en novembre

---

335 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 163

336 Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 59

337 Les Sudètes sont une région d'Europe centrale annexée par l'Allemagne nazie en mars 1939.

338 Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 484

339 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 361

340 Ricard Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 63

341 Cette notion de héros – notamment de héros chrétien – et de scoutisme comme vecteur d'héroïsme est détaillée au chapitre 6, p. 199

342 Spina Raphaël, *Histoire du STO, op. cit.*, p. 188

343 Lecerf Jean, secrétaire général de la Fédération française des étudiants catholiques de zone sud, « Souvenirs sur Bernard Perrin », Toussaint 1945, p. 1, dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome II, p. 1005

1942 : ils appellent d'ailleurs les Chantiers le *Französische Arbeitsdienst*, « service français du travail »<sup>344</sup>. Bernard Perrin est donc confronté à une convocation plus que forcée, où ni l'accord ni l'adhésion n'ont de place. qui est totalement occultée dans la lettre de la sœur du jeune homme au Mémorial :

Bernard est parti, fin novembre 1942, pour les chantiers de la jeunesse du Vercors, épanoui, heureux ; son idéal était ancré sur la vocation du curé d'Ars ; sa vocation l'a conduit à servir, à partager le sort de ses frères du STO jusqu'à la déportation et à sa mort dans le camp de Mauthausen Gusen [...].<sup>345</sup>

Le jeune homme voit dans le STO un moyen parmi d'autres de « servir » et considère que le travail en Allemagne est une suite à son engagement de routier. Le 26 mai 1943, il donne à un ami du clan une image qu'il a annotée : « Suis la Route, frère, elle chemine toute droite même en terre étrangère. Nous continuons ensemble. »<sup>346</sup>

Quoiqu'en disent les relectures post-guerre de la vie de ces jeunes, il ne faut pas surestimer l'importance de leur « désir » missionnaire : la plupart du temps, l'acceptation du STO résulte d'une résignation obéissante et légaliste<sup>347</sup> – où le scoutisme n'est pas étranger puisqu'il forme à cette obéissance et à ce respect des règles et des ordres –, d'une impossibilité de s'y dérober, de rejoindre un maquis, de se cacher, ou bien de la peur des représailles ou pour préserver un père de famille<sup>348</sup>. Le STO ne prend un sens missionnaire qu'après l'acceptation et la résignation à répondre à la convocation. Il faut également souligner que le STO ne peut signifier qu'apostolat ou évangélisation, notamment parce que l'Église refuse de se questionner sur le bien-fondé du mécanisme – cela lui permet d'éviter une remise en cause du régime de Vichy.

#### b) Le STO en France : le cas de Daniel Carlier

Daniel Carlier est le seul exemple dont nous disposons pour le STO effectué en France. Vivant entre Lille et Valenciennes pour ses études et le scoutisme, et étant né en avril 1922, il fait partie des hommes convoqués comme requis pour partir en Allemagne. Cependant, il reste en France, affecté à la Compagnie des mines d'Anzin non loin de Valenciennes, dont la production sert l'occupant<sup>349</sup>. Il ne quitte ni sa terre natale, ni son milieu de vie, puisqu'il continue le scoutisme en

344 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 187

345 MNSMF, Riaumont, fonds Bernard Perrin, lettre de Françoise Andriot, s.d., p. 2

346 *Ibid.*, p. 3

347 Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945*, op. cit., p. 188-190

348 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 275

349 Burrin Philippe, *La France à l'heure allemande : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995, p. 250-254



devenant chef de la troupe Charles de Foucauld, de Valenciennes<sup>350</sup>. On ne parle pas de départ, mais la convocation et la réquisition demeurent. Voici ce qu'écrit l'intéressé, cinq mois après avoir été requis, dans une lettre du 20 décembre 1943 à un ami :

Ma vie est profondément différente de celle que je menais il y a un an encore. Appartenant à la classe 42, je devais partir en Allemagne, mais finalement l'attraction des mines toutes proches a été plus forte. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, ne me contentant plus de vues superficielles (au sens propre du mot) j'appartiens au personnel de la Cie des Mines d'Anzin, Fosse Cuvinot, et j'ai commencé une nouvelle expérience que je ne regrette pas. Pour la première fois de ma vie "je prends contact avec le réel" sans l'intermédiaire d'un livre. Je vois fonctionner dans ses moindres détails une grande entreprise, me durcit un peu le corps et apprend à connaître le monde ouvrier, le prolétariat, une immense foule pas toujours misérable, mais jamais très heureuse, ignorante de Dieu parce que jusqu'ici personne ne lui en parle. Et pourtant... Je voudrais te parler à ce sujet et non t'écrire, ce qui est trop long : faillite des catholiques ; je ne dis pas du catholicisme, les délégués de la Lumière ne la propagent pas. L'élite est un vase clos. - L'élite lit, parle et dort. - Le problème du mal est une énigme pour les ouvriers, c'est cela qui les empêche de voir et de croire. Pour l'élite, Dieu est bon : elle a le confort ; pour eux non. [...] Je suis convaincu qu'il y aura beaucoup d'élus chez les ouvriers que dans les classes bourgeoises. Je commence à avoir plus d'amis (ami : celui dont on connaît l'âme) à la mine qu'à la ville. Le scoutisme, l'Art dramatique, la Mine absorbent tout le temps dont je dispose. [...]<sup>351</sup>

Daniel Carlier loue le STO pour la découverte qu'il fait du monde ouvrier et du « réel », selon ses propres mots ; travailler pour l'Occupant ne semble pas le déranger outre mesure donc. Il y voit également les limites de l'évangélisation et les possibilités missionnaires du travail obligatoire – sans pour autant qu'il ne parle de possibles actions à mener pour transformer ses paroles en actes. Contrairement aux hommes envoyés en Allemagne, il n'espère évidemment pas un retour en France, mais s'interroge sur l'avenir : dans une lettre du 3 février 1944 à L., il évoque la future libération de la France et son désir de s'engager dans un corps franc notamment<sup>352</sup>.

Le départ en Allemagne ne semble pas réjouir les requis ; ils s'y soumettent pourtant, peu habitués à désobéir, et dès leur choix pris ils entreprennent, consciemment ou non, une relecture de leur réquisition : travailler en Allemagne s'apparente à un « apostolat » et une mise en œuvre de la notion de service qu'ils ont appris du scoutisme. Cette soumission à l'ordre donné est d'ailleurs largement plébiscitée et encouragée par l'Église de France et par le mouvement scout.

---

350 Ricard Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 63

351 *Ibid.*, p. 68-70

352 *Ibid.*, p. 74

## 2. Réaction de l'Église, du scoutisme, les prêtres clandestins

Refusant d'interroger le bien-fondé du travail obligatoire, la haute hiérarchie de l'Église se concentre sur les possibilités apostoliques du STO ; les cadres des Scouts de France partagent le même esprit. Les jeunes, directement concernés par les réquisitions, sont bien plus partagés.

### a) Une réaction du scoutisme ?

La notion de service est un des piliers de la pédagogie scout, avec l'effort et le dévouement notamment. Comment, dès lors, le mouvement appréhende-t-il et réagit-il au STO ? D'un part, les lois du travail obligatoire sont prises et votées par Vichy, cas unique en Europe occupée. L'obéissance est un autre pilier important du scoutisme<sup>353</sup>, et donc la déférence vis-à-vis de Vichy persiste, même si elle s'est teintée, chez les catholiques, de méfiance après l'invasion de la zone sud<sup>354</sup>. Sachant qu'il est impossible de désobéir au STO sans contester la légitimité de Vichy<sup>355</sup>, les jeunes doivent-ils refuser de partir et dans ce cas désobéir au régime, ou bien obéir à Vichy et accepter de travailler pour l'ennemi ? D'autre part, le patriotisme véhiculé et entretenu au sein des Scouts de France commande une fidélité constante à la France – tout l'enjeu étant de savoir quelle France servir : France résistante, France libre, France de Vichy ? Si se compromettre avec l'ennemi semble exclu, comment expliquer alors la réaction du scoutisme face au travail obligatoire ?

Le débat demeure vif dans les mouvements de jeunesse, agitation logique puisque les jeunes – hommes – sont les premiers concernés par ces lois. L'aumônier national de l'Action Catholique est par exemple favorable au départ pour le STO<sup>356</sup>, considéré comme une mission pour les militants catholiques concernés par le départ. Le 10 mars 1943, la Fédération française des Étudiants catholiques prend par exemple position sur le STO, insistant dans son journal *Étudiants* sur l'aspect apostolique du départ en Allemagne<sup>357</sup>. Chez les Scouts de France, si les hésitations et les dilemmes peuvent apparaître chez les routiers et les chefs, premiers visés du fait de leur âge, les encadrants – aumôniers, dirigeants nationaux, commissaires – sont quasiment unanimes<sup>358</sup>, et le mouvement parle d'une seule voix lorsqu'il s'agit de présenter le STO comme le fameux « service » du routier, la bonne action (B.A.) scout :

---

353 Rappelons que le septième article de la loi scout érige l'obéissance en valeur cardinale ; loi en annexe, p. 216

354 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 63

355 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 255

356 *Ibid.*, p. 258

357 Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945*, op. cit., p. 196-197

358 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France*, op. cit., p. 163-164

"En face de l'inévitable (...), a écrit *La Route* le 1<sup>er</sup> mars 1943, tel sera votre service dont vous n'avez choisi ni le lieu ni les conditions." Le père Forestier, aumônier général des Scouts de France et aussi des Chantiers de jeunesse, écrit : "En dehors de l'obéissance aux autorités constituées, c'est l'aventure."<sup>359</sup>

Dans le scoutisme – mais pas seulement – être réfractaire n'est ni envisagé ni envisageable. Le départ en Allemagne, même s'il n'est pas choisi – le père Forestier n'omet pas le caractère obligatoire de la convocation, auxquels l'obéissance et le fatalisme commandent de se soumettre – est un « service » que les jeunes se doivent de rendre pour leur pays qui les appelle à partir et pour le milieu ouvrier, à « évangéliser », dans lequel ils sont plongés dès leur arrivée. S'y déroger serait un manquement à leur devoir de scout – devoir d'obéissance et devoir de rayonnement spirituel.

### b) La réaction de l'Église

L'Église est également concernée par cette notion d'obéissance à la hiérarchie et au pouvoir établi, malgré une séparation avec l'État effective depuis plus de 35 ans. L'arrivée du Maréchal Pétain au pouvoir en 1940 et les fondements du régime de Vichy et de la Révolution nationale donnent à l'Église l'espoir de reconquérir la capacité d'influence et l'ascendant qu'elle avait dans la société avant 1905. Face au STO cependant, si la haute hiérarchie et les évêques ne s'indignent pas et d'ailleurs ne protestent pas particulièrement, l'inquiétude transparaît quant à l'impact du STO sur la population : il nuirait en effet à la stabilité de la famille et à la natalité puisqu'il sépare les couples et les familles<sup>360</sup>. L'Église ne peut éviter le débat, notamment sur la légitimité de l'obéissance à la loi sur le STO<sup>361</sup> – mais non sur le bien-fondé du travail obligatoire – et les départs en Allemagne. Les réfractaires et la création des maquis sont autant de défis pour la hiérarchie ecclésiastique, dont émanent les grandes orientations de l'Église de France, et pour les curés et aumôniers, au contact de la population pour qui le débat est d'autant plus vif que c'est elle qui est directement concernée par la loi. Le bas clergé reste en effet difficilement insensible à l'hostilité massive de la population – perplexe face aux divisions de la hiérarchie catholique<sup>362</sup> – vis-à-vis du STO, d'autant que les prêtres sont souvent issus des mêmes milieux sociaux que leurs paroissiens :

Là où [le bas clergé] était demeuré fidèle au gouvernement, la loi du 16 février 1943 le fait basculer de l'hésitation à l'opposition ouverte [...]. En juillet, selon les préfets, le clergé, réservé, "semble cependant

---

359 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 317

360 Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 499

361 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 183

362 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France*, op. cit., p. 163

assez généralement professer, à l'égard du STO, la même hostilité que l'ensemble du pays.<sup>363</sup>

Ainsi, l'opposition du clergé au travail obligatoire devient massive à partir de février 1943, mais elle ne s'exprimerait pas publiquement. Et si la balance penche du côté de la désobéissance, il reste ponctuellement des curés qui encouragent le départ dans leurs sermons ou en confession et refusent les sacrements à ceux qui refusent d'obéir ; ils sont rares à le faire dans une logique collaborationniste mais considèrent plutôt le refus comme une remise en cause de l'autorité légitime, celle l'État comme de l'Église<sup>364</sup>. Néanmoins, la parole des prêtres, qui jouent également la carte de la liberté de conscience et du choix individuel, ne doit pas être survalorisée :

Même résistants, les prêtres directeurs de conscience tiennent à laisser au candidat au réfractariat et au maquis la responsabilité du choix : par respect de sa liberté, pour lui éviter une décision prise à la légère, et pour fortifier sa résolution. [...] <sup>365</sup>

La liberté de choix est vraisemblablement laissée aux jeunes venus se confier, peut-être davantage du côté des prêtres résistants que ceux qui encouragent au départ. Henri Grouès, plus communément appelé abbé Pierre de son nom de résistant, scout à Lyon et CP de Théodose Morel, est vicaire de la cathédrale de Grenoble pendant la guerre. Il fonde le maquis de Malleval au Vercors, peuplé particulièrement par les réfractaires au STO, que l'abbé cache puis encourage à rejoindre le maquis. Pour autant, face au dilemme du départ, il laisse au jeune venu l'interroger la liberté de choisir de partir en Allemagne ou d'intégrer le maquis<sup>366</sup>.

La distance prise par l'épiscopat avec la politique depuis la condamnation de l'Action Française par le Vatican en 1926 a connu des entorses lorsque les évêques ont approuvé, certes individuellement, le régime de Vichy en 1940 ; concernant le travail obligatoire, cet apolitisme leur évite de se prononcer sur cette loi émanant du pouvoir établi et ne les oblige pas à remettre en cause le bien-fondé du soutien épiscopal à Vichy. L'appel au départ, par solidarité avec ceux qui sont déjà partis, ou pour éviter que ce ne soit des pères de familles ou des jeunes hommes mariés qui partent à la place des réfractaires, semble être la seule solution. Le silence est également de mise : l'assemblée des cardinaux et des évêques de zone nord ignore la question lorsqu'elle se réunit en janvier 1943<sup>367</sup>. Lorsque celle de la zone sud se réunit le mois suivant, elle ne s'indigne pas non plus contre l'occupant ni contre Vichy, mais s'émeut seulement des atteintes portées à la famille et au

363 Spina Raphaël, *Histoire du STO, op. cit.*, p. 251

364 *Ibid.*, p. 251

365 *Ibid.*, p. 253

366 Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 299

367 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 306-308

droit naturel<sup>368</sup>. Les évêques désignent tous la loi du 16 février 1943 comme une épreuve, mais peu la condamnent. Au-delà de l'Église de France, le Saint-Siège condamne à demi-mot le STO sans le nommer à la radio le 19 février 1943, mais l'émission est peu écoutée<sup>369</sup>. La critique la plus audible, mais pas la plus claire, est celle du cardinal Liénart, de Lille, en charge d'une région jeune, minière et ouvrière et rattachée au commandement militaire allemand de Bruxelles, où les réquisitions sont plus massives qu'à Paris. Le 15 mars 1943 lors d'une veillée de prière, il prend la parole devant 4 000 jeunes à Roubaix mais ses propos sont si déformés par la presse collaborationniste qu'il s'attire les foudres des fidèles et de la classe ouvrière<sup>370</sup>. Le 21 mars, devant 6 à 7 000 jeunes à Lille cette fois-ci, il proteste contre la déformation de ses propos, renvoie dos à dos nazisme et bolchevisme et refuse de soutenir la croisade contre le communisme d'un côté et l'esprit de révolte de la Résistance de l'autre<sup>371</sup>.

Je ne dis pas que ce soit un devoir de conscience d'accepter le Service Obligatoire du Travail. Non, car il s'agit d'exigences qui dépassent la limite de nos justes obligations. On peut donc s'y dérober sans péché. Je n'ai pas davantage à conseiller le départ. Nous sommes sous la contrainte. [Ne pas se dérober] sous un beau prétexte de patriotisme, qui cache très mal des égoïsmes, [car] les plus malins se dérobent et laissent retomber tout le poids de la tâche ingrate sur les petits et sur les faibles. [...] Celui qui, désigné, ne part pas, fait qu'un autre parte à sa place. Ne serait-il pas plus beau, au contraire, que dans un sentiment d'union sociale et nationale chacun prît noblement sa part de l'épreuve commune ?<sup>372</sup>

S'il souligne qu'il n'y a aucune obligation morale à accepter le travail obligatoire, le cardinal estime tout de même que s'y dérober est un égoïsme qui envoie d'autres jeunes vers le départ. Cependant, pour la première fois, il est explicitement dit que se dérober au STO n'est pas un péché. 18 000 exemplaires de son discours circulent clandestinement, diffusion inégalée pour un texte épiscopale sous l'Occupation<sup>373</sup>. Une protestation commune des archevêques et cardinaux de France, réunis à Paris, est signée les 7 et 8 avril 1943 afin de rappeler que le départ n'est pas une obligation de conscience, sans toutefois mentionner les Allemands ni remettre en cause le régime. C'est une prise de distance inédite, mais discrète et finalement peu subversive, envers une loi de Vichy – discours qu'aucun bulletin diocésain ou paroissial n'a cependant le droit de reproduire dans ses feuilles. Au début de l'année 1944, tout discours épiscopal encourageant le départ de fidèles, de séminaristes et de prêtres a pratiquement disparu ; se dérober au STO sans tomber dans l'illégalité

368 Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945*, op. cit., p. 192

369 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 258

370 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 207

371 Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 291-292

372 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 261-262

373 *Ibid.*, p. 262

est devenu un moyen encouragé par les prélats. Ils demeurent attachés à la légalité avant tout : la Résistance dans son ensemble continue à être condamnée pour son mépris de la légalité, quasiment jusqu'au dernier jour<sup>374</sup>.

### c) Le cas des prêtres clandestins

Pour accompagner spirituellement les requis, les évêques de France souhaitent l'instauration d'une aumônerie de travailleurs en Allemagne, constituée de prêtres français. Les Allemands font miroiter cette possibilité à Laval pendant plusieurs mois, mais la prise de parole du cardinal Liénart enterre toute discussion<sup>375</sup>. Sur les conseils de l'abbé Jean Rodhain, aumônier général des prisonniers de guerre, les évêques de France demandent alors aux prêtres de leurs diocèses d'accepter la réquisition en cachant leur état de prêtre ou en se portant volontaires. Ainsi, sur les 400 prêtres présents en Allemagne parmi les travailleurs, 80 sont requis par erreur administrative ou en tant que civils – ils avancent alors la date de leur ordination pour partir en tant que prêtre – et 25 se portent volontaires en cachant leur ministère<sup>376</sup>. Cette aumônerie des travailleurs n'est pas le fruit d'un zèle missionnaire quelconque mais répond à une demande des travailleurs eux-mêmes et non à une volonté des évêques et des prêtres d'évangéliser les masses ouvrières : un rapport de l'abbé Rodhain met en effet en avant les attentes des familles des requis, les demandes des travailleurs eux-mêmes et les impressions de l'opinion, qui s'étonne que les travailleurs ne bénéficient pas encore d'un accompagnement spirituel<sup>377</sup>.

L'envoi d'aumôniers clandestin est illégal mais cette entorse à l'obéissance est envisagée comme provisoire par les évêques français, le temps que l'Allemagne accepte la création d'une aumônerie légale pour les travailleurs en exil. Il s'agit d'ailleurs d'une clandestinité relative, plus proche de la discrétion que de la clandestinité<sup>378</sup> : les Allemands comme Vichy savent que cette aumônerie existe et connaissent les noms des prêtres envoyés. La désobéissance à la loi et l'illégalité que constitue cette aumônerie est pensée une unique but missionnaire – toute idée de résistance au nazisme ou de subversion face à l'autorité en Allemagne est proscrite<sup>379</sup>.

Pierre de Porcaro fait partie des prêtres incités par son évêque à partir en Allemagne.

---

374 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 363-364

375 *Ibid.*, p. 323-325

376 Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 293. Les prêtres restants sont des prisonniers de guerre transformés en travailleurs civils.

377 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 324

378 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 270

379 *Ibid.*, p. 276

Prisonnier de guerre en juin 1940, il avait été libéré durant l'été 1941 pour raisons de santé. Revenu dans sa paroisse à Saint-Germain en Laye, son évêque lui demande de partir à Pâques 1943. Le 13 mai 1943, il devient ainsi ouvrier manutentionnaire à Dresde et l'un des aumôniers clandestins auprès des requis.

Des circonstances indépendantes de ma volonté ont retardé jusqu'à ce jour l'accomplissement de la mission à laquelle vous avez bien voulu m'inviter. Je partirai demain pour Dresde, où je serai dirigé vers le bureau de la Providence. [...] Les heures qui précédèrent la signature du contrat furent un peu pénibles. Il était dur de se sentir libre de reculer ; mais depuis cette signature, c'est la paix et le calme, voire même la joie. [...] Maintenant tout est prêt ; je fais le plongeon dans l'inconnu, aveuglément confiant de la grâce de Dieu. [...] <sup>380</sup>

Ayant déjà l'expérience de l'Allemagne en tant que prisonnier, Pierre de Porcaro se soumet à la volonté de son évêque à contrecœur. Il ne souhaite pas retourner en Allemagne pour y devenir aumônier clandestin mais par obéissance à la hiérarchie de l'Église et par respect pour le vœu d'obéissance prononcé lors de son ordination, il accède à la demande de l'évêque. Sa lettre, écrite juste avant son départ, permet de comprendre que l'acceptation n'est pas si facile, même pour un homme d'Église. Arrivé en Allemagne, il apporte, comme le lui a demandé l'évêque, une assistance spirituelle et sacramentelle aux requis, qui s'organisent en réseaux hiérarchisés et clandestins afin de faire perdurer les activités religieuses qu'ils ont quittées en France et faire adhérer d'autres requis, étrangers jusqu'alors à ces activités.

### 3. S'organiser en réseaux : l'Action catholique au sein des travailleurs français en Allemagne

Compte tenu du peu de prêtres présents en Allemagne par rapport au nombre de requis – 275 prêtres pour 600 000 requis<sup>381</sup> –, les laïcs obtiennent plus de responsabilités au sein des activités de l'Action catholique clandestine en Allemagne. C'est le contenu de ces activités et la façon dont elles sont organisées qui intéressent particulièrement les pages qui suivent.

Lieu STO	Individu	Date naiss.	Départ STO	Prisonnier de guerre	
Berlin	Jacques THIERRY	29/04/21			
	Gaston RAOULT	09/12/21	00/04/43		

<sup>380</sup>Lettre de Pierre de Porcaro à son évêque, mai 1943, 1 p., dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, *op. cit.*, tome II, p. 1044

<sup>381</sup>Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 287-293

Lieu STO	Individu	Date naiss.	Départ STO	Prisonnier de guerre	
	Robert BEAUVAIS	05/10/22	05/10/43		
Dresde	Pierre PORCARO (DE)	10/08/04	13/05/43	Oui	Stalag IX B
	Joël A. D'AURIAC	25/02/22	12/07/43		
Nüremberg	Rene VERMARE	21/06/21	00/12/42		
Rhénanie	Rene BOITIER	08/03/17		Oui	Stalag VI F
	Jean PREHU	27/03/20		Oui	Stalag VIH puis VIG k624
	Raymond LOUVEAUX	12/04/13		Oui	Stalag VIG k624
	Bernard MORIZOT	02/04/24	20/03/43		
	Jean BERNIER	24/06/23		Oui	Stalag VI G k624
	Philippe BOUCHARD	07/03/16		Oui	Stalag VIG
	Robert SAUMONT	18/01/19		Oui	Stalag VIA puis VIG k624
	Louis DIDION	02/05/17		Oui	Stalag VI A
	Gerard CENDRIER	16/06/20	00/06/43		
	Robert DESFOSSEZ	03/06/20		Oui	Stalag VIG k624
Saxe	Lucien DELARBRE				
	Bernard PERRIN	20/02/21	09/06/43		

Tableau 7 : Les requis STO selon leur lieu d'affectation<sup>382</sup>

Parmi les dix individus affectés dans le secteur de la Rhénanie – autour de Cologne –, huit sont des prisonniers de guerre, transformés ou non en travailleurs civils : à partir de 1943, les Allemands transforment effectivement le statut de 200 à 250 000 prisonniers de guerre en travailleurs civils afin de compléter les effectifs envoyés de France pour travailler dans les usines allemandes<sup>383</sup>. Bernard Morizot et Gérard Cendrier rejoignent ces travailleurs respectivement en mars et en juin 1943. Bernard Morizot, né en 1924, est élève au pensionnat Saint-Joseph d'Avalon. Il y découvre le scoutisme, en tant que louveteau puis à la troupe. Son frère Michel est également requis pour le STO, à Siegburg<sup>384</sup>. À son arrivée en Allemagne, Bernard Morizot est affecté à une usine de caoutchouc à son arrivée en Allemagne et se lie avec des militants de la JOC en août 1943. Il entre en relation avec deux prêtres français, prisonniers transformés, qui travaillent avec lui. Il participe aux réunions de l'Action catholique du mercredi soir avec l'abbé Cléton et assiste à

382 Daniel Carlier, requis en France, n'est pas concerné par cette étude de l'Action catholique en Allemagne et est donc exclu du tableau.

383 Durand Yves, *La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945*, Paris, Fédération nationale des combattants de guerre, 1980, p. 315-317

384 Lettre du 29 novembre 1943 à ses parents, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 555



quelques messes de l'abbé Brun<sup>385</sup>. Dans les lettres qu'il écrit à ses parents, il évoque les hommes avec qui il passe du temps, écrivant qu'il y a au sein du groupe des militants de la JOC, des scouts ainsi que des prêtres sur place, avec qui il peut donc continuer à recevoir les sacrements<sup>386</sup>.

Se réunir et retrouver d'autres jeunes hommes partageant la même foi et les mêmes valeurs – celles du scoutisme comme celles du catholicisme – c'est avant tout un garde-fou contre l'isolement et le risque de perdre la foi, et non un encouragement même à la résistance. Par ailleurs, ces réunions, hebdomadaires ou plus irrégulières, permettent à ces jeunes de retrouver des relations d'amitié qu'ils ont perdues en venant en Allemagne, et ainsi d'oublier la vie de l'usine. C'est ce qu'exprime Bernard Morizot dans une lettre d'août 1943, où les prêtres qu'il croise lui permettent non seulement de recevoir les sacrements mais également de trouver « le réconfort moral dans les rares moments de défaillance. »<sup>387</sup>. Son constat est le même quelques mois plus tard, dans une lettre d'avril 1944 à ses parents :

Le jour de Pâques nous avons eu une messe dite par notre aumônier, l'abbé Brun. La chapelle était pleine. Jamais je n'ai vu tant de monde. [...] Pour en revenir à Siegburg, lorsque je me promenais dimanche soir avec Michel, nous avons rencontré l'abbé Brun qui faisait son petit tour. Nous avons causé un instant sur la messe du matin. On sentait combien il était heureux d'avoir eu tant de monde. Surtout que certains qui ont été repêchés n'avaient pas fait leurs pâques depuis 15 ans. [...] Il est vraiment très sympathique. Heureusement que j'ai de bons copains à Siegburg. Je suis heureux d'aller là bas. C'est d'ailleurs pour cela que j'y suis toujours. Là-bas, j'oublie Koln, la fabrique et le *lager*.<sup>388</sup>

L'aumônerie est un moyen d'oublier la réquisition, le travail en usine et l'éloignement, et ses activités attirent des hommes peu pratiquants voire pas ou peu croyants. Serait-ce ici l'apostolat que les hommes à leur départ recherchaient ? En dehors de la proposition d'une vie spirituelle et sacramentelle, l'Action catholique parmi les travailleurs se déploie de façon hiérarchique et mobilise les laïcs. Pour ce qui est du scoutisme, sa pratique se dissout dans une plus vaste Action catholique, et ce ne sont pas tant les techniques scoutées et la vie de patrouille qui sont expérimentées, mais plutôt les valeurs du scoutisme et ce qu'il cherche à développer chez les jeunes : connaissance des Écritures, entraide, solidarité, évangélisation... Cette vie religieuse, spirituelle, théologique et sacramentelle se prépare notamment au sein de cercles, unités de réflexion, de décision et de

---

385Lettre du 20 septembre 1943 à ses parents, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 554

386Lettre du 30 août 1943 à ses parents, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 554

387Lettre du 30 août 1943 à ses parents, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 554

388Lettre du 12 avril 1944 à ses parents, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 556

commandement. Jacques Jullien<sup>389</sup>, dans un témoignage qu'il écrit sur Robert Saumont dans le cadre de l'ouverture de la cause de béatification collective, décrit le fonctionnement d'un cercle – un cercle fonctionnant avec une équipe, et donc un chef – et les activités qui incombent tant à ses membres qu'à son responsable :

« [...] L'action catholique s'organise, dans ce secteur de Cologne [dans le secteur de Kolping-Haus, où l'équipe s'organise autour des abbés Cleton, Pannier et de laïcs] et le nombre de militants est tel que l'on est obligé de créer plusieurs cercles d'étude à Cologne et dans la périphérie, dans les camps de travailleurs civils. Dans mes notes, j'écris "Nous organisons donc à Cologne un seul cercle d'étude. Au bout de quelques semaines, il faut en organiser plusieurs. [...]" [Dans ces notes, 5 cercles sont listés pour Cologne, et 3 autres pour l'extérieur, à Aix la Chapelle, Duren et Siegburg] Le père Edmont Cleton et moi nous étions les liens entre les cercles d'étude de Cologne et la périphérie et avec le père Roger Pannier je faisais le lien avec les cercles d'étude extérieurs à Cologne. [...]

Nous avons été obligés de faire chaque semaine, c'était le jeudi soir à Cologne au Kolping Haus, un cercle d'étude de formation des responsables [...] Ces réunions de formation se terminaient par la célébration de l'Eucharistie. [...]

Un responsable [...] était d'abord un chrétien avec une Foi solide, qui, en général, avait reçu une formation sérieuse dans les mouvements de jeunes d'Église : scoutisme, JIC, JEC, JAC, JOC, *etc.* C'était un garçon qui était convaincu que Dieu l'appelait pour être son témoin dans un lieu donné et dans des circonstances qui étaient ce qu'elles étaient. [...] Le responsable, autant qu'il le pouvait, visitait les camps de civils français ou belges qui se trouvaient dans son secteur. Il avait pour souci de repérer les gars qui avaient l'étoffe d'un militant, de les aider à devenir plus militants. Il les aidait à travailler à changer les mentalités dans leur camp, à organiser l'entraide, la visite aux copains malades, l'animation des loisirs. Avec ceux qui voyaient en lui un repère chrétien et qui voulait approfondir leur Foi, il les aidait à aller plus loin, il organisait des cercles d'études, avec eux il organisait aussi la pratique religieuse, la vie sacramentelle, il les aidait à être à leur tour signe de Jésus-Christ pour les autres [...]

Il faut également savoir dans quelles conditions pouvait s'exercer toute cette activité : nous savions que nous étions surveillés par la Gestapo, le responsable ne pouvait se déplacer qu'après sa journée de travail, c'est à dire après une journée de 10-11 heures de travail. Cela veut dire qu'il se déplaçait le soir, plus exactement la nuit, ce qui réduisait d'autant le temps de sommeil ; il y avait également à se protéger en cas de bombardements. [...] »<sup>390</sup>

Une véritable organisation s'instaure, hiérarchisée, compartimentée, avec des responsabilités. Chaque cercle se réunit une fois par semaine, et les responsables prennent également l'engagement de se former. Les cercles instaurent une pratique religieuse régulière, les échanges réguliers sur des

---

389Requis STO déporté et ayant survécu à la déportation.

390Lettre de Jacques Jullien à Charles Molette, 28 décembre 1989, 5 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome II, p. 651-655

sujets chers à des hommes d'une vingtaine d'années – vie affective, religieuse, professionnelle<sup>391</sup> – permettent l'entretien d'amitiés comme en France et maintiennent ce que les travailleurs ont connu avant de partir pour le STO. Outre l'entretien de la foi des travailleurs catholiques, un autre aspect des cercles est de repérer, chez les autres travailleurs, un intérêt pour la foi et la pratique religieuse, ou de les y amener. Une volonté d'évangélisation, sinon de témoignage, parcourt donc ces cercles, preuve que la notion d'apostolat n'a pas disparu après le départ pour l'Allemagne<sup>392</sup>.

Robert Saumont, prisonnier transformé et affecté dans le secteur de la Rhénanie également, obtient la responsabilité d'un des cercles<sup>393</sup>. Est-ce, de la même manière que dans Chantiers de la jeunesse, une coïncidence que quelques-uns de ces cercles soient confiés à des scouts ? Il se peut que l'apprentissage du commandement, la pédagogie et la spiritualité propre aux Scouts de France aient permis à ses membres d'accéder à la responsabilité de ces cercles. Bernard Morizot et Gérard Cendrier, ainsi que les prisonniers de guerre – transformés ou non – René Boitier, Raymond Louveaux, Robert Desfossez, Philippe Bouchard Jean Préhu, Jean Bernier et Louis Didion, ont tous participé aux activités religieuses et sociales de l'Action catholique du secteur de Cologne-Rhénanie, piloté notamment par les abbés Cléton et Pannier.

A Berlin, Robert Beauvais est requis le 5 mars 1943 à l'âge de 20 ans. Scout à la 28<sup>e</sup> Paris dans la paroisse de la Madeleine de 1936 à 1939 – il prononce sa promesse le 17 mai 1937 –, il est affecté à la gare de Tempelhof. Il intègre un réseau d'Action catholique proche du scoutisme, sans que l'on ait plus de détails, et participe le 18 avril 1944 à la nuit d'adoration dans les bois de la ville pour célébrer l'anniversaire du scoutisme à Berlin<sup>394</sup> : le scoutisme français s'est en effet développé dans le secteur de Berlin-Mariendorf depuis le printemps 1943 avec l'arrivée des requis français dans la ville. Robert Beauvais appartient au mouvement, comme l'atteste son certificat d'appartenance signé par Pierre Pinault, commissaire des scouts de Berlin<sup>395</sup>. Le 21 avril 1944, le militant Georges Gandon est arrêté dans le quartier de Mariendorf, alors que Robert Beauvais venait de lui remettre des photographies de rassemblements routiers<sup>396</sup>. Le 9 août, c'est au tour de Beauvais d'être arrêté. Jacques Thierry, également requis à Berlin, est né en avril 1921. Scout puis routier au

---

391Lettre de Jacques Jullien à Charles Molette, 28 décembre 1989, 5 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome II, p. 654

392Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 291-292

393Molette Charles, *Robert Saumont, petit gars de l'Assistance publique, scout-routier, martyr*, Paris, Les Scouts de France, s.d., p. 6-7

394Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome I, p. 306

395Attestation d'appartenance au scoutisme français de Berlin-Mariendorf, 1944, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome I, p. 311

396Lettre de Georges Gandon, 20 février 1991, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome I, p. 312

clan Sainte-Geneviève de Versailles, il devient à Berlin chef du district – c'est-à-dire chef scout pour la ville certainement. Il a également des liens avec le mouvement d'Action catholique dirigé par l'abbé René Giraudet, en témoigne la prière du mouvement, composée en mars 1944 par l'abbé lui-même, apposée sur le signet funéraire de Jacques Thierry :

« Seigneur Jésus, qui avez voulu connaître les incertitudes de l'exil et les fatigues du travail manuel et qui, après avoir milité dans les maisons et sur les chemins, avez enfin donné dans la souffrance, votre vie pour le salut des hommes, faites-nous la grâce d'accepter d'un cœur généreux l'éloignement de notre famille et de notre Patrie, de subir sans nous plaindre le labeur qui nous est imposé et surtout de porter notre croix avec vous. Joignez nos petites souffrances, et nos humbles mérites, à vos souffrances sans prix et aux mérites infinis du calvaire. A vous nos peines, nos sueurs, nos blessures dans la terreur des bombardements, nos vies même si vous les demandez pour le rachat de nos frères, que votre règne arrive dans les lags et les carrées. Recevez nos morts et donnez-nous de connaître bientôt les joies du retour dans une France que nous voulons rendre chrétienne. Ainsi soit-il. »<sup>397</sup>

Les souffrances endurées par les requis – l'éloignement avec la famille, le départ de France, la fatigue du travail en usine – sont, si ce n'est comparées, au moins associées à celles du Christ, qui selon les catholiques a offert sa vie par sa crucifixion pour sauver l'humanité et racheter les péchés des hommes. Les souffrances et les peines des travailleurs ont ainsi un but rédempteur<sup>398</sup>.

Gaston Raoult est également requis à Berlin. Scout à 13 ans à la 6<sup>e</sup> Le Havre – il y entre en 1934 –, routier au clan de la ville en 1938, et enfin assistant en 1940 avant d'être chef de troupe, il est né en décembre 1921 dans une famille catholique pratiquante<sup>399</sup>. Requis en avril 1943 pour travailler dans une usine du bassin industriel de la Ruhr, il participe aux diverses activités d'un groupe de scouts, de routiers et de chefs parmi les requis<sup>400</sup>. S'il évolue avec des individus appartenant au monde du scoutisme et partageant donc les valeurs qui ont jalonné son enfance et son adolescence, les activités auxquelles il prend part ressemblent – comme en Rhénanie – à celles d'un mouvement d'Action catholique, comme en témoigne un ancien requis, avec qui il effectuait ces activités :

Gaston Raoult avait réuni autour de lui des scouts routiers et des chefs issus de diverses régions françaises, il a mené de nombreuses actions d'apostolat. Il me faisait part des moyens mis en œuvre afin de rassembler ses camarades à l'occasion de diverses circonstances : campagnes pascales, apostolat à

---

397MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Thierry, signet funéraire, [1945?], p. 2

398Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, p. 298-299

399MNSMF, Riaumont, fonds Gaston Raoult, lettre de [nom illisible], mai 1994, p. 1

400Lettre de Georges Richier à Charles Molette, s.d., 2 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, *op. cit.*, tome II, p. 865-876

l'usine, relations avec les prisonniers de guerre, organisation de fréquentes réunions, de prières, veillées de Noël, et Veillées pascales. J'ai moi-même accompli les mêmes actions dans les différents camps de travail qui ont jalonné cette période de déportation. [...] En octobre 1944 j'ai été arrêté par la Gestapo soit quelques semaines après que Gaston Raoult ait été lui même interné. [...] Ces interrogations nous ont permis de découvrir, chacun de notre côté, que nous étions accusés, parce qu'appartenant au mouvement Scouts de France, d'être des résistants se préparant à accomplir des actions subversives et d'avoir constitué un réseau en Allemagne. Gaston Raoult était accusé d'en être le chef et le principal animateur, pour ma part, j'étais accusé de jouer le rôle d'agent de renseignement et de liaison [...] C'est pour toutes ces raisons que nous avons été condamnés à l'emprisonnement. [...]<sup>401</sup>

Dans le secteur de Dresde, Joël d'Auriac est arrivé à Tetschen-sur-Elbe le 17 juillet 1943, où il fréquente des jeunes appartenant à la JOC et à la JEC, ainsi que des scouts. Comment se reconnaissent ces jeunes ? Il se peut qu'ils portent des signes distinctifs discrets, tels que le ceinturon orné de la croix potencée, ou bien une insigne de promesse cousue sur l'envers d'un vêtement. Il se peut également que ce soit à leurs pratiques spirituelles et sacramentelles et par les discussions qui s'ensuivent, qu'ils se reconnaissent entre eux – nous ne pouvons que le postuler, puisque nous ne disposons d'aucune information quant aux moyens de reconnaissance en tant que catholiques et scouts, de ces individus à leur arrivée en Allemagne. L'isolement, le dépaysement et l'immersion dans un environnement inconnu découragent parfois Joël d'Auriac, en témoigne ses difficultés à « rester fidèle au Départ [Routier] » dans de telles conditions<sup>402</sup>. Néanmoins, il fonde en novembre 1943 la patrouille Notre-Dame d'Espérance avec d'autres scouts et routiers. La patrouille organise des visites auprès des malades français dans les hôpitaux et a pour projet également d'organiser une Amicale et des loisirs pour les requis – autant d'activités qui pourraient aussi bien avoir lieu dans un mouvement d'Action catholique plus large, la différence résidant dans la pédagogie du scoutisme, singulière et induisant un serment.

Pierre de Porcaro est le seul cas de prêtre clandestin que nous pouvons étudier ici. Requis en Saxe, il arrive à Dresde en mai 1943 et devient ouvrier manutentionnaire. Il travaille pour le réseau d'évasion Sultan, commandé par Michel Menu, scout et ancien prisonnier de guerre évadé : c'est peut-être dans le cadre de sa réquisition pour le STO qu'il agit, puisqu'il emporte en Allemagne tous les documents nécessaires aux évasions – laissez-passer, faux papiers, *etc.*<sup>403</sup> Réticent à partir en Allemagne, il obéit cependant à son évêque qui lui demandait de partir pour y être aumônier

---

401Lettre de Georges Eudier à Charles Molette, s.d., 2 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, *op. cit.*, tome II, p. 877-878

402Notes personnelles de Joël d'Auriac, 28 juillet 1943, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, *op. cit.*, tome I, p. 63

403MNSMF, Riaumont, fonds Pierre de Porcaro, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

clandestin. En janvier 1944, après huit mois de STO, il semble avoir changé d'avis sur le travail en Allemagne, et y entrevoit la possibilité de développer sa vie spirituelle – et également celle de ceux dont il a la charge. Il écrit, le 15 janvier, dans son carnet personnel :

Il y aura demain huit mois, j'arrivais à Dresde. Quels mois de grâce ! [...] Découverte de la mentalité ouvrière immense enrichissement moral, enrichissement spirituel aussi et surtout. Possibilité d'une vie intérieure unique ; contemplation facile devant une machine ou un wagon de charbon. Apostolat délicat mais passionnant. Les catacombes modernes.<sup>404</sup>

Le scoutisme semble incarner un vecteur de réconfort mais également un vecteur d'apostolat pour les requis : le départ pour l'Allemagne, qu'aucun de ces hommes n'a réellement choisi – ils se soumettent aux ordres plus qu'ils ne choisissent de partir –, devient un moyen d'évangéliser le milieu ouvrier. En ce sens, l'Action catholique et précisément le scoutisme durant le travail obligatoire ne constitue pas une résistance à l'ennemi ; au contraire, les requis travaillent pour l'Allemagne. Cependant, l'activité religieuse de ces hommes reste illégale, relativement clandestine et, de ce fait, constitue une défiance – même inconsciente – de l'autorité allemande.

## **II. Du « missionnaire » au « martyr » : le reproche d'un prosélytisme religieux ou d'un esprit anti-allemand ?**

A partir de décembre 1943, les cercles d'Action catholique et le scoutisme sont visés par un décret, visant à intimider les militants jusqu'à la déportation. C'est ainsi que les 15 scouts concernés par la cause de béatification collective meurent en camp de concentration, considérés comme des prisonniers politiques. Néanmoins, ce n'est pas leur foi – et les activités qui en découlent – qui leur est reprochée, mais l'esprit d'insubordination à l'autorité allemande dont ils peuvent faire preuve ou qu'ils insufflent à travers les cercles religieux dont ils font partie ou qu'ils dirigent. Si le scoutisme n'est pas une activité résistante en soi, elle peut être vecteur d'attitudes de résistance au STO.

### **1. Le décret du 3 décembre et ses fantasmes**

Face à l'organisation de réseaux d'Action catholique parmi les travailleurs, une note du chef

---

<sup>404</sup>Carnet personnel de Pierre de Porcaro, 15 janvier 1944, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome II, p. 1046

de l'office central de la sécurité du Reich, Ernst Kaltenbrunner, donne l'ordre le 3 décembre 1943 d'expulser les prêtres envoyés par les évêques français ou issus des prisonniers transformés, de dissoudre les cellules jocistes et d'emprisonner les militants les plus actifs – probablement ceux qui ont des responsabilités dans les cercles – avant de les muter dans une autre usine ou de les déporter<sup>405</sup>. Le but de Kaltenbrunner n'est pas d'opérer une destruction généralisée de l'Action catholique en Allemagne, mais plutôt d'expulser les prêtres et d'intimider les militants en allant jusqu'à l'emprisonnement et la déportation. D'une part, ce ne sont donc pas les activités proprement religieuses ou spirituelles qui sont mises en cause, mais ce qu'elles peuvent provoquer en termes de défiance et de remise en cause de l'autorité allemande – sabotages, réunions secrètes. D'autre part, la découverte dans les archives du Mémorial de l'existence d'une cause de béatification pour la cinquantaine de requis déportés pour activités clandestines religieuses dans le cadre du STO donne l'impression que les requis catholiques ont été massivement victimes de la persécution nazie : or, il ne s'agit *que* d'une cinquantaine d'individus, parmi une foule de travailleurs et de militants dont la majorité est expulsée ou mutée.

Si ces activités ne sont pas tolérées par les Allemands, elles ne se déroulent pas dans la clandestinité la plus stricte. Les autorités ont connaissance de ce qu'il se passe parmi les requis et savent d'ailleurs que des prêtres, cachant leur ministère, se font passer pour des travailleurs. Parmi les militants, la discrétion est de mise bien sûr, mais ils ne se considèrent pas eux-mêmes comme subversifs ni en danger du fait de leurs activités – ils envoient par exemple des invitations nominatives aux événements et tiennent des listes de membres pour les cercles ou les activités<sup>406</sup>. Raphaël Spina, historien spécialiste du STO, résume leur état d'esprit ainsi :

A l'heure de la souffrance ou de la mort, plus d'un a témoigné de son courage ou de la force de sa foi. Pour autant, bien des survivants admettent que s'ils s'étaient doutés du risque d'arrestation et de ce qui les attendait en camp de concentration, ils n'auraient pas poursuivi leur action, ou l'auraient fait avec moins d'imprudence.<sup>407</sup>

Pourtant, à peine la guerre est-elle terminée que les travailleurs revenus d'Allemagne bâtissent la légende d'une Action catholique semi-clandestine, véritable Église moderne des « catacombes »<sup>408</sup>, en référence aux premières communautés chrétiennes persécutées par les Romains. L'Action catholique au sein du Reich aurait compté 7 500 militants appartenant à 1 000

---

405 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 280

406 *Ibid.*, p. 278

407 *Ibid.*, p. 281

408 Le terme est d'une part employé par Pierre de Porcaro dans son carnet personnel en janvier 1944, voir Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, *op. cit.*, tome II, p. 1046 ; et d'autre part, employé par le prêtre qui assiste Joël d'Auriac dans ses derniers instants, voir son signet funéraire, [1944?], p. 2

cellules groupées en 70 fédérations<sup>409</sup>. Pourtant, le but de cette « Église clandestine » n'était pas d'organiser une résistance spirituelle : M<sup>gr</sup> Suhard avait d'ailleurs averti les futurs aumôniers envoyés en Allemagne que le but n'était pas de faire de la dissidence ou de prendre parti pour les Alliés ou les Allemands, mais d'entretenir la foi des travailleurs ; les militants qui se livrèrent à la résistance le firent à titre personnel.

Appartenir à l'Action catholique n'est en soi pas un acte de résistance, dans le sens où il ne participe pas au travail de destruction du nazisme ou de collaboration avec les Alliés. C'est plutôt un acte de désobéissance vis-à-vis des Allemands, qui refusaient qu'une aumônerie des travailleurs avec un clergé français ne se déploie. En revanche, on ne peut pas nier que certains comportements de ces catholiques au STO aient penché vers la Résistance : c'est le cas de Pierre de Porcaro, qui travaille en même temps pour un réseau d'évasion, ou pour Joël d'Auriac, qui incite ses camarades de patrouille à saboter le travail à l'usine en se faisant porter pâle<sup>410</sup>. L'Action catholique n'est pas une forme de résistance, mais elle peut cacher des actes résistants.

## 2. Arrestations et motifs de déportation par région

On dénombre, parmi les 50 individus de la cause de béatification collective, 15 scouts déportés pour action religieuse clandestine et activités anti-allemandes. Outre Joël d'Auriac, arrêté le 10 mars 1944 mais exécuté en prison en décembre et non déporté, les premières arrestations de « militants » catholiques commencent en Rhénanie et s'étalent de septembre 1943 à avril 1944. Parmi les individus arrêtés en Rhénanie – ils sont 20 à faire partie de la cause de béatification – nous en retrouvons dix parmi les scouts : Bernard Morizot et Gérard Cendrier sont arrêtés le 13 juillet 1944, Louis Didion le 18 et Robert Saumont le 27. Jean Bernier est arrêté le 7 août, puis René Boitier et Robert Desfossez sont arrêtés le lendemain. Le 15 août, Jean Préhu les rejoint, puis Raymond Louveaux et Philippe Bouchard le 22.

Ailleurs en Allemagne, sur les six individus affectés à Berlin et déportés, nous avons choisi d'étudier Robert Beauvais et Gaston Raoult, respectivement arrêtés les 9 août et 9 septembre 1944. Parmi ceux affectés en Saxe, Pierre de Porcaro est arrêté le 11 septembre, Bernard Perrin le 1<sup>er</sup> octobre. Lucien Delarbre, qui ne fait pas partie des individus retenus pour la cause de béatification, a probablement été arrêté au même moment que Perrin, puisqu'ils travaillaient dans la même usine<sup>411</sup> et qu'ils ont été déportés tous les deux.

---

409 Spina Raphaël, *Histoire du STO, op. cit.*, p. 269

410 Arnaud Patrice, *Les STO : histoire des Français requis en Allemagne nazie, 1942-1945*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 79-80

411 MNSMF, Riaumont, fonds Lucien Delarbre, Lettre de Amédée de Miribel, 14 mai 1996, p. 1



Jacques Thierry, affecté à Berlin, est porté disparu en avril 1945, probablement à cause des combats qui font rage dans la capitale allemande ou d'un bombardement. René Vermare est, quant à lui, décédé au cours des bombardements sur Nuremberg, le 2 janvier 1945. Daniel Carlier est, parmi les individus étudiés, le seul à avoir survécu au travail obligatoire, en ce sens qu'il n'est pas mort dans ce cadre mais au sein de l'armée de libération, qu'il intègre à la fin de sa réquisition. Cette « survie » est très certainement liée au fait que, à la différence des autres, il ait été requis pour travailler en France, et non en Allemagne.

Les individus requis pour la Rhénanie et arrêtés sont détenus à la prison de Brauweiler dans un premier temps. Ils y retrouvent également le père Harignordoquy, aumônier du stalag VI-G situé en Rhénanie, arrêté le 8 août avec 18 autres prisonniers de guerre, transformés ou non. Ayant survécu à la déportation, il écrit :

« Le monsieur qui se tient devant la table, est le commissaire qui nous avait reçus avant tant de douceur (!) à notre arrivée à Brauweiler ; brusque et brutal, il m'arrache ma croix scoute en me disant :

– Imbécile ! Tu ne vois pas que tu es ici, en partie, pour ça ? »<sup>412</sup>

Chaque prisonnier subit un interrogatoire par des officiers allemands, mais tous ne connaissent pas la torture ou les sévices corporels. Si c'est le scoutisme qui est reproché au prêtre, c'est qu'il fait partie d'un vaste faisceau d'activités religieuses qui ne sont pas seulement propres au scoutisme. C'est une action clandestine, religieuse et sociale, qui est reprochée aux individus arrêtés, plus largement que le scoutisme en lui-même. Robert Beauvais est interné à la prison de Gross-Hamburger-Strasse et Gaston Raoult à celle de Dortmund. Pierre de Porcaro est emprisonné à Dresde, tandis que Bernard Perrin – et probablement Lucien Delarbre – sont enfermés à la prison de la Halle.

Dans le secteur de Dresde, Joël d'Auriac est arrêté en mars 1944. Le procès-verbal de son acte d'accusation et de condamnation souligne que ce n'est pas pour des activités politiques, mais pour du mauvais esprit, de l'esprit anti-allemand et anti-productif à l'usine, que Joël est arrêté. Ce qu'il a fait – refuser de travailler en prétextant une maladie, réelle ou inventée – aurait servi les Alliés. Ce ne sont pas ses activités scoutées qui lui sont reprochées mais bien son attitude à l'usine et le fait qu'il aurait inculqué à ses camarades, dont il a la responsabilité en tant que chef de patrouille, le même esprit :

L'inculpé, travailleur auxiliaire, [...] n'a jamais eu d'activité politique, il était scout depuis 1940 [...]. Ses

---

<sup>412</sup>Harignordoquy, *Père Harignordoquy, Condamné à mort*, p. 57. Le manuscrit ronéotypé n'a jamais été publié mais est conservé au SHAT, cote 1K T860.

camarades de chambre étaient pour la plupart des jeunes gens, à qui l'inculpé avait essayé de communiquer son esprit ; et il y était déjà parvenu, de telle sorte qu'il était devenu comme leur chef de file ; d'ailleurs, ces jeunes travailleurs français montraient déjà une hostilité à l'esprit allemand, comme le prévenu [...]. Début février 1944, l'inculpé s'est fait porté malade et avait entraîné avec lui d'autres camarades, prétextant la maladie pour ne pas travailler [...] En examinant ce pour quoi il était employé dans cette firme allemande, l'inculpé aurait du comprendre qu'il participait à une grande entreprise qui concernait le monde entier, qu'il ne participait pas seulement à une usine de guerre allemande, mais à la construction du monde nouveau. [...] Ses activités correspondaient aux manœuvres extérieures et intérieures des puissances ennemies. [...]<sup>413</sup>

Joël d'Auriac est exécuté, après son procès, en décembre 1944. Les autres hommes mentionnés dans la cause de béatification collective subissent également emprisonnement et interrogatoires et sont ensuite déportés. Nous n'avons retenu que ceux qui ne sont pas revenus des camps de concentration du fait même de nos archives. 11 d'entre eux meurent au camp central ou dans les kommandos du camp de Buchenwald. Pierre de Porcaro est déporté à Dachau, certainement du fait de son ministère de prêtre<sup>414</sup>, Robert Beauvais meurt à Neuengamme, Lucien Delarbre à Flossenbourg et Bernard Perrin à Mauthausen<sup>415</sup>. Pour la quasi-totalité d'entre eux (dix sur onze), ils sont envoyés dans les camps en tant que déportés politiques, c'est-à-dire accusés par les Allemands de se livrer à des activités allant à l'encontre du régime nazi. Pierre de Porcaro et Bernard Perrin sont quant à eux considérés en *Schutzhaft*, c'est-à-dire en « rétention de protection », consistant à emprisonner les opposants au régime nazi en vue de leur déportation.

Lieu STO	Individu	Date mort	Cause	Lieu mort	Motif	Date arrest.
Saxe	Lucien DELARBRE	30/12/99	deportation	Flossenbourg		
	Bernard PERRIN	29/04/45	deportation	Mauthausen	<i>Schutzhaft</i>	01/10/44
Dresde	Pierre PORCARO (DE)	11/03/45	deportation	Dachau	<i>Schutzhaft</i>	11/09/44
	Joël A. D'AURIAC	06/12/44	executé	Dresde	Sabotage	10/03/44
Rhénanie	Robert DESFOSSEZ	19/01/45	deportation	Buchenwald	Prisonnier pol.	08/08/44
	Gérard CENDRIER	24/01/45	deportation	Buchenwald	Prisonnier pol.	13/07/44
	Louis DIDION	16/02/45	deportation	Buchenwald		18/07/44
	Robert SAUMONT	10/04/45	deportation		Prisonnier pol.	27/07/44
	Philippe BOUCHARD	12/04/45	deportation	Buchenwald	Prisonnier pol.	22/08/44
	Jean BERNIER	16/04/45	deportation	Buchenwald	Prisonnier pol.	07/08/44

<sup>413</sup>Procès verbal de l'acte d'accusation et condamnation de Joël d'Auriac, 6 septembre 1944, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 64

<sup>414</sup>Zeller Guillaume, *La Baraque des prêtres, Dachau 1938-1945*, Paris, Tallandier, 2015

<sup>415</sup>Voir tableau 8 ci-dessous.

Lieu STO	Individu	Date mort	Cause	Lieu mort	Motif	Date arrest.
	Bernard MORIZOT	20/04/45	deportation	Büchenwald	Prisonnier pol.	13/07/44
	René BOITIER	01/05/45	deportation	Buchenwald	Prisonnier pol.	08/08/44
	Raymond LOUVEAUX	25/04/45	deportation	Buchenwald	Prisonnier pol.	22/08/44
	Jean PREHU	25/04/45	deportation	Buchenwald	Prisonnier pol.	15/08/44
Berlin	Robert BEAUVAIS	10/01/45	deportation	Neuengamme		09/08/44
	Gaston RAOULT	16/01/45	deportation	Büchenwald	Prisonnier pol.	09/09/44

Tableau 8 : Les requis STO selon leur lieu de déportation<sup>416</sup>

Déportés pour opposition au régime nazi, ces individus sont donc considérés comme résistants, non en tant que catholiques et scouts, mais en tant que travailleurs portant atteinte à l'autorité allemande. Quelles relectures de leur mort nous sont-elles données de constater ? Comment la mémoire de ces hommes est-elle entretenue par l'Église et le scoutisme ?

### 3. Une relecture de la mort ?

Les requis pour le travail obligatoire en Allemagne ne font pas partie des personnes dont le souvenir est entretenu par l'ensemble de la société, à la différence des résistants ayant lutté en France ou au sein de la France Libre : déportés comme opposants au système nazi, ils ont néanmoins travaillé pour l'Allemagne, attitude qui s'éloigne de la résistance. Dès l'été 1945, ceux qui reviennent en France se sentent marginalisés par rapport aux prisonniers de guerre et aux concentrationnaires revenus<sup>417</sup>. Il en est de même pour les hommes déportés dans le cadre du STO. La cause de béatification, outre sa motivation religieuse, est également un moyen de tirer de l'oubli ces individus et d'entretenir leur souvenir. Néanmoins, ce débat ne concerne pas directement les individus que nous étudions mais plutôt le contexte de l'entretien – ou non – de leur mémoire. Dès lors, il est important d'en retracer les grandes lignes afin de comprendre dans quel tissu mémoriel l'histoire de ces hommes s'insère. Comment entretenir la mémoire d'hommes qui se sont soumis à l'ordre d'aller travailler en Allemagne alors que d'autres ont réussi à échapper à la réquisition ?

Pendant la guerre, que ce soit du côté des Alliés, de Vichy ou des Allemands, ou encore durant le procès de Nuremberg, le terme de « déportation » est employé systématiquement pour parler du départ des travailleurs civils, obligés par leur réquisition<sup>418</sup>. Le titre de « déporté du travail », accordé aux anciens travailleurs STO à la Libération, n'est que justice aux yeux de la

416 Ce tableau exclut René Vermare, Daniel Carlier et Jacques Thierry, qui ne sont pas mort en déportation.

417 Spina Raphaël, *Histoire du STO, op. cit.*, p. 411

418 *Ibid.*, p. 426

Fédération nationale des déportés du travail (FNDDT) : selon elle, ce titre serait une « consolation morale dans une société qui les ignore »<sup>419</sup>. Le signet funéraire de Joël d'Auriac fait par exemple état de cette mention de « déporté STO » dès la première page<sup>420</sup>. Les anciens déportés et résistants s'opposent au titre, et la bataille parlementaire perdure jusqu'en 1992, sans que le titre ne soit accordé aux anciens requis. En 2008, un compromis voit le jour, donnant aux anciens requis le titre de « victimes du travail forcé en Allemagne nazie » – le terme de déporté est définitivement écarté de l'appellation<sup>421</sup>.

Plus que par l'État lui-même, c'est par le biais de leurs collègues catholiques requis avec eux qu'il nous est permis de comprendre la façon dont le départ pour l'Allemagne et l'action « clandestine » de ces individus sont considérés. Leur mémoire est en effet entretenue auprès de leurs camarades immédiatement après leur mort, par les aumôniers qui les accompagnaient. Il s'agit d'entretenir le portrait de fervents catholiques qui ont conservé une foi constante, sinon grandissante malgré les « épreuves » – le STO, l'éloignement, l'immersion dans un milieu ouvrier inconnu, puis l'arrestation, la déportation, les souffrances et la mort. Allant plus loin, ces jeunes sont considérés comme des martyrs par leurs aumôniers, morts « en haine de l'Évangile »<sup>422</sup> pour Charles Molette, le postulateur de la cause de béatification. Voici ce qu'écrit l'abbé Roger Pannier aux requis déportés pour activités religieuses et revenus des camps :

Chers amis, [...] Nos corps sont brisés et nos âmes dans l'angoisse ; que sont devenus tous ceux dont nous avons été séparés depuis Buchenwald ? [...] Ne vous laissez pas attrister outre mesure pour les frères que nous avons laissés là-bas, sur les lieux et dans les atroces conditions de leur martyre, sans avoir pu comme nos frères les premiers Chrétiens recueillir leur corps. [...] Martyrs : Ils le sont, c'est le terme employé par Pie XII devant l'abbé Rodhain qui venait de raconter au Saint-Père leurs souffrances et leur mort. [...] Soyez fiers... Pour s'enraciner dans notre peuple et le ramener à Jésus-Christ, bâtir cette cathédrale... aube de temps nouveaux, l'Action catholique avait besoin de martyrs, le Seigneur les a choisis [...] <sup>423</sup>

Il en est de même pour le père Harignordoquy, rescapé des camps, qui écrit aux scouts de l'équipe de routiers Notre-Dame de la Route, formée dans au kommando 624 du stalag VI-G au sujet de Jean Bernier, le 14 juillet 1945 :

---

419 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 426-427

420 MNSMF, Riaumont, fonds Joël Anglès d'Auriac, Signet funéraire, [1944?], p. 1

421 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 429

422 Du titre même de l'ouvrage de Charles Molette.

423 Lettre de Roger Pannier, Château Thierry, 21 juin 1945, dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, *op. cit.*, tome II, p. 885-886

Chers scouts de l'Équipe Notre-Dame, [...] le bon Dieu nous éprouve très durement, mais n'est-ce pas un honneur pour l'Équipe ? [...] Il fut de ces jeunes, au regard clair, droit et ardent, au cœur avide de se donner, qui ont trop manqué à notre siècle de veulerie, de lâcheté et d'égoïsme. Dès l'instant où il entrevit les exigences de Dieu sur lui, il n'hésite pas, il répondit "présent", pleinement, sans reprise et sans retour. [...] Oui, soyons fiers de notre Jean : après une vie de rayonnant apostolat, il est mort en martyr. Je suis sûr que Dieu a couronné dignement sa générosité extraordinaire. [...]<sup>424</sup>

Allant plus loin que l'hommage posthume auprès de leurs camarades, ces prêtres cherchent également à reconforter les familles des défunts et à susciter leur fierté en dressant pour elles le portrait mélioratif – héroïque et chrétien – de leurs proches pendant leur captivité. L'aumônier du stalag VI-G, le père Harignordoquy, s'adresse à la mère de Jean Préhu dans ce but, quelques mois après sa mort :

[...] Je connais vos sentiments chrétiens pour savoir que Dieu viendra cicatrifier votre immense plaie, en répandant dans votre cœur une immense douceur faite de la certitude du bonheur actuel de votre cher fils. Au cours de sa captivité, il a montré toujours un exemple chrétien de haute qualité, d'une très grande générosité. C'est pour ses sentiments chrétiens, pour son patriotisme qu'il a été arrêté, qu'il a souffert et qu'il est mort. Authentique martyr, Dieu lui aura fait l'accueil qu'il méritait Là-Haut.<sup>425</sup>

Le cas de Joël d'Auriac est similaire, à la différence près que la lettre de condoléances que ses parents reçoivent provient de l'aumônier catholique allemand de la prison de Dresde, le père Franz Baensche. Il fait le récit des derniers instants de Joël d'Auriac avant son exécution et de la dernière messe à laquelle le jeune homme assiste dans les « catacombes », c'est-à-dire dans une des cellules de la prison. Il salue également l'attitude de Joël d'Auriac, le dépeignant comme calme et tranquille et n'hésitant pas à évoquer son « sacrifice »<sup>426</sup> comme la preuve de sa mort en martyr :

[...] Ne pensez pas qu'il était triste. Il me disait : "Je suis tout tranquille, je peux dire que je me réjouis d'aller à la mort, car je vais à Jésus-Christ. C'est Lui qui m'a si bien conduit. [...]" [...] Joël récita les prières avant la communion, et c'est avec un grand recueillement et une religieuse émotion qu'il reçut le cher Sauveur [...]. Il était dans la cellule comme dans un recoin des catacombes, éclairé par un faible éclairage au plafond et par deux cierges sur la petite table pour la communion. [...] Joël ne s'est pas simplement laissé prendre sa vie, mais il en a fait retour, comme par un libre cadeau de son amour, à Dieu

---

424 Lettre du père Harignordoquy aux scouts de l'équipe Notre-Dame, 14 juillet 1945, 2 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome II, p. 744-745

425 Lettre du père Harignordoquy aux parents de Jean Préhu, 5 septembre 1945, 2 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome II, p. 789-790

426 Un thème familier aux scouts et à leurs aumôniers et récurrent dans leurs lectures, voir chapitre 2, p. 65

son créateur [...]. De la sorte, il voulait offrir le sacrifice de sa vie, en union avec celui de Jésus-Christ en réconciliation pour les crimes de l'époque [...]<sup>427</sup>

Le terme de martyr est donc employé dans l'immédiate après-guerre mais également lors de l'ouverture du procès en béatification : Jacques Jullien écrit par exemple, à propos de Robert Saumont, que ce dernier était « tout comme ses camarades, [...] mort en témoin héroïque de sa Foi. »<sup>428</sup>. L'emploi et la justification du mot sont logiques, puisqu'il s'agit aussi, en rassemblant les témoignages, de prouver que ces hommes méritent d'être béatifiés. Pourtant, il n'est pas certain que ces hommes aient été arrêtés en haine de la foi, condition pourtant requise pour être reconnu martyr de l'Église catholique, comme l'explique Raphaël Spina :

Certes, un fonctionnaire de la Gestapo lance à un prêtre responsable du groupe de Cologne-Rhénanie que lui et ses camarades sont arrêtés "en haine de l'Évangile". Et certains laïcs ou séminaristes arrêtés sont soumis à des outrages qui tournent en dérision les sacrements et les pratiques catholiques. Mais un « martyr » emblématique comme le scout Joël Anglès d'Auriac, démontrent les archives allemandes, est en réalité guillotiné pour incitation au sabotage.<sup>429</sup>

Aucun de ces hommes n'a en effet été condamné pour sa religion : l'Action catholique à laquelle ils participaient était une action subversive non par son fond mais plutôt par sa forme, car elle provoquait des rassemblements et des manifestations contrevenant aux ordres allemands. D'autre part, pour reprendre le cas de Joël d'Auriac, c'est son « incitation au sabotage » qui lui est reprochée, et non ses activités religieuses. D'ailleurs, le refus des Allemands d'accéder à la demande de l'Église de France de former une aumônerie pour les travailleurs français n'est pas motivée par une haine du catholicisme, mais par la peur de ne pouvoir contrôler les réunions religieuses de ces civils en semi-liberté<sup>430</sup> – ils avaient d'ailleurs accepté une aumônerie officielle pour les prisonniers de guerre qui, eux, ne bénéficient d'aucune liberté de mouvement tant qu'ils ne sont pas transformés.

En dehors des personnes directement concernées par le STO – anciens requis revenus d'Allemagne ou de déportation, anciens aumôniers clandestins, familles des requis ou des défunts – l'Église de France éprouve un malaise certain face au STO et à l'attitude de l'épiscopat durant la guerre. Quand des hommages sont rendus aux requis par M<sup>gr</sup> Suhard, l'abbé Guérin<sup>431</sup> et Pie XII<sup>432</sup>,

---

427 Lettre du père Franz Baensch aux parents de Joël d'Auriac, s.d., 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome I, p. 65

428 Lettre de Jacques Jullien à Charles Molette, 28 décembre 1989, 5 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, op. cit., tome II, p. 653

429 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit. p. 278

430 *Ibid.*, p. 278

431 Fondateur de la JOC, arrêté à Paris en août 1943.

432 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 281

un silence entoure en comparaison les prêtres fusillés, résistants et déportés : les requis reçoivent des éloges quand les réfractaires sont recalés au rang de lâches. Si certains résistants chrétiens, pourtant opposés aux départs pour le STO en 1943, soutiennent tout de même la cause de ces requis morts en déportation, ils restent extrêmement minoritaires et se heurtent aux résistants plus nombreux qui, eux, s'y opposent<sup>433</sup>. Aujourd'hui encore cet épisode reste mal connu des catholiques français ; dans le monde du scoutisme également, mais ce n'est pas le mouvement de jeunesse qui a le plus fourni de « martyrs ». L'ouverture de la cause de béatification en 1988 par son postulateur, M<sup>gr</sup> Molette, ne suscite ni empressement ni adhésion massive de la part des catholiques français<sup>434</sup>.

Face au STO, le scoutisme se divise entre ses cadres, massivement favorables à l'acceptation de la réquisition – mais pas favorables au STO en soi – et ses effectifs « jeunes », les premiers à être concernés par le départ et bien plus hésitants. L'obéissance, pilier du scoutisme et valeur centrale dans l'Église, pousse certains des requis à se présenter à la convocation et à partir ; d'autres font le choix de ne pas se soumettre aux consignes données par l'État, par l'Église et par le mouvement scout et entre, pour la plupart de ces réfractaires, en résistance. Au nom de quelles valeurs choisissent-ils la désobéissance ? Comment le scoutisme guide-t-il cet engagement ? Ce sont ces questionnements qui nous intéressent dans les pages qui suivent.

---

433 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 282

434 Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle*, *op. cit.*, tome I, p. 10-11

## **Chapitre 4 – Résistance intérieure, Résistance extérieure, un engagement en hausse et majoritairement solitaire (novembre 1942 – juin 1944)**

Le débarquement allié à Alger, l'invasion de la zone sud et l'instauration du STO bouleversent la résistance intérieure comme extérieure : à compter du 11 novembre 1942, l'occupant est présent sur la totalité du territoire<sup>435</sup> et le régime de Vichy, qui avait déjà accédé aux demandes allemandes telles que les rafles de Juifs durant l'été 1942, s'enfonce un peu plus dans la voie de la collaboration, dont le travail obligatoire est un exemple. Face à ces situations, les entrées en résistance se multiplient, sans pour autant être massives ni collectives<sup>436</sup>. Des militaires français, démobilisés suite à la dissolution de l'armée d'armistice et dégagés d'un lien d'obligance vis-à-vis de Vichy<sup>437</sup>, s'organisent en réseaux afin de résister à l'Occupant. L'Afrique du Nord, reconquise par les Alliés, devient une terre attrayante pour ceux qui choisissent de quitter la France et de combattre à l'extérieur du territoire. Les réfractaires au STO s'évadent de France ou constituent des maquis, qui n'attirent pas seulement les opposants au travail obligatoire mais aussi des anciens cadres de l'armée, des femmes, des chefs de réseau<sup>438</sup>... Il est difficile de s'accorder sur une définition commune et globale des maquis tant leur diversité est importante ; on peut retenir cependant que le maquis est un groupement d'hommes armés, engagés contre l'ennemi, réfugiés dans les montagnes et les forêts, et qui échappe volontairement aux lois et à l'autorité établie en entrant dans la clandestinité<sup>439</sup>.

Cependant, si l'entrée en résistance constitue une alternative de plus en plus envisageable, elle n'en demeure pas moins dangereuse, répréhensible et relativement peu encouragée dans des institutions telles que l'Église et le scoutisme. Les appels à rejoindre des réseaux, des maquis ou à quitter la métropole pour s'engager dans une unité combattante extérieure sont souvent isolés et individuels, ce qui permet également de mettre en lumière les encouragements collectifs, les protestations publiques et les engagements en groupe constitué, à l'image du clan Guy de Larigaudie de Belfort. Comment le tournant de novembre 1942 et ses conséquences ont-ils influé sur les manières de s'engager de la jeunesse scout ?

### **I. Le choix du maquis : une désobéissance à l'Église, au scoutisme, à l'État**

---

435 A l'exception d'une zone d'occupation italienne au sud-est de la France jusqu'en septembre 1943.

436 Laborie Pierre, *L'opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale : 1936-1944*, Paris, Seuil, 2001, p. 267-268 et p. 283-284

437 Comte Bernard, *L'honneur et la conscience : catholiques français en résistance (1940-1944)*, Paris, éditions de l'atelier, 1998, p. 163

438 Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013, p. 214-215

439 Canaud Jacques, *Le temps des maquis : de la vie dans les bois à la reconquête des cités, 1943-1944*, Sayat, de Borée, 2011, p. 24



« Prendre » le maquis constitue un acte illégal allant à l'encontre tant de l'État que de l'Église. Légalistes et respectueux de la hiérarchie, de l'ordre établi et des consignes données, les scouts s'inscrivent, par cet acte, dans une désobéissance de taille qui les plonge de surcroît dans la clandestinité. Dès lors, comment cette jeunesse s'engage-t-elle dans cette nouvelle forme de résistance et comment y mobilise-t-elle le scoutisme dont elle ne se départit pas ?

### 1. L'apparition des maquis : le dilemme de la clandestinité et de la légalité

Le maquis n'est qu'un engagement résistant parmi d'autres ; si l'historiographie en a fait pendant un temps<sup>440</sup> un synonyme même du mot « Résistance », au point d'incarner la Résistance entière dans la mémoire collective<sup>441</sup>, il ne faut pas oublier qu'une multitude de moyens ont été utilisés par les réfractaires pour échapper à la réquisition pour l'Allemagne et par les résistants en général pour lutter contre l'Occupant.

#### a) S'engager dans les forces de l'ordre : une refusance légale mais ambiguë

Les réfractaires constituent la majorité des primo-maquis de l'hiver 1942-1943, mais seulement 5 à 25 % des réfractaires, selon les départements, deviennent maquisards<sup>442</sup>. Par ailleurs, être réfractaire n'est en effet pas l'unique solution face au refus du STO : pour quatre des individus du corpus étudié, on parle de « refusants », car ils se soustraient à la loi sans entrer dans la clandestinité<sup>443</sup>. C'est cependant une refusance ambiguë puisqu'entrer dans la police, c'est aussi accepter de se soumettre à l'autorité de Vichy – qui est d'autre part conscient que cet engouement pour les forces de l'ordre n'est pas étranger aux lois sur le travail obligatoire : en octobre 1943, l'inspecteur général en zone nord estime que plus de 30 % des élèves des écoles préparatoires de gendarmerie s'y sont inscrits pour échapper au travail obligatoire<sup>444</sup>.

Roger Réal, né en 1921, Georges Ducassou, et Bernard Malet-Debeune, nés en 1923, entrent dans ce but à l'école pratique des gardiens de la paix<sup>445</sup>. Les deux premiers se connaissent et sont

---

440 Stéphane Simonnet estime qu'en 2015 encore le maquis est synonyme de la Résistance en général : Simonnet Stéphane, *Maquis et maquisards : la Résistance en armes, 1942-1944*, Paris, Belin, 2015, p. 14

441 Alary Éric ; Vergez-Chaignon Bénédicte (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Paris, Larousse, 2011, p. 313

442 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 311

443 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 17-18. L'historien parle de refusants pour caractériser les individus et de refusants pour caractériser le phénomène.

444 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, *op. cit.*, p. 364

445 MNSME, Riaumont, fonds Georges Ducassou, Lettre de Jacques Dejoui, 18 août 1995, p. 2 ; fonds Bernard Malet-Debeune, Feuille de renseignements complétée, s.d., p. 1 ; fonds Roger Réal, Lettre de Jacques Dejoui, 18 août

amis, puisqu'ils sont tous les deux chefs au groupe 1<sup>e</sup> Montreuil : Georges Ducassou y est assistant puis chef de troupe entre 1941 et 1943 et y fonde un clan en 1943 où il est routier, tandis que Roger Réal, routier avec lui, devient chef du groupe. Ils entrent dans la police le 3 janvier 1944. Michel Creac'h, étudiant à Angers et chef de troupe à Carentec entre 1940 et 1944, suit un parcours similaire puisqu'il entre au corps urbain de police de Cholet pour échapper à la réquisition<sup>446</sup> – il est né en 1922. Pour se soustraire au STO, les quatre hommes font le choix de la police et ne rejettent donc pas l'autorité de Vichy, contrairement aux maquisards. Néanmoins, ils meurent tous les quatre en tant que résistants : Georges Ducassou, homologué comme membre des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), est exécuté par les Allemands en défendant la préfecture de police de Paris le 19 août<sup>447</sup> ; Roger Réal meurt six jours plus tard, tué par des soldats allemands alors qu'il effectuait une liaison pour un groupement de la 2<sup>e</sup> Division blindée (DB)<sup>448</sup>. Michel Creac'h est exécuté alors qu'il convoyait des munitions destinées aux FFI de la région, le 7 avril 1944<sup>449</sup>, tandis que Bernard Malet-Debeune meurt en combattant les Allemands, au sein de la 2<sup>e</sup> légion de gendarmerie, alors qu'il mène, en parallèle de son engagement dans la gendarmerie une activité résistante au sein d'un réseau de renseignements<sup>450</sup>. L'engagement résistant, qui intervient pendant l'engagement dans les forces de l'ordre ou après, témoigne que le refus de se détacher de la légalité et de l'obéissance à l'autorité établie – Vichy – n'est pas incompatible avec la lutte contre l'occupant.

### *b) Le maquis ou la contestation de l'ordre établi*

Le maquis n'est pas tant un choix qu'une opportunité : le jeune ne peut pas y avoir accès n'importe où – l'implantation des maquis dépend des conditions géographiques – et il doit pouvoir envisager d'y rentrer – connaître donc des amis, des frères, des collègues, des camarades scouts qui ont déjà fait ce choix et qui peuvent le guider – avant de franchir le pas. Une des difficultés liée aux sources étudiées réside également dans le fait que les lettres parvenant au Mémorial sont écrites plus de cinquante ans après les faits : les dates d'entrée ou les motivations ne sont parfois pas connues, ce qui laisse une large place aux hypothèses dans l'appréhension de ces basculements.

L'entrée en maquis n'est d'ailleurs pas toujours immédiatement consécutive à la réquisition.

---

1995, p. 2

446 MNSMF, Riaumont, fonds Michel Creac'h, Lettre de Jean Troussel, 18 décembre 1998, p. 1

447 Grason Daniel, « Georges Ducassou », cité dans Pennetier Claude ; Besse Jean-Pierre ; Pouty Thomas (dir.), *Les fusillés (1940-1944) : dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotins en France pendant l'Occupation [en ligne]*, Ivry-sur-Seine, éditions ouvrières, 2015, <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article176362>, consulté le 2 avril 2018

448 MNSMF, Riaumont, fonds Roger Réal, Lettre de Jacques Dejouy, 18 août 1995, p. 3

449 MNSMF, Riaumont, fonds Michel Creac'h, Lettre de Jean Troussel, 18 décembre 1998, p. 1

450 Engagement évoqué à partir de la p. 134

Les individus peuvent recevoir plusieurs convocations avant de se décider<sup>451</sup> et se cachent parfois quelques temps chez des proches ou à la campagne avant d'entrer dans un maquis. Les premiers maquis voient le jour durant l'hiver 1942 en zone sud – occupée depuis novembre – car elle offre davantage de grands massifs et la mainmise allemande est progressive, laissant onze départements montagnards aux troupes italiennes, moins regardantes. De surcroît, les cadres militaires de l'armée d'armistice, dissoute après l'invasion de la totalité du territoire, y demeurent et sont dès lors disponibles – quand ils sont acquis à la cause – pour organiser et diriger les maquis. Malgré la ligne de démarcation toujours effective, la zone sud semble attirer des réfractaires de zone nord<sup>452</sup>.

Pour autant, se soustraire au STO constitue une remise en cause de l'autorité établie à laquelle les membres des Scouts de France ne sont ni habitués ni préparés. Ils évoluent dans des unités à la hiérarchie bien définie et aux rôles établis : le chef de troupe a autorité sur le chef de patrouille, qui a autorité sur le second, *etc.* De surcroît, ils ont promis de respecter la loi scout prônant l'obéissance en général (article 7) et la fidélité aux différentes figures d'autorité (article 2<sup>453</sup>) : l'État, les parents, les chefs. La désobéissance n'est pas un choix anodin pour ces hommes et ces femmes, mais elle constitue une « obligation » patriote face à la réquisition – travailler pour l'ennemi est inacceptable. La réflexion est identique pour ceux qui, non concernés par le STO, intègrent maquis et réseaux résistants : lutter contre l'ennemi, de quelque manière que ce soit, reste un choix patriotique. La remise en cause du régime de Vichy suit la même logique : face à la collaboration de plus en plus claire du gouvernement avec l'occupant, ceux qui se montraient enthousiastes vis-à-vis de la Révolution nationale prennent leurs distances avec le régime.

Au moins 19 individus entrent dans un maquis entre l'hiver 1942 et le débarquement de Normandie<sup>454</sup> : des maquis connus car nombreux et fédérateurs sont représentés, tels que les maquis des Glières, de l'Ain ou du Vercors, mais également des maquis locaux constitués de quelques combattants, d'une à plusieurs dizaines, à l'instar des maquis du Montrond dans le Jura, de Cholet dans le Maine-et-Loire ou de Dina dans le Var. Nés entre 1910 et 1924 (avec une date de naissance moyenne en mars 1920<sup>455</sup>), dont 12 naissent après 1920, ces jeunes ont été routiers, voire scouts et louveteaux, et pour six d'entre eux ils exercent ou ont exercé des responsabilités dans le mouvement : Paul Bégou, Michel Creac'h et Édouard Anselme sont chefs des troupes qu'ils ont eux-mêmes fondées, respectivement à Dieulefit, à Carantec et à Caluire, Paul Gilbertas est chef de

---

451 Rappelons-nous Joel d'Auriac, qui avait répondu à la troisième convocation.

452 Montagnon Pierre, *Les maquis de la Libération : 1942-1944*, Paris, Pygmalion, 2000, p. 29-31

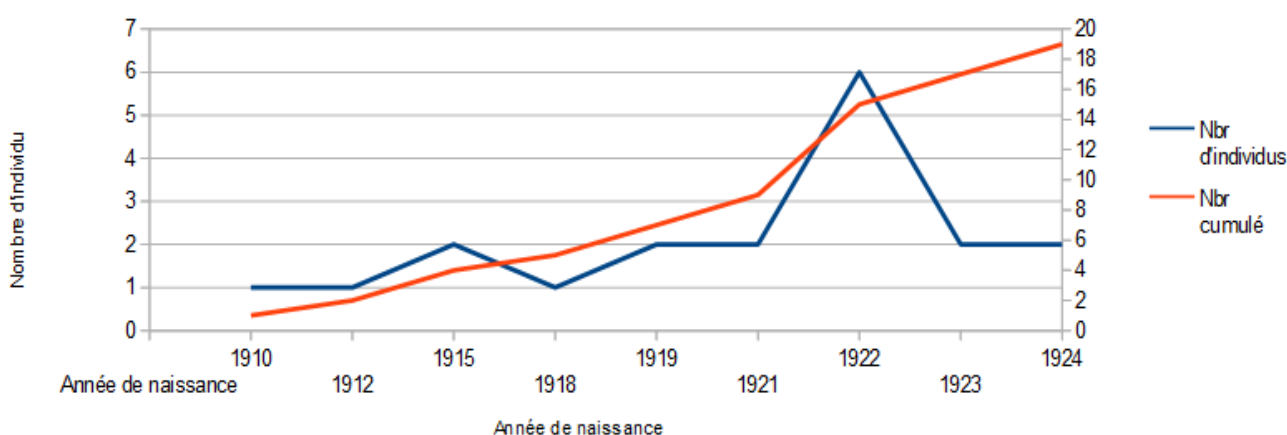
453 Loi scout en annexe, p. 216

454 Pour plus de lisibilité nous avons séparé le tableau 10 (10a et 10b) des 19 individus en deux dans la suite du chapitre. D'autres hommes sont peut-être entrés dans un maquis avant le débarquement, mais rien ne nous permet de le vérifier dans les sources.

455 Voir les tableaux ci-dessous, tableaux 10a et 10b, p. 125-126

troupe à Lyon (externat de la Trinité). Jacques Molé est chef de clan à partir de 1942 à Lyon, Étienne Albert est chef du clan de Cornimont qu'il a fondé en 1944, l'abbé Pierre Dufay est aumônier de clan à Belfort et Jean Foillard exerce des responsabilités locales, régionales puis nationales que l'on a déjà évoquées, entre 1934 et 1944. Enfin, parmi les 16 individus, deux sont des femmes : elles correspondent au même profil que leurs homologues masculins puisqu'elles sont nées en 1921 – pour Hélène Roederer – et 1922 – pour Agnès de Nanteuil – et exercent des responsabilités dans le mouvement également – Agnès est cheftaine de meute à la 2<sup>e</sup> Vannes –, à la différence près qu'elles ne sont pas concernées par le travail obligatoire. Leur engagement répond donc à d'autres motivations que celle d'échapper à la réquisition : patriotisme, encouragements extérieurs divers...

Entrées dans un maquis avant juin 1944 selon l'année de naissance



*Nombre d'individus et nombre cumulé entrés dans un maquis (avant juin 1944) selon l'année de naissance. On observe que l'année 1922 est la plus représentée au sein de l'effectif étudié, en raison des convocations pour le travail obligatoire qui visent particulièrement cette classe.*

### c) De la responsabilité scout à la responsabilité résistante ?

Responsabilisés par le scoutisme pour certains, ils ont en tout cas tous évolué dans une troupe, voire – pour une majorité – dans un clan routier et sont donc familiers de la pédagogie et des valeurs du mouvement<sup>456</sup>. Pour d'autres, ils ont également été aux Chantiers de la jeunesse – Paul de Saint-Léon, Jean Foillard et Jean Traversat – et y ont même parfois exercé des responsabilités. En ce sens, entrer au maquis et rejeter l'autorité de l'État – et de l'Église – sont un véritable acte de désobéissance pour ces individus. Pour Jean Traversat, la participation des Chantiers à la production

<sup>456</sup>Voir les tableaux ci-dessous, tableaux 10a et 10b, p. 125-126

industrielle allemande après l'invasion de la zone sud marque son entrée dans la Résistance<sup>457</sup> : travailler en Allemagne ou travailler pour l'Allemagne relèvent selon lui du pêché car les travailleurs savent en faveur de qui ils sont engagés<sup>458</sup>.

Les plus âgés des hommes entrés dans ces maquis avant le débarquement exercent souvent des responsabilités en leur sein. Pierre Dufay, Théodose Morel, André Baudinière et Jacques Lalande, nés entre 1910 et 1919, sont effectivement commandants dans leurs maquis respectifs. Il faut ajouter Jean Foillard, né en 1918, qui exerce des fonctions de lieutenant – donc de meneur d'hommes en termes militaires, ainsi que Henri Fromaget, né en 1919, également lieutenant dans son maquis. Tous les autres, hommes et femmes confondus, nés après 1920, remplissent des fonctions diverses d'agent de liaison – à l'exception notable de Jacques Molé, né en 1922, qui devient chef civil du secteur de Trièves dans le Vercors.

Ces hommes obtenant des responsabilités sont ceux qui ont prouvé, au sein de l'armée comme au sein du scoutisme, leurs aptitudes à diriger, à entraîner et à commander des hommes : cette expérience de commandement, tant militaire que scout, au service de l'encadrement des maquisards permet de transformer peu à peu les maquis en unités combattantes. Théodose Morel par exemple, plus connu sous le nom de Tom Morel, n'a pas exercé de responsabilités scoutistes autre que chef de patrouille – il était scout à la 1<sup>e</sup> Lyon, sous la responsabilité de son CP Henri Grouès, futur abbé Pierre<sup>459</sup> – mais est officier. Démobilisé de l'armée d'armistice en novembre 1942, il s'engage dans l'Armée Secrète, où lui est confiée la direction du maquis des Glières<sup>460</sup>. Jacques Lalande, au parcours similaire – saint-cyrien également et appartenant à l'armée d'armistice jusqu'à sa démobilisation –, est de surcroît chef de clan à Annecy entre 1940 et 1942, après avoir été louveteau, scout et routier dans le mouvement. Il reçoit au sein de l'Armée Secrète le commandement de la compagnie Lamotte, 4<sup>e</sup> compagnie des Glières<sup>461</sup>. Il est par ailleurs chargé de l'instruction des cadres du maquis, fonction importante puisqu'en formant les cadres il s'agit aussi de créer le maquis le plus résistant, combatif et organisé possible. André Baudinière, quant à lui, est démobilisé après l'armistice et fait détruire les munitions et le matériel. Il constitue un réseau de résistance avant l'invasion de la zone sud<sup>462</sup>. Au début de l'année 1944, à Civaux, il commence à constituer un maquis, composé de réfractaires. Il est à la fois chef de réseau et chef du maquis, sous le pseudo de Lagardère<sup>463</sup>.

---

457 Nous avons déjà évoqué ce tournant crucial dans son engagement résistant au chapitre 2, p. ...

458 MNSMF, Riaumont, Guichardan Roger, *Jean Traversat, op. cit.*, p. 129

459 MNSMF, Riaumont, fonds Théodose Morel, Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, p. 1

460 MNSMF, Riaumont, fonds Théodose Morel, Lettre de Yves Godard, 15 mars 1995, p. 2

461 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Lalande, Lettre de Jacques Seminel, 19 juin 1997, p. 1-2

462 Réseau évoqué précédemment, voir p. 77

463 MNSMF, Riaumont, fonds André Baudinière, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

Pierre Dufay et Jacques Molé ne sont pas militaires, mais ce sont peut-être les compétences de commandement acquises dans le scoutisme et leur ascendant qui leur ont fait accéder à des responsabilités élevées. Pierre Dufay, prêtre et aumônier de plusieurs unités scoutes à Belfort – dont le clan Guy de Larigaudie, qu'il mène collectivement à la résistance<sup>464</sup> – est donc chargé d'âmes de garçons de 12 à 25 ans. On a précédemment vu, dans le cas du STO, que le prêtre restait un conseiller et une figure majeure pour le jeune qui peut se confier à lui. On peut supposer qu'il en est de même lorsque le choix du maquis se pose. Ainsi, ce sont probablement le rôle d'aumônier et le ministère de prêtre de Pierre Dufay qui lui confèrent un ascendant et une capacité de direction suffisamment importants pour lui permettre de prendre le commandement du maquis de Belfort. Quant à Jacques Molé, il a été routier au clan Albert de Mun de Lyon, clan dont il devient le chef en 1942 ce qui lui fait acquérir des capacités de direction, de commandement et de meneur sur des jeunes adultes<sup>465</sup>.

Individu	Date naiss	Parcours scout (routiers et chefs) <sup>466</sup>			Maquis	
Theodose MOREL	01/08/15				Commandant	Glières
Jacques LALANDE	23/12/19	ROUTIER			Instruction des cadres	Glières
		CC	1940	1942	Commandant	
Jacques MOLE	01/04/22	ROUTIER			Chef civil du Trièves	Vercors
		CC	1942			
Jean FOILLARD	01/01/18	ROUTIER	1934	1936	Lieutenant	Vercors
		ACT	1934	1936		
		CT				
		CD				
		CN Route	1941	1944		
Pierre DUFAY	28/12/10	Aumônier			Chef militaire du département	Belfort
Andre BAUDINIÈRE	31/10/15				Chef de maquis	Civaux
Henri FROMAGET	16/02/19	ROUTIER			Lieutenant	Chanteuges

*Tableau 10a : Individus ayant responsabilité d'hommes dans un maquis par le prisme du parcours scout*

Le rôle d'agent de liaison reste le plus répandu. Poste à responsabilité puisqu'il s'agit de transmettre des renseignements, d'acheminer du matériel – armement, fonds, vivres –, de préparer et

464 Ce clan sera étudié au chapitre 4, p. 139

465 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Molé, Feuille de renseignements complétée, [1995?], p. 2

466 Nous faisons le choix de ne laisser apparaître que les responsabilités tenues dans le scoutisme ainsi que les passages au clan, la dernière unité de vie des scouts avant de sortir du mouvement, et âge auquel ils sont plus à même de prendre des décisions, des responsabilités et des engagements.

réceptionner des parachutages ou encore de diffuser journaux et tracts de propagande, les hommes et les femmes qui l'occupent n'ont néanmoins pas la charge d'hommes comme ceux qui assument les fonctions de commandement précédemment citées. Ils sont neuf, dont deux femmes, à occuper ces responsabilités. Jean Traversat effectue par exemple des liaisons pour le compte du Comité départemental de Libération<sup>467</sup> tandis que Jean Carré entretient des relations avec le Service national maquis, basé à Paris<sup>468</sup> et Jean Simon-Perret devient agent de liaison pour l'état-major FFI de la 1<sup>e</sup> Région, en appartenant au maquis du Vercors<sup>469</sup>.

Individu	Date naiss	Parcours scout (routiers et chefs) <sup>470</sup>			Maquis	
Paul BEGOU	14/11/22	CT			Agent de liaison	Champoléon
Max NONNON	23/02/23	ROUTIER			Agent de liaison	Montrond
Jean SIMON-PERRET	18/06/21	ROUTIER			Agent de liaison de l'État Major FFI 1 <sup>e</sup> Région	Vercors
Michel CREACH	14/07/22	CT	1940	1944	Transport de munitions	Cholet
Paul I. DE ST LEON	05/07/12	ROUTIER			Agent de liaison	Vercors
Jean CARRE	27/03/22	ROUTIER			Sabotages	Souille
					Approvisionnement en armes et vivres	
					Réception de parachutages	
Agnes B DE NANTEUIL (DE LA)	17/09/22	CM			Balisage terrain pour réception de matériel	Bretagne
Edouard ANSELME	04/01/24	ROUTIER			Parachutages	Ain
		CT				
Etienne ALBERT	04/08/24	ROUTIER	1940		Agent de liaison	Piquante-Pierre
		CC	1944		Agent de liaison	
Helene ROEDERER	05/06/21				Agent de liaison Paris/Lyon	Ain
					Aide aux parachutages	
Jean TRAVERSAT	28/03/23	ROUTIER	1940		Agent de liaison	Cluis
Paul GILBERTAS	10/03/22	ROUTIER	1940		Agent de liaison	Vercors

467 Guichardan Roger, *Jean Traversat : (Étienne Duché), scout-routier, un héros de la Résistance, op. cit.*, p. 142. Le comité départemental de libération est la structure de coordination de la résistance civile dans chaque département. Les comités sont sous l'égide des Mouvements unis de la Résistance (MUR).

468 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Carré, Lettre de Jeannine Carré, 6 février 1996, p. 1. Le service national maquis (SNM) est également mis en place par les MUR à partir d'avril 1943 afin d'orienter les individus désireux d'entrer dans les maquis alentours et de former les cadres. Sur le SNM, voir Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 301-303

469 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Simon-Perret, Michel Ravault, « Jean Simon Perret. Alias "Milou" à l'État-major "Bayard" », s.d., p. 2

470 Nous faisons le choix de ne laisser apparaître que les responsabilités tenues dans le scoutisme ainsi que les passages au clan, la dernière unité de vie des scouts avant de sortir du mouvement, et âge auquel ils prennent des décisions, des responsabilités et des engagements.

Individu	Date naiss	Parcours scout (routiers et chefs)			Maquis	
		CT				

Tableau 10b : Individus entrés dans un maquis sans responsabilité d'hommes

Si les responsabilités obtenues découlent pour certaines de responsabilités tenues par le passé dans le scoutisme, quel regard les Scouts de France et l'Église posent-ils sur les maquis ? Comment et par qui les engagements de ces jeunes dans la désobéissance sont-ils encouragés ?

## 2. Église divisée, des soutiens individuels et des réseaux d'encouragement

### a) L'Église de France divisée sur la question du maquis

De même que pour la question du travail obligatoire, la haute hiérarchie de l'Église est sceptique quant à l'apparition des maquis, qu'elle estime être une remise en cause de la souveraineté de l'État<sup>471</sup> ; le père Forestier, aumônier général des Scouts de France et des Chantiers, tient le même discours<sup>472</sup> et les jeunes eux-mêmes, pourtant premiers ciblés par les lois sur le travail obligatoire, peuvent se montrer méfiants vis-à-vis des maquisards, voire suspicieux. Bernard Morizot, requis en Allemagne, mentionne dans une lettre de février 1944 pour ses parents la présence de « terroristes » qui « n'attendent pas la fin de la guerre »<sup>473</sup> pour, selon lui, faire sombrer la France dans l'anarchie. Les maquis symbolisent à ses yeux une remise en cause de l'ordre établi et de l'autorité et il assimile les maquisards à des hommes dangereux et désorganisés qui souhaitent avant tout nuire à la France. Or, les maquis se forment justement dans le but de participer à la lutte contre l'Occupant et à la libération du territoire. L'avis de Bernard Morizot et de ses parents n'est certainement pas un cas isolé dans la population, notamment chez les catholiques : les maquis effraient par la radicalité de leur mode de vie<sup>474</sup> – clandestin et caché – et de leur mode d'action – le sabotage, la guérilla<sup>475</sup>.

Néanmoins, les maquis attirent des jeunes catholiques, des scouts et d'anciens jeunes des Chantiers de jeunesse, pourtant habitués aux discours du père Forestier – et pour ces jeunes hommes, il n'y a parfois pas de contradiction à entrer dans un maquis et à renouveler leur fidélité à

471 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 323

472 *Ibid.*, p. 75

473 Lettre du 24 février 1944 à ses parents, 1 p. dans Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 555

474 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 76

475 Encore faut-il que les maquis disposent d'armes.



Pétain<sup>476</sup>. Localement et individuellement, en parlant en leur nom propre et pas au nom de l'Église ou du mouvement, certains prêtres et aumôniers encouragent les jeunes qui leur sont confiés à rejoindre un maquis ou s'engagent eux-mêmes en leur sein, comme pour « montrer l'exemple »<sup>477</sup>.

Nous avons vu que l'abbé Henri Grouès préférerait, comme de nombreux prêtres, laisser aux jeunes venus le questionner la liberté de choisir entre le STO et le maquis. Pour autant, il dirige les réfractaires venus lui demander de l'aide vers le maquis de Malleval, qu'il avait lui-même fondé dans le Vercors<sup>478</sup>. L'abbé Dufay, aumônier du clan Guy de Larigaudie de Belfort, encourage collectivement ses routiers à rejoindre le maquis qu'il dirigeait, cas très particulier de résistance collective au sein du scoutisme qui sera plus longuement analysé en fin de chapitre<sup>479</sup>. L'aumônier scout de Jacques Molé, chef du clan lyonnais Albert de Mun depuis 1942, l'encourage à entrer au maquis du Vercors en juillet 1943 : là, il crée le clan Notre-Dame du Maquis afin d'attirer au maquis les routiers qui refuseraient de partir pour l'Allemagne ou qui souhaiteraient rejoindre la Résistance<sup>480</sup>. Néanmoins, rejoindre un maquis n'est pas toujours synonyme de défiance vis-à-vis de l'autorité : il n'y pas de contradiction chez certains maquisards à vivre dans la clandestinité tout en proclamant leur fidélité au maréchal Pétain jusqu'à la veille du débarquement de juin 1944. Si le vichysme – l'approbation de la politique de Vichy – s'effrite et est remis en cause, le maréchalisme – l'attachement à la figure de Pétain –, lui, perdure plus longtemps<sup>481</sup>.

En rejoignant les maquis, les jeunes chrétiens souhaiteraient par ailleurs avoir une aumônerie, comme c'est le cas dans l'armée régulière<sup>482</sup> ; des prêtres rejoignent parfois les maquis, en tant que combattants<sup>483</sup>, mais aucun ne peut s'instituer aumônier sans la permission de l'indispensable l'évêque pour célébrer une messe en dehors de son diocèse. Aucune aumônerie officielle ne voit le jour, toutefois le cardinal Suhard autorise les prêtres maquisards à donner les sacrements<sup>484</sup>.

Si l'engagement est donc à replacer dans ce contexte d'encouragements individuels de la part du clergé local, il doit être également replacé dans les réseaux de relations amicales, familiales et scouts dans lesquels ces jeunes évoluent.

---

476 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, 1996, p. 75

477 Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scoute pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Arnaud Baubérot ; Nathalie Duval, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, France, L'Harmattan, 2006, p. 157

478 Spina Raphaël, *Histoire du STO*, op. cit., p. 253-254

479 Voir p. 139

480 Comte Bernard, *L'honneur et la conscience : catholiques français en résistance (1940-1944)*, Paris, éditions de l'atelier, 1998, p. 173

481 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 76

482 *Ibid*, p. 379

483 Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945*, op. cit., p. 208-209

484 Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996, p. 381

## b) L'approbation parentale et les réseaux de relation : un tremplin vers l'engagement ?

On ne pourrait mesurer efficacement l'impact des relations amicales, familiales ou scoutées sur les choix, engagements et basculements, qu'en connaissant tous les liens de connaissance entre les individus ou leurs pensées – par le biais de leurs écrits intimes. Faute de pouvoir le faire, nous nous concentrons sur les quelques exemples que nous pouvons étudier au travers des sources. Si l'immense majorité des engagements ne sont pas collectifs – tout un groupe ou toute une unité scoutée par exemple –, l'engagement résistant n'en demeure pas moins une affaire de réseaux. L'approbation, voire la mobilisation de l'entourage sont souvent cruciales, comme dans le cas des frères Montel, qui ont décidé ensemble de rejoindre le maquis du Vercors, puis n'y arrivant pas, de quitter la France par l'Espagne pour s'engager dans l'Armée d'Afrique. Leur père, résistant du réseau Maurice<sup>485</sup>, approuve leur départ : on ne peut pas savoir s'ils seraient partis sans cet accord parental, toujours est-il que l'encouragement familial semble important. Joël d'Auriac avait également sollicité l'avis de son père en recevant sa convocation pour le STO ; la désapprobation de ce dernier quant à la possibilité d'intégrer un maquis avait certainement pesé dans son acceptation du travail obligatoire.

Paul Crouigneau, engagé au maquis du Mont-Mouchet en Auvergne<sup>486</sup>, avait rédigé le 2 juin 1944 une lettre annonçant son départ pour le maquis, avec son cousin Philippe Crouigneau : « C'est une mesure imposée par le devoir... J'aurais voulu, avant de partir, avoir votre permission, pour la forme, mais je sais que vous êtes certainement d'accord. »<sup>487</sup>. L'autorité parentale a en effet encore un impact relativement important sur des hommes à peine sortis de l'enfance<sup>488</sup> – âge où cette autorité s'exerce pleinement –, et c'est en ce sens que l'approbation parentale est souvent un facteur à prendre en compte dans l'engagement résistant. Michel Deshoullières par exemple souhaite rentrer dans un corps franc après le débarquement, mais il est très jeune – il n'a pas encore 18 ans – et ses parents veulent vérifier la valeur patriotique et morale de l'unité où il veut rentrer<sup>489</sup>. Il entre en août 1944 au sein du groupe Martial, commandé par un capitaine de 25 ans, chrétien et d'origine bretonne<sup>490</sup>. A l'inverse, François Garbit, qui avait rejoint l'Angleterre en 1940, l'a fait contre l'avis de ses parents, qui considéraient que quitter la France était une trahison et un acte anti-

---

485 MNSMF, Riaumont, fonds frères Montel, Amoretti Henri, *Lyon capitale : 1940-1944*, Paris, France, Éditions France-Empire, 1964, p. 201-203

486 Bien qu'ils s'engagèrent après le débarquement, et qu'ils soient donc étudiés dans le chapitre suivant, il convenait de parler de leur départ dans la suite de cette réflexion sur le poids de l'accord familial sur l'engagement.

487 MNSMF, Riaumont, fonds cousins Crouigneau, Signet funéraire de Paul Crouigneau, [1944?], p. 1

488 La majorité légale se situe alors à 21 ans.

489 MNSMF, Riaumont, C. B., *Michel, 1926-1944. Souvenirs*, 1948, p. 58

490 *Ibid.*, p. 58

patriotique<sup>491</sup>. L'âge de l'engagement est un facteur à prendre en compte bien sûr : lors de son départ, François Garbit est âgé de 30 ans, alors que les frères Montel comme les deux cousins Crouigneau sont âgés de 20 à 23 ans.

De la même manière, un engagement peut en encourager un autre : Alain Bourguine, entré en résistance en février 1943 à 21 ans au sein d'un réseau local d'Avranches, en Normandie, a peut-être été poussé à s'engager et à nouer des contacts avec la Résistance par son père, maire de Neufbourg et gaulliste, et par le départ de son frère André pour l'Angleterre en 1940<sup>492</sup>. C'est peut-être également l'entourage familial de Jean Traversat qui l'a encouragé à résister, tout d'abord par la distribution de journaux clandestins tels que *Les Cahiers du Témoignage Chrétien*, puis à s'engager dans un maquis : son père est un militant des MUR, du Noyautage des administrations publiques (NAP)<sup>493</sup> et héberge avec son épouse des Juifs fuyant les persécutions<sup>494</sup>. Agnès de Nanteuil fréquente par ailleurs la même organisation résistante – l'Armée Secrète – que sa sœur et participe à une filière d'évasion d'aviateurs anglais fondée par sa mère<sup>495</sup>, tandis qu'André Baudinière résiste avec son frère au sein du réseau qu'il a créé<sup>496</sup>.

L'entourage amical, notamment celui tissé au sein du scoutisme, tient également une place importante également. Les relations se nouent au sein des patrouilles et unités mais également à l'échelle du groupe : des liens existent entre les jeunes, les chefs et les aumôniers et dépassent le cadre de la troupe ou du clan. On peut ainsi remarquer qu'au sein du clan des apôtres (11<sup>e</sup> Lyon) se sont côtoyés Louis Payen, Édouard Garcin, Georges Montel et François Gindre au moins l'année 1941<sup>497</sup>, année après laquelle chacun s'est engagé dans la Résistance par des voies différentes. Un engagement peut en encourager un autre, comme cela a pu être le cas de Roger Réal et Georges Ducassou qui, chefs au sein du même groupe et routiers au sein du même clan, se sont engagés ensemble dans la police pour échapper au STO. Cependant, tout comportement résistant ne provoque pas d'engagements résistants similaires : l'abbé Bernard Ferrand, aumônier de l'école Saint-Joseph d'Avallon, était chef du secteur de l'Yonne pour le réseau Alliance<sup>498</sup>, ce qui n'a pas dissuadé Bernard Morizot, avec qui il entretenait une relation de confiance, de répondre favorablement à sa réquisition pour le travail obligatoire.

---

491 MNSMF, Riaumont, fonds François Garbit, Lettre de Colette de Segovia, 8 novembre 2000, p. 3

492 MNSMF, Riaumont, fonds Alain Bourguine, Lettre de Léon Bourguine, novembre 1996, p. 1

493 Organisation résistante cherchant à infiltrer les administrations de l'Etat français. L'organisation est lancée à partir de 1942, mais le NAP ne se développe réellement qu'à partir de la fusion des trois grands mouvements résistants de la zone sud au début de l'année 1943 ; l'organisation s'étend ensuite en zone occupée. Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 276

494 Guichardan Roger, *Jean Traversat : op. cit.*, p. 100

495 MNSMF, Riaumont, fonds Agnès de la Barre de Nanteuil, Lettre de Marc de Coligny, 17 novembre 2001, p. 1

496 MNSMF, Riaumont, fonds André Baudinière, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

497 MNSMF, Riaumont, fonds François Gindre, Photographie en sépia du clan, juillet 1941, 18x13

498 Bernard Ferrand est déporté en septembre 1943 pour ses activités résistantes; voir Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, op. cit.*, tome I, p. 553

Le maquis est, on l'a dit, une forme d'engagement résistant parmi d'autres : la Résistance intérieure se développe sous d'autres formes et les réseaux et mouvements de résistance se gonflent de ceux qui rejettent l'Occupant voire Vichy à partir de novembre 1942 – les Scouts de France ne font pas exception à la règle.

## **II. Une Résistance intérieure qui s'étoffe de façon majoritairement individuelle**

Le basculement de novembre 1942 provoque à la fois une augmentation des effectifs des réseaux existants depuis 1940 et l'apparition de nouveaux réseaux. La Résistance est de plus en plus envisageable et envisagée : chez les scouts, l'engagement demeure toutefois massivement individuel et l'exemple d'un engagement collectif constitué met en lumière l'individualité du reste des entrées en résistance.

### **1. La diversité des réseaux de Résistance intérieure**

Des réseaux créés par des militaires démobilisés de l'armée d'armistice aux réseaux d'action armée, la jeunesse scoutée étudiée s'insère dans une Résistance qui davantage de place à l'action armée<sup>499</sup>.

#### *a) De l'armée d'armistice à la résistance : d'un engagement militaire à un autre ?*

Parmi les individus étudiés, 20 hommes<sup>500</sup> font encore partie de l'armée d'armistice en novembre 1942 et sont de fait démobilisés après l'invasion de la zone sud. Si l'armée d'armistice représentait souvent pour ces hommes un espoir de reprendre les combats et une façon de servir la France par les armes – mais à nouveau de quelle France parle-t-on ? –, être démobilisé signifie la fin de cet espoir. Désormais confrontés à l'Occupation, et peut-être confortés par le débarquement allié en Afrique du Nord, ils sont plusieurs à s'engager, immédiatement après novembre 1942 ou dans l'année qui suit, dans la Résistance.

Certains militaires démobilisés s'organisent donc pour résister à l'occupant et c'est dans ce but que l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) est créée en janvier 1943<sup>501</sup>. Le père Marcel Kerbrat, aumônier du district de Cornouailles et de la 1<sup>e</sup> Quimper, est un membre actif de la section de Lesneven – c'est probablement en tant qu'ancien militaire de la grande Guerre, membre de

---

499 Plusieurs tableaux récapitulatifs (11a, 11b, 11c, 11d) jalonnent le chapitre, p. 133-138

500 Voir tableau-annexe n° 6, p. 221

501 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 278-280

l'Union nationale des combattants et mobilisé en 1939<sup>502</sup>, qu'il s'y engage. L'ORA se développe rapidement en zone sud grâce aux cadres de l'armée d'armistice et à l'armement qu'ils ont parfois dissimulé au lieu de le remettre à l'Occupant. D'abord ralliée au général Giraud, l'organisation reconnaît ensuite le général de Gaulle lorsqu'elle fusionne en février 1944 avec l'Armée Secrète (AS) et les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) pour former les FFI. L'abbé Kerbrat fait également partie de l'OCM, dont le but est de fournir, à l'instar de l'ORA, une force d'opposition paramilitaire à l'occupation et un appuis pour l'offensive alliée. L'abbé d'Inville, membre de l'organisation depuis 1941, poursuit ses activités résistantes en son sein : lui qui pratiquait le renseignement et l'évasion, il participe, à partir de la fin de l'année 1942, à réceptionner des armes parachutées et à cacher des réfractaires au STO<sup>503</sup>. Il est arrêté le 13 décembre 1943, torturé et interné au camp de Royallieu ; déporté au camp de Wieda en Basse-Saxe en janvier 1944, il y meurt le 31 janvier 1945<sup>504</sup>.

Le groupe Truguet, qu'Alain Bourguine rejoint en février 1943, se charge également de recruter les militaires de la Manche et de la côte atlantique nord qui s'opposent à l'invasion de la zone sud et chez qui le débarquement en Afrique du Nord motive l'envie de s'engager et de reprendre les combats. Réfractaire au STO, Bourguine est arrêté le 8 décembre 1943 alors qu'il souhaite passer la frontière espagnole<sup>505</sup>.

Le choix de l'Armée Secrète (AS) peut également motiver certains anciens militaires. Cette structure de combat est formée en septembre 1942 par le regroupement des formations paramilitaires des trois plus importants mouvements de la résistance gaulliste de zone sud : Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur<sup>506</sup>. Ces trois mouvements souhaitaient en effet coordonner les unités militaires dont ils disposent afin d'être plus efficaces. Le général Charles Delestraint, gaulliste, anti-vichyste et extérieur aux trois mouvements, est nommé par Jean Moulin pour prendre la direction de cette Armée Secrète et sa prise de commandement commence le 11 novembre 1942. La ligne de démarcation, toujours effective, ne l'empêche pas de contacter les mouvements majeurs de zone nord – OCM, Libération-Nord, Ceux de la Libération, le Front National – afin de leur faire rejoindre l'AS. Démobilisés, Jacques Lalande, et Tom Morel rejoignent ainsi l'AS : Lalande devient instructeur de cadres et chef du secteur de Bonneville en octobre 1943 tandis que Morel prend la responsabilité du maquis des Glières. Également militaire, Pierre Marchal avait rejoint l'Angleterre en 1940 : il est délégué par Delestraint et parachuté plusieurs fois à Paris dans le cadre des prises de

---

502 MNSMF, Riaumont, fonds Marcel Kerbrat, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

503 MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 6

504 Gmeline (de) Patrick, *Amyot d'Inville : quatre frères pour la France*, Evreux, Hérissé, 2004, p. 201

505 MNSMF, Riaumont, fonds Alain Bourguine, Lettre de Léon Bourguine, novembre 1996, p. 2

506 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 222-223

contact avec les mouvements de zone nord<sup>507</sup>. Dénoncé par sa logeuse en 1943 et livré à la Gestapo, il se suicide par empoisonnement pour échapper à la torture et éviter de parler, le 23 septembre 1943. Jean Simon-Perret, et Jean Riquet<sup>508</sup>. nés respectivement en 1921 et 1922, entrent à l'AS au sein de la région RA : Jean Simon-Perret rejoint ensuite le maquis du Vercors et devient agent de liaison dans l'état-major des FFI de la 1<sup>e</sup> Région<sup>509</sup>. Agnès de Nanteuil quant à elle, est déjà active dans divers réseaux<sup>510</sup> mais travaille aussi pour le deuxième Bureau d'état-major départemental de l'AS. Elle participe également à la fabrication de faux papiers pour les réfractaires à Redon, Questembert, Paris et Malestroit<sup>511</sup>.

Après un séjour en zone nord pour rallier les principaux mouvements à l'AS, Delestraint regagne la zone sud en janvier 1943 et participe à la création des MUR. À Limoges, Jean Traversat, qui a alors presque 20 ans, participe à leur formation dans le département de l'Indre : à partir de décembre 1942, il assiste Robert Jallet, secrétaire des MUR, et effectue des liaisons entre l'échelle régionale et l'échelle départementale<sup>512</sup>.

Individu	Date naiss.	Réseau, mouvement et lieu d'engagement		
Jacques LALANDE	23/12/19	Mouvement	AS	Bonneville
Theodose MOREL	01/08/15	Réseau	AS	
Jean SIMON-PERRET	18/06/21	Mouvement	AS	R1
Pierre MARCHAL	22/03/02	Mouvement	AS	
Jean RIQUET	24/11/22	Réseau	AS	R1
Alain BOURGINE	12/02/22	Réseau	Truguet	1943
Marcel KERBRAT	21/11/94	Organisation	ORA	Lesneven
	21/11/94	Mouvement	OCM	
Gerald A. D'INVILLE	15/09/10	Mouvement	OCM	
Jean TRAVERSAT	28/03/23	Organisation	MUR	décembre 1942, Indre
	28/03/23	Mouvement	AS	Hiver 42-43 Limoges

Tableau 11a : Engagement dans un réseau attirant des militaires

La carrière militaire est un facteur d'engagement dans l'AS mais il n'est pas le seul, puisque des civils, en âge d'être requis pour le STO ou souhaitant venir en aide aux réfractaires, s'engagent

507MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Marchal, Lettre de Gilbert Baye, 22 août 1996, p. 1

508MNSMF, Riaumont, fonds Jean Riquet, Lettre de André Jullien à André Leroy, 17 avril 1996, p. 2

509MNSMF, Riaumont, fonds Jean Simon-Perret, Michel Ravault, « Jean Simon Perret. Alias "Milou" à l'État-major "Bayard" », s.d., p. 1

510L'engagement résistance d'Agnès de Nanteuil a été évoqué au chapitre 1, p. 77

511MNSMF, Riaumont, fonds Agnès de Nanteuil, Lettre de Marc de Coligny, 17 novembre 2001, p. 3

512Comte Bernard, *L'honneur et la conscience : catholiques français en résistance (1940-1944)*, Paris, éditions de l'atelier, 1998, p. 172

dans l'organisation. Plus généralement, la dissolution de l'armée d'armistice n'est qu'un facteur parmi d'autres pour expliquer les engagements résistants des mois suivant novembre 1942. Le contact quotidien avec l'occupant, la soumission du régime de Vichy aux Allemands et l'application de lois telles que le STO sont autant d'autres facteurs d'entrée en résistance. Pour les militaires comme pour les civils, l'engagement a pour but de lutter contre l'occupant et de préparer la libération du territoire de l'intérieur – par la Résistance – et de l'extérieur – par les Alliés.

b) Renseignements, évasions de civils, presse : des réseaux encore loin de l'action armée ?

Tout d'abord, malgré une organisation qui s'étoffe, la Résistance intérieure française est également dotée de réseaux implantés en France à l'initiative de la section française du *Service Operation Executive* (SOE)<sup>513</sup>. Trois hommes, âgés de 14 à 19 ans au moment de l'invasion de la zone sud, sont ainsi engagés au sein des réseaux Buckmaster<sup>514</sup> : Bernard Malet-Debeune, né en 1923, est agent de liaison au sous-réseau Sylverstre-Farmer<sup>515</sup>, qu'il a rejoint entre sa création en novembre 1942 et l'arrestation de son chef, Michael Trotobas, en novembre 1943<sup>516</sup>. Il est en charge de la collecte d'informations et collabore directement avec Trotobas. Yves Goussard, quant à lui, est né en Martinique en 1928. Arrivé en métropole à l'âge de 10 ans, il évolue dans le scoutisme à Villemomble avant de devenir agent de liaison dans un groupe de résistance local, le groupe Hildevert<sup>517</sup> – un noyau de résistants au nord-est de Paris – et de rejoindre, avec ses camarades résistants et son chef de réseau, le réseau Armand-Spiritualist<sup>518</sup>, créé en février 1944 par deux membres de la section française du SOE. Enfin, Henri d'Ivernois, né en 1926, est chef de protocole à l'usine Schneider du Creusot et commandant au sein du « réseau Buckmaster » – il semblerait qu'un sous-réseau soit implanté au Creusot, mais on ignore son nom<sup>519</sup>. Le jeune homme est arrêté avec d'autres membres du réseau le 21 mars 1944 par la *Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst* (Sipo-SD), la police de sûreté et service de renseignement de la SS, puis déporté<sup>520</sup>. Seul Bernard Malet-Debeune a l'âge d'être requis pour l'Allemagne. Pourtant, ils s'engagent tous les trois dans la Résistance, peut-être motivés individuellement par des amis ou des camarades scouts – ce que nous

---

513Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013, p. 155-156

514 Chef de la section française du SOE.

515Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013, p. 151-152

516 MNSMF, Riaumont, fonds Bernard Malet-Debeune, Feuille de renseignements complétée, s.d., p. 1

517 MNSMF, Riaumont, fonds Yves Goussard, *Antilla*, « Yves Goussard : le lycéen Résistant. L'engagement – Le combat », n° 1150, 6 juillet 2005, p. 22-24

518 *Ibid.*, p. 22-24

519 MNSMF, Riaumont, fonds Henri d'Ivernois, Feuille de renseignements complétée, [1995?], p. 1. Aucune trace de noms de sous-réseaux dans les annexes du dictionnaire de Leroux Bruno ; Levisse-Touzé Christine (dir.) *Dictionnaire historique de la Résistance*, op. cit., 2006

520MNSMF, Riaumont, fonds Henri d'Ivernois, Feuille de renseignements complétée, [1995?], p. 1

ne pouvons que supposer.

Individu	Date naiss.	Réseau et lieu d'engagement	
		Réseau	Lieu
Bernard MALET DEBEUNE	08/07/23	Réseau	Farmer
Yves GOUSSARD	02/01/28	Réseau	Hildevert
	02/01/28	Réseau	Buckmaster (ss réseau Armand-Spiritualist)
Henri IVERNOIS (D')	24/04/26	Réseau	Buckmaster

Tableau 11b : Engagements auprès dans des réseaux affiliés au SOE

D'autres réseaux, qui ne dépendent pas d'une initiative alliée, se créent également en France – les structures existantes font ainsi face aux engagements en hausse à partir de novembre 1942, et de nouvelles structures voient également le jour. C'est le cas du réseau Maurice, fondé en février 1943 pour permettre l'évasion de militaires français et polonais et d'aviateurs alliés hors de France<sup>521</sup>. André Montel en fait partie avant de tenter de passer en Espagne, ainsi que Hélène Roederer, qui collecte et transmet des renseignements acheminés vers le BCRA en tant qu'agent de liaison<sup>522</sup>. Yves Loison, après sa démobilisation, s'engage également dans un réseau d'évasion local et est ainsi en contact avec Paul Marchal, qu'il connaissait en tant que chef de clan au Mans – Loison, de huit ans son cadet, était alors à la troupe marine du Mans<sup>523</sup>. Est-il entré dans le réseau influencé par Marchal ou l'a-t-il retrouvé par hasard ? La question reste ouverte. Charles Baty, quant à lui, démobilisé du 27<sup>e</sup> bataillon des chasseurs alpins (BCA), est mis en relation avec un réseau de résistance en 1943 et est recruté par les firmes Laminoires et Tréfilerie de Paris pour installer des services d'écoute au champ de tir de Chambaran, dans la Haute-Loire. Chargé de fournir des plans d'installation, il est dénoncé, arrêté par les Allemands et condamné à mort pour espionnage<sup>524</sup>. Georges Mauffait, qui regagne Audruicq en décembre 1942 après une période aux Chantiers de la jeunesse, devient de son côté membre d'un réseau effectuant des sauvetages d'aviateurs anglais, en même temps qu'il devient assistant à la troupe scout de la ville<sup>525</sup> : l'engagement scout ne semble pas incompatible avec l'engagement résistant. Il en est de même pour Louis Payen, qui s'engage au réseau Alliance, implanté en zone sud depuis 1940 – le réseau s'étend après novembre 1942 aux

521Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 284-285

522MNSMF, Riaumont, fonds Hélène Roederer, Jean Bouvier, « Celle qui croyait au ciel ; celui qui n'y croyait pas », 12 février 1986, p. 1-2

523MNSMF, Riaumont, fonds Yves Loison, Lettre de Kathleen Crenshaw-Marchal, 3 mars 1996, p. 2

524Pennetier Claude, Leneveu Delphine, « Charles Baty », cité dans Pennetier Claude ; Besse Jean-Pierre ; Pouty Thomas (dir.), *Les fusillés (1940-1944) : dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotins en France pendant l'Occupation [en ligne]*, Ivry-sur-Seine, éditions ouvrières, 2015, <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article176362>, consulté le 5 février 2018

525MNSMF, Riaumont, fonds Georges Mauffait, Discours prononcé par M. Lacoche [retranscrit], commandant des FFI, aux obsèques de Georges Mauffait, 29 septembre 1944, p. 1



zones occupée et interdite<sup>526</sup>. Louveteau en 1932, scout en 1934 puis routier à partir de 1939 au clan des apôtres de Lyon, le jeune homme est chef de troupe jusqu'en 1943<sup>527</sup>, alors que la ville est occupée par les Allemands et que le scoutisme y est par conséquent interdit. Dès l'été 1940 déjà, avec des camarades de classe qui préparent avec lui le concours de l'école Saint-Cyr, il participe à des transports et des dissimulations d'armes au sein du groupe Combat qu'il quitte rapidement sans que l'on sache pourquoi<sup>528</sup>. En février 1943, il rejoint le réseau Alliance en tant que membre de l'équipe de sécurité pour protéger les actions du réseau. Il participe également à la réception de parachutages d'armes dans la Loire, l'Ain et l'Isère et à des transports de fonds. C'est durant un des transports qu'il est arrêté par la Sipo-SD<sup>529</sup> le 11 juin 1943 et emprisonné. L'engagement coïncide ici avec les lois sur le travail obligatoire : nés entre 1921 et 1922, Montel, Loison, Baty, Mauffait et Payen sont directement concernés par les départs en Allemagne, et leur engagement fait – entre autres – écho au fait qu'ils sont réfractaires au STO. Hélène Roederer, en tant que femme, n'est pas concernée par le travail obligatoire – son engagement résistant peut-être motivé, à l'instar de Agnès de Nanteuil, par des relations amicales ou familiales, par patriotisme, refus de l'Occupation ou encore oppositions aux lois de Vichy.

Individu	Date naiss.	Réseaux, lieu et date d'engagement		
		Réseau		
Paul MARCHAL	22/09/13	Réseau	Evasion-Vervol	Mans
Yves LOISON	14/03/21	Réseau	Evasion Vervol	Mans
Claude LERUDE (a fait chantiers)	02/06/20	Réseau	Vengeance	octobre 1942, Gien
Helene ROEDERER	05/06/21	Réseau	Alibi-Maurice	Lyon
Louis PAYEN	04/09/22	Réseau	Alliance	Février-juin 1943, Loire, Ain, Isère
Agnes B. DE NANTEUIL (DE LA)	17/09/22	Réseau	Libération-Nord	1942, Bretagne
	17/09/22	Mouvement	AS	1942
Andre MONTEL (a fait chantiers)	15/09/21	Réseau	Maurice	
Charles BATY	26/10/21	Réseau		
Georges MAUFFAIT (a fait chantiers)	17/02/21	Mouvement	Libération	Déc. 42 – sept. 44, Audruicq

Tableau 11c : Engagement selon la date de naissance dans un mouvement de résistance intérieure

526Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 126-129

527Ponnayvois Jean-Louis ; Thébaud Michel, « Louis Payen », cité dans Penetier Claude ; Besse Jean-Pierre ; Pouty Thomas (dir.), *Les fusillés (1940-1944) : dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotins en France pendant l'Occupation [en ligne]*, Ivry-sur-Seine, éditions ouvrières, 2015, <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article176362>, consulté le 2 avril 2018

528MNSMF, Riaumont, fonds Louis Payen, Lettre de Jacques Gindre, 8 janvier 1997, p. 1

529Abréviation de l'allemand *Sicherheitspolizei*, « Police de sûreté »

On retrouve un cas similaire chez Claude Lerude, né en 1920 et donc en âge d'être requis. Scout et routier à la 2<sup>e</sup> Orléans, puis assistant et chef de troupe, il a expérimenté le rôle de meneur d'hommes au sein du scoutisme mais également au sein des Chantiers de la jeunesse. En février 1943, il rejoint le réseau de renseignements et d'évasion Turma-Vengeance, créé en décembre 1940<sup>530</sup>. Le réseau se dote d'un secteur « action », et c'est au sein de celui-ci que Lerude devient responsable du recrutement et de la formation des cadres des corps francs de la 2<sup>e</sup> région, c'est-à-dire de cinq départements<sup>531</sup>. À nouveau, l'âge de la réquisition coïncide avec l'entrée dans la Résistance pour ces individus : cependant, peut-on parler d'une Résistance particulièrement jeune ?

### c) Une résistance spécifiquement jeune ?

Le STO participe à un rajeunissement évident de la résistance intérieure, mais il n'est pas le seul facteur à jouer sur la surreprésentation des jeunes<sup>532</sup> : disponibilité, désir de liberté, sens de l'absolu, attractivité faible ou déclinante du régime de Vichy ou des Chantiers... Dans le cas de la population scoute étudiée, le dernier facteur facteurs ne semble pas entrer en compte. Pour autant, on ne peut pas parler d'une Résistance spécifiquement jeune, puisque le recrutement est bien plus large que les seuls jeunes gens concernés par le travail obligatoire. Les mouvements ne développent pas d'organisations de jeunes spécifiques en parallèle, sauf du côté de l'OCM<sup>533</sup> : c'est au sein de l'Organisation civile et militaire de la jeunesse (OCMJ) que François d'Humières, né en 1922, scout puis chef de troupe jusqu'en 1942 à la 1<sup>e</sup> Paris, participe à des activités de propagande – par le biais de la publication du journal clandestin *L'Avenir* –, à des sabotages et à des entraînements de tir à partir de décembre 1942<sup>534</sup>. A la fin de l'année 1943, l'OCMJ fusionne avec les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP)<sup>535</sup>, qui regroupent elles-mêmes plusieurs branches de mouvements de résistance spécifiquement dédiées à la jeunesse. Amédée Para, né en 1926, scout, routier puis chef à la 2<sup>e</sup> Gap, entre en résistance à partir de 1942, vraisemblablement après l'invasion de la zone sud : confection de plans et de photographies, distribution de tracts et de journaux clandestins – dont les *Cahiers du Témoignage Chrétien* –, récupération d'armes italiennes, vols de revolvers allemands dans les salons de coiffure et les cafés<sup>536</sup>. Il devient responsable des FUJP à Gap à partir d'octobre

---

530 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 244

531 MNSMF, Riaumont, fonds Claude Lerude, Lettre de René Alexis, 26 février 1996, p. 2

532 Spina Raphaël, *Histoire du STO, op. cit.*, p. 306

533 *Ibid.*, p. 306

534 MNSMF, Riaumont, fonds François d'Humières, Lettre de Élie d'Humières, s.d., p. 1

535 Spina Raphaël, *Histoire du STO, op. cit.*, p. 306

536 MNSMF, Riaumont, fonds Amédée Para, Richard Duchamblo, « Les Scouts de France (Groupe 2<sup>e</sup> Gap) », *Maquisards et Gestapo*, Gap, Éd. des Hautes-Alpes, 1945, tome 1 [quatrième cahier], p. 51-59

1943 et effectue des liaisons pour le maquis du Champsaur, qu'il rejoint le 15 juillet 1944. La distribution de presse clandestine concerne aussi Guy Rigollot, qui diffuse, avec un groupe d'étudiants de Dijon les *Cahiers* également<sup>537</sup>. Agé de 20 ans en 1943, le jeune homme s'engage au sein d'un groupe où il ne côtoie peut-être que des jeunes de son âge.

Individu	Date naiss.		Résistance	
François HUMIERES (D')	11/04/22	Réseau	OCMJ	
Amedee PARA	26/05/26	Organisation	FUJP	à Gap
Guy RIGOLLOT	13/05/23	Mouvement		1942, Dijon

Tableau 11d : Individus dans un engagement « typiquement » jeune

Pour autant, peut-on parler d'une résistance spécifiquement jeune dans le cas du scoutisme ? Que ce soit au sein de la population résistante dans son ensemble comme au sein de la population étudiée ici, on ne peut parler de résistance jeune dans le sens où la majorité des individus étudiés s'insèrent dans un tissu de réseaux, d'organisation et de moyens de résister communs à tous les âges. De la même manière, on ne peut pas parler d'une résistance spécifiquement catholique – sauf peut-être dans la nature des publications distribuées telles que *Témoignage Chrétien* – ou spécifiquement scout. Par ses techniques, ses réseaux et ses valeurs, le scoutisme peut être mis au service de la Résistance, mais il ne constitue pas un moyen à proprement parler de résister – sauf éventuellement dans les camps de prisonniers de guerre, au sein des travailleurs en Allemagne et sous l'Occupation, mais parle-t-on plutôt de défiance ou de résistance ?

D'autre part, ces engagements demeurent individuels – aucun appel collectif à la résistance au sein du scoutisme ou de l'Église n'encourage les jeunes à résister. Les motivations peuvent être multiples et dépassent la réquisition pour le travail obligatoire, mais elles ne résultent pas d'un encouragement massif provenant d'une institution de référence aux yeux de ces individus. Un seul exemple d'engagement collectif, c'est-à-dire de toute une unité scout, motivée par l'entrée en résistance et les incitations à le rejoindre de l'aumônier, s'observe dans le corpus étudié : le clan routier belfortain Guy de Larigaudie, qui demeure l'un des seuls exemples de résistance collective chez Scouts de France durant la Seconde Guerre mondiale.

### 3. Un engagement collectif quasi-unique : les routiers de Belfort

Le clan Guy de Larigaudie regroupe une trentaine de routiers<sup>538</sup>, dont 12 sont tués au cours

537 MNSMF, Riaumont, fonds Guy Rigollot, Feuille de renseignements complétée, 1995, p. 2

538 Tous n'appartiennent pas au clan dès sa fondation et tous n'ont pas l'âge requis – 17 ans – pour être routier dès 1940.

de la Seconde Guerre mondiale dans des opérations de résistance, ainsi que leur aumônier ; compte tenu de la spécificité des archives, ce sont ces hommes que nous étudions. Nés entre 1914 et 1925, ils sont majoritairement originaires de Belfort et de ses alentours et meurent entre le 26 novembre 1943 et le 30 mai 1945 en déportation, exécutés par les Allemands ou dans les combats de la Libération.

#### a) Qui sont-ils ?

Ce clan, qui fait partie du groupe scout 3<sup>e</sup> Belfort, regroupe des jeunes garçons âgés de plus de 17 ans<sup>539</sup>. Le scoutisme s'est implanté à Belfort en 1930 lors de la fondation de la troupe 1<sup>e</sup> Belfort à la paroisse Notre-Dame. Avant le début de la guerre, le scoutisme est bien représenté sur tout le Territoire, comptant quatre groupes en ville et plusieurs unités dans la plupart des localités environnantes<sup>540</sup>. En 1940, le scoutisme interdit et devient de fait clandestin : avant que le clan ne se forme, des jeunes venant de quitter la troupe organisent un camp dans les Vosges durant l'hiver 1941-1942. Après cela, un véritable clan se forme, sous l'impulsion de Pierre Leroy notamment : une douzaine de routiers y participent. En août 1942, l'abbé Pierre Dufay, aumônier du lycée de garçons de la ville, devient également l'aumônier de ce clan naissant<sup>541</sup> qui prend le nom de Guy de Larigaudie, en hommage au routier, chef et explorateur mort au combat en mai 1940 et réputé dans le mouvement pour ses récits d'exploration et ses écrits sur la pédagogie scout<sup>542</sup>. L'abbé Dufay, officier pendant la campagne de 1940 puis démobilisé, est un entraîneur d'hommes, à la fois par son rôle de prêtre et son grade d'officier : en devenant aumônier de clan, il renforce son rôle de formateur et de directeur d'hommes, de chrétiens, de jeunes.

Parmi les routiers, on retrouve aussi des chefs, désireux de poursuivre le scoutisme en tant que jeunes et pas seulement comme responsables : Pierre Dupont est chef de troupe à la 2<sup>e</sup> Belfort, Pierre Kammerlocher à la 4<sup>e</sup> Belfort et assistant au clan et Charles Clavey a été chef de troupe à la 3<sup>e</sup> Belfort avant d'être commissaire du district de Belfort entre 1938 et 1939. Enfin, Pierre Kammerlocher a effectué un temps aux Chantiers de la jeunesse – ce qui implique qu'il ait séjourné en zone sud à un moment de la guerre – après avoir été démobilisé après l'armistice. A nouveau, les Chantiers ne semblent pas empêcher la Résistance ni être en contradiction avec elle ; tout au plus, ils agiraient dans ce cas comme un retardateur de l'entrée en résistance, mais rien ne nous permet de le vérifier.

---

539 Le clan est la dernière branche des Scouts de France.

540 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, *Service des publics et service éducatif des Musées de Belfort*, « Belfort 1940-1945 », s.d., p. 4

541 *Ibid.*, p. 4

542 Certaines de ses œuvres sont citées au chapitre 2, p. 66

Individu	Date naiss.	Lieu naiss.		Parcours et/ou responsabilités scoutés			
Pierre DUFAY	28/12/10	Besançon	Doubs	Aumônier			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
				Aumônier			Belfort (2 <sup>e</sup> )
Pierre DUPONT	26/01/25	Belfort	TB	CT			Belfort (2 <sup>e</sup> )
				ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Charles CLAVEY	02/10/14	Rives	Isere	CT			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
				CD	1938	1939	District (Belfort)
				ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Pierre KAMMERLOCHER	28/06/19	Belfort	TB	CT			Belfort (4 <sup>e</sup> )
				ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Bernard BRAUN	07/05/25	Giromagny	TB	ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Jean MILLET	26/05/24	Danjoutin	TB	ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Claude HARTWEG	23/03/21	Belfort	TB	ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Maurice BRENEZ	03/10/24	Belfort	TB	ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Maurice JEUNOT				ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Yves HENNIN				ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Salvador SERENA	26/04/23	Belfort	TB	ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Pierre HARTWEG	21/12/21	Belfort	TB	ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.)
Pierre LEROY				ROUTIER			Belfort (3 <sup>e</sup> , clan G. de L.) (le fonde)

Tableau 12 : Membres du clan Guy de Larigaudie selon leurs responsabilités scoutés

*b) Le commandement prégnant de l'aumônier*

A Belfort, le scoutisme devient clandestin pour perdurer malgré l'Occupation. Mais au-delà de cette clandestinité, le clan est directement mêlé à la Résistance en étant dirigé par l'un des chefs locaux : en effet, en août 1943, l'abbé Dufay s'impose comme chef du groupement départemental de l'Armée Secrète sous le nom de Raten et le presbytère où il réside à Belfort devient un centre de renseignement<sup>543</sup>. Les activités résistantes de l'aumônier pourraient n'avoir aucun impact sur les hommes dont il a la charge ; pourtant, à partir du printemps 1944, le clan prend une part active dans la Résistance à l'occupant. Bernard Braun et Pierre Dupont intègrent par exemple le groupement FFI<sup>544</sup> du Territoire de Belfort, qui regroupe les résistants épars et divers du territoire. Cette unité militaire compte plus de 650 hommes organisés en six compagnies sous les ordres de Pierre Dufay.

543 MNSME, Riaumont, fonds Pierre Dupont, Lettre de Jean-Daniel Dupont, 12 janvier 1996, p. 1

544 Les FFI sont nés en février 1944 de la fusion des corps militaires de l'AS, des FTP et de l'ORA.

La première se cache dans les bois d'Etobon, les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> près de la Suisse, les autres montent au maquis de la Haute-Planche<sup>545</sup>.

Les jeunes routiers, engagés collectivement par leur aumônier, côtoient et agissent avec d'autres résistants : en tant qu'agents de liaisons, ils pratiquent le renseignement<sup>546</sup>, distribuent des tracts et des journaux clandestin – dont les *Cahiers du Témoignage Chrétien*<sup>547</sup> – réceptionnent des parachutages d'armes autour d'Etobon, où la première compagnie FFI s'est installée, transportent et surveillent le matériel parachuté<sup>548</sup>... Ils mettent en outre leurs compétences acquises dans le scoutisme au service de la Résistance, notamment en utilisant la topographie pour relever sentiers, pistes, lieux de camp et d'observation pour les renseignements, les parachutages et l'installation de maquis. Voici le récit que fait un ancien résistant et routier du clan :

En 1944, j'ai 22 ans. Ingénieur diplômé, réfractaire au STO, j'appartiens au clan Guy de Larigaudie. Ces Scouts-Routiers ont constitué le gros de la section de liaison de la Compagnie de Commandement du Groupement FFI du Territoire de Belfort commandé par le Commandant Pierre Dufay (alias Raten et aumônier des Scouts clandestins). Onze des 24 Routiers engagés sont "morts pour la France" et le clan a été décoré de la Médaille de la Résistance (le seul en France, je crois). J'ai participé aux diverses activités d'une "section de liaison" et en particulier à des transports d'armes, au volant d'une antique camionnette à gazogène appartenant à mon père, qui a été le témoin de quelques anecdotes : [...] Avec le même équipage, j'ai participé au "pillage" (couvertures et biscuits vitaminés) du local du "Secours national" [...]. Nous avons transporté le tout à Lepuis-Gy (base de départ du futur Maquis), où se trouvaient déjà les tentes de toutes les troupes du secteur. Hélas, quand nous avons voulu, le 5 septembre 1944, récupérer le matériel, les Allemands aussi étaient là. Nous avons dû fuir et nous avons tout perdu. Un jour, Jean-Jacques Dollfus m'apprend que les miliciens logeaient dans la villa de son oncle, Georges Dollfus, déporté et mort à Dachau ; ils allaient déjeuner à l'ex-mess des officiers en deux groupes, mais que les seconds n'attendaient pas le retour des premiers : d'où un créneau d'environ dix minutes pendant lequel les armes étaient sans surveillance. J'en ai informé le Commandant Dufay réfugié à la cure de Frahier ; il a autorisé l'opération de "récupération" par la section de liaison. [...]<sup>549</sup>

Quelques jours après le débarquement, Pierre Leroy est arrêté et fusillé à la Ferté-Saint-Aubin par les Allemands. Agent du 2<sup>e</sup> Bureau, il avait notamment transmis aux Alliés des photographies de convois allemands<sup>550</sup>. Les représailles commencent donc ; peut-être est-ce pour cela que l'abbé Dufay se réfugie au presbytère de Frahier (en Haute-Saône) en juillet 1944.

545 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, Jean-Daniel Dupont, « Chronique des lecteurs. Un FFI en 1944 », *Le Souvenir Français*, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, p. 12

546 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Leroy, Feuille de renseignement complétée, [1996?], 1 p.

547 MNSMF, Riaumont, fonds Yves Hennin, Mail de Sophie Hennin-Bouhelier, 4 janvier 2002

548 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, *L'Est Républicain*, « Les Scouts de l'abbé Dufay reçoivent la Médaille de la Résistance », 21 juillet 1946, p. 1

549 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, Jean-Daniel Dupont, « Chronique des lecteurs », *op. cit.*, p. 12

550 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Leroy, Feuille de renseignement complétée, [1996?], 1 p.

Le 5 septembre, devant la progression des troupes alliées vers l'Est de la France, la mobilisation générale des combattants est déclenchée sur le Territoire de Belfort ; les routiers qui n'étaient pas encore entrés dans les maquis formés sur les lieux d'installation des compagnies FFI rejoignent, avec l'abbé Dufay, le massif vosgien de la Planche des Belles Filles (entre la Haute-Saône et le Territoire de Belfort). Le maquis tient pendant plus d'un mois, le groupement FFI faisant face aux attaques allemandes sans armement efficace, alors que les troupes françaises et alliées demeurent bloquées aux portes de la ville : 117 hommes sont tués sur les 654 que compte cette unité FFI<sup>551</sup>. Parmi eux, Pierre Dupont est exécuté le 16 septembre par les Allemands à Auxelles-Haut après avoir été capturé durant une liaison entre la ville et le maquis<sup>552</sup>. Bernard Braun est arrêté en même temps, frappé et torturé par la Gestapo qui souhaite obtenir le nom de ses chefs et l'emplacement du maquis ; il est interné à la prison de Mulhouse puis déporté à Schirmeck et Dachau, où il meurt dans le camp annexe de Kaufering en avril 1945 :

Le Maquis, installé à plus de 1 000m sur les sommets des Vosges, sans tente, sous une météo épouvantable en permanence, peu armé (un seul parachutage d'armes), très difficile à ravitailler et harcelé par les Allemands, a dû "décrocher" de nuit, au milieu des patrouilles allemandes... [...] Le Maquis a été mobilisé le 6 septembre 1944 alors que l'Armée française était à Baume-les-Dames (60 km), mais Belfort n'a été libéré que le 22 novembre, car le "front" s'est longuement stabilisé à l'orée de la Trouée de Belfort, à hauteur de Ronchamp-Arcey, etc.<sup>553</sup>

L'abbé Dufay donne l'ordre de dispersion du maquis le 10 octobre : il s'engage avec certains des combattants – dont Pierre Kammerlocher<sup>554</sup> – dans la 1<sup>e</sup> Armée<sup>555</sup> au sein de la brigade Alsace-Lorraine, constituant ainsi le commando de Belfort<sup>556</sup>. D'aumônier, il est véritablement devenu entraîneur et meneur d'hommes, préparateur des combats et homme de décision au sein de la Résistance. Son aura mène non seulement ses routiers à résister, mais également tous les hommes dont il a la responsabilité à lui obéir.

Le 27 septembre, les hommes d'Etobon âgés de 16 à 60 ans sont convoqués à l'école de la ville par l'occupant : les prisonniers allemands évadés reconnaissent 39 « terroristes », qui sont exécutés devant le mur du temple de Chenebier (en Haute-Saône). On peut supposer que Salvador

---

551 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, Jean-Daniel Dupont, « Chronique des lecteurs », *op. cit.*, p. 13

552 *Ibid.*, p. 13

553 *Ibid.*, p. 13

554 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Kammerlocher, Signet funéraire, [1944?], p. 2

555 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, Jean-Daniel Dupont, « Chronique des lecteurs », *op. cit.*, p. 13

556 André Malraux, qui rejoint la Résistance en mars 1944, crée cette brigade en septembre 1944 pour rassembler les maquisards d'Alsace et de Lorraine. L'abbé Dufay, en tant que commandant, la rejoint avec ses hommes et constitue en son sein la compagnie de Belfort. Pour plus de détails sur la brigade, voir l'ouvrage de Léon Mercadet, *La Brigade Alsace-Lorraine*, Grasset, Paris, 1984.

Serena, qui meurt effectivement le 27 septembre et qui avait réchappé à une prise allemande quelques jours plus tôt, fait partie des fusillés. Après la dissolution du maquis, ceux qui n'ont pas réussi à rejoindre l'armée de libération reprennent une vie clandestine en attendant la libération de la ville : la 1<sup>e</sup> Armée parvient à entrer dans la ville le 20 novembre et c'est dans ses rangs que Pierre Kammerlocher meurt le jour-même. Le lendemain, Yves Hennin tombe également lors des combats, à l'âge de 16 ans. Le 31 décembre, c'est au tour de l'abbé Dufay de succomber dans un accident au retour d'une mission non loin de Strasbourg. Maurice Brenez, quant à lui, meurt le 5 février 1945 au sein de la 1<sup>e</sup> Armée en se noyant dans l'Ill devant Reguisheim<sup>557</sup>. Enfin, Charles Clavey, Maurice Jeunot, Bernard Braun, Jean Millet, Pierre et Claude Hartweg meurent en déportation : ils sont certainement déportés en représailles d'action au sein des FFI ou durant des prises allemandes au maquis, à l'exception de trois hommes, déportés après avoir tenté de passer la frontière espagnole pour rejoindre la France libre ou l'Afrique du Nord. Pierre Hartweg meurt le 26 novembre 1943 à Weimar, son frère Claude le 7 mars 1945 à Flossenburg et Maurice Jeunot le 12 décembre 1944 à Dora<sup>558</sup>. Les trois hommes, nés en 1921, tentaient probablement d'échapper au STO et nourrissaient le projet de quitter la France pour rejoindre une unité combattante à l'extérieur du territoire. S'évader hors de France constitue en effet une alternative à la Résistance intérieure : la lutte contre l'Allemagne se poursuit dès lors dans l'Empire.

Individu	Date, cause et lieu de mort			Unité et responsabilité Résistance	
	Date	Cause	Lieu	Unité	Résponsabilité
Pierre DUFAY	31/12/44	Accident	Plobsheim	Maquis	Chef militaire du département
				1 <sup>e</sup> Armée	
Pierre LEROY	10/06/44	Execute	Ferte-St-Aubin	Maquis	
Pierre DUPONT	16/09/44	Execute	Auxelles-Haut	Maquis	Agent de liaison
Salvador SERENA	27/09/44	Au combat	Plancher-Bas	Maquis	Agent de liaison
Pierre KAMMERLOCHER	20/11/44	Au combat	Valdoie	Maquis	
				1 <sup>e</sup> Armée	
Yves HENNIN	21/11/44	Au combat	Belfort	Maquis	Agent de liaison
Maurice BRENEZ	05/02/45	Au combat	Reguisheim	Maquis	
				1 <sup>e</sup> Armée	
Charles CLAVEY	31/12/44	Deportation	Gross Rosen	Maquis	
Bernard BRAUN	18/04/45	Deportation	Kaufering	Maquis	agent de liaison
Jean MILLET	30/05/45	Deportation	Zippendorf	Maquis	sabotages
Pierre HARTWEG	26/11/43	Deportation	Weimar	Tentative évasion	

557 MNSMF, Riaumont, fonds Maurice Brenez, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

558 MNSMF, Riaumont, fonds Maurice Jeunot, Feuille de renseignement complétée, [1996?], p. 1



Individu	Date, cause et lieu de mort			Unité et responsabilité Résistance
Maurice JEUNOT	12/12/44	Deportation	Dora	Tentative évason
Claude HARTWEG	07/03/45	Deportation	Flossenbourg	Tentative évason

Tableau 13 : Membres du clan selon la cause de la mort et l'engagement résistant

### III. Quitter la France pour agir dans l'Empire

La Résistance intérieure ne constitue pas l'unique choix privilégié par la jeunesse scout lorsqu'elle s'engage à partir de novembre 1942. Tout aussi radicale et dangereuse, la solution de l'évasion hors de France engage les hommes qui la choisissent à quitter leurs attaches pour se préparer à combattre les Allemands – et leurs alliés – dans l'Empire.

#### 1. Quitter la France : un choix radical ?

Entre 1943 et 1944, 18 000 hommes s'évadent par l'Espagne et parviennent à rejoindre l'Afrique du Nord, sur un total d'environ 21 000 évadés entre 1940 et 1944<sup>559</sup> : novembre 1942 et ses conséquences constituent bel et bien un tournant majeur dans l'évasion hors de France. 51,6% des évadés ont entre 20 et 23 ans, âges de la réquisition<sup>560</sup>. Plus jeunes, plus nombreux, ils ont adhéré un temps à Vichy – contrairement aux évadés de 1940 – et ont parfois fait un stage aux Chantiers de la jeunesse. Motivés par un rejet du travail obligatoire, de l'Occupation du territoire et – même – du gouvernement, ils rejoignent l'Empire dans le but de combattre pour la libération de la France.

##### a) La décision

Une des possibilités pour échapper au STO est de quitter la France afin de rejoindre l'Angleterre ou l'Afrique du Nord pour intégrer une unité combattante. Ils sont onze<sup>561</sup> le faire à partir de décembre 1942 et à appartenir aux classes d'âge concernées par les réquisitions. Pour eux, être réfractaire, c'est tout quitter<sup>562</sup>, amis, familles, études et entrer dans l'illégalité puisqu'il est interdit de quitter la France depuis juillet 1940<sup>563</sup>. En partant, le jeune peut entrer en conflit avec sa famille et ses parents, qui craignent à la fois pour la sécurité de leur enfant et pour leur propre sécurité, car ils peuvent être perquisitionnés et interrogés quant à cette évason<sup>564</sup>. L'historien

559 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 676

560 *Ibid.*, p. 657

561 Voir tableau n° 14 ci-dessous, p. 146

562 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 42

563 *Ibid.*, p. 20

564 *Ibid.* p. 38

français Robert Belot décrit le départ comme « une aventure, un pari, un défi même, qui peut s'avérer très risqué et exposer au pire »<sup>565</sup>. En effet, le caractère aventureux et grave du départ, et la conscience des futurs évadés de contrevenir aux règles et d'entrer dans la dissidence transparaît dans les écrits personnels de Claude Lesoeur, né en 1919, qui quitte la France en février 1943 pour rejoindre l'Afrique du Nord :

Février 1943. [...] Ce carnet contiendra sans doute le récit de la grande aventure. [...] Carnet qui contiendra des choses graves – je suis décidé. La vie consiste à prendre parti hardiment. [...] Les ponts sont coupés... Je prépare toute la matinée mes affaires, ma valise, mon sac. J'écris, je me prépare au grand départ. Je m'achète une pipe. Elle sera la pipe de la dissidence.<sup>566</sup>

Claude Lesoeur a conscience que cet acte l'engage dans une désobéissance à l'État et à l'autorité et constitue un délit<sup>567</sup>. Quitter la France, pour ces jeunes individus, c'est se positionner contre la politique de leur pays mais également contre la hiérarchie catholique et scout, qui commande majoritairement de ne pas se dérober au STO<sup>568</sup>. Il ne s'agit pas d'une décision prise à la légère ; Jacques Alibert écrit, dans une lettre avant son départ pour l'Espagne, que c'est un choix « mûrement réfléchi » et un accomplissement noble dont il doit se montrer « digne »<sup>569</sup>. Il est né en 1922, à l'instar de Jean de Neufbourg<sup>570</sup>, Henri Bille<sup>571</sup> et Michel Porion<sup>572</sup>, qui s'évadent tous les trois de France en 1943 pour rejoindre l'Afrique du Nord. Également concernés par le STO, Charles Malingre, Eugène Durieux et Pierre Bochin, nés en 1921, ainsi que Pierre Schroeder et Jean Perier, nés en 1920, s'évadent la même année. Plus jeune, Jacques de la Motte, a 17 ans lors qu'il quitte la France en octobre 1943<sup>573</sup> : il n'est pas directement directement par la réquisition mais peut-être craint-il une convocation. Enfin, quatre individus, nés entre 1913 et 1918, rejoignent l'Afrique du Nord à partir de novembre 1942 : pour Michel Mars<sup>574</sup>, Jacques du Repaire<sup>575</sup>, Maurice Quenot<sup>576</sup> et Jacques Fuchs<sup>577</sup>, le refus du STO n'est pas le facteur décisif dans l'évasion qui s'explique certainement par le refus de l'Occupation et une désillusion quant à Vichy.

---

565 *Ibid.*, p. 17

566 MNSMF, Riaumont, fonds Claude Lesoeur, *Message, périodique à tous les paroissiens de Malakoff*, « A la glorieuse mémoire de Claude Lesoeur, mort pour la France », Pâques 1946, p. 1

567 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 18

568 *Ibid.*, p. 41

569 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Alibert, Signet funéraire, [1947?], p. 2

570 MNSMF, Riaumont, fonds Jean de Neufbourg, Signet funéraire, [1945?], p. 3

571 MNSMF, Riaumont, fonds Henri Bille, Lettre de Paul Astruc, 29 janvier 1997, p. 1

572 MNSMF, Riaumont, fonds Michel Porion, Feuille de renseignements complétée, 1994, p. 1

573 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques de la Motte, Lettre de Yves Godard, 29 mars 1996, p. 1

574 MNSMF, Riaumont fonds Michel Mars, Feuille de renseignements complétée, 1994, p. 1

575 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Arbello du Repaire, Lettre de Anne-Marie du Repaire, 18 mars 1996, p. 2

576 MNSMF, Riaumont, fonds Maurice Quenot, Feuille de renseignements complétée, [1996?], p. 1

577 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Fuchs, Feuille de renseignements complétée, [1995?], p. 1

L'Angleterre n'en demeure pas moins une destination d'évasion pour les évadés même si, les côtes françaises étant étroitement surveillées, passer par l'Espagne reste obligatoire. Charles Husson, né en 1921, s'évade en décembre 1942 et rejoint l'Angleterre en mai 1943 à bord du bateau américain Santa Rosa<sup>578</sup>. Il s'engage en tant que soldat du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs parachutistes au sein du SAS, service qui intègre également André Bordes<sup>579</sup>, né en 1920, lorsqu'il rejoint l'Angleterre en 1943 et s'engage en tant que parachutiste. Jacques Barry<sup>580</sup>, né en 1922, intègre quant à lui l'armée de l'air au sein du 1<sup>er</sup> BC. Tanguy de Penfentenyo enfin s'engage au groupe de chasse Alsace en tant que lieutenant-pilote.

<b>Individu</b>	<b>Lieu d'évasion</b>	<b>Date naiss.</b>	<b>Concerné par STO</b>
Jacques A. DU REPAIRE	Afrique	11/05/18	Non
Michel MARS	Afrique	07/11/18	Non
Charles MALINGRE	Afrique	05/05/21	Oui
Henri BILLE	Afrique	27/03/22	Oui
Jacques ALIBERT	Afrique	25/01/22	Oui
Jacques BARRY	Angleterre	06/03/22	Oui
Tanguy P. DE KERVEREGUIN (DE)	Angleterre	05/01/19	Non
Andre BORDES	Angleterre	21/08/20	Oui
Jean PERIER	Afrique	29/06/20	Oui
Eugene DURIEUX	Afrique	15/02/21	Oui
Charles HUSSON	Angleterre	18/08/21	Oui

Tableau 14 : Évasions de France après novembre 1942

Quoiqu'il en soit, l'évasion, notamment quand elle fait suite au réfractariat, « parachève un mouvement de distanciation progressive par rapport à Vichy, qui vient s'appuyer sur un rejet primal de la présence de l'occupant. Il s'agit d'un acte politique au sens propre et plein du terme qui requiert la conscience de chacun »<sup>581</sup>, écrit Robert Belot. Partir, c'est entériner la rupture avec Vichy, rupture qui intervient, pour cette jeunesse, après deux années d'enthousiasme pour la Révolution nationale et pour le maréchal Pétain, et parfois après un passage par les Chantiers de la jeunesse. La désillusion quant au gouvernement, doublé d'un refus de l'occupant et du STO, constitue l'origine du départ qui s'apparente à un véritable engagement politique<sup>582</sup>. Ce choix, cependant, est loin d'être sans danger.

578MNSMF, Riaumont, fonds Charles Husson, Lettre de Thierry Husson, 18 mars 1996, p. 1

579MNSMF, Riaumont, fonds André Bordes, Lettre de Jacqueline Baumann, s.d., p. 2

580MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Barry, Lettre de Christian Chapal, 14 janvier 1996, p. 1

581 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté*, op. cit., p. 39

582 *Ibid.*, p. 39

## b) Un choix dangereux

L'évasion n'est pas un choix à la légère ni un acte facile. Pierre Bochin réussit par exemple à quitter la France le 4 octobre 1943 pour rejoindre l'Afrique au bout de la 18<sup>e</sup> tentative<sup>583</sup>. L'acte de quitter la France comporte bien sûr des risques, allant jusqu'à la mort. Eugène Durieux, qui quitte la France en avril 1943, laisse à ses proches une lettre où l'incertitude de la réussite de sa fuite est latente : « Je demande qu'on ne me pleure pas, car la vie est faite pour être donnée généreusement pour une belle cause. Je voudrais simplement que l'on prie pour le repos de l'âme d'un Scout de France qui aurait voulu servir davantage. Au revoir ! »<sup>584</sup>

Outre celui d'être arrêté à la frontière ou renvoyé en France après avoir été arrêté sur le territoire espagnol, le passage par l'Espagne est parfois synonyme d'internement dans une prison espagnole<sup>585</sup>, où les conditions de détention allient promiscuité, manque d'hygiène et de nourriture, brimades quotidiennes. Charles Husson, subit ainsi six mois d'internement au camp de Miranda de Ebro, un camp franquiste créé originellement pour incarcérer les prisonniers républicains pendant la guerre d'Espagne. Claude Lesoeur est également arrêté et détenu quelques mois<sup>586</sup>. À partir de 1943 cependant, revendiquant la neutralité de l'Espagne et insatisfait par Hitler, Franco ne renvoie plus les évadés à la frontière et les libère même des bagnes où ils sont enfermés<sup>587</sup>.

Pour d'autres, l'arrestation a lieu à la frontière et signe alors la fin de leurs espoirs de quitter la France. C'est le cas de neuf individus du corpus étudié<sup>588</sup>. La répression est à l'initiative des Allemands, qui enferment en prison tout d'abord les hommes qui ont tenté de s'évader, avant de les envoyer en Allemagne comme travailleurs ou de les déporter<sup>589</sup>. Yves, André et Georges Montel, nés respectivement en 1920, 1921 et 1922, ont tenté de rejoindre l'Afrique du Nord par l'Espagne mais ils sont trahis par leur passeur à la frontière<sup>590</sup>. Ils souhaitaient rejoindre le maquis du Vercors à la réquisition, mais décident plutôt de rejoindre l'Afrique du Nord. André et Yves Montel avaient effectué un passage aux Chantiers de la jeunesse – la désobéissance ne semble donc pas aller de soi ou du moins elle semble récente, bien qu'on ne sache pas quand il y ont été. André Montel

---

583 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Bochin, Coligny (de) Marc, *Pierre Bochin. Saint-Cyrien (1921-1944)*, Tours, imprimerie Bodin-Buzançais, 2004, p. 9

584 MNSMF, Riaumont, fonds Eugène Durieux, Signet funéraire, [1944?], p. 1

585 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 262-265

586 MNSMF, Riaumont, fonds Claude Lesoeur, Invitation au service funéraire, [1946 ?], p. 1

587 Alary Éric ; Vergez-Chaignon Bénédicte (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Paris, Larousse, 2011, p. 221-223

588 Voir tableau n° 15 ci-dessous, p. 148

589 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 81

590 MNSMF, Riaumont, fonds frères Montel, Amoretti Henri, *Lyon capitale: 1940-1944*, Paris, France, Éditions France-Empire, 1964, p. 131-132

cependant a fait partie du réseau Maurice<sup>591</sup>, créé en février 1943, et doit y appartenir jusqu'à sa tentative de passer la frontière. André et Georges Montel sont arrêtés le 16 juillet, Yves le 18, et ils sont conduits au Fort du Hâ<sup>592</sup>, puis à Compiègne le 7 août, où ils rencontrent François Bureau, arrêté le 18 dans les Pyrénées et interné à Compiègne à partir du 20 juillet<sup>593</sup> et Jean de Runz, acheminé au camp de transit le 23 juillet<sup>594</sup>.

Avec d'autres prisonniers, ils sont déportés à Buchenwald en septembre 1943 – Yves Montel et Jean de Runz y meurent, tandis que François Bureau, Georges et André Montel décèdent au camp-annexe de Dora. Alain Bourguine est, lui, déporté à Bergen-Belsen après avoir été arrêté le 8 décembre 1943 à la frontière avec de faux papiers<sup>595</sup>. Claude et Pierre Hartweg, ainsi que Maurice Jeunot, trois hommes venus du même clan routier de Belfort, connaissent le même sort puisqu'ils déportés après avoir tenté de passer la frontière : Pierre Hartweg est déporté à Buchenwald, où il meurt en novembre 1943, son frère décède en mars 1945 au camp de Flossenbourg et leur camarade routier Maurice Jeunot meurt en décembre 1944 à Dora.

<b>Individu</b>	<b>Evasion après novembre 1942</b>	<b>Date naiss.</b>	<b>Concerné par STO</b>
Georges MONTEL	Tentative évasion	30/11/22	Oui
Alain BOURGINE	Tentative évasion	12/02/22	Oui
François BUREAU	Tentative évasion	23/04/21	Oui
Jean RUNZ (DE)	Tentative évasion	15/05/14	
Claude HARTWEG	Tentative évasion	23/03/21	Oui
Maurice JEUNOT	Tentative évasion		
Yves MONTEL	Tentative évasion	18/05/20	Oui
Andre MONTEL	Tentative évasion	15/09/21	Oui
Pierre HARTWEG	Tentative évasion	21/12/21	Oui

*Tableau 15 : Tentatives d'évasion échouées (tous meurent en déportation)*

Se soustraire à la loi et à l'autorité ne va pas de soi pour ces jeunes, habitués à l'ordre, au respect des règles et de la loi dans le scoutisme, qu'ils ont tous pratiqué – ou pratiquent encore – en tant que scouts, routiers voire chefs. Ils ont parfois fait quelques mois de « stage » aux Chantiers de la jeunesse et ont adhéré aux valeurs du régime de Vichy auparavant<sup>596</sup>. Le caractère pro-allemand et injuste du STO, l'occupation de la totalité du territoire français et la progression alliée en Afrique

591 Réseau évoqué dans ce chapitre p. 135

592 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 91. Le fort, situé à Bordeaux, devient une prison politique durant la Seconde Guerre mondiale et regroupe ceux qui échouent à passer la frontière.

593 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Lettre de Yann Bureau, 25 février 1996, p. 1

594 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Lettre de Yann Bureau, 25 février 1996, p. 2

595 MNSMF, Riaumont, fonds Alain Bourguine, Lettre de Léon Bourguine, novembre 1996, p. 2

596 C'est notamment le cas de Yves et André Montel.

– le tout peut-être couplé à un effet entraînant de groupe – poussent cependant ces jeunes, peu habitués à la désobéissance, à quitter la France. L'évasion n'est néanmoins pas une fin mais un moyen : chaque individu qui s'évade s'engage, s'il parvient en Afrique libérée ou en Angleterre, à combattre pour libérer l'Empire et la France.

## 2. Combattre dans l'Empire et au service de la France

Que deviennent ces hommes lorsqu'ils quittent la France ? L'évasion constitue un moyen de résister à la fois car elle contrevient aux ordres vichystes et allemands et car elle permet d'intégrer une unité combattante visant à la libération de la France et de l'Empire.

### a) Le ralliement des civils et militaires français dans les colonies

Aux hommes ayant quitté la France pour rejoindre l'Afrique du Nord et devenir des combattants, il faut ajouter ceux qui, déjà présents en Algérie, en Tunisie ou au Maroc à l'armistice, basculent de l'allégeance vichyste à l'allégeance alliée après le débarquement de novembre 1942. C'est le cas de militaires de l'armée d'armistice, pour qui la démobilisation sonne l'engagement résistant du côté des alliés, à l'instar de Maurice Bon, Jacques d'Inville, Jacques Casaneuve, Abel Tommy-Martin et Arnaud Gèze. Tous les cinq rallient la France Libre ou l'armée d'Afrique lorsque le basculement de la domination vichyste à la domination alliée s'effectue<sup>597</sup>.

Le ralliement concerne également des civils français vivant en Algérie, en Tunisie et au Maroc : c'est le cas de Jean Dimech<sup>598</sup>, Jean Beyler, René Valuy, Jean Salvo, Marc Turin, Eugène Jullié, Roger Parache, Jackie Boisdron, François Petit, Mario Cortes, Étienne Magot, Charles Thomas et Pierre Titland, scouts ou routiers dans différentes unités à Alger, Joseph Molle, scout à la 4<sup>e</sup> Casablanca, Manuel Capel, Gaston Facundo et Gilbert Maurel, scouts à la 1<sup>e</sup> Tlemcen, et Laurent Tommy-Martin, scout à Tunis. Joseph Cabot, originaire de Saint-Denis-de-Sig, en Algérie, rejoint l'Afrique du Nord durant l'été 1940 pour les vacances. Cependant, il ne repart pas en métropole finir ses études mais rejoint Casablanca en décembre pour s'engager dans l'armée d'Afrique<sup>599</sup>.

Nous laissons volontairement de côté les désaccords et concurrences entre le général de Gaulle, à la tête de la France Libre, et le général Giraud, à la tête du Commandement en chef

597 MNSMF, Riaumont, fonds Maurice Bon, Feuille de renseignements complétée, [1994], p. 1 ; fonds frères d'Inville, Lettre de Philippe Amyot d'Inville, 2 février 1996, p. 2 ; fonds Jacques Casaneuve, Lettre de Charles Duclos, 2 mars 2001, p. 1 ; fonds Abel Tommy-Martin, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 2 ; fonds Arnaud Gèze, Feuille de renseignements complétée, 1994, p. 2

598 Tableau-annexe n° 7, p. 222

599 MNSMF, Riaumont, fonds Joseph Cabot, Duché de Bricourt Jacques, *Un héros de la Résistance. Joseph Cabot*, Toulouse, Apostolat de la prière, 1945, p. 18-19

français civil et militaire d'Alger depuis février 1943<sup>600</sup>. Les liens ambigus que Giraud entretient avec Vichy, malgré sa condamnation comme traître par le gouvernement, demeurent jusqu'en juin 1943 : les deux généraux se rencontrent, ce qui aboutit, le 1<sup>er</sup> août 1943, à la création d'un Comité français de la Libération nationale, unissant les FFL et l'Armée d'Afrique et rétablissant les lois de la République – celles d'avant guerre – en Afrique du Nord<sup>601</sup>. Que ce soit avant ou après août 1943, les évadés et les ralliés s'engagent dans le même but libérer la France. Néanmoins, après août 1943, aucune complaisance vis-à-vis de Vichy n'est possible : la double rupture avec le gouvernement et avec l'occupant, déjà entamée par l'évasion, est entérinée.

*b) Libérer l'Empire, mourir hors de France*

Les premiers combats auxquels participent les évadés de 1942-1943, ceux de 1940 et tous ceux qui rejoignent l'Armée d'Afrique l'armée française de Libération, sont ceux de la campagne de Tunisie : il s'agit d'un ensemble de batailles qui ont lieu en Tunisie, alors sous protectorat français et sous l'autorité de Vichy, entre le 17 novembre 1942 et le 13 mai 1943. D'un coté, 80 000 soldats allemands, aidés de 110 000 soldats italiens, combattent contre 130 000 soldats britanniques, 95 000 soldats américains et 75 000 soldats français et coloniaux, provenant des FFL et de l'Armée d'Afrique<sup>602</sup>. Parmi ceux qui meurent durant cette campagne, on retrouve Henri Bille, Michel Mars, Charles Thomas et Jacques d'Inville. Les deux premiers meurent à 20 et 24 ans, entre décembre 1942 et janvier 1943, quelques semaines seulement après avoir quitté la France : scouts respectivement à Perpignan et à Blois<sup>603</sup>, ils appartiennent à l'Armée d'Afrique.

Individu	Date mort	Evasion	Cause et lieu de mort		
Jacques A. D'INVILLE	29/04/43	Non	au combat	Mont Zaghouan	Tunisie
Charles THOMAS	21/01/43	Non	au combat	Ousseltia	Tunisie
Michel MARS	19/01/43	Oui	au combat	Oun El Aboual	Tunisie
Henri BILLE	05/12/42	Oui	au combat	Sbeitla	Tunisie

*Tableau 16 : Individus décédés au cours de la campagne de Tunisie*

Les combattants sont plus nombreux – 12 meurent en Italie, contre quatre en Tunisie – à mourir durant la campagne d'Italie entre juin 1943 et mai 1945, certainement parce que les combats

600 Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013, p. 193-194

601 Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996, p. 279-281

602 Broche François, Muracciole Jean-François (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont, 2010, p. 1430-1435

603 MNSMF, Riaumont, fonds Henri Bille, Lettre de Paul Astruc, 29 janvier 1997, p. 1 ; fonds Michel Mars, Feuille de renseignements complétée, 1994, p. 1

sont plus tardifs – d'autres hommes ont le temps de s'évader de France – et que la campagne de Tunisie, qui est une victoire, pousse à s'engager du côté de la résistance armée à l'extérieur de la France. Les combats débutent en juillet 1943 : avec la campagne de Tunisie, la reconquête de l'Afrique du Nord est proche et la suite logique, afin de libérer l'Europe, est la conquête de la Sicile, qui débute le 10 juillet. Certains combattants ont déjà participé à la campagne de Tunisie, mais d'autres ont fui la France à partir de février 1943. Parmi les combattants morts dans les combats en Italie, Hubert d'Inville avait rejoint la France Libre en juin 1940, Pierre Bochin l'Afrique en octobre 1943, mais Joseph Molle, Charles Malingre, Jacques du Repaire<sup>604</sup>, François Petit, Michel Porion, Pierre Titland, Pierre Schroeder, Maurice Quenot, Antoine Fernandes et Jacques Fuchs ont rejoint l'Armée de libération après le débarquement allié en Afrique.

Individu	Date mort	Evasion	Cause et lieu de mort		
Antoine FERNANDES	25/12/44	Non	au combat	Naples	Italie
Pierre TITLAND	06/08/44	Non	au combat	Averda	Italie
Pierre SCHROEDER	14/07/44	Non	au combat	Sant'Andrea	Italie
François PETIT	24/06/44	Non	au combat	Bolsena	Italie
Jacques FUCHS	19/06/44	Non	au combat	Seggiano	Italie
Hubert A. D'INVILLE	10/06/44	Oui	au combat	Montefiascone	Italie
Pierre BOCHIN	31/05/44	Oui	au combat	Morolo	Italie
Maurice QUENOT	18/05/44	Non	au combat	Pico	Italie
Jacques A. DU REPAIRE	18/05/44	Non	au combat	Montevetro	Italie
Michel PORION	13/05/44	Non	au combat	Campo Gallucio	Italie
Charles MALINGRE	02/03/44	Non	au combat	Mont Cairo	Italie
Joseph MOLLE	05/02/44	Non	au combat	Col San Martuto	Italie

Tableau 16 : Individus décédés au cours de la campagne d'Italie

En s'engageant dans l'armée, ces hommes mettent en pratique un patriotisme dirigé à la fois contre le gouvernement et contre l'occupant – auparavant, l'Allemagne était souvent la seule visée par cette notion de défense de la France. Le tournant de novembre 1942 fait basculer non seulement les scouts dans la dissidence mais les fait également basculer d'une allégeance à l'autre. Que devient le scoutisme, en tant que référentiel de valeurs et vecteur de spiritualité, dans la résistance armée ?

### c) Le scoutisme : un réconfort spirituel et un témoin de l'engagement ?

<sup>604</sup> Bien que, pour Jacques du Repaire, étant évadé d'un camp de prisonniers en Allemagne en 1940, on ne sait pas s'il a rejoint l'Afrique en 1940 ou après.



Si ces jeunes s'engagent dans la résistance armée – après de surcroît s'être évadés de France – nous pouvons nous interroger sur la portée qu'ils donnent à leur engagement et notamment sur l'impact du scoutisme. Le travail obligatoire, l'attrait de l'Algérie passée sous contrôle allié et l'occupation de la France demeurent sans doute les principales causes de l'engagement ; le scoutisme peut être également le moyen pour ces hommes de relire cet engagement et de le soutenir – spirituellement. Toutefois, il a pu demeurer une activité, même au combat : en mars 1943, le scoutisme français créé en Angleterre en 1940 fusionne avec celui d'Afrique, favorisant le départ de quelques jeunes, de France, en Afrique libérée<sup>605</sup>. Le scoutisme, au delà d'être d'une activité, est, on l'a vu, un référentiel de valeurs ainsi qu'un vecteur de spiritualité. René Mouchotte, évadé en juin 1940, s'est engagé au sein du groupe de chasse Alsace, une unité de combat aérien mise en place par les FAFL en collaboration avec la RAF à partir de septembre 1941. Les pilotes effectuent en son sein des missions de défense au dessus de la Palestine, puis dans des combats en Afrique du Nord (Libye, Égypte), avant d'être envoyés en Angleterre pour servir sur le front ouest à partir de septembre 1942. C'est durant l'une de ses missions que René Mouchotte, commandant au sein du groupe, meurt le 27 août 1943 au-dessus de Houdain. À bord de son avion, il a accroché au tableau de bord son insigne de promesse – une insigne métallique ornée d'une croix potencée et d'une fleur de lys<sup>606</sup>. Plus qu'un simple symbole, cette insigne reflète le passé scout du jeune homme – il vient d'avoir 29 ans au moment où il meurt – au clan Saint-Martin de Limoges notamment, et semble également refléter ce qui le soutient moralement et spirituellement dans son engagement au sein du groupe Alsace. De la même manière, Pierre Bochín, scout et routier à Tours jusqu'à sa mobilisation, meurt en Italie en mai 1944. Il gardait sur lui son dizainier scout, objet de prière orné également d'une croix potencée et porté habituellement sur le foulard de l'uniforme<sup>607</sup>. Ces objets sont essentiels : témoins de la promesse scout et donc de l'engagement et du jeune au sein du mouvement, ils sont aussi le reflet de la foi religieuse qui les anime. Ils constituent également les pièces les plus discrètes de l'uniforme par leur petite taille et peuvent donc être portées discrètement ou glissées dans une poche. Par leur biais, l'engagement scout de ces résistants fait écho à leur engagement résistant et les accompagne dans les combats... jusqu'à la mort. Le scoutisme, qui est peut-être le premier lieu d'engagement de ces individus, lieu où il prennent des responsabilités, prononcent une promesse et progressent selon un décalogue bien précis, devient, à égalité avec la Résistance, le dernier et l'ultime lieu d'engagement de cette jeunesse<sup>608</sup>.

---

605 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 163

606 MNSMF, Riaumont, fonds René Mouchotte, Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, p. 1

607 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Bochín, Coligny (de) Marc, *Pierre Bochín. Saint-Cyrien (1921-1944)*, Tours, imprimerie Bodin-Buzançais, 2004, p. 10

608La notion de sacrifice ultime véhiculée par le scoutisme sera étudiée davantage au chapitre 5, voir p. 172

L'invasion de la zone sud et ses conséquences bouleverse la Résistance intérieure et extérieure : les combattants accueillent dans leurs rangs des hommes et des femmes plus jeunes – les jeunes hommes nés entre 1920 et 1922 sont effectivement les premiers concernés par le travail obligatoire – mais pas nécessairement moins expérimentés. Ils choisissent de quitter la France pour se préparer à combattre dans l'Empire, d'intégrer des réseaux de Résistance intérieure ou de plonger dans la clandestinité des maquis : dans tous les cas, ils vont à l'encontre des directives de l'Église comme du scoutisme. En effet, de plus en plus de scouts font le choix de la désobéissance à la hiérarchie, à l'ordre établi et aux chefs, pour entrer en résistance. Ce choix est le plus souvent individuel, bien qu'il puisse être motivé par des réseaux de connaissances amicaux, familiaux ou scouts ; cette individualité de l'engagement résistant tranche d'ailleurs avec l'exemple, quasi-unique, de l'engagement collectif du clan routier de Belfort. Le patriotisme, cette fois-ci dirigé autant contre l'occupant que contre Vichy, est toujours au cœur de l'engagement de cette jeunesse scoute – et au cœur du scoutisme. Néanmoins, ces jeunes ne se contentent plus du patriotisme véhiculé au sein du mouvement et prennent leurs distances avec les consignes des cadres et leur enthousiasme pour Vichy. Cette divergence ne signifie pas qu'ils rompent avec le scoutisme : au contraire, celui-ci accompagne leur engagement résistant... jusqu'à la mort.

## **PARTIE III**

*6 juin 1944 – 8 mai 1945*

*Du débarquement à la Libération, de l'engagement résistant massif et tardif au sacrifice de sa vie*

## **Chapitre 5 – Le débarquement de Normandie ou l'entrée massive en résistance de la jeunesse scout : renouer avec l'idéal du scoutisme ?**

Le débarquement allié en Normandie provoque le 6 juin 1944 la joie et des résistants français et attire de nombreux combattants dans les maquis précédemment constitués et dans les unités combattantes qui se forment spontanément sur le territoire. Si les engagements se multiplient, la répression allemande des actes à leur encontre et la violence des combats font prendre à chaque individu qui s'engage conscience que l'entrée en résistance peut conduire à la mort. Le scoutisme, vecteur de spiritualité, devient alors un refuge face à cette proximité de la mort et permet aux hommes qui s'engagent dans les combats d'établir un parallèle entre la Résistance pour laquelle ils s'engagent à présent et le scoutisme, pour lequel ils se sont engagés par le passé et qui demeure omniprésent dans leur vie : combattre pour la France et en tant que chrétiens leur permet de renouer avec l'idéal routier – et plus largement l'idéal scout – qu'ils se sont engagés à suivre par leur promesse : servir indistinctement la patrie et l'Église.

### **I. La mobilisation générale des maquis**

Face à la pénétration alliée en métropole, les maquis constitués avant le débarquement s'organisent et mobilisent leurs combattants afin de préparer les combats pour la libération du territoire. Enhardis par l'annonce du débarquement, d'autres hommes, vierges de tout engagement résistant ou non, rejoignent les maquis les plus proches afin de participer aux combats. La jeunesse scout ne fait pas exception à ce modèle.

#### **1. Un engagement massif dans les maquis**

Le débarquement de Normandie le 6 juin 1944 marque un nouveau tournant dans l'engagement résistant : la présence des Alliés sur le sol de la métropole rend la libération du territoire imminente et plus concrète qu'en novembre 1942 : elle constitue un espoir de taille pour les résistants, qu'ils soient de ceux qui ont rejoint la Résistance en juin 1940 ou après novembre 1942. Au printemps 1944, en prévision du débarquement, les maquis s'étendent en zone nord et grossissent leurs rangs en zone sud. À partir du 6 juin, les combattants rejoignent massivement les maquis, notamment ceux organisés et nombreux tels que dans le Vercors ou au Mont-Mouchet<sup>609</sup>. Juin 1944 est donc une étape supplémentaire dans l'engagement résistant : l'engagement n'est pas

---

609 Muracciole Jean-François, Histoire de la Résistance en France, Paris, PUF, 2012, p. 94

moins risqué, moins illégal et moins réprimé, mais il constitue un cas moins isolé. L'entrée au maquis n'est plus seulement motivée par le refus du STO, l'Occupation ou la déception vis-à-vis du régime de Vichy ; combattre les Allemands et anéantir le régime d'occupation suffisent dorénavant à provoquer des engagements massifs dans les maquis comme au sein d'unités combattantes ensuite.

a) L'entrée massive dans les maquis motivée par la concrétisation des combats

Les FFI, qui résulte de la fusion de l'ORA, de l'AS et des FTP en février 1944<sup>610</sup>, seraient environ 50 000 au moment de la fusion contre 100 000 au moment du débarquement<sup>611</sup> : les maquis, dont les combattants sont homologués FFI, connaissent une recrudescence d'engagements aux alentours du 6 juin le débarquement sonnait comme une forme de « mobilisation générale »<sup>612</sup>. Parmi la jeunesse scoute étudiée, au moins 30 hommes<sup>613</sup> répondent à cette mobilisation et rejoignent un maquis après l'annonce du débarquement – ce qui ne signifie pas pour tous qu'il s'agisse d'un premier engagement résistant. A ces hommes, il faut ajouter Jean Ayral, Jean-Marie Hérenguel et Gérard de Carville, évadés en Angleterre en 1940, ainsi que Charles Husson, André Bordes et Joseph Cabot, évadés ou ralliés après le débarquement de novembre 1942, tous parachutés en France afin de venir en aide à des maquis, que ce soit en Bretagne, dans le Berry, dans l'Oise et dans le Var<sup>614</sup>.

Ces jeunes gens, nés entre 1912 et 1929, sont âgés de 15 à 31 ans au moment de leur mort – qui advient entre le 10 juin 1944 et le 30 mai 1945 – et ne sont pas tous décédés lors de leur présence au maquis ; certains contractent un engagement dans une unité militaire régulière après la dissolution de leurs maquis, d'autres sont faits prisonniers avant d'être déportés en Allemagne. Ce sont exclusivement des hommes qui sont le plus souvent agents de liaison dans les maquis, responsables de sabotages comme Jean Bodechon<sup>615</sup> ou de renseignement et d'espionnage comme Amédée Para<sup>616</sup>. Plus jeunes encore en moyenne que les hommes engagés dans les maquis avant le

---

610 François Marcot (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Presses Universitaires de Franche-Comté, coll. « colloque international de Besançon 15-17 juin », 1996, p. 167

611 Wiewiorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013, p. 386

612 *Ibid.*, p. 385

613 D'autres hommes ont peut-être rejoint un maquis après le débarquement, sans cela soit signalé dans les lettres adressées au Mémorial ou que l'information soit connue de la famille. Le tableau récapitulatif de ces hommes, trop volumineux pour être intégré au paragraphe, est consultable, voir tableau-annexe n° 8, p. 223

614 Gérard de Carville et Charles Husson rejoignent la Bretagne, Jean Ayral Toulon, Jean-Marie Hérenguel l'Oise et André Bordes le Berry.

615 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Bodechon, Georges Magniez, « L'Empreinte », *Scoutisme et collection*, n° 44, avril 1996, p. 26-27

616 MNSMF, Riaumont, fonds Amédée Para, Richard Duchamblo, « Amédée Para. Routier Scout de France », *Maquisards et Gestapo*, Gap, Éd. des Hautes-Alpes, 2005, tome 2, p. 7-8

débarquement, ils n'exercent pas d'activités de commandement comme leurs aînés, ce qui ne les empêche pas d'avoir exercé des responsabilités dans le scoutisme : Albert Denis est assistant dans une troupe à Lyon à partir de 1943, Amédée Para est assistant puis chef de troupe à la 2<sup>e</sup> Gap à partir de 1943, Jean Brouchon est chef de groupe entre 1930 et 1944, Jean Bodechon est chef de troupe certainement depuis 1943 ou 1944, Pierre Dupont est chef de troupe de la 2<sup>e</sup> Belfort et Pierre Kammerlocher de la 4<sup>e</sup> Belfort, Jacques Catric est chef de clan des Lilas jusqu'en 1944 et Michel Deshoullières est chef de troupe entre 1941 et 1942 à Chauvigny – troupe qu'il a fondée lui-même. Par ailleurs, trois autres ont exercé des responsabilités au sein du mouvement avant la guerre : Léon Jail a été chef de troupe à la 2<sup>e</sup> Grenoble, tout comme Henri Girard, assistant puis chef de troupe entre 1930 et 1939, et Charles Clavey qui après avoir été chef de troupe à Belfort est devenu commissaire de district jusqu'en 1939. Les responsabilités exercées dans le mouvement par cette jeunesse, cette-ci, ne semblent pas influencer sur les responsabilités qui leur incombent au maquis ; la précipitation des événements, l'afflux de volontaires et la présence de chefs dans les maquis depuis l'hiver 1942 rendent peut-être la valorisation de ces responsabilités scoutistes inutiles. Leur engagement dans un maquis signe le plus souvent la fin de leurs activités scoutistes, sauf peut-être pour les routiers du clan de Belfort, dont l'engagement collectif en tant que clan demeure néanmoins un cas très particulier. Parmi ces hommes, un seul a été, selon les sources, aux Chantiers de la jeunesse – Pierre Kammerlocher ; à nouveau, une adhésion à la politique de Vichy par le passé ne semble pas être en contradiction avec l'engagement maquisard.

Les engagés de l'été 1944 rejoignent des maquis de l'Ain, d'Auvergne – et notamment au Mont-Mouchet, un maquis mobilisateur qui accueille les cousins Paul et Philippe Crouigneau la veille du débarquement –, de l'Yonne, du Nord, de la région lyonnaise, de Belfort, de Saint-Gengoux le National – nous revenons sur cet exemple dans ce chapitre – et des Alpes ; le Vercors, qui avait déjà accueilli cinq individus de la population étudiée avant le débarquement, voit également arriver Léon Jail, Yves Beeseau et Henri Lugan<sup>617</sup>.

### *b) Proximité et opportunité, des facteurs explicatifs de l'engagement*

L'engagement de ces hommes intervient au mois de juin 1944 ou durant l'été, devant la mobilisation des maquis à l'approche des troupes alliées et devant la retraite des troupes allemandes. Il ne s'agit plus d'échapper à une réquisition pour l'Allemagne ou de dissimuler des activités résistantes aux yeux de la société et des Allemands, mais bien de participer aux combats de la libération du territoire. Neuf d'entre eux étaient déjà engagés en Résistance en tant que routiers du

---

617 Voir tableau-annexe n° 8, p. 223

clan de Belfort ; d'autres avaient déjà participé auparavant à des activités résistantes, tel Amédée Para qui distribuait des exemplaires de *Témoignage Chrétien*<sup>618</sup>. Pour les autres, ils entrent véritablement en contact avec la Résistance par les maquis durant l'été, à l'instar de Jacques Catric qui, pour échapper à la réquisition en février 1943, s'était réfugié à Saint-Aubin de Baubigné et y était devenu moniteur de colonies de vacances. Toujours chef de clan, il campe avec les routiers à Chatel-Censoir dans l'Yonne<sup>619</sup>, où il rencontre des hommes du maquis de Bazarnes (Yonne) : il entre au maquis le 10 août 1944 avec cinq de ses jeunes et meurt le 25, exécuté par les Allemands<sup>620</sup>. Prendre le maquis serait-il un acte moins solitaire ? Amédée Para, qui entre au maquis du Champsaur le 15 juillet, meurt deux jours plus tard au cours d'une mission de liaison : routier avant d'être chef de troupe, sa mort provoque, selon le chef de groupe 2<sup>e</sup> Gap Gaston Ribaud, le départ d'une quinzaine de routiers, de scouts et de chefs vers le maquis<sup>621</sup>. Relecture posthume ou non, il demeure que l'engagement d'un homme et sa mort au service dudit engagement restent une motivation pour les autres.

D'autre part, le maquis rejoint est souvent proche du lieu de vie des ces hommes : Amédée Para entre par exemple dans un maquis de la vallée ; dans le Nord, Jean Bodechon rejoint un maquis qui se situe certainement près de Calais, ville où il vit, a fait du scoutisme, ville aussi où il est arrêté et exécuté après un sabotage<sup>622</sup>. Paul et Philippe Crouigneau, qui travaillaient dans une mine de Leucamp (Cantal), ont rejoint le maquis du Mont-Mouchet, dans le Cantal. À partir du 8 mai, l'ordre de rejoindre le maquis circule et des maquisards s'y regroupent ; le 20 mai, la mobilisation générale est décrétée et le regroupement de maquisards s'accélère. Devant l'imminence du débarquement, les deux cousins rejoignent le maquis le 5 juin. Ce dernier subit plusieurs attaques allemandes, dont celle du 20 juin, où les deux hommes meurent dans les combats à Chaudes-Aigues<sup>623</sup>.

Aucun écrit intime d'un des individus engagé après juin 1944 ne nous permet de l'attester, mais on peut également supposer qu'entrer dans un maquis résulte d'une décision plus rapide : les combats pour la libération semblent inévitables et les maquis restent un moyen efficace pour s'y former et y participer. De ce fait, le maquis le plus proche, ou celui où l'on sait comment entrer, devient le plus envisageable pour s'engager. Le but est de rejoindre un maquis, et non d'en choisir un spécifiquement. C'est peut-être dans ce sens qu'il faut envisager les engagements de certains

---

618 MNSMF, Riaumont, fonds Amédée Para, « Témoignage Chrétien dans les Hautes-Alpes », Jean-Jacques Gauthé, *Scoutisme et collection*, n° 57, octobre 1999, p. 51-52

619 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Catric, Lettre de Louis Vannini, 4 octobre 1999, p. 1

620 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Catric, Lettre de Louis Vannini, 20 octobre 1999, p. 2

621 MNSMF, Riaumont, fonds Amédée Para, Richard Duchamblo, « Amédée Para. Routier Scout de France », *Maquisards et Gestapo*, Gap, France, Éd. des Hautes-Alpes, 2005, tome 2, p. 8

622 Voir p. 160

623 MNSMF, Riaumont, fonds cousins Crouigneau, Signet funéraire commun, [1944?], p. 1

individus dans des maquis Francs-Tireurs et Partisans (FTP), c'est-à-dire d'obédience et d'initiative communistes, dont l'idéologie semble bien éloignée de celles des Scouts de France.

## 2. Le cas des maquis FTP

Catholiques et scouts certes, ces deux appartenances influent-elles sur les filières dans lesquelles ces individus évoluent pour résister ? Les résistances gaulliste, giraudiste et proche des anciens militaires de l'armée d'armistice, restent relativement prégnante, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents ; le seul cas de résistance où le catholicisme guide l'appartenance à une unité de résistance demeure un cas isolé<sup>624</sup>. L'appartenance à un réseau – et un maquis – FTP, qui ne représente statistiquement que huit cas dans notre étude, soit à peine 2,5% du corpus étudié, semble à l'inverse intéressante à étudier, tant l'idéologie communiste peut sembler éloignée du catholicisme – et par conséquent de la pédagogie des Scouts de France. Cette appartenance individuelle ou collective à la résistance FTP est-elle contradictoire avec la foi ? Comment ces jeunes sont-ils amenés à résister au sein d'unités communistes ? Les sources disponibles ne nous permettent pas d'appréhender l'opinion de ces jeunes lorsqu'ils intègrent un maquis FTP, mais nous amènent à supposer que la proximité de ces maquis, l'opportunité – connaître un maquisard par exemple – et la volonté de combattre font partie des motivations d'entrée – comme pour n'importe quel autre maquis. L'historien Jean Muracciole écrit en ce sens que « le volontaire s'engageait, au gré du hasard des rencontres, dans le mouvement ou le réseau qui se présentait à lui, sans s'interroger sur son orientation politique. L'appartenance à un mouvement ne signifiait d'ailleurs pas l'acceptation systématique des opinions politiques professées par la presse du mouvement. »<sup>625</sup> Afin de nous intéresser à ces engagements pour le moins surprenants, arrêtons-nous d'abord sur les entrées individuelles, avant d'envisager un cas d'engagement collectif.

### a) Des engagements isolés dans des régions minières et ouvrières

Claude Liard, né en 1929, appartient au maquis de Chamelis (Haute-Loire), au sein du groupe Franc-Tireur et Partisans français (FTPF) Wodli, fondé en mars 1943 et atteignant un total de 1 000 hommes<sup>626</sup>. Il meurt à l'âge de 15 ans le 19 août 1944 à Craponne-sur-Arzon dans des combats avec une garnison allemande<sup>627</sup>. Le jeune homme, scout à Garches en région parisienne, a

---

624 Réseau Honneur et Patrie, p. 78

625 Muracciole Jean-François, Histoire de la Résistance en France, Paris, PUF, 2012, p. 97-98

626 MNSMF, Riaumont, fonds Claude Liard, Lettre de [illisible], 1996, p. 2

627 MNSMF, Riaumont, fonds Claude Liard, Lettre de [illisible], 1996, p. 3



peut-être quitté la région parisienne au moment de l'exode afin de venir en Haute-Loire, sa mère en étant originaire<sup>628</sup>. Peut-être a-t-il d'ailleurs été seulement louveteau à Garches, étant donné son jeune âge au moment de sa mort et le fait qu'il ne soit probablement plus en région parisienne à partir de 1940, au moment où il avait l'âge d'entrer à la troupe. Le fait que Liard ait passé peu de temps au sein de mouvement, et surtout à un âge aussi jeune<sup>629</sup> est à prendre en compte, tout en gardant à l'esprit que c'est vraisemblablement la proximité et l'accessibilité du maquis FTPF qui ont poussé Liard à s'engager au sein du groupe Wodli.

À l'inverse, Jean Bodechon a été scout à Calais avant de devenir chef de troupe. Il meurt fusillé, avec d'autres maquisards de la région, en représailles au sabotage des transformateurs d'une usine de chenilles de char, l'usine Brampton, où il était ouvrier<sup>630</sup>. C'est un groupe de dix FTPF, au sein duquel évolue Jean Bodechon, qui mène l'attaque en août 1944 dans le but de créer un climat d'insécurité pour l'occupant. Le jeune homme est arrêté avec d'autres résistants, il est interrogé puis emmené à la citadelle de Calais, où il est fusillé le 3 septembre 1944. Il semble à nouveau que la proximité géographique du maquis ait influencé l'entrée de Bodechon, sans omettre le milieu professionnel – ouvrier – du jeune homme. Il ne semble pas que la double appartenance à la résistance FTPF et au scoutisme catholique de Bodechon ait semblé contradictoire, ou que l'une des appartenances ait eu la primeur sur l'autre : l'épithète de sa tombe, encadrée de deux croix potencées, mentionne d'ailleurs sa qualité de « Chef Scout de France » et de « Résistance FTPF »<sup>631</sup>.

Henri Fromaget est également ouvrier au Puy-en-Velay, en Haute-Loire, où il est en même temps routier. Il est par ailleurs plus âgé que les deux autres hommes précédemment cités : né en février 1919 en Savoie, il est arrêté le 2 mars 1944, à 25 ans, à Roanne, où il est interné deux mois avant d'être transféré à la prison lyonnaise de Montluc. Déporté, il meurt en Tchécoslovaquie au camp de Flossenbürg le 23 novembre 1944 en tant que déporté politique<sup>632</sup>. Membre des FTPF, il est arrêté pour le vol de tickets d'alimentation. Il est également en contact depuis le début de l'année 1943 avec le parti communiste français, interdit depuis septembre 1939. À la fin de l'année, il participe à l'organisation d'un maquis FTP à Chanteuges, au sein duquel il devient lieutenant<sup>633</sup>. En participant à l'implantation du maquis, il ne fait pas preuve d'« opportunisme » dans le choix de l'unité combattante ; il semble que le milieu professionnel du jeune homme ait joué un grand rôle

---

628MNSMF, Riaumont, fonds Claude Liard, Extrait d'État civil n° 10, 15 mars 1929, Garches, p. 1

629En effet, un jeune n'est pas marqué de la même manière par le scoutisme, sa pédagogie et sa spiritualité s'il appartient au mouvement en tant que louveteau, scout ou routier.

630 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Bodechon, Georges Magniez, « L'Empreinte », *Scoutisme et collection*, n° 44, avril 1996, p. 26

631 *Ibid.*, p. 27

632MNSMF, Riaumont, fonds Henri Fromaget, « Avis de décès », *La Haute-Loire*, 11 janvier 1946, p. 1

633MNSMF, Riaumont, fonds Henri Fromaget, Jean Souchal, « Henri Fromaget, martyr oublié », *L'éveil de la Haute-Loire*, 19 février 1994, p. 1

dans cette participation ainsi que dans le recrutement des membres du maquis. D'autre part, son appartenance aux Scouts de France semble, sinon étonnante, pour le moins hors normes. Sa mère en effet n'est pas croyante, de même que les camarades avec lesquels il évoluait dans la Résistance, en témoigne la lettre de Jean Brenas, déporté avec Henri Fromaget, qui écrit à la mère du jeune homme à son retour de camp :

Madame,

J'apprends que les camarades routiers d'Henri ont l'intention de faire dire une messe en souvenir de lui. Bien que cette cérémonie ne signifie pas grand chose pour moi ni pour vous, je ne puis cependant m'empêcher de saisir l'occasion qui s'offre à moi de vous exprimer ma sympathie douloureuse en cette circonstance.<sup>634</sup>

Le fait qu'Henri Fromaget soit membre d'un clan routier résulte peut-être d'une conversion personnelle, mais toujours est-il que la pédagogie scout n'a pas jalonné son adolescence, comme chez Jean Bodechon par exemple. Pour ces hommes en tout cas, l'appartenance professionnelle et le fait de côtoyer quotidiennement des ouvriers ont certainement favorisé leur engagement dans la résistance FTP – et encore plus particulièrement pour Henri Fromaget, qui participe à la fondation d'un maquis de cette obédience. Il ne faut pas non plus négliger l'accessibilité de ces maquis pour ces hommes : ils résistent où ils habitent et s'insèrent dans les réseaux où ils connaissent les moyens d'entrer. Cela est d'autant plus valable pour Claude Liard qui, trop jeune pour travailler, a certainement privilégié cette proximité géographique pour résister – Montceau, où il vit probablement, est une ville minière. Quoiqu'il en soit, la résistance au sein d'un réseau ou d'un maquis FTP ne semble pas être contradictoire, ni pour les individus ni pour ceux qui les signalent au Mémorial, avec un engagement scout.

#### *b) Le cas de la libération d'Autun (8 septembre 1944)*

Un dernier de résistance communiste peut également être soulignée avec l'engagement collectif de cinq scouts du Creusot dans un bataillon FTP du maquis de Valmy – maquis devenu un régiment le 6 juin 1944 afin de regrouper les hommes des différents maquis FTP du bassin minier du Morvan<sup>635</sup>. Ces cinq jeunes hommes sont décédés au cours de la libération d'Autun, le 8 septembre 1944. La ville se trouve effectivement dans la zone d'influence du maquis, composé en

---

634 MNSME, Riaumont, fonds Henri Fromaget, Lettre de Jean Bréhas à Mme Fromaget, 7 février 1946, p. 1

635 Pour l'histoire du maquis Valmy, voir Plessis-Couillaud Martine, *Du Maquis Valmy au régiment Valmy*, 1943-1944, S.I. 1985

majorité des mineurs de Montceau et de jeunes des villes et villages de l'ouest du département. Devant l'attaque du maquis afin de chasser l'occupant de la ville, les Allemands se livrent à un massacre sur une section du 6<sup>e</sup> bataillon du régiment, commandée par Paul Dessolin : les blessés sont achevés sur place, les survivants sont faits prisonniers quelques heures dans le jardin du petit séminaire de l'institution Saint-Lazare, avant d'y être abattus. Parmi les 27 corps de maquisards FTP retrouvés et identifiés par la population d'Autun se trouvent Jean Beney, Lucien Desbordes, Pierre Dremeau, André Jeunhomme et Roger Thevenet, cinq scouts du groupe Saint-Henri, 2<sup>e</sup> Le Creusot, situé à une trentaine de kilomètres d'Autun. Nés entre décembre 1923 et avril 1927, ils entrent dans le maquis après le débarquement de juin 1944, entre 17 et 20 ans ; hormis Roger Thevenet, né en 1923, aucun n'a pu être concerné directement par une réquisition pour le travail obligatoire<sup>636</sup>.

Nés au Creusot, ils y pratiquent le scoutisme : Pierre Dremeau et Jean Beney sont d'abord louveteaux, puis tous les cinq sont scouts. Les informations contenues au Mémorial ne nous permettent pas de l'affirmer, mais on peut supposer qu'ils entrent ensemble en résistance et au sein du même maquis, puisqu'ils appartiennent au même bataillon, viennent de la même ville et ont été à la même troupe – les plus âgés ont d'ailleurs certainement été les CP des plus jeunes. Pierre Dremeau avait rejoint son frère Jean au maquis de Saint-Gengoux-le-National, dans la Saône-et-Loire, et on peut supposer qu'il y avait entraîné ses camarades<sup>637</sup>. C'est à nouveau certainement la proximité géographique du maquis qui a attiré les cinq jeunes hommes ; la région, ouvrière et minière, se prêtait d'ailleurs à l'implantation de maquis FTP, et il ne faut pas voir outre mesure, comme pour les autres hommes précédemment cités, une contradiction entre leur foi, qui reste personnelle, et leur engagement résistant, qui correspond à ce qu'ils souhaitent faire : combattre pour la libération de la France, en gardant à l'esprit qu'ils risquent leur vie dans chaque action.

## **II. La conscience de la mort : la répression radicalisée de la Résistance**

Devant l'avancée des Alliés dans l'Empire, les défaites allemandes sur le front de l'Est et l'organisation de la Résistance intérieure, les Allemands et autorités de Vichy durcissent la répression envers tout ce qui nuit à l'occupant et à ses activités. Le débarquement en Normandie et la mobilisation des maquis rendent concrètes les capacités des forces formées, organisées et armées présentes sur les territoires et prêtes à combattre. Face à cela, les Allemands durcissent la

---

636 Voir le tableau-annexe n° 8, p. 223. Et les fonds suivants : MNSMF, Riaumont, fonds Jean Beney, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1 ; fonds Lucien Desbordes, Feuille de renseignements complétée, [1995?], p. 1 ; fonds Pierre Dremeau, Feuille de renseignements complétée, [1996?], p. 1 ; fonds André Jeunhomme, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1 ; fonds Roger Thevenet, Feuille de renseignements complétée, [1995?], p. 1

637 MNSMF, Riaumont, fonds Pierre Dremeau, Feuille de renseignements complétée, [1996?], p. 1

répression : on note une radicalisation des actions allemandes contre la Résistance intérieure, dont les exécutions sommaires, les arrestations et les rafles d'otage sont des illustrations précises.

## 1. Une répression accrue après le débarquement

La forme légale et judiciaire de la répression allemande dans les premières années d'Occupation (1940-1941) laisse peu à peu place, lorsque la Résistance s'organise et que l'armée allemande se sent menacée, à une répression plus rapide et plus mortelle.

### a) Avant le débarquement, une répression qui utilise les formes judiciaires

Les trois cas de procès que l'on peut étudier parmi les individus interviennent tous avant le débarquement : la procédure judiciaire, qui peut-être plus longue et nécessite – en théorie – des témoins, des pièces à conviction et au moins un simulacre de réflexion avant de prononcer la sentence, est utilisée pour punir la Résistance intérieure qui s'organise depuis l'été 1940 et se renforce à partir de l'invasion de la zone sud en novembre 1942. L'aboutissement de ces procès est une condamnation suivant un règlement préalablement établi. Dès le début du régime d'occupation, le commandement militaire allemand en France, le *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBF), a le monopole du maintien de l'ordre et de la sécurité sur le territoire occupé et s'occupe de poursuivre les civils français qui s'opposent à la législation allemande<sup>638</sup> même si, jusqu'à l'été 1941, l'essentiel des activités de répression judiciaire et policière est le fait des autorités françaises. Le MBF n'est pas pour autant inactif : il donne à la répression allemande un visage légal et principalement judiciaire<sup>639</sup> et accélère son activité judiciaire à partir de l'été 1941 et du début des attentats perpétrés contre les soldats allemands<sup>640</sup>. La police de sûreté et service de renseignements de la SS, la *Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst* (Sipo-SD), supplante cependant peu à peu le MBF, qui perd ses compétences policières en juin 1942<sup>641</sup>. Elle accompagne dès lors les activités judiciaires de violences policières croissantes<sup>642</sup>.

L'abbé Pierre Carpentier par exemple, qui a été déjà été évoqué au début de cette étude<sup>643</sup>, est

---

638 Eismann Gaël, « L'escalade d'une répression à visage légal. Les pratiques judiciaires des tribunaux du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, 1940-1944 », cité dans Gaël Eismann (dir.), *Occupation et répression militaire allemandes*, Autrement « Mémoires/Histoire », 2007, p. 127

639 *Ibid.*, p. 133

640 *Ibid.*, p. 140

641 Eismann Gaël, « Maintenir l'ordre. Le MBF et la sécurité locale en France occupée », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n° 98, p. 125

642 Eismann Gaël, « Maintenir l'ordre. Le MBF et la sécurité locale en France occupée », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n° 98, p. 136

643 Chapitre 2, à partir de la p. 75

arrêté le 8 décembre 1941 alors qu'il s'occupait de pilotes anglais. Emprisonné à la prison de Loos-les-Lille puis à Bochum, le 6 août 1942, il est considéré comme prisonnier *Nacht und Nebel*<sup>644</sup>. Il est jugé devant la cour du peuple allemand, à la demande du procureur d'Essen, le 16 avril 1943, procès durant lequel il est condamné à mté quelques temps après. Il est condamné à mort pour espionnage par le tribunal militaire allemand de Lyon le 2 février 1944 et est exécuté le 14 février<sup>645</sup>. Louis Payen, membre du réseau Alliance et également considéré comme prisonnier *Nacht und Nebel*, est arrêté par la Gestapo après la réception d'un parachutage le 11 juin 1943. Interné à la prison de Montluc puis à celle de Fresnes le 26 décembre 1943, il est transféré en Allemagne, à la prison de Pforzheim, le 25 janvier, où il est accusé d'espionnage au service de l'ennemi le 19 mars 1944. Le 10 septembre, il est mis à la disposition de la Gestapo de Strasbourg, et le 20 novembre, devant l'avancéeort pour « avantage procuré à l'ennemi » et est transféré à la prison de Dormund, le 29 juin 1943. Il est exécuté le lendemain. Charles Baty, né en 1921, entre dans la Résistance en 1943 et est arrê des Alliés sur le Rhin, il est extrait de sa cellule, avec 17 hommes et 8 femmes, du réseau Alliance aussi : conduits en forêt, ils y sont exécutés par la Gestapo<sup>646</sup>.

Les deux premiers procès ont abouti à des condamnations et des exécutions « régulières », tandis que pour Louis Payen, ce qui commençait par un procès se termine en exécution sommaire et rapide devant l'avancée des troupes alliées. À mesure que les Allemands se sentent cernés, les exécutions rapides et sans procès s'accumulent. Après le débarquement en Normandie en effet, les exécutions sommaires, les déportations et les rafles d'otages à l'aveugle se multiplient afin de réprimer la Résistance intérieure qui s'organise et attire davantage de monde<sup>647</sup>.

### b) La Résistance s'organise, la répression s'accélère

On recense 40 exécutions sommaires parmi les individus étudiés, soit près de 13% des décès dans le corpus, dont seulement six qui se sont déroulées avant le débarquement<sup>648</sup> : l'arrivée des troupes alliées sur le sol métropolitain et la retraite des troupes allemandes demeure un accélérateur dans les exécutions rapides, sans procès et donc irrégulières. La répression d'actes résistants, ou

644MNSMF, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier, op. cit.*, p. 47. Les prisonniers « Nacht und Nebel » sont des résistants qui ont été isolés du monde extérieur dès leur arrestation et qui doivent être jugés en Allemagne.

645Pennetier Claude, Leneveu Delphine, « Charles Baty », cité dans Pennetier Claude ; Besse Jean-Pierre ; Pouty Thomas (dir.), *Les fusillés (1940-1944), op. cit.*, <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article176362>, consulté le 5 février 2018

646Ponnavoy Jean-Louis ; Thébault Michel, « Louis Payen », cité dans Pennetier Claude ; Besse Jean-Pierre ; Pouty Thomas (dir.), *Les fusillés (1940-1944), op. cit.*, <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article176362>, consulté le 2 avril 2018

647Eismann Gaël, « L'escalade d'une répression à visage légal. Les pratiques judiciaires des tribunaux du Militärbefehlshaber in Frankreich, 1940-1944 », cité dans Gaël Eismann (dir.), *Occupation et répression militaire allemandes*, Autrement « Mémoires/Histoire », 2007, p. 156-157

648 Tableau-annexe n° 9 et tableau-annexe n° 10, p. 225

même l'exécution d'individus innocents sur le chemin des Allemands, est un signe de la radicalisation de la répression allemande, car l'occupant se sent menacé par l'avancée alliée.

Parmi les 309 individus étudiés, 63 meurent en déportation pour résistance ou en tant qu'otage, soit une proportion de 20,4%, c'est-à-dire un individu sur cinq<sup>649</sup>. La déportation constitue une méthode répressive majeure pour les Allemands : la majorité des personnes arrêtées et détenues par la Sipo-SD ne sont pas jugés dans des tribunaux militaires mais envoyés directement dans les camps de concentration, les condamnant à des humiliations répétées et à une mort lente<sup>650</sup>. Parmi les 63 individus, 16 ont été déportés après des activités catholiques clandestines au STO ; pour les autres, ils ont été arrêtés en France puis déportés en Allemagne suite à des activités résistantes ou à des rafles d'otages, en réaction auxdites activités résistantes. Ils font partie des 60 000 déportés politiques français, dont la moitié, à l'instar des hommes et des femmes étudiés dans le corpus, ne revient pas des camps<sup>651</sup>. Cependant, les informations collectées ne permettent pas de connaître les dates d'arrestation des ces individus ; la proportion d'hommes et de femmes déportés après le débarquement au sein du corpus étudié reste, de fait, inconnue. Néanmoins, certains fonds d'archives, plus documentés que d'autres, permettent de mettre en évidence quelques rafles d'otages, avant ou après juin 1944, qui ont toujours pour but de punir un sabotage ou un attentat.

Le cas de quatre individus retient effectivement notre attention dans l'étude de cette radicalisation de la répression allemande. Il s'agit d'une rafle perpétrée à Clermont-Ferrand le 8 mars 1944. Jean, François et Bernard Gorce, trois frères nés entre 1923 et 1925, sont tous les trois arrêtés dans cette rafle organisée en réaction à un attentat allemand dans les rues de la ville<sup>652</sup>. Ils participaient, au moment de leur arrestation, à une réunion de routiers au cercle Saint-Louis, en présence également de Henri Coquelut, né en 1926 et CP de la 1<sup>e</sup> Ceyrat, troupe Notre-Dame de la Varenne en 1940-1941, dans le Puy-de-Dôme<sup>653</sup>. Arrêtés avec d'autres hommes, probablement des routiers également, ou bien des chefs, ils sont tous les quatre déportés en Allemagne : Bernard et Jean meurent à Mauthausen respectivement en juillet et décembre 1944 ; Henri décède en février 1945 dans le kommando de Mauthausen de Kemenz, et François meurt en mai 1945, quatre jours avant la capitulation allemande, à Ebensee. Le fait qu'ils assistaient à une réunion de routiers au cercle Saint-Louis lors de leur arrestation pose question. Il se peut que, voulant rafler des otages, les Allemands soient tombé fortuitement sur une réunion de routiers ; il se peut également qu'ils aient

---

649 Tableau-annexe n° 9 et tableau-annexe n° 10, p. 225

650 Eismann Gaël, « L'escalade d'une répression à visage légal. Les pratiques judiciaires des tribunaux du Militärbefehlshaber in Frankreich, 1940-1944 », cité dans Gaël Eismann (dir.), *Occupation et répression militaire allemandes*, Autrement « Mémoires/Histoire », 2007, p. 157

651 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 103

652 MNSMF, Riaumont, fonds frères Gorce, *Le Scalp. Circulaire adressée aux Chefs Scouts de France de la Province d'Auvergne*, « Pour la France. Jean, François, Bernard Gorce », février 1946, p. 1

653 MNSMF, Riaumont, fonds Henri Coquelut, Lettre de Suzanne Brunmurol, 27 février 1996, p. 1

choisi délibérément de rafler ces hommes, sachant qu'ils se réunissaient ce soir-là. Cependant, rien ne permettant de nous orienter vers l'une ou l'autre des affirmations, elles resteront donc des hypothèses. Les rafles d'otages arrêtés au hasard des arrestations se poursuivent après juin 1944 : Adrien d'Esclaibes d'Hust, commissaire de province en Artois (Nord) et maire de Villers-Châtel<sup>654</sup>, est ainsi arrêté le 25 août 1944, sans qu'il ait été membre d'un quelconque réseau de résistance, en réaction à un attentat perpétré contre des soldats allemands<sup>655</sup>. Interné à la prison de Loos, il est ensuite déporté vers l'Allemagne, où il meurt au camp de Bergen-Belsen le 16 février 1945. Les rafles d'otages, qui frappent les civils sans savoir s'ils participent ou non à des activités résistantes, demeurent un moyen pour les Allemands de dissuader les civils de participer ou d'encourager des actes contre l'Occupant et un indicateur de la radicalité de la répression allemande. Face à la répression qui s'accélère et frappe parfois à l'aveugle, la mort devient une possibilité de plus en plus probable pour les individus engagés, qui mobilisent alors le scoutisme comme rempart spirituel pour l'affronter.

## 2. La conscience de la mort : la spiritualité scout au seuil de la mort ?

Logiquement, la guerre induit la possibilité de mourir – et l'armistice change seulement la façon de mourir, non sur les champs de bataille, mais en s'opposant au régime de Vichy ou à l'occupant. Dès lors, l'engagement résistant induit cette proximité avec la mort. Face à cet engagement, le scoutisme, qui a pu être le vecteur de valeurs poussant à l'engagement – patriotisme, service –, est également le vecteur d'une spiritualité mobilisée et entretenue jusqu'au seuil de la mort. Le scoutisme retrouve alors un rôle de réconfort et de rempart face à la peur de mourir. L'engagement résistant devient plus massif à partir du débarquement, et surtout les combats réapparaissent après le 6 juin. L'engagement au sein d'un maquis ou d'une unité résistante sous-tend des combats, potentiellement mortel. C'est en ce sens qu'il faut comprendre par exemple les derniers écrits de Daniel Carlier dans son journal, dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier 1945. Ce dernier s'est engagé au sein du 19<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied (BCP) depuis le 18 novembre avec deux autres routiers du clan de Valenciennes et il écrit le même jour à ses parents :

« Kembs, nuit du 31 décembre 1944 au 1<sup>er</sup> janvier 1945. 10h30 environ. J'écris ces lignes avant l'attaque. Je pars le cœur léger dans une sérénité d'esprit totale. Je pense à ma famille, au groupe Charles-de-Foucauld. Je suis prêt. Si Dieu veut de moi, cette nuit, avec joie, je le rejoindrai, malgré cette

---

654 MNSMF, Riaumont, fonds Adrien d'Hust, *En souvenir du Comte Adrien d'Esclaibes d'Hust*, Lille, Impr. S.I.L.I.C., 1946, p. 5

655 *Ibid.*, p. 21

appréhension inévitable de l'âme en péril de mort. Mon Dieu, je vous remercie de m'avoir détaché de tous les biens de la terre et d'avoir fait en sorte que cette nuit, rien ne me gêne, si vous voulez que je prenne mon envol vers vous. Attaque du 19<sup>e</sup> BCP dans le secteur de Kembs pendant la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier. Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il. Mon Dieu je suis prêt. Faites que cette nuit je sois fidèle à mon idéal scout. *Seigneur Jésus apprenez-moi à combattre sans souci des blessures, à me dépenser sans attendre d'autres récompenses que celle de savoir que je fais votre sainte Volonté.* »<sup>656</sup>

La conscience accrue de la mort chez Daniel Carlier est doublée d'une prière, la prière scoute<sup>657</sup>, qui accompagne ses derniers instants avant de monter au front. Face à la mort, il trouve une source de réconfort et certainement d'apaisement dans la spiritualité scoute, à l'instar peut-être de René Mouchotte, Pierre Bochin ou Henri Lugan. Jacques de Baudus quant à lui se prépare également à mourir au moment où il s'engage au sein du 1<sup>e</sup> Bataillon de Choc, engagement qu'il évoque le 21 janvier 1945 dans son journal :

Je ne pars pas sans instinctive angoisse. Mais je suis sans trouble : je sais pourquoi je pars, dans quelles conditions je m'engage, ce que j'attends de cette épreuve. [...] Je ne pars non pas en fermant les yeux à une mort possible, en me persuadant qu'elle n'est que pour les autres, je ne me résigne pas non plus d'avance à quitter cette vie où j'ai connu tant de belles joies. [...] J'accepte tout, je souhaite tout ce qui me fera faire un plus grand bond vers Dieu, vers le sommet de son amour, même si ce doit être mon dernier bond...[...]»<sup>658</sup>

Cette acceptation de la mort s'accompagne chez le jeune homme de l'écriture d'une sorte de testament adressé à ses parents dans le but d'organiser ses obsèques s'il meurt au combat : le scoutisme y tient à nouveau une place majeure, puisque le jeune homme souhaite être enterré en uniforme et que l'on se souvienne de lui en tant que membre des Scouts de France. La prière, qu'il sollicite de la part de ses parents, occupe la place de rempart à la douleur de la mort et de réconfort :

Mon cher papa, ma chère maman,

Si jamais vous lisez ces lignes, c'est que je serai retourné "à la maison du Père" comme disent les Scouts. Vous avez de la peine, j'en suis sûr. [...] Mais n'oubliez pas que Dieu est infiniment bon, si il m'a repris c'est que cela était nécessaire et pour moi et pour vous, il est notre Père à tous, il suit ce qu'il fait, pourquoi il nous ferait souffrir. Je vous demanderai de bien prier pour moi [...]. De la Haut, d'ailleurs, je ne vous oublierai pas, ni tous ceux que j'ai aimé, que j'ai connu. Je tiens ensuite à vous demander pardon de toutes les peines, de tous les soucis que je vous ai donnés. [...] Je demande aussi pardon à tous ceux que j'ai pu blesser, peiner, scandaliser. [...] Je vous prie instamment d'être enterré dans mon uniforme scout, avec, si possible, mon [illisible] et mon chapeau. Si vous n'y pouvez mettre mon chapeau, mettez y

---

656 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, 1947, p. 101

657 Mis en italique par nos soins dans l'extrait.

658 MNSMF, Riaumont, Bessières Albert ; Liénart Achille, *Jacques de Baudus, op. cit.*, p. 165-167



au moins la croix émaillée. Relevez mes manches, comme un scout prêt à servir. [...] Si vous mettez une plaque, n'omettez pas d'y faire figurer "Scout de France". Sur les images (si vous en faites faire) mettez quelque chose de ce genre-ci :

"[Croix scoute] / Être [photo] prêt / Souvenez-vous dans vos prières / de / Jacques de Baudus / 12 avril 1921 - / Scout de France / "Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m'engage à servir de mon mieux Dieu, l'Église et la patrie, à aider mon prochain en toutes circonstances, à observer la loi scoute" (promesse scoute)"

Je tiens à ce que vous marquiez sur l'image Scout de France et la promesse scoute. [...] <sup>659</sup>

La prière est également un thème latent de la dernière lettre de Claude Lerude. Le 16 août 1944, alors qu'il est détenu en Allemagne depuis trois mois, le jeune homme est déporté vers Neuengamme<sup>660</sup>. Il écrit, juste avant de partir, une dernière lettre à sa mère, à qui il en avait écrit une dizaine depuis la prison d'Orléans où il est emprisonné depuis janvier 1944. Il n'évoque qu'indirectement sa mort, mais mobilise, comme les autres individus précédemment cités, la prière comme palliatif à la douleur de la séparation qu'induit la mort<sup>661</sup>. Dans une des dernières lettres que Bernard Gorce, adresse à sa famille, le jeune homme déporté en tant qu'otage mentionne la communion qu'il a reçue et qui l'a apaisé. La vie sacramentelle – communion, confession – est également un moyen, sinon d'atténuer la douleur de la mort, de s'assurer que la mort intervient alors que l'individu est dans un « état de grâce », c'est-à-dire administré des principaux sacrements :

Mon tour est venu de vous quitter... je pars le cœur presque heureux ; j'ai pu, en effet, communier il y a quelques heures. Soyez persuadés que seuls la pensée de vous savoir tristes pourrait troubler le sourire dans l'épreuve... Dieu l'a voulu... Courage donc.<sup>662</sup>

C'est peut-être en ce sens que l'on peut comprendre l'organisation d'un clan routier au camp de transit de Compiègne, qualifiée d'« anti-chambre de la déportation »<sup>663</sup> par l'historien Robert Belot : la pédagogie et la spiritualité scoute sont sources de réconfort pour les hommes qui la pratiquent, et devant l'imminence de leur déportation, ils forment, le temps de quelques jours, un clan éphémère afin de vivre une dernière fois le scoutisme qu'ils ont quitté avant leur internement.

---

659 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques de Baudus, Testament de Jacques de Baudus, 21 janvier 1945, p. 1-4

660 MNSMF, Riaumont, Wetterwald François, *Claude Lerude*, Orléans, Rouam, 1947, p. 103

661 MNSMF, Riaumont, fonds Claude Lerude, « 16 août 1944 », Lettres de prison de Claude Lerude, introduites par le discours retranscrit de René Alexis à la paroisse Saint Patern d'Orléans, 13 février 1982, p. 10

662 MNSMF, fonds frères Gorce, *Le Scalp. Circulaire adressée aux Chefs Scouts de France de la Province d'Auvergne*, « Extraits des notes et lettres de Bernard Gorce », février 1946, p. 1

663 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 91

### 3. Routiers en détention : de l'arrestation à la déportation, la spiritualité scout porteuse de sens et de réconfort

Avant d'être déportés, nombre d'hommes et de femmes passent par le camp de transit de Compiègne, dans lequel ils séjournent plus ou moins longtemps avant d'apprendre leur départ en Allemagne. Un clan routier se forme dans ce camp durant l'été 1943, animé par Jean de Runz et François Bureau. Né en avril 1921, François Bureau, étudiant de classe préparatoire au lycée Sainte-Geneviève de Versailles – où il est routier en 1942 – fait partie des réfractaires au STO qui tentent de rejoindre l'Afrique du Nord par l'Espagne pour s'engager dans l'Armée d'Afrique. Il se cache d'abord quelques temps dans les bois de La Meillerraie, dans une propriété familiale, puis tente de passer la frontière. Il est arrêté à la frontière, trahi par son passeur, le 18 juillet 1943. Entre son arrestation et son arrivée à Buchenwald le 4 septembre, il passe par le camp de Compiègne, au sein duquel, et avec d'autres prisonniers scouts ou anciens du mouvement, il forme un clan routier attirant d'autres détenus en attente de leur départ pour l'Allemagne. Jean de Runz notamment, devient chef de ce clan, dénommé Notre-Dame des Prisonniers. Il a été scout puis routier, sans que l'on sache où, ainsi que Cadet du père Doncoeur<sup>664</sup>. Il semble être acheminé vers le camp de transit en même temps que Jean-Paul Garin, un autre prisonnier, et ils arrivent tous les deux au camp le 23 juillet 1943<sup>665</sup>. Là, il devient chef de ce clan improvisé ne regroupant que des hommes en transit vers l'Allemagne, connaissant le scoutisme ou le découvrant à Compiègne. François Bureau est un des CE du clan. On retrouve, parmi les routiers, Georges Montel ainsi que son frère André et, on peut supposer, leur frère Yves, également arrêtés durant l'été pour avoir tenté de traverser la frontière espagnole<sup>666</sup>. Le scoutisme n'y est pas seulement spirituel ou moral, mais le mode de vie scout est également mis à l'honneur par les internés, en témoigne le récit de Jean-Paul Garin, dont nous citerons plusieurs extraits<sup>667</sup> :

Nos activités étaient autant physiques qu'intellectuelles et spirituelles. Décrassage matinal et douches, étude de différents sujets – cercles à suivre, Doctrine Sociale de l'Église, étude de la Bible, messe et communion quotidiennes, méditations, retraite avec les prêtres qui étaient là. Nous avions une chapelle où pendant toute la journée nous pouvions venir prier en silence, prier le Seigneur et lui offrir notre souffrance et celle de nos camarades non chrétiens. François [Bureau] nous faisait aussi apprendre la loi scout car nous étions plusieurs à n'avoir jamais été dans le mouvement.<sup>668</sup>

---

664 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 21

665 *Ibid.*, p. 21

666 MNSMF, Riaumont, fonds frères Montel, Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 22-23

667 Rescapé du camp de concentration, il connaît François Bureau avant la guerre.

668 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 24

Outre les activités typiques que l'on peut retrouver dans un clan classique – activités physiques, activités intellectuelles – la vie du clan s'insère dans une vie sacramentelle et de prière importante, pour un lieu de transit et de captivité : la messe y est quotidienne et les prêtres présents parmi les prisonniers peuvent assurer la pratique d'autres sacrements (confession, sacrement des malades...) et des temps de prière. Une chapelle est aménagée, avec l'accord des autorités nazies, dans l'ancienne baraque des prisonniers atteints de la gale. Une chorale est également montée par le clan afin d'animer la messe dominicale<sup>669</sup>.

Quant à notre vie spirituelle, sa part était grande. La captivité forcée, le silence, le manque de distraction nous faisait nous replier sur nous mêmes. Un grand nombre de problèmes se posent auxquels nous avons le temps de réfléchir. Pour nous guider nous avons des prêtres. À ce moment-là ils étaient trois. L'abbé Taschau, un vieil abbé [...]. L'abbé Jean Renard, l'aumônier du clan routier [...]; le Père Georges Stenger enfin, Lorrain, ancien aumônier militaire [...].<sup>670</sup>

Le 15 août 1943, jour de fête mariale dans l'Église catholique, une veillée de prière est organisée par le clan aux pieds d'une statue de la Vierge baptisée « Notre-Dame des prisonniers », du même nom que le clan. Une neuvaine pour la paix, dont François Bureau est peut-être à l'origine, est également récitée au camp, animée par le clan<sup>671</sup>.

Le 30 août nous apprenions notre départ en Allemagne. Aussi, je ne voulais pas partir sans faire ma promesse. J'avais alors l'impression qu'il était nécessaire de rentrer dans la grande famille scoutie par un acte spécial. L'on demande la permission à l'aumônier JP Renard et à Jean de Runz, et pendant toute la nuit avec François et Jean, nous répétons le cérémonial et nous prions dans les couloirs du bâtiment. Le 2 septembre au matin, je faisais ma promesse dans la chambre des prêtres de Compiègne et quelques minutes après avait lieu le baptême d'un de mes camarades dont j'étais le parrain. Le climat moral et spirituel était donc très élevé avant notre départ pour Buchenwald.<sup>672</sup>

C'est François Bureau qui prépare Jean-Paul Garin à la promesse et – on peut le supposer – qui est son parrain. L'entrée dans le scoutisme, qui passe par ce serment solennel et ritualisé, premier engagement dans le mouvement, prend ici une symbolique particulière pour le prisonnier : avant la déportation, et possiblement la mort en Allemagne, il choisit de promettre de vivre en respectant la loi scoutie. Le seul scoutisme qu'il connaît est un scoutisme dicté par les circonstances de sa captivité. Par ailleurs, le baptême d'un des membres du clan est également célébré quelques

---

669 *Ibid.*, p. 25

670 MNSMF, Riaumont, fonds frères Montel, Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 25

671 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Lettre à ses parents, 1<sup>er</sup> septembre 1943, Compiègne, p. 2

672 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 24

instants avant que les hommes ne partent vers l'Allemagne, le 2 septembre. Est-ce le résultat de ces quelques jours au camp de Compiègne et de la vie spirituelle qu'ont développé certains prisonniers, ou est-ce un cheminement antérieur à cet internement ? Nous ne pouvons pas le savoir, mais la vie spirituelle était, sinon dense, pour le moins existante au camp de transit de Compiègne, et le scoutisme y tient un rôle, sinon de soutien, au moins de maintien moral et spirituel pour les prisonniers : il tend à garder ces hommes en forme physique, intellectuelle, spirituelle et morale, ce qui n'est pas différent de ses buts habituellement, dans un contexte qui, lui, n'est pas habituel.

Jean-Paul Garin note dans *La vie dure* que les activités et les sermons des aumôniers sont épiés par d'autres prisonniers « mouchards », et que les réunions sont souvent, de ce fait, ajournées<sup>673</sup>. Est-ce le caractère scout des réunions et des enseignements qui alarme les Allemands ou le fait même de se réunir entre prisonniers ? Il n'est pas sûr que l'organisation et la vie du clan routier dans ce camp de transit ait été regardé d'un si mauvais œil par les Allemands, car aucune subversion ni aucun propos politique n'a pas sa place parmi les routiers – il s'agit uniquement d'organiser une vie spirituelle dans le camp selon des piliers et des valeurs propres au scoutisme. La devise que les routiers s'étaient choisie – « Seigneur que voulez-vous que je fasse »<sup>674</sup> – témoigne également de l'esprit d'abandon que les routiers veulent promouvoir et choisir : prisonniers et condamnés à la déportation, ils ont choisi une devise qui refléterait la confiance qu'ils ont en Dieu. C'est en effet ce qui ressort de la dernière lettre que François Bureau adresse à ses parents<sup>675</sup>, mais également de lettres antérieures, comme celle du 15 mars 1943, date à laquelle, revenu d'un pèlerinage à Chartres où il était avec sa troupe, il réfléchit à la convocation qu'il a reçue – ou qu'il s'apprête à recevoir – pour aller travailler en Allemagne :

Où nous mène le destin ? Dieu seul le sait. Ayons confiance. Et partout menons une vie pleine de service et d'activité. Je ne vois pas cela près de finir. S'il faut partir en Allemagne, on partira ; nous sommes la génération sacrifiée, j'en suis persuadé. Ce sont nos enfants qui verront la France belle et grande. Nous, nous aurons à lutter, à peiner, et peut-être à mourir jeunes. Je regarde calmement l'avenir, il est dans les mains du Christ. Dieu mène. Ne craignons rien. Et puis, après tout, notre vie terrestre n'est qu'un voyage, un grand voyage. Le nôtre est mouvementé, la tempête gronde, qu'importe pourvu que le bateau arrive au port du Salut, trouve cette vraie et seule paix que le monde ne peut donner, la paix divine, la paix de l'au-delà.<sup>676</sup>

Plus qu'un « abandon », ces jeunes semblent préparés à la mort, dans leurs écrits personnels,

---

673 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 25

674 *Ibid.*, p. 25

675 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Lettre de à ses parents, 1<sup>er</sup> septembre 1943, Compiègne, p. 1

676 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Lettre de François Bureau à son père, 15 mars 1943, p. 2

dans leurs lettres. Est-ce le contexte de guerre qui provoque cet prise de conscience ? Est-ce la radicalisation de la répression allemande à mesure que la guerre avance qui l'accentue ? Comment cette acceptation de la mort, et parfois le consentement au probable sacrifice de sa vie, est-il rattaché à l'idéal scout – ou plutôt routier – par ces jeunes ?

### **III. Le combat pour la France : renouer avec l'idéal routier ?**

Le service occupe une place centrale, sinon majeure, dans le scoutisme : service de l'autre, service de Dieu, service de la France, tout jeune qui s'engage promet de servir. Les combats pour la Libération, qui projettent plus de la moitié des scouts étudiés dans les combats<sup>677</sup>, deviennent un moyen, pour eux, de mettre en exergue l'idéal scout qu'ils se sont engagés à suivre.

#### **1. Le service patriotique au cœur de l'idéal routier**

##### *a) La définition de l'idéal routier*

Si l'engagement résistant, et notamment militaire, est un moyen de réaliser l'idéal scout que ces hommes ont promis de suivre tout au long de leur vie lors de leur promesse – engagement réitéré à un âge plus avancé lorsqu'ils entrent au clan et se préparent, voire font, leur « départ routier » –, quel est précisément cet idéal ? On parle d'idéal scout, puisqu'il s'agit de l'idéal véhiculé par le scoutisme<sup>678</sup> dans son ensemble, mais on peut plus précisément parler d'idéal routier : en effet, le clan demeure l'aboutissement de la progression au sein du mouvement, et surtout l'unité au sein de laquelle les jeunes s'engagent souvent plus volontairement que dans la troupe, où l'avis des parents reste décisif. Par ailleurs, les routiers sont à l'âge des choix et c'est durant cette période – entre 17 et 25 ans – qu'ils deviennent, en quelque sorte, des hommes, capables de prendre des décisions, des responsabilités, des engagements. À l'aube de leur entrée dans la vie professionnelle, maritale, familiale, la pédagogie scout que'ils ont promis de suivre toute leur vie prend une teinte concrète. On peut donc parler d'idéal scout, mais nous lui préférons le terme d'idéal routier, pour signifier également que c'est à cet âge charnière que se situent la majorité des hommes – et des quelques femmes – étudiés.

La meilleure façon d'appréhender et de délimiter cet idéal est tout d'abord de l'étudier à

---

677 Tableaux-annexe n° 9 et n° 10, p. 225 : 160 individus meurent au combat avant et après le débarquement, soit près de 52% de la population étudiée.

678 Du moins au sein des Scouts de France.

travers le cérémonial du départ routier<sup>679</sup>, qui est en quelque sorte l'ultime étape de progression du routier au clan : il s'agit du « dernier engagement », qui symbolise à la fois l'accomplissement du devoir du routier au clan, mais aussi son passage à la vie « adulte », c'est-à-dire en dehors du scoutisme, en dehors de la progression, le passage au monde professionnel, les choix vocationnels... C'est donc un engagement important qui clôture sa progression en tant qu'adulte chrétien pendant ses années au clan. Le départ intervient naturellement après la promesse, après une ou plusieurs années au clan, et induit la prise de conscience, pour le jeune, que l'idéal qui doit guider sa vie est le service – l'idéal du scoutisme, en somme. C'est un engagement personnel que tous les routiers ne prennent pas et qui revêt donc une symbolique d'autant plus forte que ce n'est pas un passage obligé mais un engagement librement choisi et consenti. Comme pour la promesse, le départ routier est inscrit dans un cérémonial très ritualisé, qui prend l'apparence d'un serment pris devant la communauté – les autres membres du clan, routiers comme chefs. Quelques phrases de ce cérémonial sont présentes dans les signets funéraires que nous avons étudiés, en particulier la remise du flot rouge – bande de tissu accrochée sous l'épaule droite de l'uniforme et également appelé scalp –, symbolisant ledit départ :

« Rouge, couleur du dévouement et du sang versé : les deux seules choses, dont tu ne dois pas être économe pour te rappeler, à l'exemple de tes aînés tombés aux carrefours des voies sacrées de France et de Palestine, qu'un routier qui ne sait pas mourir, n'est bon à rien. »<sup>680</sup>

Plus que servir, le « dévouement » et le « sang versé » font écho à l'idée de sacrifice. Ainsi, un routier, s'il doit mourir, doit mourir en servant, c'est-à-dire en se sacrifiant, et en prenant exemple sur les « aînés », soit les croisés français, les chevaliers, qui ont défendu le christianisme en Palestine : c'est cet exemple qui est encouragé. De même, la mention de la France renvoie à nouveau à la formation politique – ou du moins en théorie politique et en histoire nationale – dispensée au sein du mouvement : la France revêt une dimension religieuse – c'est la France catholique qui est célébrée – mais également nationale. Ainsi, pour être un bon routier, un bon scout de façon générale, il faut aussi être un bon Français – et cela passe notamment par le service de la patrie. Parmi les individus étudiés, 37 au moins ont fait leur départ, certains avant guerre, d'autres pendant la guerre, et parfois dans des conditions matérielles et spirituelles particulières induites par la guerre elle-même<sup>681</sup> : Jean Bernier, Philippe Bouchard, René Boitier et Robert Saumont l'ont par exemple fait en captivité, en tant que prisonniers de guerre ou prisonniers transformés en

679 Le texte du cérémonial se trouve en annexe, p. 216-217

680 Annexes, Cérémonial du départ routier, p. 216-217

681 37 individus au moins ont fait leur départ routier selon les fonds étudiés ; cela n'exclue pas que d'autres aient fait leur départ également et que leurs proches, en se signalant au Mémorial, n'en aient pas eu connaissance.

travailleurs civils. Daniel Carlier a, lui, fait son départ alors qu'il était travailleur STO dans le nord de la France. Le cérémonial, qui demeure inchangé, prend évidemment une teinte particulière selon le contexte dans lequel il s'inscrit, et une teinte notamment grave voire dramatique dans un contexte de guerre, puisque le sacrifice et le patriotisme évoqués conduisent possiblement à la mort.

### b) Les liens évidents avec l'armée

Le service de la France fait bien sûr écho au service militaire, et plus spécifiquement à la carrière militaire. Les liens entre scoutisme et armée ont pu être soulignés plusieurs fois sans pour autant que les deux institutions soient assimilables<sup>682</sup>. Le scoutisme et l'armée partagent en effet plusieurs valeurs et façons de vivre, à commencer par le culte du chef, le respect de l'ordre établi et le fonctionnement hiérarchisé des unités ; le scoutisme demeure néanmoins une méthode d'éducation et une pédagogie laissant une large place à la progression et l'épanouissement spirituel. Baden-Powell lui-même ne souhaitait pas que le scoutisme soit associé à une formation militaire dans l'entre-deux-guerres<sup>683</sup>, mais les liens entre scoutisme adolescent puis engagement dans l'armée à l'âge adulte semblent indéniables et répondent toutefois à une certaine cohérence : en effet, si le scoutisme ne forme pas ses membres à devenir des soldats, dans le sens où aucun enseignement ou exercice militaire n'est dispensé, il mobilise, développe et encourage des valeurs communes aux deux institutions. L'engagement dans l'armée de façon régulière – indépendamment de l'engagement résistant – est de ce fait relativement répandu parmi la population étudiée. Outre le service militaire, que tout homme en âge et en capacité d'être conscrit doit réaliser, certains des individus étudiés ont fait le choix de la carrière militaire. François d'Alverny, Jacques d'Inville, Jacques du Repaire, Pierre Gosselin, Paul Braive, Théodose Morel, Jacques Lalande, Jean Dazanbujá, Pierre Bochín, Abel Tommy-Martin et François Garbit sont par exemple entrés à l'école d'officiers de Saint-Cyr, tandis que François Bureau, Joël d'Auriac, Jacques Thierry et Louis Payen souhaitaient y rentrer mais en ont été empêchés – arrestations, STO, fermeture de l'école par l'occupant en novembre 1942<sup>684</sup>... Jean-Marie Auber, Pierre Soubeirat et Jacques Bourouche ont fréquenté l'École de l'Air, André Breitenstein l'école militaire d'aviation d'Angers. Jean Bouet a été à l'École Navale de Brest, Hubert d'Inville est sorti officier de l'école de navigation de Nantes, Philippe-Emmanuel Béraud entre à l'école des sous-officiers de Istres en 1938, Arnaud Gèze est passé par l'école militaire d'artillerie, Robert de Courson, Pierre Marchal, Paul-Louis André et André Bordes sont

682 Millon Clément, « Le scoutisme français dans les camps de prisonniers de guerre 1940 - 1945 », cité dans Baubérot Arnaud ; Duval Nathalie, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 130

683 Sica Mario, « Le rendez-vous manqué de Baden-Powell avec la SDN (1919-1933) », cité dans Baubérot Arnaud ; Duval Nathalie, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, France, L'Harmattan, 2006, p. 29

684 Belot Robert, *Aux frontières de la liberté, op. cit.*, p. 87

polytechniciens. La liste, qui n'est pas exhaustive – certaines fonds sont peu documentés et les informations manquent –, permet néanmoins de constater que, parmi les 309 individus étudiés, 27 au moins sont passés par des écoles militaires, soit une proportion de 8,7% des hommes étudiés. D'autre part, des clans routiers se forment au sein de ces écoles et même au sein des lycées préparant les élèves aux concours des écoles militaires, à l'instar du lycée Sainte-Geneviève de Versailles<sup>685</sup>. Pour ces individus, qui découvrent le scoutisme au sein des clans d'institutions militaires, ou qui poursuivent un engagement qu'ils avaient débuté plus jeunes, les valeurs de l'armée se recoupent avec celles du scoutisme – l'aspect religieux en moins. « Servir la patrie » prend un sens particulier pour eux, qui sont appelés par leur métier à défendre la France par les armes, et ce jusqu'à la mort. Leur idéal devient, en quelque sorte, leur ultime promesse.

## 2. S'engager à servir : la dernière promesse ?

Pour les Scouts de France et notamment ceux qui s'engagent dans un combat, comme celui de la Résistance par exemple, servir introduit la notion de sacrifice : pour servir comme le mouvement le lui commande, le scout doit être capable de mourir pour son engagement – un engagement qui mêle indistinctement le service de l'Église et le service de la France.

### a) Servir... jusqu'à la mort ?

L'idéal routier n'appelle-t-il pas au même service ultime ? Plus largement que le service – service de l'Église, service de la patrie –, le cérémonial du départ routier loue effectivement le dévouement à ce service, c'est-à-dire le dépassement constant de soi-même dans l'accomplissement d'une tâche, dans le service d'une cause, jusqu'à le payer de sa vie. Servir, c'est se dévouer, et mourir en routier, c'est mourir en servant – c'est en ce sens qu'il faut comprendre la phrase du cérémonial « Un routier qui ne sait pas mourir n'est bon à rien ». On comprend alors que, lorsque les hommes s'engagent en résistance et qu'ils y relient leur engagement scout antérieur, la mort soit un facteur à prendre en compte : la mort au service de la patrie est plus qu'une possibilité, c'est la réalisation même de l'idéal routier.

Or, face à la démobilisation de 1940 – puis celle de 1942 pour les 100 000 hommes engagés dans l'armée d'armistice –, le dévouement au service de la France ne peut plus avoir lieu au sein de l'armée régulière, mais au sein d'une unité combattante. Ce n'est plus l'armée en tant qu'institution étatique qui emploie les hommes afin d'accomplir le devoir pour lequel ils ont été formés, mais eux

---

685 MNSMF, Riaumont, fonds François Bureau, Lettre de Yann Bureau, 25 février 1996, p. 2



qui, de façon individuelle et volontaire, rejoint une unité militaire pour poursuivre ce devoir – et ce volontariat dépasse largement les militaires de carrière, attirant d'ailleurs des hommes très jeunes qui n'avaient pas l'âge requis, avant l'armistice, pour connaître la conscription. Il est cependant intéressant de constater que le service scout est associé à la résistance armée le plus souvent à partir de 1942, voire à partir de 1944 – à partir du moment où le combat armé réapparaît en métropole, où il devient physiquement proche, en tout cas plus proche que les combats qui se préparent en Angleterre ou se déroulent dans l'Empire. Dès lors que les individus n'ont ni quitté la France ni pris part à une quelconque activité résistante – maquis, réseau –, l'idéal routier semble étranger à tout engagement résistant. Chez Jacques de Baudus, le sacrifice au service de la patrie est latent avant l'armistice de 1940, ce qui semble logique du fait du contexte des combats – ou de l'attente des combats : « J'ai l'impression d'être dans l'attente de quelque atroce et splendide sacrifice où je pourrai manifester, assouvir mon amour, ma soif d'héroïsme, de souffrance, de dévouement, de service. »<sup>686</sup>. En revanche, Après l'armistice, cette notion de service comme lutte contre l'Occupant – à l'intérieur ou à l'extérieur de la France – n'apparaît plus. Le service se résume dès lors dans son journal à son rôle dans les Chantiers de la Jeunesse et dans le scoutisme, où il devient chef de troupe. C'est une manière pour lui d'honorer la devise « Servir » qu'il a appris aux routiers, mais également de se mettre au service de la France. Ce n'est qu'à partir de l'avancée des Alliés sur le sol français que cette idée de sacrifice de sa vie pour battre l'occupant apparaît de nouveau, comme il l'écrit dans son journal le 28 août 1944 :

Ce soir les Allemands et la Résistance se sont attaqués. Les coups de feu viennent d'un peu partout. Voici donc commencée l'action de la Résistance tant attendue. Pour moi, mon Seigneur, j'ai l'impression d'entrer dans une grande aventure magnifique et sanglante pour laquelle, dès le premier coup de feu, je me suis senti prêt. Ce sera peut-être ma dernière aventure. [...] Voilà. Je suis prêt à descendre dans la rue relever les blessés et reconforter les mourants, à aller là où la balle qui m'est destinée m'attend. [...] Je suis prêt à servir de mon mieux, jusqu'au sang, sans attendre d'autre joie que celle incomparable de savoir que je fais Ta sainte volonté.<sup>687</sup>

Il en est de même chez Daniel Carlier : après le service du travail obligatoire qu'il a accompli en France et durant lequel il estime avoir progressé spirituellement<sup>688</sup>, le jeune homme s'est engagé à partir de novembre 1944 dans l'armée de libération. Avant cela, la notion de service patriotique en tant que lutte contre l'Occupant était inexistante dans ses écrits. À travers les lettres

---

686 MNSMF, Riaumont, Bessières Albert ; Liénart Achille, *Jacques de Baudus, op. cit.*, p. 82. La note date du 15 avril 1940.

687 *Ibid.*, p. 142-143

688 Chapitre 3 p. 95

qu'il envoie à ses proches en novembre et décembre 1944, il explique combien l'armée, par la vie rude qu'il y mène et par les activités qui l'amènent à servir la cause de la France, répond selon lui à l'idéal routier – idéal de service, d'obéissance et de dépassement de soi :

Je suis maintenant en uniforme et attends le départ tout proche... Sans faire de trémolo inutile, je peux te dire que dans cette hypothèse j'espère que les trois routiers de la 1<sup>e</sup> Valenciennes ici présents feront honneur au clan. [...] Nous avons fait vendredi une marche de 30 kilomètres sac au dos [...]. Je n'ai jamais été aussi fatigué de ma vie, plusieurs fois j'ai eu envie de tout lâcher, mais je te dis simplement que la pensée de l'idéal routier et la récitation de la prière scout en silence m'ont fait tenir.<sup>689</sup>

L'armée est pour moi un excellent exercice d'ascétisme et de dressage, quoique jusqu'à présent la vie ne soit pas assez dure. Jusqu'à présent j'y ai fait une cure d'obéissance et de silence. Je voulais aussi être le témoin des paroles que je prononçais sans cesse tant au clan qu'à la troupe. Si je reviens je crois pouvoir exercer une influence plus grande sur mes scouts, j'espère leur avoir prouvé que l'idéal scout ne se réalise pas par des mots. L'armée me rapproche de Dieu, elle a supprimé tous les intermédiaires qui nous séparaient.<sup>690</sup>

Daniel Carlier estime que c'est en combattant qu'il se réalise pleinement en tant que routier, et que l'armée est le moyen de rendre concret ce qu'il a appris à la troupe et au clan, comme il l'explique à ses parents dans une lettre du 13 décembre 1944 : « Maintenant que nous allons monter en ligne je veux réaliser intégralement l'idéal routier qui jusqu'à présent avait été pour moi trop souvent une expression verbale. »<sup>691</sup> Pour lui, l'idéal qu'il a promis de suivre au sein du scoutisme catholique ne se réalise pleinement que dans l'armée : s'il transpose ainsi l'idéal routier aux autres dimensions de sa vie, il entretient la confusion, latente chez les Scouts de France, entre Église et État.

### b) Le service indistinct de Dieu et de la France

L'amalgame entretenu entre le dévouement comme devoir patriotique et comme devoir chrétien trouve effectivement un écho particulier dans le scoutisme, qui n'a de cesse de confondre foi et patrie, deux piliers centraux de la pédagogie du mouvement, dans l'éducation civique sinon politique qu'il transmet<sup>692</sup>. Georges Périot par exemple, scout, routier puis assistant louvetier<sup>693</sup> à la 1<sup>e</sup> Digne, s'engage après l'été 1944 au sein du 23<sup>e</sup> RIC (régiment d'infanterie coloniale). Âgé d'à

689 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier, op. cit.*, p. 80-81

690 *Ibid.*, p. 88-89

691 *Ibid.*, p. 85-86

692 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France, op. cit.*, p. 103-104

693 C'est-à-dire chef de meute, s'occupant de louveteaux.

peine 20 ans – il est né en juillet 1924 – il laisse une lettre à ses parents lors de son départ, où il explique la dimension de service patriotique qu'il donne à son engagement dans l'armée de libération :

[...] Rappelez-vous qu'un scout doit toujours « servir » et que j'ai répondu au Seigneur « je servirai ». - Je suis mort en servant ma patrie, en voulant vous délivrer de vos maux et de vos ennemis. [...] Fiez-vous toujours en Dieu et vous ne serez jamais déçus, car Dieu seul nous guide [...] C'est un bien de mourir pour son Dieu, pour son pays, pour ceux qu'on aime. Je suis rentré à la maison du Père, en vous aimant tous de tout mon cœur de vingt ans, un sacrifice n'est jamais inutile car il apporte du bonheur à d'autres.<sup>694</sup>

Entrer en résistance, c'est servir la patrie, mais pour ces hommes, c'est également servir le scoutisme – mettre en pratique un idéal avec lequel ils ont grandi durant leur adolescence – et donc l'Église. La confusion permanente du service de la cité et du religieux se retrouve à nouveau dans les engagements résistants de la fin de l'année 1944, entretenue peut-être encore plus particulièrement par le fait que l'armée – le vecteur d'engagement principal en cette fin d'année 1944 – mobilise des valeurs que l'on retrouve aussi dans le scoutisme. Tanguy de Kervéréguin, qui avait quitté la France après novembre 1942, écrit dans ses notes intimes, à une date inconnue : « Peut être un jour viendra où il faudra faire le sacrifice de sa vie au service des deux plus belles causes : "Le Christ et la France". »<sup>695</sup>. La cause de l'Église prime néanmoins sur celle de l'État dans la construction de phrase – et possiblement dans la pensée – du jeune homme. On retrouve la même convergence entre Église et patrie dans une lettre que François Gindre écrit à l'un de ses amis après son départ routier, en août 1942 :

Il faut sauver son pays, vouloir mourir pour lui. Sérieusement envisagé, c'est dur mais c'est beau. Il s'agit du don de soi à fond, de « Dieu premier servi ». Il s'agit d'avoir su orienter sa vie dans le bon sens. Il est beau de mourir pour une idée, mais il faut que cette idée soit bonne.<sup>696</sup>

Référentiel de valeurs, le scoutisme n'en demeure pas moins une activité, même au sein de l'armée. Comme l'exemple donné par Robert Jumel au sein de la France libre, le scoutisme dans l'armée de libération se traduit par des activités religieuses et spirituelles principalement et est un vecteur de réconfort pour les hommes qui ont quitté la vie civile et leurs engagements scouts pour s'engager dans l'armée. Daniel Carlier, qui avait été chef de troupe à Valenciennes puis assistant au clan, prend l'initiative de reconstituer une équipe du clan avec les routiers qui, comme lui, ont

---

694 MNSMF, Riaumont, fonds Georges Périot, Signet funéraire, [1945 ?], p. 2

695 MNSMF, Riaumont, fonds Tanguy de Kervéréguin, Signet funéraire de Tanguy de Kervéréguin, [1945 ?], p. 2

696 MNSMF, Riaumont, fonds François Gindre, Signet funéraire de François Gindre, [1945 ?], p. 3

rejoint le 19<sup>e</sup> BCP, comme il le détaille dans une lettre du 4 décembre 1944 :

J'ai reconstitué l'équipe Saint-Louis et dimanche dernier j'ai pris contact avec Saint-Germain où j'ai retrouvé J. en pleine forme... j'ai chargé J. de s'occuper du tronçon de Saint-Germain et lui ai fait part de notre tâche dans la préparation du Noël...<sup>697</sup>

La Route, c'est-à-dire la pédagogie appliquée et vécue au clan routier, n'est pas un élément du passé mais au contraire un élément bien actuel pour ces jeunes hommes – rappelons que Daniel Carlier, né en 1922, à 22 ans lors de son engagement dans l'armée de libération – et une méthode qui leur permet de tenir moralement et spirituellement. En effet, les routiers, qui forment une équipe comme dans n'importe quel clan, entretiennent un contact entre eux et surtout participent à l'organisation de la veillée de Noël, fête majeure de l'Église catholique, afin qu'ils puissent être en communion, tant spirituellement que par les activités – la messe, la prière et le salut scout. Il écrit, le 17 décembre 1944 :

Pour les trois routiers de Valenciennes ici présents, cette année notre Noël sera un vrai Noël de guerre. Inutile de te dire que le clan ne reste pas pour nous un souvenir. Nous suivons toujours notre vie de routiers et nous nous considérons toujours comme membres du clan Charles-de-Foucauld. Pour nous la route n'est pas une activité passée, elle nous aide à supporter la vie que nous menons. J'ai pu voir J. avant de partir et l'ai chargé de diriger le tronçon de Saint-Germain... Le contact a été maintenu entre tous les membres de l'Équipe Saint-Louis qui reste donc bien vivante. [...] Il est entendu entre les membres de l'Équipe Saint-Louis que dans cette nuit de Noël, alors que le clan rassemblé à Jenlain commencera la Messe, nous tous, à quelque endroit que nous soyons alors, nous ferons le même geste. À minuit, nous réciterons la prière scoute en pensant intensément à vous et pendant cette nuit nous serons unis entre nous et avec vous par la prière et la pensée. Jamais d'ailleurs nous ne pourrions oublier le clan.<sup>698</sup>

Plus qu'initier les hommes au scoutisme, comme cela a pu être le cas dans les camps de prisonniers ou chez les travailleurs civils en Allemagne, le scoutisme au sein de l'armée de libération a plutôt le rôle de faire vivre et perdurer le scoutisme chez ceux qui l'ont connu avant de s'engager. Le caractère éphémère de cet engagement – dissous à plus ou moins court terme, soit par la victoire sur l'armée allemande, soit par la mort des individus au combat – influe certainement sur la caractéristique particulière de ce clan routier reformé au sein de l'armée ; ce n'est peut-être pas le seul cas, mais c'est le seul exemple dont nous disposons.

---

697 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier*, op. cit., p. 82-83

698 *Ibid.*, p. 87-88

Le tournant de juin 1944 projette massivement les hommes dans les combats et la jeunesse scoutée étudiée ne fait pas exception. Elle rejoint les maquis préalablement constitués et sans distinction d'obédience politique et s'engage dans les unités armées les plus proches, rejoignant ainsi les rangs des FFI constitués, à la Libération, de 500 000 membres<sup>699</sup>. La Résistance demeure toujours un phénomène minoritaire : en terme de combattants, elle concerne seulement 2% de la population française<sup>700</sup>. La répression allemande s'abat néanmoins sur cette Résistance intérieure qui s'accroît, s'organise et se prépare au combat, plaçant les scouts devant l'imminence et la plausibilité de leur mort, mais également devant le moyen de renouer avec l'idéal qu'ils se sont engagés à vivre en entrant dans le scoutisme.

Les derniers combats, de l'été 1944 à la capitulation allemande, occasionnent la mort d'une très large majorité des individus étudiés : revenus en France dans le but de participer à la Libération après leur départ vers l'Angleterre ou vers l'Afrique, les évadés se joignent aux combattants organisés avant le débarquement et à ceux qui intègrent les rangs de la résistance armée à partir de juin 1944. Au delà de leur mort au combat, c'est ensuite leur souvenir entretenu et l'hommage qui leur est rendu qui intéresseront les pages qui suivent.

---

699 Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013, p. 386

700 Muracciole Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, PUF, 2012, p. 95

## **Chapitre 6 – De la mort à l'hommage : l'engagement scout, l'engagement résistant, un vecteur de sacrifice pour la patrie et d'héroïsme chrétien ?**

Les combats qui se poursuivent durant l'été 1944 sur le sol français puis sur le sol allemand jusqu'au 8 mai 1945 mobilisent de nouveaux combattants et sonnent le retour des évadés de France, qui ont participé à la libération de l'Empire auparavant. La situation militaire de l'Indochine cependant ne laisse pas l'Empire colonial français vierge de toute présence ennemie ; la Résistance qui s'y organise, ciblant quasi-exclusivement l'armée japonaise et ne remettant pas en cause le régime de Vichy, constitue un exemple intéressant à étudier et ouvre davantage l'horizon géographique de cette étude. Du fait même des sources utilisées, la Seconde Guerre mondiale ne laisse aucun survivant au sein du corpus étudié : commencent alors le travail de mémoire et l'entretien du souvenir des défunts, tant par l'institution militaire, dans laquelle les individus se sont illustrés en s'engageant dans la Résistance, que par l'Église et le scoutisme. Il s'agit, dans tous les cas, de dresser des portraits posthumes mélioratifs soulignant abondamment les qualités de commandement, de courage, de dévouement des défunts d'une part, mais également leur foi et leur engagement, en tant que scouts, au service de la patrie et de la Résistance. Plus que des modèles, il s'agit également d'en faire des héros, dévoués au service de deux causes égales : l'Église et la patrie.

### **I. Le retour ultime en France, ou mourir à l'étranger**

Pour les scouts présents en France, les combats de l'été 1944 sont l'occasion d'engagements plus ou moins longs, plus ou moins tardifs, mais toujours sur le critère de la proximité géographique. Pour les évadés de France, le débarquement sonne également la joie du retour au pays qu'ils ont quitté depuis deux, trois ou quatre ans.

#### **1. La libération du territoire, illustration et vecteur d'engagements**

Du fait même des sources utilisées, tous les individus étudiés meurent lors ou des suites de la Seconde Guerre mondiale : c'est leur mort justement qui leur permet d'être signalé et inscrit au Mémorial. Ainsi, 22 hommes seulement meurent au combat avant le débarquement de Normandie, contre 148 après le 6 juin 1944 – en tout, 251 hommes meurent après le débarquement, soit plus de 81% de l'ensemble, si on ajoute ceux mourant dans les bombardements<sup>701</sup>, par accident ou ceux

---

<sup>701</sup> Ne sont comptés que ceux qui meurent dans des bombardements en ayant été résistants avant, d'où leur présence dans le corpus étudié.

exécutés sommairement ou arrêtés puis déportés<sup>702</sup>. Ce sont ces derniers mois de guerre qui comportent le plus d'engagements résistants et se traduisent par des engagements militaires ne nécessitant plus d'évasion. L'engagement est facilité par l'effet de masse et l'adhésion de plus en plus important de la population à la cause résistante. Le sentiment d'*outsider* que pouvaient ressentir les premiers résistants – notamment ceux de 1940-1942 – disparaît à mesure que l'engagement résistant n'est plus un phénomène marginalisé. Cet engagement croissant dans la Résistance intérieure se mesure à l'échelle de la France : les FFI sont constitués de 50 000 volontaires en février 1944 lors de leur création, de 100 000 en juin au moment du débarquement puis de 500 000 à la Libération<sup>703</sup>.

a) Des engagements de proximité dont les circonstances dictent la durée

C'est dans ces engagements nombreux – qui restent néanmoins minoritaires à l'échelle de la société – que les engagements de la jeunesse scoutée étudiée s'insèrent. François-Régis Ewald s'est par exemple engagé au sein du 2<sup>e</sup> régiment de marche du Tchad (RMT) à partir du débarquement de Normandie<sup>704</sup>. À sa suite et durant l'été 1944, d'autres hommes s'engagent dans des unités de l'armée, de passage dans les villes et villages où vivent, étudient, font du scoutisme : Daniel Carlier vit la libération de Valenciennes en tant que civil et dresse, avec les routiers de son clan, le drapeau national sur le clocher de la cathédrale, le 2 septembre 1944<sup>705</sup>. Il s'engage le 18 novembre dans une unité militaire qui stationne dans la ville. Paul Bourcet, qui fait tout son scoutisme à Charolles, des louveteaux aux routiers, s'engage au moment du débarquement dans le bataillon FFI de la ville, où il meurt le 8 juin 1944<sup>706</sup>.

L'engagement dure en effet plus ou moins longtemps : les cousins Paul et Philippe Crouigneau, engagés la veille du débarquement, meurent deux semaines plus tard, le 20 juin, alors que Jacques de Tournemine, qui s'engage durant l'été 1944 – la date reste floue –, meurt le 23 avril 1945 en Allemagne<sup>707</sup>. Par ailleurs, la libération du territoire mobilise, comme nous l'avons vu dans le cas de Belfort, les réseaux et les maquis locaux, afin de faciliter l'entrée des troupes alliées dans les villes et déstabiliser les troupes allemandes de l'intérieur. C'est ainsi que l'on peut comprendre la participation commune – mais par des biais et au sein d'unités différentes – de Robert Jumel, Yves Goussard, Jean-Pierre Alouis, Georges Ducassou et Robert de Courson à la libération de Paris, entre

---

702 Tableau-annexe n° 9 et tableau-annexe n° 10, p. 225

703 Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013, p. 286

704 MNSMF, Riaumont, fonds François-Régis Ewald, Lettre de Joseph-Henri Cardona, 4 mars 1998, p. 1

705 MNSMF, Riaumont, fonds Daniel Carlier, Lettre de Claude Carlier, 6 septembre 2000, p. 2

706 MNSMF, Riaumont, fonds Paul Bourcet, Feuille de renseignements complétée, 1997, p. 1.

707 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques de Tournemine, Lettre de P. Rocques, 9 mars 1996, p. 2

le 19 et le 25 août 1944. Il ne faut pas oublier que les réseaux de connaissance peuvent également fonctionner dans ces engagements militaires spontanés.

### *b) La joie du retour*

Pour les combattants ayant rejoint la résistance armée en 1940 ou en 1942 en s'évadant de France, la libération du territoire signifie également un retour en France – on peut imaginer que, pour des hommes ayant tout quitté, de façon brusque et relativement jeunes, revenir en France a une saveur particulière qui s'ajoute à la joie procurée par la libération du territoire. Dans son journal, Robert Jumel décrit, entre le 22 juillet et le 26 août 1944, son arrivée en France, qu'il a quittée à l'âge de 20 ans :

Quelle impression vais-je ressentir en remettant le pied sur le sol natal ? [...] Aurai-je la joie de retrouver Villemomble et de défiler sous l'Arc de triomphe ?<sup>708</sup>

Entrée dans Paris par la Porte d'Orléans. Une foule délirante folle de joie nous acclame, la rue est noire de monde, des drapeaux, des guirlandes, quel enthousiasme ! Quelle joie je ressens aussi, quatre ans d'absence ! Mais quelle récompense de voir la joie de tous ces habitants, une récompense des peines subies durant tout ce temps. [...] Dieu que je suis heureux aujourd'hui.<sup>709</sup>

La séparation, qui dure depuis deux à quatre ans, est d'autant plus longue que ces hommes sont jeunes et qu'ils quittent non seulement leurs études, le scoutisme et leur vie en France, mais également des repaires familiaux – parents, voire fiancée ou épouse. L'impatience et la joie des retrouvailles est latente dans la suite des écrits du jeune homme :

Le soir, je réussis à aller à Villemomble, minute inoubliable en retrouvant la famille, quelle joie ! Hélas, je suis obligé de repartir le lendemain matin. [...] Jusqu'au 7 septembre, je passe la journée à la maison, quelle joie de se retrouver en famille. Je retrouve les scouts en pleine forme [...] <sup>710</sup>

La joie du retour en France ne diminue pas pour autant la conscience d'une mort probable au front et dans les combats. Parmi les 26 évadés de 1940 et 1944, dix sont morts dans les combats antérieurs au débarquement – combats pour étendre la France libre en Afrique, campagnes de Tunisie, d'Italie, combats dans les unités alliées – et 16 meurent donc de retour sur le sol national pour un « ultime combat ». Le 22 juillet 1944, alors que Robert Jumel n'a pas encore quitté

708 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 22 juillet 1944, p. 45

709 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 26 août 1944, p. 47

710 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 27 août 1944, p. 47-48



l'Angleterre pour combattre, il écrit dans son journal : « Les événements se précipitent, combien de temps le "baroud" durera-t-il pour moi ? »<sup>711</sup> Les combats sont attendus mais également redoutés, car leur caractère mortel est indéniable – les descriptions des combats et de leurs pertes humaines jalonnent d'ailleurs le journal du jeune homme.

Parmi les évadés, Jean Perier, engagé dans la 1<sup>e</sup> Armée en tant que lieutenant au 12<sup>e</sup> régiment de cuirassiers (RC), combat jusqu'en Alsace, où il meurt à Boofzheim, dans le Bas-Rhin, le 1<sup>er</sup> décembre 1944. Claude Lesoeur meurt dans les combats pour la libération du Var, alors qu'il s'était évadé de France par l'Espagne pour rejoindre l'Armée d'Afrique. Il appartient, en tant qu'aspirant, à un régiment de chasseurs de chars. Gustave Lespagnol, évadé en Angleterre en 1940, est engagé comme sous-lieutenant au 501<sup>e</sup> régiment de chars de combat (RCHC) et meurt dans le Bas-Rhin dans la libération du département. Jacques de la Motte, lui, a rejoint par l'Espagne le 1<sup>e</sup> régiment de marche de spahis marocains (RMSM) de la 2<sup>e</sup> DB, à la fin de l'année 1943, et meurt en son sein dans les Vosges le 19 septembre 1944 à seulement 18 ans. Avant cela, il a pris part à la campagne de Normandie, puis à la Libération de Paris et meurt pendant celle de la Moselle. Robert Jumel, qui avait rejoint l'Angleterre en juin 1940, a participé à plusieurs campagnes en Afrique, avant de participer à la libération de la France, durant laquelle il meurt en Moselle en combattant dans un régiment de marche du Tchad (RMT) de la 2<sup>e</sup> DB.

La libération du territoire s'effectue progressivement du débarquement à la capitulation allemande, près d'un an après, le 8 mai 1945. L'Empire, préalablement libéré en Afrique par les forces françaises et alliées, n'est cependant pas totalement vierge de présence ennemie : en Indochine, la présence japonaise<sup>712</sup> depuis septembre 1940 déstabilise la situation militaire de la colonie française à mesure que le conflit avance en Europe. Entre allégeance à Vichy et résistance aux Japonais, le cas des combats en Indochine ne concerne que six hommes du corps constitué mais demeure une étude de cas intéressante, tant dans la manière de résister – contre qui et dans quelle temporalité – que dans la manière de s'engager.

## **2. L'engagement pour l'Extrême-Orient : entre allégeance à Vichy et résistance aux Japonais, un autre ennemi, une autre résistance ?**

Après la signature de l'armistice en 1940, le Japon attaque l'Indochine le 22 septembre. Langson tombe et l'armée japonaise occupe le Tonkin. Vichy signe alors avec le Japon les « accords de défense commune franco-japonaise de l'Indochine » : l'occupation japonaise s'étend à tout le

---

711 MNSMF, Riaumont, fonds Robert Jumel, « Journal intime de Robert Jumel », 22 juillet 1944, p. 45

712 Le Japon est allié à l'Allemagne et à l'Italie depuis septembre 1940. Voir : Michelin Franck, « Décider et agir. L'intrusion japonaise en Indochine française (juin 1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/3, n° 83, p. 75-76

territoire, en échange de la reconnaissance de la souveraineté française sur ce territoire, où 90 000 hommes de l'armée d'armistice stationnent<sup>713</sup>. Vichy nomme l'amiral Decoux comme gouverneur général le 25 juin 1940 afin de remplacer le général Catroux, démis de ses fonctions par l'arrivée de Pétain au pouvoir – il rejoint quelques jours après la France Libre. En Indochine, le culte du maréchal Pétain et la législation vichyste sont de vigueur. Les civils et les militaires suspectés de sympathie pour de Gaulle ou les Alliés sont inquiétés. Dès 1940, un réseau de résistance clandestine se développe – huit réseaux ont été homologués après guerre – au sein des bureaux du Service de Renseignement Inter-Colonial ou parmi les civils. C'est essentiellement une résistance de renseignement au service des Alliés et de la France libre, un seul réseau étant destiné à l'action<sup>714</sup>. Les autorités vichystes s'opposent logiquement à cette résistance, jusqu'à fin 1944, quand l'Indochine se rallie au Gouvernement provisoire de la République française : à partir de ce moment, les états-majors et les services de l'armée et de la marine transmettent à leur tour des informations sur les Japonais.

Le Bureau des Statistiques Militaires (BSM) est dirigé par le colonel Maupin, fondateur du réseau gaulliste « Maupin-Levain », où il communique avec le consul américain Reed quant aux activités japonaises dans le secteur<sup>715</sup>. Maupin est affecté depuis septembre 1941 au Bureau à Hanoï, à la section de renseignements, et prend contact avec de Gaulle à Alger en y envoyant le capitaine Milon. Face à cette résistance de renseignements qui se développe en Indochine, Vichy assoit néanmoins une légitimité et une souveraineté incontestable voire incontestée.

#### a) Le scoutisme d'Indochine : un scoutisme de militaires ?

Il faut tout d'abord distinguer les résistants nés en Indochine de ceux qui l'ont rejoint durant la guerre. Parmi les huit individus morts en Indochine, seul Guy Alexandre a vu le jour dans la colonie française, en 1925. Il y est scout, à la troupe Chanoine Cornette, puis entre au clan routier Émile Huc de Hanoï – le scoutisme n'est pas seulement une affaire de métropole. Trois autres individus, nés en France métropolitaine, rejoignent ensuite ledit clan routier lorsque, au gré de leur carrière militaire, ils sont affectés en Indochine : il s'agit de François d'Alverny, Paul Braive et André Breitenstein.

Paul Braive, né en 1911 à Madagascar, prépare Saint-Cyr dont il sort en 1932 – il appartient à la promotion 1930-1932 Joffre<sup>716</sup>. Son père était également saint-cyrien et général de division.

---

713 Marseille Jacques, « L'Empire », dans *La France des années noires*, tome 1, Paris, Seuil, 2000, p. 282

714 Cantier Jacques ; Jennings Éric (dir.), *L'empire colonial sous Vichy*, Paris, Jacob, 2004, p. 115-119

715 Poujade René, « Colonel Marcel Levain », *Revue de la France Libre*, n° 268, 4<sup>e</sup> trimestre 1989, p. 27-29

716 MNSMF, Riaumont, fonds Paul Braive, *Le Casoar*, « Mémorial », n° 202, juillet 2011, p. 6

Paul Braive choisit l'infanterie coloniale et atteint le grade de capitaine. Il est routier au clan Émile Huc, bien qu'on ne sache pas quand – comme c'est certainement pendant la guerre, il a pour chef François d'Alverny. Il meurt durant l'attaque japonaise, le 9 mars 1945, à Hanoï. Le fait qu'on ne sache pas quand il rejoint l'Indochine limite l'analyse, puisqu'on ne sait pas non plus dans quelles dispositions il se trouve vis-à-vis du régime de Vichy qui détient l'autorité sur la colonie, ou vis-à-vis de la Résistance gaulliste et alliée, qui naît en Indochine face à Vichy. François d'Alverny, qui a commencé le scoutisme à 12 ans en entrant dans une troupe à Strasbourg, le poursuit lorsqu'il entre au lycée Sainte-Geneviève de Versailles puis lorsqu'il intègre Saint-Cyr, en appartenant au clan Charles de Foucauld<sup>717</sup>, qu'il avait lui-même fondé avec des amis de sa promotion Gallieni 1927-1929. Le bulletin de l'Association nationale des anciens d'Indochine (ANAI), du 1<sup>er</sup> trimestre 1997 livre d'ailleurs un constat intéressant sur le prolongement de l'engagement scout par l'intégration de l'armée :

La promotion Gallieni comportait un certain nombre de jeunes gens qui, parvenus à l'âge d'homme, considéraient leur vocation militaire comme la suite logique de l'engagement scout de leur adolescence. Sans s'approprier la formule du "Plus haut service" utilisée pour les routiers rentrés dans les ordres, ils estiment que les principes les ayant guidés jusque-là étaient toujours valables, et que, loin d'être incompatibles avec la carrière des armes, ils contribueraient puissamment à conforter celle-ci dans ses traditions chevaleresques.<sup>718</sup>

Ainsi, l'engagement dans l'armée serait la poursuite logique de l'engagement scout, qui allie dans une même confusion service de la patrie et service de l'Église. Le scoutisme inculque cette forme « jusqu'au-boutiste » du service, celui qui peut aller jusqu'à la mort, et l'engagement dans l'armée y répond de façon particulière, car un militaire est amené à payer de sa vie une action armée. François d'Alverny a choisi l'infanterie coloniale et après plusieurs autres affectations il rejoint l'Indochine en 1938 en tant que capitaine. Après avoir commandé une compagnie dans le nord du Tonkin, il est affecté à l'état-major de Hanoï et est promu chef de bataillon. Il consacre son temps libre au scoutisme en dirigeant le clan Émile Huc, dans lequel il tente d'unir la jeunesse locale et la jeunesse française<sup>719</sup>.

<b>Individu</b>	<b>Date naiss.</b>	<b>Ville naiss.</b>		<b>Parcours scout</b>	<b>Unité militaire</b>	
Paul BRAIVE	20/12/11	Tananarive	ROUTIER	Hanoï (cl. Émile Huc)	RIC	Capitaine

717 MNSMF, Riaumont, fonds François Alverny (d'), Xavier Louis, « Scout et officier, le Commandant François d'Alverny tué au combat contre les Japonais en Indochine », *Bulletin de l'ANAI*, 1<sup>er</sup> trimestre 1997, p. 14-16

718 *Ibid.*, p. 14

719 *Ibid.*, p. 15

Individu	Date naiss.	Ville naiss.		Parcours scout	Unité militaire	
Guy ALEXANDRE	22/07/25		SCOUT	Tr Chanoine Cornette		
			ROUTIER	Hanoï (cl. Émile Huc)		
Hubert COQUARD	18/02/20	Paris	SCOUT		armée de l'air BA 211	Lieutenant pilote
François ALVERNY (D')	20/05/09	Boën	SCOUT	Strasbourg	1/9 <sup>e</sup> RIC	Chef de bataillon
			SCOUT	Sainte-Geneviève		
			ROUTIER	St Cyr		
			CC	Hanoï (cl. Émile Huc)		
Louis DANIEL	17/01/16	Morlais	SCOUT	Brest (3 <sup>e</sup> )	10 <sup>e</sup> RMIC	Sergent-Chef
André BREITENSTEIN	10/06/17	Alger	SCOUT	Paris (101 <sup>e</sup> )	armée de l'air BA 211	Sous-Lieutenant
			ROUTIER	Paris (101 <sup>e</sup> )		
			ROUTIER	Hanoï (cl. Émile Huc)		
Jean-Marie HERENGUEL	16/10/16	Bethune	SCOUT	Bruay en Artois (1 <sup>e</sup> )	Commandos parachutistes	Commandant
Jean C. DE NEUFBOURG	24/02/22	Arthun	ROUTIER	Gr Clotaire Nicole	Parachutiste	Aspirant

Tableau 17 : Individus décédés en Indochine, parcours scout et parcours militaire

### b) Un attachement indéniable à Vichy

Depuis août 1941, l'armée japonaise stationne dans la péninsule indochinoise, selon des accords négociés avec Vichy. Le gouvernement a conservé son autorité sur l'Indochine et applique, comme en France, le même programme politique et la même idéologie, qui ne provoquent aucune révolte ni résistance chez les routiers Guy Alexandre et Paul Braive et chez leur chef de clan d'Averny, comme si Vichy, en quelque sorte, était acquis à leur cause – ce qui ne serait guère étonnant, compte tenu de l'enthousiasme des Scouts de France pour le régime en 1940. Le service de l'État serait-il indifférencié selon le gouvernement en place ? Il ne faut pas minimiser le fait que Vichy ait suscité chez ces hommes sous les tropiques le même attrait que les autres individus en métropole. Par ailleurs, n'étant pas au contact de l'occupant – l'Allemand – en 1940, il n'y a pas d'incitation à résister contre un ennemi extérieur. Le fait que l'armée japonaise stationne dans la péninsule indochinoise depuis août 1941, selon des accords négociés par Vichy qui laissent théoriquement sa souveraineté intacte sur l'Indochine, incite peut-être d'autant plus l'armée d'armistice présente sur place à apporter son soutien au gouvernement.

Cette souveraineté est brisée le 9 mars 1945 lorsque les troupes japonaises attaquent simultanément les garnisons françaises sur l'ensemble de la colonie. Hanoï est investie par les

Japonais et François d'Alverny réussit à s'échapper de son bureau à l'état-major ; il cherche à rejoindre la colonne du général Alessandri en traversant les lignes ennemies, et atteint Son La au nord-ouest d'Hanoï après six jours de marche. Le général lui confie le commandement d'un bataillon, à la tête duquel il meurt face aux Japonais le 1<sup>er</sup> avril 1945, à Luân-Châu<sup>720</sup>. Quelques jours plus tôt, le 26 mars, c'est Hubert Coquard, né à Paris en 1920 où il est scout, qui est tué en service aérien au sein de l'armée de l'air en tant que lieutenant d'aviation, contre les Japonais à Dien Bien Phu<sup>721</sup>. Louis Daniel, qui avait été scout à la 3<sup>e</sup> Brest et avait fait sa promesse en 1932 à 16 ans, meurt en brousse le 10 juillet 1945 contre les Japonais, en tant que sergent-chef au 10<sup>e</sup> régiment mixte d'infanterie coloniale (RMIC)<sup>722</sup>.

En servant dans l'armée régulière – celle d'armistice – sous influence vichyste, il n'y a aucune trace d'une quelconque résistance face au régime chez les individus évoqués ; la seule résistance mentionnée est celle qui s'organise contre les Japonais, en tant qu'occupent, ennemi militaire et allié de l'Axe. Il s'agit à nouveau de défendre le territoire français contre l'occupant, bien qu'il soit différent de celui que l'on connaît en métropole ; le régime n'est pas remis en cause. La résistance commence, pour ces hommes, à partir du 9 mars 1945 lorsqu'il s'agit de répondre à l'attaque japonaise, qui est vécue comme une agression de la souveraineté française en Indochine et un danger pour la patrie. Mais en défendant le territoire contre les Japonais, il s'agit-là de s'opposer aux Allemands et de continuer à aider Vichy.

La seule personne pour laquelle une prise de distance vis-à-vis de Vichy est constatée, constituant ainsi un acte de défiance et de résistance vis-à-vis du gouvernement, est André Breitenstein. Né en 1917 à Alger, il vit ensuite en métropole, puisqu'il fait ses études en région parisienne, où il réside jusqu'en 1938. Scout à la 101<sup>e</sup> Paris, aussi appelée Équipe Colbert<sup>723</sup>, une unité créée en 1929 afin de regrouper les routiers volontaires pour aider les groupes parisiens à gérer de la meilleure manière leurs déplacements en train pour les grands événements du scoutisme – rallyes, jamborees, pèlerinages, journées nationales...<sup>724</sup>. Il y entre à 17 ans, en 1934, et effectue son départ routier le 13 avril 1936. En 1938, il s'engage comme élève-pilote à l'École militaire d'aviation d'Angers, puis passe à l'aviation de chasse à Istres. Durant la campagne de France, il s'illustre au combat, puisqu'il obtient trois citations, dont deux avec palme<sup>725</sup>. Démobilisé, il est volontaire pour servir en Indochine, sous influence vichyste, où il arrive en février 1941 au sein de

---

720MNSMF, Riaumont, fonds François d'Alverny, Lettre de S. H. Parisot, 12 octobre 1995, p. 1

721MNSMF, Riaumont, fonds Hubert Coquard, Feuille de renseignements complétée, [1997?], p. 1

722MNSMF, Riaumont, fonds Louis Daniel, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

723MNSMF, Riaumont, fonds André Breitenstein, André Rottier, « Héros de France et d'Indochine. André Breitenstein », *La Charte*, mars-avril 1997, p. 23-24

724Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France*, *op. cit.*, p. 85

725MNSMF, Riaumont, fonds André Breitenstein, André Rottier, « Héros de France et d'Indochine », *op. cit.*, p. 23-24

l'escadrille de chasse 2/595 – appartenant à l'armée d'armistice – à Nhatrang. Il entre en parallèle au clan Émile Huc, dirigé par François d'Alverny ; jusqu'ici, il ressemble en tous points aux autres individus étudiés. Cependant, l'activité aérienne étant réduite par le manque d'action militaire engagée contre l'Indochine, André Breitenstein demande alors à entrer au BSM, foyer de résistance à Vichy en Indochine<sup>726</sup>. Doué en dessin et se déplaçant facilement sur le territoire, il rassemble des croquis des appareils militaires japonais stationnés dans la péninsule et les transmet clandestinement à la Mission Militaire Française (MMF) en Chine pour qu'ils soient communiqués au haut commandement allié<sup>727</sup>. En 1944, l'école d'élèves officiers de Tong est créée – sur le même modèle que les écoles d'officiers de métropole donc soumise, pour l'heure encore, à Vichy – et André Breitenstein y est admis en septembre au sein de la section Air. Suite à un accident en vol, il est hospitalisé le 6 mars 1945 à Hanoï et fait prisonnier trois jours plus tard par les troupes japonaises. Déporté au camp de Hoa-Binh après avoir échangé sa place contre un officier souffrant et plus âgé, il connaît les privations et les mauvais traitements. Il tombe malade et est libéré le 27 août, mais il meurt le 4 septembre, deux jours seulement après la capitulation du Japon. Il est nommé à titre posthume sous-lieutenant et reçoit la Légion d'Honneur et la Médaille de la Résistance<sup>728</sup>.

Enfin, deux individus, évadés de France, ont rejoint l'Indochine plus tardivement et dans un esprit différent puisque, évadés, ils étaient d'ores et déjà dans une position de défiance et de résistance au gouvernement de Pétain. Jean-Marie Hérenguel, né en 1916, a fait du scoutisme à Bruay-en-Artois dans le Nord. Évadé de France par Boulogne-sur-mer en juin 1940, il a rejoint Londres puis a été affecté en Afrique, où il participe à la Campagne de Tunisie en 1943 au sein du 7<sup>e</sup> régiment de tirailleurs marocains (RTM)<sup>729</sup>. Il retrouve l'Angleterre en 1944, puisqu'il est parachuté depuis Londres dans l'Oise pour aider des maquis. Il participe ainsi aux combats de la Libération de la France et est ensuite parachuté en Indochine, certainement pour aider l'armée à résister aux Japonais. Il meurt en tant qu'officier parachutiste le 5 septembre 1945 à Nape, trois jours après la capitulation des Japonais<sup>730</sup>. Également évadé de France, Jean de Neufbourg, né en 1922, rejoint l'Afrique pour échapper au STO. Il s'évade le 1<sup>er</sup> août 1943 par l'Espagne, rejoignant ainsi l'armée de libération en Afrique du Nord, et s'engage dans un corps de parachutistes pour l'Indochine. Il part en tant que militaire de l'armée de libération, et donc en appui non à Vichy, mais aux Alliés. Sa citation à l'ordre de l'armée, en date du 15 octobre 1945, signale que sa mission est de « reconnaître

---

726MNSMF, Riaumont, fonds André Breitenstein, André Rottier, « Héros de France et d'Indochine », *op. cit.*, p. 23-24

727Poujade René, « La France libre en guerre contre le Japon en Indochine 1940-1945 », *Fondation de la France Libre*, 2<sup>e</sup> trimestre 1990, n° 37, p. 17-18

728MNSMF, Riaumont, fonds André Breitenstein, André Rottier, « Héros de France et d'Indochine », *op. cit.*, p. 24

729MNSMF, Riaumont, fonds Jean-Marie Hérenguel, Signet funéraire, [1945?], p. 2

730MNSMF, Riaumont, fonds Jean-Marie Hérenguel, Signet funéraire, [1945?], p. 1

les intentions japonaises »<sup>731</sup> : peut-être travaille-t-il dans le renseignement, à l'instar d'André Breitenstein. Il meurt le 24 septembre 1945 à Saïgon, bien après la capitulation japonaise. Il meurt en réalité non pas devant les Japonais, mais devant les Vietnamiens, les premiers éléments à se révolter contre la présence française en Indochine. Jean de Neufbourg est de ce fait le premier officier à mourir dans le combat indochinois. Peut-on alors le citer dans une étude sur la Seconde Guerre mondiale ? Nous le pensons, car il fait partie des évadés de France et des volontaires pour combattre les forces de l'Axe – en l'occurrence, les Japonais. C'est face aux Vietnamiens qu'il meurt, mais il n'en demeure pas moins qu'il était parti volontairement pour combattre l'ennemi de la France en 1943 ; sa mort n'entre pas strictement dans le cadre temporel de la Seconde Guerre mondiale, mais tout son engagement, lui, y entre.

<b>Individu</b>	<b>Date naiss.</b>	<b>Résistance</b>	<b>Date, cause et lieu de la mort</b>		
Paul BRAIVE	20/12/11	Résistance armée aux Jap	09/03/45	execute par Jap	Hanoï
Guy ALEXANDRE	22/07/25	Résistance armée aux Jap	13/03/45	au combat	Saïgon
Hubert COQUARD	18/02/20	Résistance armée aux Jap	21/03/45	au combat	Dien Bien Phu
François ALVERNY (D')	20/05/09	Résistance armée aux Jap	01/04/45	au combat	Luc An Chau
Louis DANIEL	17/01/16	Résistance armée aux Jap	29/07/45	au combat	en brousse
André BREITENSTEIN	10/06/17	Espionnage (BSM)	04/09/45	au combat	Hanoï
Jean-Marie HERENGUEL	16/10/16	Evasion de France (1940) parachutage en Fr	08/09/45	au combat	Nape
Jean C. DE NEUFBOURG	24/02/22	Evasion de France (1943) Parachutage en Indochine	24/09/45	au combat	Saïgon

*Tableau 18 : Individus décédés en Indochine, cause de la mort et engagements résistants*

Le cas de l'Indochine révèle un attachement fort des individus au gouvernement de Vichy, dont ils servent l'armée notamment. Les résistances aux Japonais, en tant qu'ennemi extérieur et menace de la souveraineté de Vichy sur la péninsule, prennent la forme de cet engagement au sein de l'armée d'armistice et se traduisent en combat en mars 1945 lors des attaques japonaises contre l'armée française. Cet attachement au gouvernement, qui implique une résistance relativement peu combattante jusqu'en 1945, ne se traduit cependant pas systématiquement chez les six individus étudiés : Breitenstein, en travaillant dans le renseignement anti-japonais, s'engage du côté allié ; Hérenguel et de Neufbourg, parachutés en Indochine après s'être évadés de France en 1940 et 1943, se sont déjà engagés dans la défiance de Vichy en quittant la métropole et prolongent leur

<sup>731</sup>MNSMF, Riaumont, fonds Jean de Neufbourg, Signet funéraire, [1945?], p. 2

engagement résistant en combattant les Japonais, alliés des Allemands. Que ce soit face aux Allemands, face à Vichy ou face aux Japonais, l'ensemble des individus du corpus étudié meurt au cours d'actes résistants ou en répression de ces actes. Comment, dès lors, l'État et l'institution militaire les célèbrent-ils et les reconnaissent-ils en tant que résistants ?

## **II. Rendre hommage aux morts : la célébration posthume de l'armée et de l'État**

Mourir dans les combats, et notamment du côté résistant, donne lieu à une reconnaissance posthume de la mémoire par l'armée et par l'État. Les distinctions et citations militaires dressent des portraits mélioratifs d'hommes dévoués à la libération du territoire et au combat contre l'occupant et célèbrent, de façon quasi-exclusivement individuelle, la mémoire des individus.

### **1. A l'instar des engagements, des distinctions quasi-exclusivement individuelles**

#### *a) Reconnaissances militaires : distinctions*

Parmi le corpus étudié, plus de 70% des individus (218 mentions pour 309 individus) sont considérés par l'État comme « Morts pour la France »<sup>732</sup>. Cette distinction, créée par la loi du 2 juillet 1915, a pour but d'honorer la mémoire des victimes civiles ou militaires de guerre ; elle est attribuée lorsque le décès peut être imputable à un fait de guerre, pendant le conflit ou ultérieurement<sup>733</sup>. Par ailleurs, 67 individus, soit plus d'un individu sur cinq (21,6%) sont décorés de la Croix de guerre : cette décoration délivrée par l'armée française est destinée à des personnes – militaires ou non –, des unités combattantes, des villes ou des institutions ayant été cités à l'ordre de l'armée pour fait de guerre<sup>734</sup>. Cependant, le régime de Vichy décide, dans un décret de mars 1941, de supprimer la Croix de guerre établie en 1939 et d'en établir une nouvelle, marquée des dates 1939-1940, afin de signifier qu'à partir de l'armistice, aucun combat et aucun fait de guerre – surtout résistant – ne peut être reconnu par l'État ; le comité français de la Libération nationale interdit en janvier 1944 le port de cette nouvelle décoration, restaurant l'ancienne<sup>735</sup>. L'attribution de la Légion d'Honneur concerne 42 individus du corpus, tous grades confondus, soit plus de 13% de la population étudiée. Cette distinction, créée en 1802, est la plus haute décoration honorifique

---

732 Voir tableau n° 19 ci-dessous, p. 191

733 Articles L. 488 – L. 492, *Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre*, Partie législative, Livre IV, Chapitre I, mars 1919

734 *La Marque du courage*, coll., Éditions LBM, Paris, 2005, p. 22-24

735 *Ibid.*, p. 87



française et récompense les militaires et les civils ayant rendu service à la nation<sup>736</sup> – en temps de guerre, les actions et les blessures graves sont des mérites suffisants pour être décorés<sup>737</sup>.

Parmi les distinctions spécifiques à la Seconde Guerre mondiale et à la Résistance, la médaille de la Résistance est attribuée collectivement à 13 individus – il s'agit du clan Guy de Larigaudie, évoqué dans la suite de ce chapitre<sup>738</sup> – et individuellement à 13 autres personnes. Cette distinction, instituée à Londres en 1943 par le général de Gaulle, a pour but de reconnaître les actes qui contribuent, depuis l'armistice, à la Résistance contre l'Allemagne en France, dans l'Empire et à l'étranger ; elle est attribuée à 64 000 personnes<sup>739</sup>. Enfin, huit individus sont membres de l'ordre de la Libération en tant que compagnons de la Libération : ce titre, créé en novembre 1940 par de Gaulle, récompense après la guerre 1 038 hommes et femmes pour leur rôle dans la libération de la France et de l'Empire colonial français<sup>740</sup>.

<b>DECORATIONS</b>	<b>Nombre d'individus</b>
Compagnon de la Libération	8
Médaille militaire	9
Médaille de la Résistance (coll)	13
Médaille de la Résistance	13
LH	42
Croix de guerre	67
Mort pour la France	218

*Tableau 19 : Distinctions et décorations militaires*

La distinction militaire pour fait de guerre est majoritaire dans le corpus étudié, ce qui s'explique certainement par le fait la jeunesse scoute s'illustre majoritairement dans la Résistance par le combat armé dans l'Empire ou pour la libération du territoire après le débarquement. 160 individus meurent effectivement au combat, avant comme après le 6 juin 1944, représentant plus de 51% de la jeunesse scoute étudiée. Les distinctions spécifiques à la Résistance sont plus discrètement représentées dans le corpus, ne concernant que 13 personnes et une collectivité pour la médaille de la Résistance et huit compagnons de la Libération, soit environ 11% des individus étudiés.

736 Chefdebien (de) Anne ; Galimard-Flavigny Bertrand, *La Légion d'honneur – Un ordre au service de la Nation*, Paris, Gallimard, 2002, p. 13-15

737 République française, *Code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire : décret initial no 62-1472 et suivants*, Paris, JORF, 28 novembre 1962, article R. 25.

738 Voir p. 193

739 *La médaille de la Résistance française*, collectif, Paris, Lavauzelle, 2002, p. 15-18

740 Notin Jean-Christophe, *Mille soixante-et-un compagnons : histoire des compagnons de la Libération*, Paris, Perrin, 2000, p. 18-19

La Résistance des premières années représente statistiquement peu de cas dans notre étude : les engagements résistants naissent majoritairement après le débarquement de juin 1944, même s'il est indéniable que le tournant de novembre 1942 et ses conséquences ont favorisé l'engagement de scouts dans les maquis, dans les réseaux ou hors de France. Le cas unique, dans notre étude, d'une décoration collective permet de se pencher plus en avant sur la façon dont une unité scout, le clan Guy de Larigaudie, est reconnue et célébrée dans le cadre de la Résistance.

### b) Le cas unique des routiers du clan Guy de Larigaudie

Le clan Guy de Larigaudie de Belfort est la seule unité des Scouts de France à avoir été décorée collectivement de la Médaille de la Résistance<sup>741</sup>. Les routiers sont célébrés, au sein de la Résistance et de l'armée, de la même manière que tous les autres combattants : ils ont en effet participé aux mêmes activités résistantes – renseignements, liaisons, parachutages, transport et cache d'armes, évasion de France –, ont connu les mêmes aléas en rejoignant un maquis, ont été fusillés ou déportés en représailles, sont morts au combat en rejoignant la 1<sup>e</sup> Armée ou en tentant de quitter la France... La seule différence réside dans le fait qu'ils se sont engagés collectivement, dans le cadre du clan routier, et sous les ordres de leur aumônier, l'abbé Dufay. Précisément parce qu'ils sont encouragés à résister par un aumônier catholique et scout de surcroît, on peut supposer qu'ils s'engagent au nom de valeurs propres au catholicisme et au scoutisme : service de la France, foi religieuse, respect des ordres donnés et obéissance aux chefs<sup>742</sup>,...

S'il arrive que des hommes s'engagent dans la Résistance, encouragés par un aumônier, un chef ou un camarade – nous avons vu que les réseaux de connaissance pouvaient influencer ces engagements –, il est extrêmement rare qu'une unité scout s'engage dans la Résistance collectivement, en tant que groupe constitué<sup>743</sup>. C'est en ce sens que le clan de Belfort demeure ici un cas extraordinaire et pertinent, tant pour mettre en évidence l'individualité des autres engagements résistants que pour souligner la singularité de cet engagement collectif. Si la mémoire de cet engagement collectif est relativement peu entretenue au sein du scoutisme aujourd'hui<sup>744</sup>, ces

---

741 Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scout pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Baubérot Arnaud ; Duval Nathalie, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 156

742 Articles 2 et 7, voir la loi scout, annexes p. 216

743 Mis à part le clan Guy de Larigaudie de Belfort, un groupe de guides d'Alsace s'engage également collectivement dans la Résistance. Leur absence dans nos archives nous empêche cependant de les étudier. Julien Fuchs s'est penché sur ce groupe : Fuchs Julien, « Le réseau des Pur-Sang. Des guides de France dans la Résistance en Alsace », cité dans Baubérot Arnaud ; Duval Nathalie, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 167-191

744 Nous y reviendrons dans la suite de ce chapitre, p. 199

jeunes sont salués en tant que militaires, résistants et membres FFI du groupement du Territoire de Belfort dans l'immédiate après-guerre. Jean-Daniel Dupont, dont nous avons déjà exploité le témoignage à plusieurs reprises<sup>745</sup>, cite cet « ordre du jour » du chef des FFI de Franche-Comté, le colonel Maurin, que l'on peut supposer être daté de la libération du Territoire de Belfort :

Aux FFI du Groupement TB. Après avoir répondu à l'appel des armes le 5 septembre 1944, vous avez tenu le Maquis pendant 36 jours dans des conditions uniques en France. Vous vous êtes battus devant vos villes, au prix des plus lourds sacrifices, sans avoir connu, comme vos camarades de l'Intérieur, la joie de participer à leur Libération. Le Commandement vous avait assigné comme tâche de créer, sur les arrières de l'ennemi, une zone d'insécurité. Vous vous en êtes magnifiquement acquittés.<sup>746</sup>

L'instance militaire célèbre donc l'esprit de sacrifice et le courage des combattants dans leur ensemble, tandis qu'en avril 1946, c'est le clan – ses défunts comme ses survivants – qui est décoré plus spécifiquement de la Médaille de la Résistance, devenant l'une des 55 collectivités françaises à obtenir cette décoration. À l'instar de l'armée, les mêmes valeurs sont mises en avant par l'État, qui ajoute que la jeunesse de ces hommes rend leur action d'autant plus édifiante pour les générations futures comme actuelles :

Les routiers du Clan Guy de Larigaudie pendant la résistance clandestine et au cours des combats qui ont délivré Belfort, soit au maquis, soit dans la première armée française, soit comme agents de liaison, ont toujours donné le plus noble exemple des qualités de la jeunesse française. Volontaires pour les missions les plus dangereuses, leur courage, leur abnégation n'ont connu de limite que la mort. Tous avaient accepté le suprême sacrifice pour la Patrie. Tous ont tenu leur serment de vivre libre ou mourir. Sur les 24 routiers du Clan Guy de Larigaudie, 11 sont morts pour la France. Ils demeureront l'exemple le plus beau pour toute la jeunesse française. Honneur à eux.<sup>747</sup>

Volontaires, courageux, dévoués et prêts au sacrifice de leur vie pour le service de la France, le portrait que l'État dresse de ces jeunes routiers est évidemment exemplaire et ne tient compte ni des différents engagements résistants constatés au sein du clan – allant du maquis à l'évasion hors de France – ni des attirances vichystes passées, à l'instar de Pierre Kammerlocher qui avait effectué un séjour dans un Chantier de la jeunesse. Leur exemplarité est d'autant plus rehaussée que leur jeunesse est soulignée. Pour autant, si leur appartenance au scoutisme est mentionnée, ni leur foi ni

---

745 Voir l'étude sur le clan, Chapitre 4, p. 139

746 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, Jean-Daniel Dupont, « Chronique des lecteurs. Un FFI en 1944 », *Le Souvenir Français*, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, p. 13

747 MNSMF, Riaumont, fonds clan Guy de Larigaudie, *L'Est Républicain*, « Les Scouts de l'abbé Dufay reçoivent la Médaille de la Résistance », 21 juillet 1946, p. 9. Onze décès sont signalés car les décès de Jean Millet et de Pierre Dupont ne sont connus qu'après la parution de l'article.

leur religion n'est explicitée : l'hommage militaire, même pour un clan de routiers catholiques, se départit logiquement de l'hommage religieux.

L'exemplarité de ce portrait tient au fait qu'il doit entretenir le souvenir de ces hommes, tous morts au service de la libération du territoire, mais également en faire un exemple pour les futurs soldats. C'est à travers ce double objectif – commémorer la vie des combattants et en faire des modèles – que l'on peut également s'intéresser aux portraits mélioratifs dressés par l'armée pour les individus morts au combat dans les différentes unités de l'armée de libération ou au sein de la Résistance intérieure.

## 2. L'exemplarité célébrée par l'armée : le culte du sacrifice et du dévouement

C'est également à travers les citations militaires réalisées de façon posthume que l'on peut appréhender la manière dont l'institution militaire célèbre la mémoire des individus décédés en tant que militaires engagés dans des unités combattantes de la France Libre, de l'Armée d'Afrique, des FFI ou de l'armée de libération. Nous nous sommes ainsi intéressés, dans le prolongement de l'étude réalisée l'an dernier, au vocabulaire des citations militaires, afin de comprendre comment les individus sont valorisés par une armée officieuse et illégale aux yeux du gouvernement, puis victorieuse à partir de l'été 1944. Il s'agit d'appréhender, par le biais du langage militaire utilisé, quel portrait posthume les instructeurs et supérieurs militaires dressent de leurs soldats, et ainsi quelle image toujours idéalisée de ces individus est dressée par l'armée, instance incontournable tant pour l'époque que pour la population étudiée. Parmi les vertus les plus fréquemment citées, étudions d'abord le courage qui apparaît dans plusieurs citations dont celles de Jacques du Repaire<sup>748</sup> et Henri Bille<sup>749</sup> – chez Michel Depaulis, le terme choisi est « bravoure »<sup>750</sup>. Jean-Marie Hérenguel est doté « d'un cran [...] d'un courage [...] », d'une « bravoure et d'un allant exemplaires »<sup>751</sup>, trois valeurs que l'on retrouve également chez Hubert d'Inville<sup>752</sup>, tandis que Jean de Neufbourg est cité pour son « courage remarquable »<sup>753</sup>. Le sang-froid est de ce fait loué chez plusieurs individus, comme André L'Hoste<sup>754</sup>, Jean Périer<sup>755</sup>, Jacques et Hubert d'Inville<sup>756</sup>. Le courage est valorisé jusque dans la mort puisque, à la lecture des citations, il apparaît que les combattants ont accompli certaines missions –

748MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Arbellot du Repaire, Lettre de Anne-Marie du Repaire, 18 mars 1996, p. 2

749 MNSMF, Riaumont, fonds Henri Bille, Feuille de renseignements complétée, 1997, p. 1

750 MNSMF, Riaumont, fonds Michel Depaulis, *Citation à l'ordre du corps d'armée* n° 117, s.d., p. 1

751 MNSMF, Riaumont, fonds Jean-Marie Hérenguel, Signet funéraire, [1945?], p. 2

752 MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 4-5

753 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Neufbourg (de), Signet funéraire, [1945?], p. 2

754 MNSMF, Riaumont, fonds André L'Hoste, Signet funéraire, [1945?], p. 3

755 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Périer, Signet funéraire, [1945?], p. 2

756 MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 3-4

se révélant mortelles – avec bravoure : François Gindre a par exemple « trouvé la mort en montant courageusement en contre-attaque au Montfroid »<sup>757</sup>. La mort qui survient est toujours un moment auquel les individus se préparent et qu'ils affrontent avec sang-froid et avec bravoure. Quelques citations soulignent également la jeunesse de l'individu décoré, ce qui a pour but d'accentuer d'autant plus son courage, lui qui avait encore toute la vie devant lui : c'est le cas de André L'Hoste<sup>758</sup>, Hélène Roederer<sup>759</sup>, Jean de Neufbourg<sup>760</sup>, Charles Husson<sup>761</sup> et Jean Périer<sup>762</sup> tous morts entre 22 et 24 ans.

Les actes militaires occupent – logiquement – une grande place dans les citations, et à chaque action est reliée une qualité militaire pour celui qui l'a accomplie : Jacques Alibert est décrit comme « volontaire pour toutes les missions dangereuses »<sup>763</sup>, Philippe-Emmanuel Béraud a « participé brillamment à 15 opérations offensives » et est mort au cours d'une bataille où l'ennemi était « plus de deux fois supérieur en nombre »<sup>764</sup>. Eugène Durieux, quant à lui, est mort « attaqué par des forces très supérieures en nombre et en armement »<sup>765</sup>. La mort à nouveau décrite de façon à glorifier celui qui est tombé : André L'Hoste a par exemple été grièvement blessé le 20 novembre 1944 et sa citation souligne qu'il « ne s'est laissé évacuer qu'après avoir passé ses consignes »<sup>766</sup>, signe qu'il prenait plus en considération la suite des opérations militaires et la tenue du peloton dont il était le chef que ses propres blessures. La capture d'ennemis est également soulignée dans plusieurs citations, comme par exemple dans celles de Jean Périer et Jean-Marie Hérenguel, précédemment évoquées. L'institution militaire loue également les techniques propres à la Résistance, telles que la guérilla : Louis Boire est ainsi remercié pour ses « nombreux actes de sabotages »<sup>767</sup> au service du bataillon FFI dans lequel il évoluait. Parmi les qualités militaires louées chez ces jeunes, on retrouve à la fois le calme, signe de tempérance, et l'énergie, signe de volontarisme, ainsi que la dextérité dans l'acte militaire : le calme est ainsi souligné dans les citations de de Louis Ewald et de Jean Périer, chez qui l'énergie est également vantée, comme chez Jean-Marie Hérenguel, Jean de Neufbourg et Philippe-Emmanuel Béraud ; ce dernier étant également reconnu comme un « officier pilote de grande virtuosité »<sup>768</sup>, tandis que Paul André est

---

757 MNSMF, Riaumont, fonds François Gindre, Signet funéraire, [1945?], p. 4

758 MNSMF, Riaumont, fonds André L'Hoste, [1945?], Signet funéraire, [1945?], p. 3

759 MNSMF, Riaumont, fonds Hélène Roederer, Signet funéraire, [1945?], p. 1

760 MNSMF, Riaumont, fonds Jean de Neufbourg, signet funéraire, [1945?], p. 2

761 MNSMF, Riaumont, fonds Charles Husson, Forces aériennes françaises, *Attestation de citation*, n° 139, 9 novembre 1944, p. 1

762 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Perier, signet funéraire, [1945?], p. 2

763 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Alibert, Signet funéraire, [1947?], p. 2

764 MNSMF, Riaumont, fonds Philippe Béraud, Signet funéraire, [1943?], p. 4

765 MNSMF, Riaumont, fonds Eugène Durieux, Lettre de A-M. Durieux, 16 mars 1996, p. 2

766 MNSMF, Riaumont, fonds André L'Hoste, Signet funéraire, [1945?], p. 3

767 MNSMF, Riaumont, fonds Louis Boire, *Citation à l'ordre du corps d'armée* n° 17, 14 juillet 1945, p. 1

768 MNSMF, Riaumont, fonds Philippe Béraud, Signet funéraire, [1943?], p. 4

encensé par l'un de ses instructeurs pour sa « science d'artilleur »<sup>769</sup>.

Les qualités de dirigeant et d'entraîneur sont également mises en avant – signe qu'elles sont pareillement admirées et remarquées dans le scoutisme et dans l'armée. Le fait d'être un meneur, un entraîneur et de savoir diriger est recherché : ainsi, les « qualités exceptionnelles de leader »<sup>770</sup> de Philippe-Emmanuel Béraud sont relevées tandis que Jacques du Repaire est cité comme « magnifique entraîneur d'hommes »<sup>771</sup>. Enfin, Eugène Durieux est reconnu comme « chef de section d'une conscience rare dans son commandement »<sup>772</sup>. André L'Hoste, Henri Girard et Jean-Marie Hérenguel sont reconnus pour avoir mené des patrouilles et des reconnaissances, et Jean Périer pour avoir entraîné son peloton dans un combat. À l'instar du scoutisme, les qualités morales des combattants sont également relevées par les instructeurs militaires, qu'il s'agisse d'une « conduite exemplaire »<sup>773</sup> comme chez Louis Ewald, du sens du service chez Jean-Marie Jaquemet ou d'« abnégation »<sup>774</sup> comme chez Henri Girard, Charles Husson ou Yves Montel – pour ce dernier, l'abnégation célébrée chez lui n'est pas due à une attitude particulière au combat ou au front mais au fait qu'il ait réussi, durant son interrogatoire par la Gestapo, à ne divulguer aucune information malgré la torture<sup>775</sup>. Philippe-Emmanuel Béraud a suscité chez ses subordonnés comme chez ses chefs « confiance, admiration et amitié »<sup>776</sup>, André L'Hoste est qualifié de « chef de peloton de très grande valeur, apprécié par tous pour ses belles qualités morales et militaires »<sup>777</sup> tandis que Jean de Neufbourg reste, selon sa citation, « parmi ses camarades comme l'exemple des plus magnifiques vertus morales. »<sup>778</sup>. Cette conduite morale est également célébrée chez Jacques d'Inville<sup>779</sup> et Hugues Bartet, dont « sentiment très élevé du devoir »<sup>780</sup> est cité. Jean Traversat quant à lui est cité pour « sa probité, son dévouement, sa haute conscience morale et son intelligence » et est considéré comme « un des symboles les plus purs de la résistance française »<sup>781</sup>. Qu'ils soient morts au cours de combats dans l'Empire ou en France, ces individus sont unanimement célébrés par l'institution militaire pour leurs prouesses militaires et pour les valeurs dont ils témoignent au combat : calme, bravoure, commandement, abnégation.

---

769 MNSMF, Riaumont, fonds Paul André, Signet funéraire, [1945?], p. 2

770 MNSMF, Riaumont, fonds Philippe Béraud, Signet funéraire, [1943?], p. 4

771 MNSMF, Riaumont, fonds Jacques Arbellot du Repaire, Lettre de Anne-Marie du Repaire, 18 mars 1996, p. 2

772 MNSMF, Riaumont, fonds Eugène Durieux, Signet funéraire, [1944?], p. 3

773 MNSMF, Riaumont, fonds Louis Ewald, Signet funéraire, [1945?], p. 1

774 MNSMF, Riaumont, fonds Henri Girard, Signet funéraire, [1945?], p. 1

775 MNSMF, Riaumont, fonds frères Montel, Henri Amoretti, *Lyon capitale: 1940-1944*, Paris, Éditions France-Empire, 1964, p. 202

776 MNSMF, Riaumont, fonds Philippe Béraud, Signet funéraire, [1943?], p. 4

777 MNSMF, Riaumont, fonds André L'Hoste, Signet funéraire, [1945?], p. 4

778 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Neufbourg (de), Signet funéraire, [1945?], p. 2

779 MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, p. 3

780 MNSMF, Riaumont, fonds Hugues Bartet, ANACJF Délégation Alsace, *Hugues Bartet – Un chef*, 1995, p. 17

781 Guichardan Roger, *Jean Traversat, op. cit.*, p. 182

La mort quant à elle est constamment synonyme de sacrifice : celle de ces jeunes intervient le plus souvent alors qu'ils sont dans l'exercice de leur tâche militaire, signe qu'ils persévèrent dans l'effort et dans la guerre, mais également qu'ils sont touchés dans le plein accomplissement de leur devoir patriotique ; leur mort est, de fait, un sacrifice fait au pays. Jean de Neufbourg est ainsi décrit comme « toujours prêt à se sacrifier »<sup>782</sup>. La citation de Gérard d'Inville, qui n'est pas cité en tant que militaire mais en tant que chef local d'un réseau de résistance et prêtre, mentionne cette même idée de « sacrifice total du chef à ses camarades de lutte »<sup>783</sup>, faisant ainsi référence à sa mort en camp de concentration après s'être désigné à la place d'un père de famille. Étienne Pollet est, quant à lui, un modèle de « dévouement » selon sa citation, qui relate aussi qu'il a été « mortellement blessé à son poste de combat [...] alors qu'il manœuvrait pour soustraire son appareil aux coups antichars ennemis »<sup>784</sup>. Ces hommes se sont engagés à servir dans les forces régulières ou dans la Résistance et ils paient de leur vie cet engagement ; le caractère patriotique – dans le sens de service de la patrie – est d'ailleurs parfois souligné explicitement, comme chez Paul Bourcet, qualifié de « jeune volontaire de la Résistance plein d'ardeur patriotique »<sup>785</sup>, chez Claude Lerude, décrit comme « remarquable organisateur, d'un patriotisme à toute épreuve »<sup>786</sup> ou encore chez le père Pierre Carpentier, responsable local d'un réseau de résistance, est cité comme « Capitaine des FFI, Officier des Corps Francs, patriote fanatique »<sup>787</sup>.

Ces hommes sont donc considérés et cités pour le sacrifice de leur vie pour la défense de la France. Sacrifice, service et dévouement sont pareillement loués dans le catholicisme et dans le scoutisme, mais ce rapprochement ne peut s'observer dans les citations militaires qui observent logiquement une stricte séparation entre hommage militaire et hommage chrétien. Si le ministère de prêtre de Pierre Carpentier est par exemple mentionné dans sa citation, l'homme est d'abord mentionné en tant que résistant, homologué FFI et donc membre à part entière de l'institution militaire<sup>788</sup>. Toutefois, la citation à l'ordre de l'armée d'Amédée Para, en tant que soldat FFI, souligne explicitement son appartenance aux Scouts de France :

Magnifique scout de France, jeune chevalier à l'âme pure, au cœur généreux. [...] A pris sur lui-même d'assurer une liaison très dangereuse près d'un groupe durement accroché. Faisant le don de lui-même, est parti sous un feu d'armes automatiques en déclarant calmement "Ce sera pour aujourd'hui ma bonne action !" A été frappé mortellement à 18 ans. Son sacrifice illumine d'une gloire impérissable les Scouts

782 MNSMF, Riaumont, fonds Jean Neufbourg (de), Signet funéraire, [1945?], p. 2

783 MNSMF, Riaumont, fonds frères Amyot d'Inville, Rochatte ; de Roquefeuil, « Trois frères d'armes », *Saint-Cyr. Revue de l'École spéciale militaire interarmes*, juin 1992, n° 42, p. 23

784 MNSMF, Riaumont, fonds Étienne Pollet, Signet funéraire, [1945?], p. 2

785 MNSMF, Riaumont, fonds Paul Bourcet, *Citation à l'ordre du corps d'armée* n° 17, 14 juillet 1945, p. 1

786 MNSMF, Riaumont, François Wetterwald, *Claude Lerude*, Orléans, France, Rouam, 1947, p. 117

787 MNMSE, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier, op. cit.*, p. 71

788MNSMF, Riaumont, J-M. Moqc, *Pierre Carpentier., op. cit.*, p. 71

de France et son exemple rayonnera à jamais sur tous nos jeunes.<sup>789</sup>

Le scoutisme imprègne l'ensemble de la citation, justifiant les qualités citées du jeune homme et apparaissant comme le facteur déclencheur de la dernière liaison qu'il a réalisée. Néanmoins, si le mouvement est explicitement cité, ni la religion ni la foi ne sont mentionnées, une observation déjà dans le cas de la décoration collective du clan de Belfort.

Si l'armée remplit un devoir de mémoire exclusivement « militaire », célébrant les qualités recherchées dans l'armée – commandement, dévouement, patriotisme, courage – comment la mémoire spécifiquement scout, et par extension catholique, de ces individus est-elle entretenue ? À l'instar de l'institution militaire, l'Église et les Scouts de France demeurent des institutions incontournables dans la commémoration de la vie – et de la mort – de ces individus.

### **III. Mémoire et portrait posthumes : la mort « en service », vecteur d'héroïsme et de sainteté ?**

L'entretien de la mémoire de ces individus par l'Église reste circonscrite à quelques cas précis et les initiatives du mouvement scout fleurissent mais concernent statistiquement peu d'individus. Le Mémorial tend, en 1994, à pallier à la relative méconnaissance qui entoure l'histoire des Scouts de France engagés dans la Résistance durant la guerre et participe à l'élaboration d'un portrait des jeunes engagés soulignant leur héroïsme : un héroïsme scout, un héroïsme chrétien, un héroïsme qui mènerait à la sainteté.

#### **1. Initiatives locales et nationales pour une histoire relativement méconnue dans le scoutisme**

##### a) La reconnaissance formelle et ciblée de l'Église

La mémoire de ces individus, morts pour la France mais en premier lieu scouts et chrétiens<sup>790</sup>, est logiquement entretenue en partie par l'Église et par le mouvement scout. Cependant, s'ils sont célébrés en tant que catholiques, ces individus sont-ils célébrés plus particulièrement en tant que scouts engagés dans la Résistance ?

La première célébration de leur mémoire, qui est la plus visible<sup>791</sup>, est la béatification, c'est-

---

789MNSMF, Riaumont, fonds Amédée Para, Richard Duchamblo, « Amédée Para. Routier Scout de France », *Maquisards et Gestapo*, Gap, Éd. des Hautes-Alpes, 2005, tome 2, p. 7

790Leur première sociabilisation et leur premier engagement intervient en effet dans le cadre confessionnel et scout.

791La visibilité de cette reconnaissance vient du fait que l'ensemble de l'Église participe à cet entretien de la mémoire et reconnaît la vie de ces individus comme exemplaire.



à-dire le fait de déclarer, par décret pontifical, qu'une personne de foi chrétienne a pratiqué les vertus chrétiennes de manière exemplaire et qu'elle mérite donc d'être reconnue, célébrée et priée de manière collective par l'Église. 15 des individus étudiés font ainsi partie d'une cause de béatification, ouverte en 1988 par Charles Molette<sup>792</sup>, à la suite de la béatification individuelle de Marcel Callo, scout, jociste et béatifié en octobre 1987 en raison de ses activités religieuses clandestines – entraide, cercles d'étude catholiques, pratique des sacrements – durant sa période de travail obligatoire en Allemagne<sup>793</sup>. Le processus de béatification s'accompagne nécessairement d'une volonté de diffuser l'histoire de ces individus, afin que la communauté catholique dans son ensemble connaisse les raisons d'une telle cause, soit sensible à l'histoire de ces hommes et – nous y reviendrons<sup>794</sup> – prenne exemple sur eux. Par ailleurs, Lucien Bunel, en religion le père Jacques de Jésus, est également concerné par cette reconnaissance très particulière de l'Église catholique romaine. Il est par ailleurs le seul de la population étudiée à avoir été déclaré Juste parmi les nations, du fait de ses activités pour dissimuler des Juifs au sein du pensionnat qu'il dirigeait<sup>795</sup>. Sa cause de béatification est introduite au Vatican en 1997, douze ans après avoir été déclaré Juste<sup>796</sup>.

C'est avant tout la foi catholique de ces hommes ainsi que la mise en pratique des valeurs chrétiennes – solidarité, charité, espérance, foi – qui sont célébrées ; le scoutisme, qui n'est qu'une manière parmi d'autres d'expérimenter ces valeurs, n'est donc pas célébré ni reconnu par ce biais, sinon de façon indirecte. Il en est de même pour certains livres, disponibles au Mémorial ou ailleurs, traitant des individus étudiés<sup>797</sup>, dans lesquels le scoutisme ne tient pas la première place : le livre collectif sur les frères Amyot d'Inville met par exemple en avant leur qualité de résistants – et de militaire, pour Jacques et Hubert d'Inville<sup>798</sup>. Il en est de même pour l'abbé Pierre Carpentier, l'abbé Gérald d'Inville, le père Lucien Bunel, l'abbé Pierre de Porcaro, le commandant René Mouchotte et le lieutenant Théodose Morel, dont les livres d'hommage donnent au scoutisme une place secondaire par rapport à leurs parcours résistants, religieux ou militaires des individus évoqués<sup>799</sup>. En revanche, les livres sur Louis Courrier, Jean Traversat, Francis Prieur, Michel Deshoullières, Daniel Carlier, Jean Bernier, Jacques de Baudus, Robert Saumont, Agnès de Nanteuil

792 Chapitre 3, p. 114

793 MNSMF, Riaumont, fonds Marcel Callo, Lettre de Paul Hibout, 11 janvier 1997, 1 p.

794 Voir p. 204

795 Alexis Neviaski, *Le père Jacques. Carme, éducateur, résistant*. Taillandier, 2015, p. 214-215

796 *Ibid.*, p. 385

797 Nous avons répertorié les livres faisant des individus étudiés leur sujet principal, et non ceux qui les évoquent ponctuellement et rapidement.

798 Gmeline (de) Patrick, *Amyot d'Inville : quatre frères pour la France*, Evreux, Hérissé, 2004

799 Gmeline (de) Patrick, *Tom Morel, héros des Glières*, Paris, presses de la cité, 2008 ; Mouchotte René, *Mes carnets : juin 1940-août 1943*, Vincennes, Service historique de l'armée de l'air, 2000 ; Molette Charles, *L'abbé Pierre de Porcaro : Dinan 10 août 1904-Dachau 12 mars 1945 : l'un des cinquante*, Magny-les-Hameaux, Socéval, 2005 ; Neviaski Alexis, *Le Père Jacques : Carme, éducateur, résistant*, Paris, Tallandier, 2015 ; Léturgie Jean, *L'abbé Gérald Amyot d'Inville*, Coutances, éditions Notre-Dame, 1962 ; J-M. Moqc, *Pierre Carpentier. Vicaire de Saint-Gilles d'Abbeville. Mort pour la France à 31 ans le 30 juin 1943*, Abbeville, Leclerc, 1999.

et Claude Lerude<sup>800</sup> donnent une place prépondérante au scoutisme, et toute la vie des individus – leur engagement résistant n'y échappe pas – est alors lue par le prisme de leur place dans le mouvement. Ainsi, Edmond Michelet, préfaçant l'ouvrage de Roger Guichardan sur Jean Traversat, écrit : « L'esprit de sacrifice qu'enseigne la loi scout à travers un rite qui déconcerte parfois [...] a trouvé dans cette vie offerte à vingt ans un émouvant témoignage. »<sup>801</sup> Le décalogue scout, que chaque membre du mouvement s'engage à suivre toute sa vie, est dépeint dans ce cas le moteur de l'engagement résistant du jeune homme jusqu'au sacrifice de sa vie. Le père Martin, directeur spirituel de Jacques Baudus depuis 1935, témoigne quant à lui après la mort du jeune homme que le scoutisme, en tant que référentiel de spiritualité et vecteur de valeurs, a permis à Jacques de garder « une âme scout jusqu'à sa mort. »<sup>802</sup>. La relecture par le spectre du scoutisme tend ainsi à faire de la promesse scout, premier engagement dans le mouvement, l'incitateur d'engagements futurs et dépassant le cadre du scoutisme.

En dehors de ces publications, destinées à un public plus large que les seuls adhérents du mouvement, il est difficile de recenser tous les articles des revues scout mentionnant un ou plusieurs des individus étudiés<sup>803</sup>, pendant ou après la guerre. Le même travail de recensement dans les journaux « classiques »<sup>804</sup>, locaux ou nationaux, spécialisés ou non, déborde le cadre de cette étude : si quelques fonds sont complétés par des articles photocopiés et imprimés, on peut estimer que la majeure partie des articles réalisés sur ces individus y échappent.

### b) Se souvenir localement

D'autre part, près de 9%<sup>805</sup> des individus du corpus étudié (soit 27 individus) ont donné leur nom à un groupe, une troupe ou un clan après la guerre : cela peut-être immédiatement consécutif

---

800 *Vie de Louis Courrier*, Bonne presse du Centre, 1950 ; Bessières Albert, Liénart Achille, *Jacques de Baudus : 1921-1945*, Paris, Bonne presse, 1948 ; P. Harignordoquy, *Jean Bernier : Souvenons-nous : Prisonnier Stalag VIG Kdo 624 Cologne*, Bar-le-Duc, Comité Fidélité, 1990 ; Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier*, Paris, les Presses d'Île-de-France, 1947 ; Guichardan Roger, *Jean Traversat : (Étienne Duché), scout-routier, un héros de la Résistance*, Paris, Bonne presse, 1945 ; Molette Charles, *Robert Saumont, petit gars de l'Assistance publique, scout-routier, martyr*, Paris, Les Scouts de France, s.d. ; M. de Paillerets, *Toujours plus haut. Notes personnelles de Francis Prieur*, 1945 ; Wetterwald François, *Claude Lerude*, Orléans, Rouam, 1947 ; C. B., *Michel, 1926-1944. Souvenirs*, 1948 ; Carichon Christophe, *Une vie offerte : Agnès de Nanteuil, 1922-1944*, Perpignan, Artège spiritualité, 2010

801 Guichardan Roger, *Jean Traversat, op. cit.*, p. 5

802 Bessières Albert ; Liénart Achille, *Jacques de Baudus, op. cit.*, p. 44

803 Il aurait pour cela fallu étudier les numéros de plusieurs revues, souvent mensuelles voire bi-mensuelles, de plusieurs branches – branche éclaireur, branche routier – et plusieurs échelles – groupe, district – durant la guerre mais également dans les années suivantes – jusqu'aux scissions dans le mouvement par exemple. C'est un travail de longue haleine que nous ne pouvions mener cette année.

804 Presse indépendante du mouvement

805 Voir tableau-annexe n° 11, p. 225

au conflit, comme c'est le cas à Brest où la 6<sup>e</sup> troupe est baptisée troupe Gustave Lespagnol en 1946<sup>806</sup> ; cela peut également être bien plus tardif, comme c'est le cas à Avallon, où la troupe prend le nom de Bernard Morizot en 1988<sup>807</sup> – au moment où s'ouvre la cause de béatification collective à laquelle appartient le jeune homme – ou à Gap, où le groupe 1<sup>e</sup> Gap devient le groupe Amédée Para en 2005<sup>808</sup>. Dans tous les cas, cet hommage est géographiquement circonscrit – du fait même que ce soit un groupe ou une unité, forcément local, qui soit baptisé : les groupes d'Abbeville et de Barentin prennent le nom de leurs aumôniers durant le conflit – Pierre Carpentier et Lucien Bunel –, celui de Sisteron est baptisé du nom de son ancien chef de groupe Jean Brouchon, la 5<sup>e</sup> Calais devient la troupe Philippe Bernard », où le jeune homme a évolué, le clan de Montreuil devient le clan du Guépard, en hommage au nom de totem de Georges Ducassou, qui en a été le chef<sup>809</sup>...

Ces initiatives locales ne sont pas du seul fait du scoutisme : l'État et les collectivités territoriales célèbrent également ces individus et leurs faits résistants à travers l'odonymie. Ainsi, 14 individus (soit 4,5%) donnent individuellement leur nom à une rue – rue Amédée Para à Gap, rue Claude Lerude à Orléans, rue Marcel Kerbrat à Landerneau et à Quimper, rue Robert Jumel à Villemomble, *etc.* –, tandis que les frères Amyot d'Inville, ainsi que les routiers du clan Guy de Larigaudie, donnent leur nom à une rue – à Beauvais et à Louvigné-de-Bais pour les d'Inville, à Belfort pour le clan – de façon collective<sup>810</sup>.

### c) L'initiative du Mémorial : une initiative nationale

Néanmoins, ces hommages restent locaux et ne participent pas à sortir l'histoire des Scouts de France pendant la Seconde Guerre mondiale de la méconnaissance relative dans laquelle elle est<sup>811</sup>. Les quelques ouvrages de synthèse réalisés sur l'histoire du scoutisme en France s'attardent sur l'apparition, l'implantation et l'adaptation du scoutisme en France dans les années 1920 – 1930, mais aucun ouvrage ne retrace les différents comportements observés, chez les Scouts de France, durant la Seconde Guerre mondiale<sup>812</sup> ; l'allégeance massive du mouvement au régime de Vichy est abordée, mais le comportement de ses membres est relativement peu étudié<sup>813</sup> : l'attitude des jeunes

806 MNSMF, Riaumont, fonds Gustave Lespagnol, Lettre de André Casalis, 17 janvier 1997, p. 1

807 MNSMF, Riaumont, fonds Bernard Morizot, Feuille de renseignements complétée, [1994?], p. 1

808 MNSMF, Riaumont, fonds Amédée Para, Richard Duchamblo, « Amédée Para. Routier Scout de France », *Maquisards et Gestapo*, Gap, Éd. des Hautes-Alpes, 2005, tome 2, p. 12

809 MNSMF, Riaumont, fonds Georges Ducassou, Lettre de Jacques Dejoux, 18 août 1995, p. 3

810 Voir tableau-annexe n°11, p. 225

811 Cette méconnaissance est sans doute accentuée par les dissensions qui apparaissent, au sein des Scouts de France, quant à la méthode pédagogique : le mouvement se scinde trois mouvements distincts à partir de 1958.

812 L'ouvrage de Philippe Laneyrie cité plusieurs fois dans cette étude se concentre sur l'implantation du scoutisme en France et sur son modèle pédagogique. Sur environ 400 pages, seulement 50 sont consacrées à l'histoire du scoutisme pendant la Seconde Guerre mondiale.

813 Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France : l'évolution du mouvement des origines aux années quatre-vingt*, Paris,

reste donc relativement méconnue.

Par ailleurs, l'histoire des Scouts de France durant la guerre s'inscrit dans l'histoire globale de l'Église et des catholiques français sous l'Occupation et sous Vichy – une histoire très documentée en général mais qui, du fait de l'attitude plus qu'ambiguë de la haute hiérarchie, provoque un certain malaise dans les milieux catholiques<sup>814</sup>. Les activités résistantes des Scouts de France pâtiraient-elles du relatif silence qui entoure l'attitude de l'Église durant la guerre ? Ces activités amélioreraient pourtant l'image extérieure – et intérieure – de l'Église ; la raison de cette relative méconnaissance des activités résistantes des Scouts de France serait plutôt due au fait que, s'inscrivant dans les mêmes réseaux – locaux, gaullistes, communistes –, dans les mêmes schémas de résistance – maquis, évasions, résistance intérieure, résistance extérieure, résistance armée – et mobilisant les mêmes raisons – le patriotisme avant tout, même s'il prend une teinte différente chez les Scouts de France –, ils sont célébrés indistinctement avec les autres résistants.

C'est en ce sens également qu'il faut comprendre l'apparition du Mémorial national des scouts morts pour la France<sup>815</sup>, inauguré en 1994 par la communauté de la Sainte-Croix de Riaumont, communauté de prêtres et de moines, dans le but de rendre hommage aux scouts morts pour la France entre 1920 et aujourd'hui dans les différents conflits où la France est impliquée<sup>816</sup>. Ce Mémorial, situé à Liévin (Pas-de-Calais), est composé de plaques commémoratives et conserve les archives que nous avons utilisées dans cette étude. La communauté est également un lieu de scoutisme, puisqu'elle constitue un groupe scout et c'est après la mort d'un des routiers, Efflam de Penanster, officier parachutiste, en 1993, que la communauté s'emploie à rendre hommage à l'ensemble des scouts morts « pour la France », c'est-à-dire morts morts en défendant la France<sup>817</sup>. Depuis plus de 20 ans maintenant, et selon la disponibilité des moines – ils sont également aumôniers scouts et éducateurs auprès d'enfants et d'adolescents – le Mémorial collecte noms et informations en vue d'entretenir la mémoire de ces hommes et de ces femmes. Un « livre d'or » a été publié en 2000 pour faire connaître l'histoire, plus ou moins documentée, de cent d'entre eux<sup>818</sup>. Le Mémorial s'inscrit donc dans cette logique mémorielle et d'entretien de l'histoire de ces individus. Célébrés en tant que morts pour la France, leur mémoire est aussi entretenue dans le but

---

Cerf, 1985 ; Baubérot Arnaud, Duval Nathalie, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, Chéroure Marie-Thérèse, Cholvy Gérard (dir.), *Le scoutisme. Quel type d'hommes, quel type de femmes, quels types de chrétiens ?*, Paris, Cerf, 1994, etc. Ces ouvrages ne donnent aucune étude large sur les comportements durant la guerre, résistants ou non.

814 Comte Bernard, *L'honneur et la conscience : catholiques français en résistance (1940-1944)*, Paris, éditions de l'atelier, 1998, p. 287-288

815 Photographies en annexe, p. 226-227

816 Mémorial National des Scouts Morts pour la France, 4 de la Rue Thiers, 62801 Liévin Cedex.

817 Fontaine Louis, *Cent scouts morts pour la France : Livre d'or du Mémorial national de Riaumont. Tome 1*, Liévin, La Porterie de Riaumont, 2000, p. 6-8

818 *Ibid.*

d'en faire des modèles pour les générations suivantes : des modèles de combattants certes, mais également des modèles de chrétiens et de scouts également.

## 2. Un modèle de héros chrétiens et scouts : l'apologie de la sainteté scout

Le portrait mélioratif dressé de ces scouts engagés célèbre leurs aptitudes de combattants et leur attitude face à l'épreuve : au delà de l'héroïsme au combat, c'est un héroïsme chrétien et donc un engagement vers la sainteté qui sont soulignés et célébrés chez les défunts, et encouragés chez les générations suivantes.

### a) S'adresser aux scouts, s'adresser à la jeunesse : faire de ces hommes et ces femmes des exemples

Dans les publications rédigées pour entretenir la mémoire de ces individus, le rôle principal, en plus de celui d'entretenir le souvenir le plus vivant et le plus mélioratif possible, est également d'ériger ces individus en modèles pour les autres. Considérons cet appel à prendre exemple, avant de comprendre quel modèle les générations suivantes sont appelées à suivre. Cette volonté de faire de ces morts des exemples et notamment explicite dans le livre de Roger Guichardan, aumônier du clan Saint-Martin de Limoges, à propos de Jean Traversat :

Jeune homme qui ouvres ce livre, s'il t'arrive de chercher ta route, songe à celle qui mena Jean Traversat vers la grandeur, vers l'héroïsme, vers la sainteté. Remplis d'une façon parfaite les tâches qui te sont confiées. Si tu le peux, va "au delà" de ce qui t'est demandé. Fais toi-même ce que tu attends des autres. Et, si tu veux "gagner" ta vie, donne-la.<sup>819</sup>

Le résistant catholique Edmond Michelet accentue cette injonction à se conformer à la vie du jeune homme, érigée en exemple, dans la préface dudit ouvrage :

Il faut être reconnaissant au P. Guichardan d'avoir voulu conserver, pour les futures générations de Scouts et de Routiers et, à travers eux, pour tous les jeunes de France, le souvenir de cette vie simple, claire et droite d'un garçon qui nous a quittés un matin de printemps, au printemps de sa vie, pour rentrer à la maison du Père après avoir accompli la meilleure B.A., celle qui consiste à mourir pour son pays.<sup>820</sup>

On retrouve la même incitation au mimétisme dans l'avant-propos de la brochure regroupant les lettres et les carnets de Daniel Carlier, où les routiers, les scouts et tous les lecteurs – mais en

---

819 MNSME, Riaumont, Guichardan Roger, *Jean Traversat, op. cit.*, p. 10

820 *Ibid.*, p. 6

déhors du scoutisme, sont-ils nombreux ? – sont invités à prendre exemple sur le jeune homme mort pour la France le 1<sup>er</sup> janvier 1945 :

Il est un ce ceux qui, étant tombés à l'ennemi, prennent la force du simple symbole de votre génération. Routiers et jeunes gens, écoutez la voix de l'un de vos frères morts. [...] Dans ces pages personnelles que nous n'hésitons pas à publier et que nous vous tendons comme un miroir pour vous aider à vous reconnaître, vous suivrez la belle progression de l'esprit et du cœur d'un garçon débordant à la fois de fantaisie et de son chant profond, plein de rayonnement sur les autres et d'un beau clair-obscur intérieur où il faisait la découverte de lui-même.<sup>821</sup>

Plus que des modèles, les jeunes morts en service pour la France doivent provoquer chez les générations suivantes, et notamment chez les scouts, les routiers et les chefs qui les ont connus de leur vivant ou de façon posthume à travers les récits qui en sont faits, l'application de la devise de la Route, « Servir » :

Mes chers scouts, les pages qui vont suivre ont été écrites pour vous. Elles retracent sommairement la vie scout de Amédée Para [...] un garçon de notre groupe, que nous avez presque tous connus. [...] Il voyait grand, il était actif et travailleur, il vivait pleinement sa Loi scout. Par dessus tout il aimait Dieu et la France. [...] Que son souvenir reste gravé, surtout chez les plus jeunes, afin qu'à son exemple ils apprennent à « Servir » joyeusement à la scout.<sup>822</sup>

C'est en effet un exemple particulier qui est modelé, véhiculé et inculqué : les jeunes érigés en modèles sont morts « en service », c'est-à-dire en servant un idéal – leur foi, la France, la Résistance – et donc comme des scouts, des routiers ou des chefs « accomplis » ; ils meurent comme ils ont vécu, c'est-à-dire en scouts, en suivant la loi scout qu'ils ont promis d'observer. Ils sont ainsi loués comme des héros, mais des héros d'un genre particulier : des héros au service d'un idéal – dont le service de la France est loin d'être exclu – mais également des chrétiens, et par extension, des saints.

#### b) La sainteté scout, des héros chrétiens ?

Morts au cours d'activités résistantes ou tués – ou déportés – en représailles à ces activités, ces individus sont célébrés comme des héros, terme que l'on retrouve dans les signets de Joël

---

821 Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier*, op. cit., p. 6

822 MNSMF, Riaumont, fonds Amédée Para, Richard Duchamblo, « Amédée Para. Routier Scout de France », *Maquisards et Gestapo*, Gap, Ed. des Hautes-Alpes, 2005, tome 2, p. 7-8

d'Auriac, qualifié de « héros chrétien »<sup>823</sup>, et de Henri Moreau, décrit comme « héros de la Résistance »<sup>824</sup>. Bernard Delahais évoque également cet héroïsme dans un de ses poèmes, apposé sur son signet funéraire : « Vingt ans c'est quelques fois s'abreuver d'espérance / Savoir vivre en héros et mourir pour la France. »<sup>825</sup>

Héroïsme au service de la Résistance et au service de la France, ces hommes sont également considérés comme des héros chrétiens et, de ce fait, des martyrs, qui ne seraient pas morts au nom de leur foi mais au nom de leur idéal : le terme étant trop largement répété dans les sources étudiées pour que nous nous attardions sur chaque cas, citons seulement l'article de *La Charte* décrivant André Breitenstein comme le « dernier martyr de la Résistance française de la Seconde Guerre mondiale en Indochine »<sup>826</sup>. C'est donc un héroïsme catholique qui est célébré et encouragé – un héroïsme au service de la sainteté. Le « service » jusqu'au sacrifice de sa vie, le patriotisme, le courage, l'abnégation, la jeunesse, l'exemplarité... tout concorde pour que ces individus soient non seulement considérés comme des héros dans la Résistance et dans l'armée, mais également comme des saints dans l'Église et dans le scoutisme. René Guichardan, à propos de Jean Traversat, écrit :

Un pur héros. Un héros pur. Ce qui frappe dans les témoignages de ses frères d'armes, c'est cette insistance sur la pureté de sa vie, de son patriotisme, de son cœur. Je ne veux pas écrire que Jean Traversat fut un saint. Ce n'est pas à moi d'en décider. Mais je puis affirmer qu'il était sur la route que foulèrent les pieds innombrables de ceux que l'Église propose à notre admiration et à notre exemple et qu'il y courrait allègrement. Ce garçon n'a rien écrit. [...] Le Christ non plus n'a pas écrit. Il a parlé, mais surtout agi. Jean, humblement, est de ceux-là. Il n'avait pas besoin d'écrire. Il suffit pour lui qu'un évangéliste, un soir, se remémore sa vie, ses gestes, son sourire légendaire et les consigne sur une feuille. Et voici que des âmes innombrables en sont réconfortées, attirées, enchantées. [...] Non, Jean, ni dans sa courte et héroïque vie ni dans sa survie, ne nous pousse ni ne nous contraint. Mais comme les héros et les saints, il appelle, il attire.<sup>827</sup>

La comparaison avec la figure du Christ est explicite et permet à l'auteur, aumônier routier, de faire de la mort de Jean Traversat, et par extension de celle de tous les scouts morts dans les mêmes circonstances résistantes durant le conflit, un sacrifice quasi-christique, un martyr. Cette sainteté soulignée et célébrée chez les individus ne date pas seulement de l'immédiate après-guerre, elle se retrouve également 50 ans après la guerre, dans les lettres envoyées au Mémorial. Jacques Dejoux écrit en 1995, à propos de Georges Ducassou que « Guépard [son nom de totem scout] était

---

823 MNSMF, Riaumont, fonds Joël Anglès d'Auriac, Signet funéraire, [1945?], p. 2

824 MNSMF, Riaumont, fonds Henri Moreau, Signet funéraire, [1944?], p. 1

825 MNSMF, Riaumont, fonds Bernard Delahais, Signet funéraire, [1944?], p. 1

826 MNSMF, Riaumont, fonds André Breitenstein, André Bottier, « Héros de France et d'Indochine », *op. cit.*, p. 24

827 MNSMF, Riaumont, Guichardan Roger, *Jean Traversat, op. cit.*, p. 183-184

un saint vigoureux, je ne fus pas étonné qu'il ait reçu la palme du martyr. »<sup>828</sup>. Célébrés comme des héros dans la Résistance et comme des héros chrétiens, il apparaît à travers ces relectures que c'est évidemment la foi, mais plus particulièrement l'engagement scout de ces individus – et leur appropriation des valeurs et de la pédagogie du mouvement – qui les ont guidés vers la sainteté. Le scoutisme demeure le premier et le dernier engagement de ces jeunes, celui qu'ils prennent en entrant à la meute, à la troupe ou au clan, et celui qui les accompagne jusqu'à leur mort. C'est aussi l'engagement scout qui est perçu comme le vecteur d'autres engagements, provoqués par la mise en pratique des diverses valeurs inculquées au sein du mouvement – sens du service, dévouement, patriotisme, charité... La part de relecture est évidemment conséquente, que ce soit dans l'immédiate après-guerre ou 50 ans après les faits, mais il ne faut pas non plus négliger l'importance de l'inculcation, de la transmission et de l'intériorisation de ces valeurs dans leur mobilisation pour expliquer les divers engagements auxquels ont fait face les individus étudiés – et ce constant équilibre entre passé et interprétation du passé n'a eu de cesse de guider notre analyse.

Du combattant exemplaire au scout exemplaire, les hommes et les femmes engagés dans la Résistance et mourant en son sein sont célébrés comme des héros, ayant défendu courageusement et jusqu'au sacrifice de leur vie la France résistante. Les relectures opérées par l'armée dans l'immédiate après-guerre sont accompagnées de l'entretien de la mémoire de ces individus, effectué par l'Église de France et par le scoutisme. Néanmoins, ces deux institutions religieuses n'ont eu aucune initiative globale – c'est-à-dire nationale – pour sortir l'histoire des scouts résistants de l'oubli dans lequel elle était relativement plongée. Le malaise latent dans lequel se trouve l'Église après la guerre du fait de son attitude plus qu'ambiguë vis-à-vis de Vichy voire de l'occupant fait emprunter à l'Église la voie du silence : les quelques rares reconnaissances officielles de l'Église quant à ces scouts sont circonscrites en nombre et ne concernent que des procès en béatification. Le scoutisme quant à lui tend à rendre hommage localement et de façon éparse à cette jeunesse engagée : ce n'est qu'en 1994 qu'une initiative nationale voit le jour afin de généraliser l'hommage fait aux hommes et aux femmes engagés dans la Résistance<sup>829</sup>. Le portrait qui se dessine alors est celui d'une jeunesse héroïque et dévoué au service tant de l'État que de l'Église : plus que des héros, les hommes et les femmes célébrées sont assimilés à des saints, transformant leur engagement scout en engagement patriote et chrétien au service de la Résistance. L'engagement jusqu'au sacrifice est plus que jamais au cœur de leur sanctification.

---

828 MNSMF, Riaumont, fonds Georges Ducassou, Lettre de Jacques Dejoux, 18 août 1995, p. 3

829 Et plus généralement dans les conflits.



## CONCLUSION

« Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m'engage à servir de mon mieux Dieu, l'Église et la patrie... » – voici ce que prononce chaque scout et chaque guide lors de sa promesse. Comment cet engagement scout s'exprime-t-il à travers l'engagement résistant durant la Seconde Guerre mondiale ? Même si chaque individu est unique et en ce sens, même si chaque cheminement et chaque engagement reste un cas particulier, néanmoins, au-delà de cette somme d'individualités, plusieurs profils se dessinent, distinguant différentes façons de s'engager et divers degrés d'influence du scoutisme dans l'engagement résistant dans la France de l'Occupation allemande.

Durant l'été 1940, le militaire et le très jeune civil breton se distinguent : l'engagement est alors synonyme du refus de l'armistice et d'un patriotisme « ni plus ni moins »<sup>830</sup>. Le scoutisme, latent dans la vie des jeunes civils, à l'instar de Robert Jumel ou Gustave Lespagnol, et relativement lointain dans la vie des militaires concernés tels que Jean-Marie Hérenguel ou Jean Ayrat, ne semble pas avoir d'autre impact que celui de l'apprentissage du patriotisme. Face à l'invasion du territoire français par l'armée allemande, la réaction patriotique, au sens de défense de la patrie, de ces individus leur commande de quitter le territoire – encore faut-il qu'ils en aient la possibilité. Les deux premières années de conflit<sup>831</sup>, ce même patriotisme pousse également à l'engagement sur le sol français en faveur des réseaux de renseignements et d'évasions comme l'ont montré les exemples des abbés Carpentier ou Amyot d'Inville. Interdit en zone occupée, le scoutisme perdure néanmoins en s'adaptant à la clandestinité. À la fois vecteur de patriotisme, de spiritualité et de réconfort face à la nouvelle situation politique et militaire de la France, le scoutisme est un moyen de mieux vivre l'Occupation... ou de s'y opposer. Vichy, qui enthousiasme massivement les cadres des Scouts de France, semble également enthousiasmer les jeunes du mouvement : les Chantiers de la jeunesse, à la fois retardateur et incubateur de l'engagement résistant, procurent aux jeunes de zone sud les responsabilités et la vie en plein air qu'ils vivent également dans le scoutisme : des hommes, déjà responsabilisés par le scoutisme, y évoluent, à l'exemple de Jean Foillard, Claude Lerude ou Jean Traversat.

---

830 Cette expression de Christophe Carichon signifie que le patriotisme des Scouts de France partis pour l'Angleterre en 1940 signifie, sans arrière pensée, un refus des Allemands sur le territoire français. Carichon Christophe, « Servir, se cacher, s'engager. La Bretagne, une province scout pendant la guerre 1939 – 1944 », cité dans Baubérot Arnaud ; Duval Nathalie (dir.), *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 156

831 Par facilité, on parle de conflit, de guerre, dans le sens de Seconde Guerre mondiale ; la France, à partir de juin 1940, n'est officiellement plus en guerre. La lutte armée qui s'organise peu à peu à travers la Résistance, jusqu'à libérer l'Empire français puis la France elle-même, nous rappelle cependant que le terme de paix ne peut pas s'appliquer aux années 1940 – 1944 et que la guerre se poursuit bel et bien.

L'invasion de la zone sud par l'armée allemande à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942 constitue un tournant majeur de la guerre à l'Ouest et fait émerger de nouveaux vecteurs d'engagements parmi la jeunesse scoutée étudiée : démobilisés de l'armée d'armistice, les militaires auparavant engagés par un lien d'obligeance vis-à-vis de Vichy perdent leurs illusions quant à l'indépendance du gouvernement vis-à-vis des Allemands et refusent l'Occupation de la quasi-totalité du territoire ; Théodose Morel ou Jacques Lalande sont de ceux-là. L'institution militaire n'est pas la seule concernée par ce tournant majeur de la guerre : les lois sur le travail obligatoire entre septembre 1942 et février 1943 envoient les jeunes scouts de 20 à 22 ans dans les camps de travailleurs en Allemagne dans un but « apostolique » d'une part, et dans la clandestinité des maquis, dans l'illégalité des évasions hors de France ou dans les réseaux qui se créent ou s'étoffent sur le territoire métropolitain d'autre part : c'est ainsi que, lorsque Bernard Perrin ou Joël d'Auriac prennent le chemin de l'Allemagne, Jean Carré ou Paul Bégou prennent le maquis. Le « service » scout – tant apostolique que patriotique – devient le refuge d'un prétexte pour accepter la réquisition pour le STO, tandis que le patriotisme véhiculé par le mouvement incline les autres à se soustraire à la convocation.

Enfin, le dernier basculement que constituent le débarquement de Normandie et la progression des Alliés en France durant l'été plonge les individus restants dans la résistance armée, à l'instar d'Amédée Para à Gap ou des scouts du Creusot à Autun. S'engager, c'est alors répondre à la ferveur de l'été 1944, à la joie de la libération et à la volonté de participer à l'anéantissement des forces allemandes présentes sur le territoire. S'engager, c'est également avoir conscience que la mort est une possibilité à chaque instant. L'engagement, dans le scoutisme, est vécu dans l'absolu : si le scout s'engage, il s'engage « sur son honneur » et devant Dieu à « obéir sans réplique et ne rien faire à moitié », à « servir et sauver son prochain », à « être chevaleresque », à « être loyal à son pays »<sup>832</sup>. La jeunesse scoutée<sup>833</sup>, caractérisée par la dimension intransigeante qu'elle donne à ses engagements, est célébrée après la guerre pour ses engagements résistants : de l'exemple au martyr, le portrait qui est fait de cette jeunesse semble être celui de héros scouts, de héros chrétiens..., donc de saints. La confusion latente entretenue dans le scoutisme entre dévouement patriotique et dévouement religieux fait de ces hommes et de ces femmes des résistants morts à la fois pour l'Église et pour la France, et le scoutisme de devenir à la fois vecteur d'engagement et relecture de l'engagement.

Pour autant, peut-on considérer le scoutisme comme le ou un facteur central de l'engagement

---

832 Loi scoutée en annexe, p. 216

833 Au-delà de la jeunesse spécifiquement scoutée, la jeunesse engagée dans son ensemble est caractérisée par l'absolu de ses pensées et de ses actes.

résistant ? L'impact du scoutisme dans l'engagement doit être mis en perspective : face à une même situation, en effet, deux scouts, deux routiers ou deux chefs peuvent agir différemment, en témoignent les attitudes divergentes de cette jeunesse face à l'Angleterre et l'armée d'armistice en 1940 ou encore face au STO et au maquis en 1943. Par ailleurs, s'il est vecteur d'un engagement plus ou moins tardif dans la Résistance, le scoutisme n'est pas l'unique raison dudit engagement : la situation militaire et politique de la France et de l'Empire, l'âge, le lieu de vie, les incitations à la Résistance ou à l'inertie parmi les amis, la famille, la communauté scoute, les responsabilités occupées dans le mouvement,... sont autant de facteurs qui interviennent dans l'engagement.

Néanmoins, le scoutisme, au-delà d'être un mouvement de jeunesse, se définit comme une « école » de l'engagement, de la responsabilisation, du service de l'État comme de l'Église ; il se définit également comme un référentiel de techniques – topographie, camouflage, campisme –, de valeurs – patriotisme, charité, sens du service – et de spiritualité. En juin 1940 comme en novembre 1942 ou en juin 1944, une ou plusieurs définitions du scoutisme peuvent être mobilisées pour expliquer et illustrer les engagements résistants constatés au sein du corpus étudié<sup>834</sup>. Gardons dès lors à l'esprit qu'il s'agit quasi-exclusivement d'une résistance des scouts, et non d'une résistance du scoutisme, dans le sens où l'engagement reste un phénomène majoritairement individuel : la hiérarchie du mouvement se montre effectivement massivement enthousiaste vis-à-vis du régime de Vichy dès 1940 et ne s'en détache que très peu à partir de 1942, se montrant enthousiaste pour les Chantiers de la jeunesse, imaginant un sens apostolique dans le départ pour le travail obligatoire et se montrant très critique vis-à-vis des maquis. La responsabilité de l'engagement des Scouts de France vient du scoutisme, en tant qu'éducation civique et spirituelle, plutôt que du mouvement.

Le scoutisme se distingue donc par la dimension de responsabilité – vecteur d'apprentissage de la responsabilisation, il forme les chefs à mener, diriger et mobiliser d'autres hommes, dans les unités scoutistes comme dans les réseaux, les maquis et l'armée – et par la dimension de l'engagement – par l'importance presque immuable qu'il donne à la promesse et aux réitérations de ce serment fait à Dieu de vivre la loi scoute au quotidien, le scoutisme forme les jeunes à l'importance de la fidélité et de l'obéissance aux choix faits et aux paroles données. On peut ajouter à ces deux particularités la dimension patriotique du scoutisme, qui a la particularité de traverser toutes les années de guerre, années pendant lesquelles la définition-même du patriotisme est en perpétuel changement : s'agit-il d'être fidèle à Vichy, à son gouvernement et son armée, car il représente le pouvoir légitime ? S'agit-il au contraire d'être fidèle à de Gaulle car il est le premier à avoir refusé l'armistice et à faire le pari d'une riposte ? S'agit-il d'obéir à l'État, à l'Église et aux Scouts de France pour accepter la réquisition pour le STO ? S'agit-il au contraire de désobéir et d'entrer dans l'illégalité en rejoignant

---

834 Si tant est qu'un engagement puisse s'expliquer totalement et être pleinement rationnel.

un maquis, en s'évadant hors de France pour intégrer une unité combattante ou en s'engageant dans un réseau de résistance local ? Le patriotisme prend de multiples visages au cours de la guerre ; en 1944 néanmoins, être patriote consiste à s'engager dans la lutte contre l'occupant et, de ce fait, contre Vichy. Le patriotisme scout s'accompagne également d'une confusion entretenue, persistante et continue durant la guerre<sup>835</sup>, entre l'État et l'Église. Servir l'un revient à servir l'autre ; être patriote en s'engageant dans l'une ou l'autre des voies indiquées précédemment, c'est à la fois servir la France et servir Dieu. Ce double service est une dimension incontournable de l'engagement scout d'une part – il est rappelé dans le texte de la promesse – et de l'engagement résistant de la jeunesse scout d'autre part. Autrement dit, l'engagement pour la France revêt un caractère religieux. Le scoutisme en tant que spiritualité est à la fois une source de réconfort, d'encouragement, de justification de l'engagement résistant et d'absolu : doublé du patriotisme qui apporte déjà sa contribution intransigeante de l'engagement, le spirituel donne à l'engagement total – c'est-à-dire jusqu'au sacrifice de sa vie – un caractère absolu supplémentaire. L'engagement et le sacrifice qui lui est associé sont placés dans une perspective de sanctification : la mort est un sacrifice et un sacrifice offert. Les jeunes sont *éduqués* à ce sacrifice tant par le scoutisme – rappelons la parole phare du cérémonial du départ routier, « Un routier qui ne sait pas mourir n'est bon à rien »<sup>836</sup>, et l'univers littéraire dans lequel ils sont plongés – que par l'Église en général, qui érige le sacrifice chrétien<sup>837</sup> en modèle et vecteur de sainteté.

La jeunesse scout et résistante s'inscrit dans les schémas classiques de la Résistance : près de 5% des individus rejoignent la France Libre en 1940, près de 6% s'évadent ou tentent de s'évader en Afrique du Nord en 1942 ; face au STO, 6% partent en Allemagne, 13% rejoignent un maquis ou s'engagent dans des réseaux de renseignements, d'évasion et d'action armée. Après le débarquement de juin 1944, un jeune scout sur dix prend le maquis et près de 50% des jeunes étudiés meurent au combat entre le débarquement et la capitulation allemande au sein d'une combattante lors de la Libération du territoire. Ces jeunes scouts mobilisent le patriotisme jusqu'au-boutiste véhiculé par les Scouts de France mais également par l'univers de la Résistance et de l'armée. Pour autant, le scoutisme conserve la spécificité de l'engagement et de la responsabilité : si le patriotisme dépasse le cadre des Scouts de France, la promesse formulée au sein du mouvement scout et la constante responsabilisation des jeunes en son sein font peut-être du scoutisme une organisation originale par rapport à d'autres mouvements ou d'autres groupes ayant également suscité des engagements

---

835 La confusion date d'avant-guerre en réalité, mais elle est mise en lumière par la Seconde Guerre mondiale où l'engagement patriotique devient public et sollicité.

836 Cérémonial en annexe, p. 216-217

837 Rappelons que, selon les catholiques, Jésus-Christ a été crucifié pour racheter les fautes des hommes.

résistants.

L'engagement étant le cœur de notre sujet, nous avons volontairement privilégié une histoire des basculements et des tournants, afin de comprendre comment les événements provoquent les changements d'allégeance et de fidélité, mais également comme les engagements suscitent des événements et des tournants. Nous nous sommes attaché aux écrits, aux témoignages, aux récits, laissant volontairement de côté l'histoire des structures<sup>838</sup>, afin d'appréhender les attitudes – et l'attitude majoritaire d'enthousiasme – de la jeunesse scout face à Vichy, mais également face à l'Occupation – qui provoque le rejet plutôt que l'adhésion –, et face à la Résistance naissante, grandissante, changeante et de plus en plus proche, accessible et envisageable.

C'est une histoire résistante que nous avons privilégiée, du fait même du lieu de consultation des sources, qui rend hommage aux hommes et aux femmes qui sont morts pour la France. En nous intéressant à cette histoire résistante, nous avons constaté l'importante diversité des engagements et des cheminements des quelques 300 individus étudiés. D'un part, il y aurait un intérêt à accroître le corpus, accroissement qui va de pair avec le tri, l'archivage et la répertorisation des sources collectées au Mémorial ; d'autre part, il y aurait un intérêt à diversifier ce corpus, par l'apport d'autres sources et d'autres archives – diocésaines, résistantes, militaires – afin d'entrer dans une logique comparative avec les engagements collaborationnistes contractés durant la guerre par la même jeunesse.

Avant d'être un objet historique, cette étude était le fruit d'une vive curiosité pour l'histoire de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale mais également du scoutisme catholique pendant ces années : membre d'une association de scoutisme catholique, en tant que responsable et aînée, cet objet d'étude constitue en parallèle un engagement associatif et religieux à titre personnel. Les textes évoqués, les valeurs véhiculées, le vocabulaire employé sont familiers, malgré les évolutions du scoutisme depuis 75 ans. Néanmoins, rien ne nous a pas empêché de traiter ce sujet avec la scientificité et l'historienneté qui s'imposait.

Cette étude est effectivement le fruit de deux années de saisie, de classement et d'exploitation rigoureuse des sources. Or, ni l'analyse ni la répertorisation des archives collectées au Mémorial n'est terminée. Outre le croisement avec d'autres données issues archives non consultées, une étude intéressante à mener sur les sources déjà exploitées serait l'analyse lexicométrique des écrits intimes, épistolaires ou posthumes collectés, afin de déceler plus finement la construction de

---

838 Nous n'avons effectivement pas développé outre mesure l'histoire de chaque réseau, chaque maquis, ce qu'il pourrait être intéressant de faire à la suite de cette recherche pour croiser les sources d'une part et pour toujours mieux replacer l'engagement de chaque individu dans son contexte d'autre part.

pensée des individus et de ceux qui livrent un témoignage sur eux. Il serait également intéressant, dans la mesure où cela est réalisable, de se pencher davantage sur l'univers familial, scolaire et universitaire des individus, tout ce qui précède en quelque sorte l'engagement résistant, et sur l'entretien du souvenir et de la mémoire, individuelle le plus souvent, de ces hommes et de ces femmes morts dans la Résistance, tout ce qui suit en quelque sorte l'engagement : ce travail, déjà amorcé au chapitre 6, n'est qu'un infime aperçu de ce qui pourrait être fait grâce à une analyse lexicométrique poussée et avec davantage de temps. Le travail réalisé durant ces deux années s'inscrit dans la lignée des quelques études consacrées au scoutisme durant la guerre, avec pour « originalité » de placer l'engagement scout au cœur des cheminements résistants ; il ouvre la porte à d'autres prolongements dans le futur.

## ANNEXES

### I. Index lexical

Assistant.....	20
Association nationale des Scouts de France.....	20
Aumônier.....	22
B.A.....	95
Camp.....	23
Chef d'unité.....	20
Chef de clan (CC).....	20
Chef de troupe (CT).....	20
Cheftaine de compagnie.....	20
Cheftaine de meute (CM).....	75
Clan.....	20
Commissaire de district (CD).....	83
Commissaire général.....	23
Commissaire national (CN).....	25
Commissaire national Eclaireur (CN Eclaireur).....	57
Commissaire national Route (CN Route).....	23
Commissaires de district.....	25
Compagnie.....	20
Départ routier.....	50
Feu.....	20
Guide.....	20
Guide-aînée.....	20
Jeannette.....	20
La Fédération des Scouts de France.....	20
Loi scout.....	21
Louvetier.....	175
Maîtrise.....	20
Maîtrise d'unité.....	80
Meute.....	20
Patrouille.....	20
Promesse.....	21
Ronde.....	20
Routier.....	20
Scout.....	20
Système de patrouilles.....	20
Totem.....	200
Troupe.....	20

## II. Organigramme : fonctionnement du scoutisme

*Pendant la guerre, fonctionne de la même manière au sud et s'adapte à la clandestinité au nord*

- 1) Niveau national : supervisé par le commissaire général de l'Association
  - 1 commissaire national par branche (louveteaux, scouts, routiers)
  - 1 aumônier national par branche
  
- 2) Niveau district (département) : supervisé par un commissaire de district
  - 1 chef de district
  - 1 aumônier de district (éventuellement, quand il n'y a pas d'aumônier au niveau local)
  
- 3) Niveau local (ville) : un ou plusieurs groupes par ville
  - 1 chef de groupe par groupe (généralement attaché à une paroisse)
  - des unités dépendant de ce groupe
  - 1 aumônier éventuellement
  
- 4) Niveau unité : meute, troupe, clan pour les garçons, ronde, compagnie, feu pour les filles
  - Un chef d'unité (CT, CC, CM) et des assistants
  - 1 aumônier
  - Des jeunes (avec des responsabilités entre eux : chefs d'équipe, seconds, etc.)



### III. Textes fondateurs<sup>839</sup>

#### 1. La promesse scout

Sur mon honneur et avec la grâce de Dieu, je m'engage à servir de mon mieux : Dieu, l'Église et ma patrie ; à aider mon prochain en toute circonstance ; à observer la loi scout.

#### 2. La loi scout et les principes

- 1 – Le scout met son honneur à mériter confiance
  - 2 – Le scout est loyal à son pays, ses parents, ses chefs et ses subordonnés
  - 3 – Le scout est fait pour servir et sauver son prochain
  - 4 – Le scout est l'ami de tous et le frère de tout autre scout
  - 5 – Le scout est courtois et chevaleresque
  - 6 – Le scout voit dans la nature l'œuvre de Dieu, il aime la nature et les animaux
  - 7 – Le scout obéit sans réplique et ne fait rien à moitié
  - 8 – Le scout est maître de soi, il sourit et chante dans les difficultés
  - 9 – Le scout est économe et prend soin du bien d'autrui
  - 10 – Le scout est pur dans ses pensées, ses paroles et ses actes
- 
- 1 – Le scout est fier de sa foi et lui soumet toute sa vie
  - 2 – Le scout est fils de France et bon citoyen
  - 3 – Le devoir du scout commence à la maison

#### 3. Le cérémonial du départ routier

Le Routier : Chef, s'il plait à Dieu et à vous, je demande à devenir Routier.

Le Chef de clan : Bien, frère Scout, tu te présentes à la Route ; mais sais-tu comment la Route se présente à toi ?

Le Routier : Oui, Chef.

Le Chef : As-tu songé que pour avoir accès à la Route, il faut commencer par sortir de ta maison et de toi-même, renoncer à ton égoïsme, à ton confort, à ta sécurité, rechercher ce qui est difficile et vouloir vivre rudement ?

<sup>839</sup> Nous avons utilisé le livre du fondateur du scoutisme catholique en France : Sevin Jacques, *Le scoutisme, étude documentaire et applications*, Spes, Paris, 1922. Les textes et cérémoniaux sont toujours valides pendant la guerre.

Le Routier : Oui.

Le Chef : As-tu songé qu'on n'est sur la Route que pour marcher en avant ? Es-tu décidé à faire de ta vie un progrès perpétuel en esprit chrétien, en maîtrise de toi, en force de caractère, en droiture, dévouement, pureté, et à faire en toute choses, aujourd'hui mieux qu'hier, et demain mieux qu'aujourd'hui ?

Le Routier : Oui, je le veux.

Le Chef : Promets-tu de ne pas t'arrêter aux fleurs du chemin, c'est à dire de ne pas regarder la vie comme une partie de plaisir, mais comme une mission dont rien ne doit te détourner ?

Le Routier : Je le promets.

Le Chef : Sauras-tu marcher seul, donner l'exemple et non le recevoir, bref, es-tu décidé à ne plus vivre en enfant, mais en homme et à ne compter après Dieu que sur toi-même ?

Le Routier : Dieu aidant, oui.

Le Chef : En débouchant sur la Route, sais-tu que tu consens d'avance au don de toi-même à tout venant, que tu n'appartiens plus à toi, mais aux autres, toujours de service pour rendre service ? Es-tu prêt à servir ?

Le Routier : Je servirai.

Le Chef : Entre donc parmi les frères de la Route et renouvelle ta promesse de Scout de France qui sera ton réconfort et ton soutien.

*Le drapeau Scout et le fanion du Clan s'inclinent et se croisent, le fanion devant le drapeau par rapport au candidat Routier. Le candidat Routier s'avance d'un pas, place la main gauche sur les deux emblèmes simultanément et de la droite fait le demi-salut, en disant:*

Le Routier : J'ai promis: Sur mon honneur, avec la grâce de Dieu, de servir de mon mieux Dieu, l'Eglise, la Patrie, d'aider mon prochain en toutes circonstances, d'observer la Loi Scoute, et je promets en outre d'aider de tout mon pouvoir le Mouvement Scout.

Le Chef : Bien ! Reçois maintenant, frère, les insignes de ta qualité.

[...]

*Enfin un Routier remet le nœud rouge ; le Chef le prend en continuant :*

Le Chef : Rouge, couleur de dévouement et de sang, les deux seules choses dont tu ne dois pas être économe, pour te rappeler, à l'exemple de tes aînés tombés aux carrefours des voies sacrées de France et de Palestine, qu'un Routier qui ne sait pas mourir n'est bon à rien.

[...]

#### IV. Tableau-annexe

##### 1. Tableau-annexe n° 1 : Parcours et responsabilités scoutés des prisonniers de guerre

Individu	Date naiss.	Captivité	Date mort	Parcours scout avant captivité			
Jacques A. DU REPAIRE	11/05/18	s'évade	18/05/44	SCOUT			Bordeaux (4°)
Jean BERNIER	24/06/23	Stalag VI G k624	16/04/45	Aucun			
Alexis BERRANGER	10/04/13	S'évade, sept 40	28/07/44	SCOUT			Toulouse (5°, gr ND du Tour)
				ROUTIER			Toulouse (5°, gr ND du Tour)
				CT			Toulouse (14°, gr St Augustin)
René BOITIER	08/03/17	Stalag VI F	01/05/45	Aucun			
Philippe BOUCHARD	07/03/16	Stalag VIG	12/04/45	SCOUT			Beaune
				CT			Dijon
Bernard BRO	13/10/14	Oflag XIII A	17/11/40	SCOUT			Paris (12°, gr Bayart, paroisse St Augustin)
				ROUTIER			Paris (12°, gr Bayart, paroisse St Augustin)
Jacques CASANEUVE	11/03/18	s'échappe en tant que PG	13/10/44	ROUTIER	1936	1939	Vincennes (1°, gr Foch)
Louis COURRIER	24/12/12	Stalag VIG k624	18/09/43	SCOUT			Béziers
				ROUTIER	1936	1940	Béziers
				CD	1937	1939	District
				CC Lourdes	1939		Lourdes (1°)
Robert DESFOSSEZ	03/06/20	Stalag VIG k624	19/01/45	SCOUT			Cambrai
Louis DIDION	02/05/17	Stalag VI A	16/02/45	SCOUT			Lille
Albert GALAIS	19/10/10	Stalag IX A	01/01/42	SCOUT			
				ROUTIER			
Henri GIRARD	20/04/14	Stalag I B (puis libéré)	23/11/44	SCOUT	1929	1931	Charlieu (1°, tr St Philibert)
				ROUTIER			Charlieu (1°)
				ACT	1930	1931	

Individu	Date naiss.	Captivité	Date mort	Parcours scout avant captivité			
				CT	1931	1939	
Michel KIPPELEN	17/03/15		22/05/45	SCOUT			Thann
				ACT			Thann
Jacques LALANDE	23/12/19	s'évade dans train vers All	28/04/44	LOUVET EAU			Paris
				SCOUT			Caen
				SCOUT			Rouen
				ROUTIER			La Flèche (1°, Prytanée)
Adrien LAUVIN		Stalag	21/03/43	SCOUT			Dijon
Robert LOUBET	23/02/13	Stalag VIG k624	09/10/44	Aucun			
Raymond LOUVEAUX	12/04/13	Stalag VIG k624	25/04/45	SCOUT			Créteil-Maison Alfort
Pierre MARLIN	27/06/09	Oflag	02/06/43	SCOUT			Meaux
				ROUTIER			Meaux (clan ND de la Marne)
				CC			Clan St Louis
Henri MOREAU	24/04/19		29/08/44	SCOUT			
Pierre PORCARO (DE)	10/08/04	Stalag IX B	11/03/45	SCOUT			
Jean PREHU	27/03/20	Stalag VIH puis VIG k624	25/04/45	SCOUT			Laval
Robert SAUMONT	18/01/19	Stalag VIA puis VIG k624	10/04/45	SCOUT			Rouen

**2. Tableau-annexe n° 2 : Responsabilités locales dans des unités au nord de la ligne de démarcation**

Individu		Responsabilité					Date naiss.
EWALD	Louis François-Regis	CC	1940	1944	Charleville		02/09/22
CARLIER	Daniel	CT	1942	1944	Valenciennes (1°)		05/04/22
		ACC	1944	1944	Valenciennes (clan C de Foucauld)		05/04/22
ALBERT	Etienne	CC	1944		Cornimont	Fonde clan	04/08/24
CATRIC	Jacques	CC		1944	Lilas		01/01/22
BAUDUS (DE)	Jacques	ACT	1943	1944	Lille (5°)		12/04/21

Individu		Responsabilité					Date naiss.
CREAC'H	Michel	CT	1940	1944	Carentec		14/07/22
BARRY	Jacques	CT		1943	Paris (44 <sup>e</sup> , gr Gerson)		06/03/22
MARCHAL	Paul	CC	1942	1943	Mans (clan ND de la Route)		22/09/13
DUCASSOU	Georges	ACT	1941	1943	Montreuil (1 <sup>e</sup> )		22/05/23
		CT	1943	1944	Montreuil (1 <sup>e</sup> )		22/05/23
PRIEUR	Francis	CT	1940	1941	Soissons		05/02/23
MAUFFAIT	Georges	ACT	1942	1943	Audruicq (1 <sup>e</sup> )		17/02/21
		CT	1943	1944	Audruicq (1 <sup>e</sup> )		17/02/21
Date de naissance moyenne		17/09/21					
Age moyen en 1940		18 ans					

### 3. Tableau-annexe n° 3 : Responsabilités nationales scoutées pendant la guerre

Individu		Responsabilité				Date naiss.
ALOUIS	Jean-Pierre	CN Éclaireur	1942	1944	National (zone sud)	28/10/17
CLAD	Jean	ACN Route	1941	1944	National	
FOILLARD	Jean	CN Route	1941	1944	National	01/01/18
GERIN	Pierre-Louis	CN Éclaireur	1940	1942	National	30/12/99

### 4. Tableau-annexe n° 4 : Aumôniers dans le scoutisme clandestin

Individu		Responsabilité			Date naiss.
BARANTON	Jacques	Aumônier		Orléans	02/11/03
BUNEL	Lucien	Aumônier		Le Havre (2 <sup>e</sup> , tr et meute)	29/01/00
				Avon (Petit Collège Ste Thérèse, meute, tr, clan)	29/01/00
A. D'INVILLE	Gerald	Aumônier		Senlis	15/09/10
DUFAY	Pierre	Aumônier		Belfort (clan Guy de Larigaudie)	28/12/10
				Belfort (2 <sup>e</sup> )	28/12/10
MAUPEOU (DE)	Jean	Aumônier		Le Mans (1 <sup>e</sup> , tr Chanzy)	16/08/08
				District (Sarthe)	16/08/08
KERBRAT	Marcel	Aumônier		Cornouailles (district)	21/11/94
				Quimper (1 <sup>e</sup> , St Patrice)	21/11/94
CARPENTIER	Pierre	Aumônier		Abbeville (3 <sup>e</sup> , meute St Michel)	02/07/12

Individu		Responsabilité			Date naiss.
				Amiens	02/07/12
				Abbeville (2 <sup>e</sup> , tr G de Bouillon)	02/07/12

5. **Tableau-annexe n° 5 : Participants du scoutisme clandestin**

Individu		Parcours			
TURLOT	Marcel	ROUTIER		1944	Saint-Mandé
DELSOL	Jacques	ROUTIER		1944	Saint Mandé
DUCASSOU	Georges	SCOUT		1941	Paris (gr St Marcel)
		ROUTIER	1943	1944	Montreuil (1 <sup>e</sup> , clan)
FROMENTOT	Jean	SCOUT	1936	1941	Beauvais
TOURRET	Ary-Louis	SCOUT	1939	1943	Dinard (gr St Briac)
RODARY	Yves	ROUTIER	1940	1943	Paris (clan Savorgnan de Brazza)
BLANOT	Lucien	SCOUT	1940		Le Creusot (2 <sup>e</sup> , gr St Henri)
PRIEUR	Francis	ROUTIER	1940	1941	Soissons
FROMENTOT	Jean	ROUTIER	1941	1943	Beauvais
BUREAU	François	ROUTIER	1942		Versailles (clan Ste Geneviève)
RODARY	Yves	ROUTIER	1943	1944	Paris (clan SFX)

6. **Tableau-annexe n° 6 : Hommes de l'armée d'armistice**

Individu		Date naiss.	Departement / pays naiss.	Date et cause de la mort		Lieu de la mort	
ALVERN Y (D')	François	20/05/09	Loire	01/04/45	au combat	Luc An Chau	Indo.
A. D'INVILLE	Jacques	21/01/08	Oise	29/04/43	au combat	Mont Zaghouan	Tunisie
BATY	Charles	26/10/21	Bas-Rhin	14/02/44	execute	Lyon	France
BELORGEY	Jean-Pierre	22/12/22	Seine	08/11/42	operation alliee	Casablanca	Maroc
BOCHIN	Pierre	17/02/21	Aisne	31/05/44	au combat	Morolo	Italie
BON	Maurice	10/02/20	Finistere	13/10/43	au combat	Lenino Baievo	Russie
BOURGINE	Alain	12/02/22	Manche	30/12/99	deportation	Bergen Belsen	All.
BOUROCHE	Jacques	20/06/18	Seine	08/09/44	au combat	Plougonvelling	France
BRAIVE	Paul	20/12/11	Madagascar	09/03/45	execute	Hanoï	Indo.

Individu		Date naiss.	Departement / pays naiss.	Date et cause de la mort		Lieu de la mort	
BREITENSTEIN	Andre	10/06/17	Algerie	04/09/45	au combat	Hanoï	Indo.
CABOT	Joseph	23/09/21	Algérie	03/05/44	au combat	Puget-Théniers	France
CASANEUVE	Jacques	11/03/18	Seine-et-Marne	13/10/44	au combat	Insterburg	All.
COQUARD	Hubert	18/02/20	Seine	21/03/45	au combat	Dien Bien Phu	Indo.
DANIEL	Louis	17/01/16	Finistere	29/07/45	au combat	en brousse	Indo.
DAZAMBUJA	Jean	01/08/09	Bouches-du-Rhône	08/06/41	operation alliee	Quasniye	Syrie
DEWAELE	Paul		Nord	27/11/42	sabordage	Toulon	France
GEZE	Arnaud	09/05/13	Haute-Garonne	25/08/44	au combat	Marseille	France
GILBERTAS	Paul	10/03/22	Loire	13/04/45	deportation	Bergen Belsen	All.
LALANDE	Jacques	23/12/19	Seine	28/04/44	execute	Bois de Ferrieres	France
LOISON	Yves	14/03/21	Sarthe	05/10/44	deportation	Buchenwald	All.
MASSON	Jacques	03/10/21	Seine	23/09/40	operation alliee	Dakar	Senegal
MOREL	Theodose	01/08/15	Rhône	10/03/44	au combat	Entremont	France
KERVEREGUIN (DE)	Tanguy	05/01/19	Haute-Garonne	08/03/45	au combat	Turnhouse	Ecosse
TOMMY-MARTIN	Abel	01/09/14	Calvados	04/11/44	au combat	Macon	France

**7. Tableau-annexe n° 7 : Individus vivant et pratiquant le scoutisme en Afrique du Nord**

Individu		Date naiss.	Ville naiss.	Scoutisme
DIMECH	Jean	01/08/24	Alger	Alger (7 <sup>e</sup> , gr St Augustin)
BEYLER	Jean	16/09/22	Sarrebourg	Alger (7 <sup>e</sup> , gr St Augustin)
DIACONO	Jean-Baptiste	07/12/21	Paris	Alger (gr C de Foucauld)
DIACONO	Jean-Baptiste	07/12/21	Paris	Alger (gr C de Foucauld)
VALUY	Rene	20/06/21	Alger	Alger (gr St Dominique)
SALVO	Jean	10/05/25	Rochefort	Alger (gr St Dominique)
TURIN	Marc	07/02/24	Alger	Alger (gr St Dominique)
JULLIE	Eugene	01/03/24	Alger	Alger (gr St Dominique)
PARACHE	Roger	04/11/22	Alger	Alger (gr St Dominique)
BOISDRON	Jackie	15/02/25	Angers	Alger (gr St Dominique)

Individu		Date naiss.	Ville naiss.	Scoutisme
PETIT	François	03/06/23	Le Vesinet	Alger (gr St Dominique)
CORTES	Mario	18/10/22	Medea	Alger (gr St Dominique)
MAGOT	Etienne	09/05/25	Bordeaux	Alger (gr St Dominique)
THOMAS	Charles	26/06/23	Boufrarik	Alger (gr St Dominique)
MOLLE	Joseph	17/11/20	Saint-Cyr l'école	Casablanca (4°)
FERNANDEZ	Antoine	23/09/22	Saïda	Mascara (1°)
CAPEL	Manuel	14/02/25	Tlemcen	Tlemcen (1°)
FACUNDO	Gaston	24/04/24		Tlemcen (1°)
MAUREL	Gilbert	26/12/22	Charleval	Tlemcen (1°)
TOMMY-MARTIN	Abel	01/09/14	Le Mesnil sur Blangy	Tunis (3°, tr Colonel Driant)
TOMMY-MARTIN	Laurent	20/09/24	Le Mesnil sur Blangy	Tunis (3°, tr Colonel Driant)

**8. Tableau-annexe n° 8 : Entrées dans des maquis après le débarquement de juin 1944**

Individu	Date naiss.	Parcours scout (clan et respo.)	Lieu et rôle dans le maquis		1e engagement résistant ?
Yves BEESAU	26/07/21		Vercors		Oui
Jean BENEY	10/04/27		Vlamy		Oui
Claude BIRAN-AMADE	14/11/24	ROUTIER			Non (réfractaire Chantiers)
Jean BODECHON	26/05/26	CT	Calais	sabotages	Oui
Bernard BRAUN	07/05/25	ROUTIER	Belfort	agent de liaison	Non
Maurice BRENEZ	03/10/24	ROUTIER	Belfort		Non
Jean BROUCHON	22/12/12	ROUTIER		agent de liaison	Oui
		CG			
Jacques CATRIC	30/12/99	ROUTIER	Bazarnes		Non (réfractaire STO)
	30/12/99	CC			
Charles CLAVEY	02/10/14	ROUTIER	Belfort		Non
	02/10/14	CT			
		CD			
Paul CROUIGNEAU	29/06/24	ROUTIER	Mont-Mouchet		Oui
Philippe CROUIGNEAU	21/08/24	ROUTIER	Mont-Mouchet		Oui
Albert DENIS	24/10/26	ROUTIER	Lyonnais		Oui
	24/10/26	ACT			



<b>Individu</b>	<b>Date naiss.</b>	<b>Parcours scout (clan et respo.)</b>	<b>Lieu et rôle dans le maquis</b>		<b>1e engagement résistant ?</b>
Lucien DESBORDES	20/06/25		Valmy		Oui
Michel DESHOULLIERES	25/10/26	CT	Vienne		Oui
Pierre DREMEAU	07/08/26		Valmy		Oui
Pierre DUPONT	26/01/25	ROUTIER	Belfort	agent de liaison	Non
	26/01/25	CT			
Henri GIRARD	20/04/14	ROUTIER			Oui
	20/04/14	ACT			
	20/04/14	CT			
Yves HENNIN		ROUTIER	Belfort	agent de liaison	Non
Leon JAIL	06/03/16	ROUTIER	Vercors		Oui
	06/03/16	CT			
Andre JEUNHOMME	07/02/25		Valmy		Oui
Pierre KAMMERLOCHER	28/06/19	ROUTIER	Belfort		Non
		CT			
Pierre LEROY		ROUTIER	Belfort		Non
Claude LIARD	15/03/29		Chamelis		Oui
Henri LUGAN	06/03/25	ROUTIER	Vercors		Oui
Noël MAUROY (DE)	08/09/24	ROUTIER	Lyonnais		Oui
Jean MILLET	26/05/24	ROUTIER	Belfort		Non
Amedee PARA	26/05/26	ACT	Champsaur	vols d'armes ennemies	Non (a distributé TC)
	26/05/26	CT		Renseignements	
Salvador SERENA	26/04/23	ROUTIER	Belfort	Agent de liaison	Non
Roger THEVENET	17/12/23		Valmy		Oui
Marc TURIN	07/02/24	ROUTIER	Maquis		Oui
Gérard G. DE CARVILLE	15/01/24		Bretagne	Parachuté	Non (évasion)
Jean AYRAL	30/12/21		Toulon	Parachuté	Non (évasion)
Jean-Marie HERENGUEL	16/10/16		Oise	Parachuté	Non (évasion)
Charles HUSSON	18/08/21		Bretagne	Parachuté	Non (évasion)
Andre BORDES	21/08/20	ROUTIER	Berry	Parachuté	Non (évasion)
		CT			

**9. Tableau-annexe n° 9 : Nombre de morts par motif de mort avant le débarquement de juin 1944**

<b>Cause de la mort</b>	<b>Nombre individus</b>
dans operation alliee	3
captivite	4
au combat	22
accident	2
sabordage	1
captivité ?	1
execute par All	5
suicide	1
	2
deportation	12
execute par milice ?	1

**10. Tableau-annexe n° 10 : Nombre de morts par motif de mort après le débarquement de juin 1944**

<b>Cause de la mort</b>	<b>Nombre individus</b>
execute par All	34
au combat	148
deportation	51
en portant secours	5
torture	1
bombardement	3
accident	6
execute par Jap	1
porte disparu	1
maladie	1

**11. Tableau-annexe n° 11 : Postérité**

<b>Postérité</b>	<b>Nombre d'individus</b>
Cause de béatif	1
Béatif	1
Equipe routier à son nom	2

Postérité	Nombre d'individus
Livre (coll)	3
Brochure	5
Groupe à son nom	10
Cause de béatif coll	15
Livre	15
Unité à son nom	15
Rue à son nom	16
Rue à son nom (coll)	18
Plaque commémorative (coll)	29

## V. Photographies du Mémorial national des scouts morts pour la France (juin 2017)



*Entrée du Mémorial, à côté du monastère*



*Croix potencée, symbole du scoutisme, au centre des plaques commémoratives*

80	ABBÉ MAURICE	LINARES	1943
81	LUCIEN	DEVAUD	1944
82	ANTOINE	FERNANDEZ	02.1944
83	ANTOINE	MORENO	23.11.1944
84	CAMILLE	FERRENCQ	1945
85	ADRIEN	D'ESCLAIBES D'HUST	02.1945
86	ANDRÉ	MANNESIER	20.05.1940
87	LÉOPOLD	RICHARD	06.09.1939
88	JEAN-MARIE	GOULIN	10.06.1944
89	JACQUES	VOYER	27.06.1944

*Une des plaques commémoratives. Entre 100 et 150 noms sont inscrits dans le Mémorial*

## ETAT DES SOURCES

Les sources utilisées pour ce mémoire sont à la fois publiques et privées. Elles sont conservées au Laboratoire du Mémorial national des scouts morts pour la France, inauguré en 1994, par la communauté de la Sainte-Croix de Riaumont, communauté de prêtres et de moines, dans le but de rendre hommage aux scouts morts pour la France entre 1920 et aujourd'hui dans les différents conflits où la France est impliquée<sup>840</sup>.

Nous reprenons le système de classement du Mémorial, en détaillant, pour chaque individu étudié, les archives s'y rapportant. Il n'existe en effet aucun inventaire : chaque individu est répertorié dans un classeur selon son nom de famille ; une fiche récapitulative mentionne quelques informations générales (date de mort, circonstances, itinéraire scout) pour chacun, et est suivi, s'il en existe, des articles de presse et autres sources concernant l'individu (brochures éditées, carnets intimes, pièces de l'uniforme scout...). Sachant que ces classeurs ne sont mis à jour depuis 1998<sup>841</sup> et que les lettres arrivées après cette date et mentionnant de nouveaux individus susceptibles de figurer dans la base de données du Mémorial sont regroupées dans des cartons sans avoir été triées, il est très difficile de connaître l'ensemble des documents auxquels nous pouvons avoir accès. Les fonds mentionnés ci-dessous correspondent non à des cartons, mais à des dossiers regroupés en classeurs par ordre alphabétique.

Les documents, envoyés par les familles, les amis ou les anciens camarades scouts des disparus, sont assez variés : signets funéraires, citations et décorations militaires, certificats de décès, notes personnelles, correspondance, photographies... Chaque envoi est accompagné d'une lettre explicative, où l'expéditeur se présente, remercie l'initiative du Mémorial, indique la façon dont il connaît ladite initiative, explicite ses liens avec l'individu qu'il mentionne et raconte, avec plus ou moins de détails, la vie et le parcours dudit individu. Ces écrits interviennent évidemment de nombreuses années après la mort de l'individu ; il convient donc de faire la part des choses entre l'écrit objectif et ce qui est édulcoré ou déformé – de façon inconsciente ou consciente – cinquante ans après les faits. Pour certains individus, nous n'avons pu retrouver de lettre dans les classeurs consultés, alors qu'ils sont inscrits dans le fichier informatique du Mémorial ; sans remettre en cause les informations contenues dans le fichier, cela reste problématique car nous ne savons pas de qui proviennent ces informations : par quel biais, par quel proche tel individu a-t-il été signalé au

---

840 Mémorial National des Scouts Morts pour la France, 4 de la Rue Thiers, 62801 Liévin Cedex. Téléphone du père Hervé Tabourin : 06 74 34 85 29. [memorial@riaumont.net](mailto:memorial@riaumont.net)

841 Vraisemblablement, quelques individus ont été ajoutés à la base de données du Mémorial après 1998 : c'est le cas de Paul Apffel, Marcel Audemard d'Alançon, Jacques et Jean Lallemand, Yves Rodary et Arnaud Taillefer de Laportalère, répertoriés dans la base et pourtant mentionnés dans des lettres et mails datant de 2000, 2002 ou 2003.

Mémorial ? Chaque fond est classé comme suit :

- Tout d'abord, les lettres de proches, envoyées au Mémorial afin de signaler l'individu
- La feuille de renseignements envoyée par le Mémorial à la famille une fois le signalement effectué, complétée et annotée par la famille (ou directement par le Mémorial pour certains fonds, en utilisant les données des lettres) puis renvoyées au Mémorial pour être intégrée à la base de données
- Les documents annexes, tels que les coupures de presse, les lettres, les extraits de notes personnelles, les signets funéraires... sont rangés à la suite de ces feuillets, et ils sont cités dans cet état des sources par ordre d'apparition dans le classeur (c'est très souvent un ordre chronologique). Les lettres des proches peuvent parfois contenir des extraits de notes, de citations militaires, ou de correspondance.

Quand un livre (ou une brochure) est publié sur l'un des individus, il peut être signalé dans les lettres des familles, mais il est classé avec les autres brochures, en dehors du fonds réservé à l'individu ; il fait d'ailleurs souvent l'objet d'une publication, même à petite échelle et à faible tirage, et sa présence au Mémorial peut être tout à fait indépendante d'un signalement par la famille. Les publications, qui sont donc extérieures aux fonds privés, sont mentionnées dans la dernière partie cet état des sources, dans les fonds publics.

## **I. Sources imprimées**

Ces brochure et livres, publiés pour la plupart dans l'immédiate après guerre (1945-1948), sont des hommages rendus à divers individus du mouvement Scout de France. Ces publications ne font pas partie des fonds privés précédemment évoqués – il est de toute évidence matériellement difficile de ranger des livres, de 30 à 300 pages, dans des classeurs sans rendre lesdits classeurs impossibles à manipuler –, mais peuvent évoquer les mêmes individus. Ces publications sont donc rangées par ordre alphabétique d'auteur sur les étagères « Publications et personnalités scouts » du Laboratoire.

*En souvenir du Comte Adrien d'Esclaiques d'Hust*, Lille, Impr. S.I.L.I.C., 1946, 32 p.

*Vie de Louis Courier*, Bonne presse du Centre, 1950, 20 p.

Bessières Albert ; Liénart Achille, *Jacques de Baudus : 1921-1945*, Paris, Bonne presse, 1948, 219 p.



- C. B., *Michel, 1926-1944. Souvenirs*, 1948, 86 p.
- Carichon Christophe, *Une vie offerte : Agnès de Nanteuil, 1922-1944*, Perpignan, Artège spiritualité, 2010, 207 p.
- Gmeline (de) Patrick, *Amyot d'Inville : quatre frères pour la France*, Evreux, Hérissé, 2004
- Guichardan Roger, *Jean Traversat : (Étienne Duché), scout-routier, un héros de la Résistance*, Paris, Bonne presse, 1945, 189 p.
- Harignordoquy P., *Jean Bernier : Souvenons-nous : Prisonnier Stalag VIG Kdo 624 Cologne*, Bar-le-Duc, Comité Fidélité, 1990
- Molette Charles<sup>842</sup>, *Robert Saumont, petit gars de l'Assistance publique, scout-routier, martyr*, Paris, Les Scouts de France, s.d., 15 p.
- Moqc (J-M.), *Pierre Carpentier. Vicaire de Saint-Gilles d'Abbeville. Mort pour la France à 31 ans le 30 juin 1943*, Abbeville, Leclerc, 1999, 91 p.
- Paillerets (de) M., *Toujours plus haut. Notes personnelles de Francis Prieur*, 1945, 47 p.
- Ricart Michel, *Notes et cahiers de Daniel Carlier*, Paris, Presses d'Île-de-France, 1947, 111 p.
- Wetterwald François, *Claude Lerude*, Orléans, Rouam, 1947, 117 p.

## II. Archives privées

Les fonds qui suivent ont tous été consultés au Laboratoire scout, du Mémorial national des scouts morts pour la France de Liévin, dirigé par les frères de la Sainte-Croix de Riaumont. Il n'existe aucun inventaire pour ces archives privées : cet état des sources est donc réalisé à partir des documents consultés, et non à partir d'un état des fonds préalablement réalisé. Cela ajoute une difficulté supplémentaire quant à la provenance de certains documents, pour lesquels il a fallu chercher la provenance en dehors du Mémorial. C'est par exemple le cas de certains articles de presse conservés sans mention d'origine.

Il convient également de préciser que les articles de presse plusieurs fois cités dans des fonds différents ont été photocopiés par le Mémorial afin que chaque fond puisse disposer d'un exemplaire. Il en est de même pour les lettres qui mentionneraient plusieurs individus. Enfin, certains fonds concernent plus d'un individu : le Mémorial a choisi de regrouper, pour certains fonds, les membres d'une même fratrie. Certains individus ne sont pas signalés par un fonds à leur nom mais sont signalés dans d'autres fonds ; les appels de note, tout au long de notre recherche, ont renvoyé ces individus aux fonds correspondants.

---

<sup>842</sup> Monseigneur Charles Molette est le « postulateur général de la cause en béatification collective des martyrs de l'apostolat organisé au sein des travailleurs requis en Allemagne », comme cela est indiqué sur la couverture de la brochure.

#### Fonds relatifs à Étienne Albert (1946)

- *Le Scalp. Circulaire adressée aux Chefs Scouts de France de la Province d'Auvergne*, « Pour la France. Étienne Albert. R.S. de Thiers », avril 1946, p. 1-2

#### Fonds relatifs à Jacques Alibert (1944-1996)

- Lettre de Monique Alibert, février 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1947?], 4 p.

#### Fonds relatifs à Jean-Pierre Alouis (1996)

- Lettre de Daniel Forget, 19 février 1996, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.<sup>843</sup>

#### Fonds relatifs à François Alverny (d') (1995-1997)

- Lettre de S. H. Parisot, 12 octobre 1995, 1 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1995, 1 p.
- Xavier Louis, « Scout et officier, le Commandant François d'Alverny tué au combat contre les Japonais en Indochine », *Bulletin de l'ANAI*<sup>844</sup>, 1<sup>er</sup> trimestre 1997, pp. 14-16

#### Fonds relatifs aux frères Gérard, Hubert et Jacques Amyot d'Inville (1986-1996)

- Lettre de Philippe Amyot d'Inville, 2 février 1996, 2 p.
- Thérèse Haslé, *Louvigné-de-Bais se souvient*, Louvigné-de-Bais, 16 novembre 1986, 8 p.<sup>845</sup>
- Rochatte ; de Roquefeuil, « Trois frères d'armes », *Saint-Cyr. Revue de l'École spéciale militaire interarmes*<sup>846</sup>, juin 1992, n° 42, p. 20-23
- J-M. Deroy, « Le souvenir des trois frères Amyot d'Inville », *Le Courrier Picard*, s.n., 6 mai 1994 [numéro de page illisible]

---

843Lorsqu'un fond ne se compose que d'une feuille de renseignements complétée et annotée par la famille, on peut supposer qu'une lettre a été envoyée par la famille au Mémorial auparavant ; si elle n'est pas présente dans le fonds, elle est rangée ailleurs dans le Laboratoire scout. Dans certains cas, plus rares, le Mémorial remplit lui-même une feuille de renseignements, quand il s'agit de personnalités scoutées connues (comme Guy de Larigaudie par exemple).

844L'ANAI est l'Association nationale des anciens d'Indochine, devenue l'Association nationale des anciens et amis de l'Indochine et du souvenir indochinois.

845La brochure a été réalisée pour l'inauguration de la rue des frères Amyot d'Inville, le 12 novembre 1986, à Louvigné-de-Bais.

846Revue des élèves de l'école spéciale militaire ; les auteurs sont des élèves officiers d'active (EOA), connus seulement par leurs noms de famille.



#### Fonds relatifs à Paul André (1945-1996)

- Lettre de Henri André, 26 octobre 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.
- Extrait du *Journal Officiel*, 6 mai 1945, 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Joël Anglès d'Auriac (1945-1996)

- Lettre de Georges Lorenzi, 15 avril 1994, 2 p.
- Lettre de S. H. Parisot, 12 octobre 1995, 1 p.
- Lettre de Amédée de Miribel, 14 mai 1996, 1 p.
- Lettre de Georges Thill, 28 décembre 1996, 2 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Édouard Anselme (1996)

- Lettre de Maguy Moyne, 30 janvier 1996, 2 p.
- Lettre de Maguy Moyne, 15 février 1996, 2 p.
- Lettre de Maguy Moyne, 17 mai 1996, 2 p.
- Lettre de Maguy Moyne, 16 octobre 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Arbellot du Repaire (1944-1996)

- Lettre de Anne-Marie Arbellot du Repaire, 18 mars 1996, 2 p.
- Lettre de Anne-Marie Arbellot du Repaire, 10 mai 1996, 2 p.
- Photographie de Jacques Arbellot du Repaire, 1944, noir et blanc, 10x15 cm
- Photographie de la tombe de Jacques Arbellot du Repaire, s.d., noir et blanc, 10x15 cm

#### Fonds relatifs à Jean-Marie Auber (1947)

- *Le Chef*, « Témoignage. Capitaine Auber, Jean-Marie », n° 236, mai 1947, p. 37, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Ayrat (1994)

- Lettre de Paul Siméon, 29 décembre 2006, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 2006, 1 p.

#### Fonds relatifs à l'abbé Jacques Baranton (1989-1996)

- Lettre de Ferdinand Charon, 15 janvier 1989<sup>847</sup>, 1 p.
- Lettre de Pierre Baranton, [1996?], 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Agnès Barre de Nanteuil (de la) (1942-2001)

- Lettre de Marc de Coligny, 17 novembre 2001, 3 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Barry (1996)

- Lettre de Christian Chapal, 14 janvier 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Hugues Bartet (1995-1996)

- Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 2 p.
- ANACJF<sup>848</sup> Délégation Alsace, *Hugues Bartet – Un chef*, 1995, 20 p.

#### Fonds relatifs à Henri Batot (1998)

- Lettre de Jean Eblé, 3 mai 1998, 1 p.

#### Fonds relatifs à Charles Baty (1998)

- Lettre de Jean Eblé, 3 mai 1998, 1 p.

#### Fonds relatifs à André Baudinière (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Baudus (de) (1994)

- Lettre de M. de Baudus, 10 décembre 1996, 1 p.
- Lettre de Christian de Baudus, 26 décembre 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 3 p.

---

847Le Mémorial, s'il n'est inauguré qu'en 1995, est vraisemblablement connu dans les « cercles » catholiques et au sein des différentes associations de scoutisme.

848ANACJF : association nationale des anciens des chantiers de la jeunesse française.

- Livre d'or de la V<sup>e</sup> Lille (troupe Lyautey), 4 p. [1945?] : Témoignage de M. Martin, 2 p., Photographie légendée « Jacques de Baudus servant la messe au camp », 1934, 5x8, noir et blanc
- Testament de Jacques de Baudus, 21 janvier 1945, 2 p.

#### Fonds relatifs à Robert Beauvais (1996)

- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Béco (de) (1945-1996)

- Lettre de Marcel Benoît, 10 mars 1996, 2 p.
- Signet funéraire, [1945?], p. 1

#### Fonds relatifs à Yves Beesau (1994)

- Feuille de renseignement complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Paul Bégou (1944)

- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Jean-Pierre Belorguey (1943-1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- « Grande famille », *Le Chef, bulletin mensuel des chefs Scouts de France*<sup>849</sup>, janvier 1943, n° 197, p. 394
- « Carnet de famille », *La Route des Scouts de France*, janvier 1943, s.n., p. 18

#### Fonds relatifs à Jean Beney (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Philippe-Emmanuel Béraud (1943-1996)

- Lettre de Claude Laurent, 20 mars 1996, 2 p.
- Signet funéraire, [1943?], 4 p.

---

<sup>849</sup>*Le Chef* est la revue de tous les chefs de troupe ou de clan du mouvement Scout de France depuis 1922. D'abord éditée et imprimée à Paris, elle est certainement éditée à Lyon comme *La Route* à partir de mai 1940, puisque le scoutisme est interdit en zone occupée.

#### Fonds relatifs à Gaston Bernard (1944 -1996)

- Lettre de Yves Martin et Robert Bouvard, 27 octobre 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 2 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Philippe Bernard (1994)

- Lettre de Pierre Lelong, 11 février 1997, 2 p.
- Lettre de Claude Bernard, 30 mai 2000, 4 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1997, 1 p.
- Photographie de Philippe Bernard, 10x15, noir et blanc [1944?]
- « Avec nos morts », « La région Nord vous parle... », R. P. Delbecq, aumônier routier, p. 7, n° 32, 1er novembre 1947<sup>850</sup>

#### Fonds relatifs à Jean Bernier (1996)

- Lettre de M. Carnet, [1996?], 2 p

#### Fonds relatifs à Alexis Berranger (1944-1996)

- Lettre de Mme Berranger, 10 mars 1996, 2 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Jean Beyler (1996)

- Lettre de Marthe Gimel, 8 mars 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à Henri Bille (1997)

- Lettre de Paul Astruc, 29 janvier 1997, 1 p.
- Lettre de Paul Astruc, 5 avril 1997, 1 p.
- Lettre de Paul Astruc, 9 décembre 1997, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1997, 3 p.
- Foulard scout en tissu de Henri Bille, rouge et vert

---

850Mensuel de la région nord scoute de France

#### Fonds relatifs à Claude Biran-Amade (1996)

- Lettre de Jean-Marc Bienvenu, 11 février 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Lucien Blanot (1944-1998)

- Lettre du sergent-chef Condaro-Madera à Pierre Leroy, 24 décembre 1997, 1 p.
- Lettre de Marcel Vaussanvin à Pierre Leroy, 5 décembre 1997, 1 p.
- Lettre de Marcel Vaussanvin, 6 janvier 1998, 2 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1997, 2 p.
- Signet funéraire, [1944?], 4 p.

#### Fonds relatifs à Maurice Bleton (1994)

- Feuille de renseignement complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Daniel Bô (2003)

- Jean-Charles Oberlé, « Grussenheim. L'histoire au service du présent », *Alsace presse*, 6 juin 2003, 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Bochin (2004)

- Photographie en uniforme scout, noir et blanc, 10x15cm, s.d.
- Coligny (de) Marc, *Pierre Bochin. Saint-Cyrien (1921-1944)*, Tours, imprimerie Bodin-Buzançais, 2004, 17 p.

#### Fonds relatifs à Jean Bodechon (1994-1996)

- Feuille de renseignement complétée, [1994?], 1 p.
- Georges Magniez, « L'Empreinte », *Scoutisme et collection*, n° 44, avril 1996, p. 26-27

#### Fonds relatifs à Louis Boire (1945-1994)

- Feuille de renseignement complétée, [1994?], 1 p.
- Ministère des armées, Commission nationale d'homologation des grades FFI, notification n° 17-898, 18 mars 1947, 1 p.
- Citation à l'ordre du corps d'armée, ordre général n° 17, 14 juillet 1945

#### Fonds relatifs à René Boitier<sup>851</sup> (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Anselme Boivin (1994)

- Feuille de renseignement complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Maurice Bon (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994], 1 p.

#### Fonds relatifs à André Bordes (1996)

- Lettre de Jacqueline Baumann, s.d., 2 p.
- Lettre de Jean Schmidt, 4 janvier 1996, 2 p.
- Lettre de Jean Schmidt, 16 janvier 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Bordier (1982-1996)

- Lettre de Claude de Latrolière, 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « A travers la presse », 1<sup>er</sup> trimestre 1982, n° 9, [numéro de page illisible]

#### Fonds relatifs à Jacques Borgnet (1945-1996)

- Lettre de P. Liénard, 1996, 1 p.
- Lettre de Maurice Lapinte, 10 février 1996, 2 p.
- Lettre de Amédée de Miribel, 14 mai 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Lettre de H. Louasil, 2 juin 1945, 2 p.
- « Le martyrologe de la résistance. Jacques Borgnet », François Lecureil, Bulletin paroissial de Braslou, août 1945, 4 p.
- « Comme au temps des catacombes », Bulletin paroissial de Braslou, août 1945, 1 p.

---

851La feuille de renseignements de René Boitier a été complétée directement par le responsable du Mémorial, et n'a pas fait l'objet d'une lettre d'un membre de sa famille. En effet, cet individu est connu par le Mémorial car il fait partie des cinquante hommes concernés par une cause de béatification collective, en instruction depuis 1988 : la demande de béatification intervient car, comme Marcel Callo, béatifié en 1987 par l'Église catholique, ils ont été déportés pour « apostolat interdit », c'est-à-dire pour pratiques religieuses voire prosélytisme durant leur STO ou en camp de prisonniers. Treize de ces hommes sont scouts, et ils sont répertoriés dans la base de données du Mémorial.

- L'Aigrette, Journal mensuel du district de Tours, novembre 1945, « Souvenons nous. Jacques Borgnet », auteur inconnu, 1 p.

#### Fonds relatifs à André Boubay (1941-1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- « Carnet de famille », *La Route des Scouts de France*, janvier 1943, p. 18
- Signet funéraire, [1941 ?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Jean Bouet (1994)

- Lettre de François Bouet, 2 mars 1994, 2 p.
- Lettre de François Bouet, 23 mars 1994, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1994, 1 p.
- Carte de membre de l'Association Nationale des Scouts de France, s.d., 4 p.

#### Fonds relatifs à Paul Bourcet (1945-1997)

- Feuille de renseignement complétée, 1997, 1 p.
- Lettre de Denis Perret, 4 août 1997, 2 p.
- Lettre de Denise Perret, 18 août 1997, 1 p.
- Certificat d'appartenance aux FFI, n° 3351, 22 janvier 1951, 1 p.
- *Citation à l'ordre du corps d'armée*, ordre général n° 17, 14 juillet 1945

#### Fonds relatifs à Henri Bourgeois (2000)

- Lettre de Philippe Bourgeois, 3 décembre 2000, 1 p.

#### Fonds relatifs à Alain Bourguine (1996)

- Lettre de Léon Bourguine, novembre 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Bouroche (1996)

- Lettre de Georges Ligney, février 1996, 1 p.
- Lettre de Georges Ligney, 11 mars 1996, 1 p.
- Feuille de renseignement complétée, 2 p.

#### Fonds relatifs à Jean Boutin (1944-1996)

- Lettre de Robert Leveau, 13 février 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Guy Bozon (1999-1997)

- Lettre de A. Blanchet, 17 mai 1997, 2 p.
- Signet funéraire, [1994?], 2 p.
- « La Roche, Pâques 1929 », Photographie, de Guy Bozon, 1929, sépia, 5x8cm

#### Fonds relatifs à Paul Braive (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Bernard Braun (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à André Breitenstein (1997)

- Feuille de renseignement complétée, 1997, 1 p.
- André Bottier, « Héros de France et d'Indochine. André Breitenstein », *La Charte*<sup>852</sup>, mars-avril 1997), pp. 23-24

#### Fonds relatifs à Maurice Brenez (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Bernard Bro (1996)

- Lettre de Jacqueline Bro, 23 février 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à Jean Brouchon (1994)

- Lettre de Georges Lorenzi, 15 avril 1994, 2 p.

#### Fonds relatifs à Robert Buisson de Coursson (du) (1996)

- Lettre de Yvonne de Courson, novembre 1994, 2 p.

---

852 Vraisemblablement il s'agirait d'un périodique militaire puisque les auteurs des articles sont des gradés militaires (André Bottier est colonel) ; il s'agit peut être de la revue de l'École militaire de l'air, dont la promotion 1997 porte le nom d'André Breitenstein.



- Lettre de Pierre Philippe du 25 décembre 1996, 1 p.
- Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, 1 p.
- Lettre de Pierre Philippe, 25 décembre 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à François Bureau (1996)

- Lettre de Yann Bureau, 25 février 1996, 3 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 21-27
- François Bureau, Lettre à ses parents, 1<sup>er</sup> septembre 1943, Compiègne, 2 p.
- François Bureau, Lettre à son père, 15 mars 1943, 2 p.

#### Fonds relatifs à Marie-Thérèse Burel (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à l'abbé Bunel (1996)

- Lettre de André Leroy, 12 janvier 1996, 2 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Joseph Cabot (1945)

- Lettre de Claude Deschamps, s.d., 1 p.
- Duché de Bricourt Jacques, *Un héros de la Résistance. Joseph Cabot*, Toulouse, Apostolat de la prière, 1945, 27 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Cadinot (1944-1996)

- Lettre de Michel Cadinot, 14 février 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 4 p.

#### Fonds relatifs à Émile Calis (1996)

- Lettre de José Wemaëre, [1996?], 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Marcel Callo (1995-1996)

- Lettre de Paul Hibout, 11 janvier 1997, 1 p.
- Lettre de Paul Hibout, 28 mai 1997, 1 p.
- Lettre du secrétaire d'État du Vatican L. Sandri à Paul Hibout, 31 octobre 1994, 1 p.
- « Une fête pour le bienheureux Marcel Callo », *A l'écoute*, août-septembre 1995, p. 16
- « Cause de béatification collective des "Martyrs de l'apostolat" », *En prélude au Jubilé de l'an 2000*<sup>853</sup>, avril 1996, 5 p., p. 3-5
- Article « Marcel Callo, le premier scout et jociste béatifié il y a douze ans », p. 8, *Présent*, 25 septembre 1999

#### Fonds relatifs à François Camelot (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Manuel Capel (1995)

- Lettre de René Paya, 4 janvier 1995, 1 p.

#### Fonds relatifs à Daniel Carlier (1998-2000)

- Lettre de Claude Carlier, 1er février 1998, 1 p.
- Lettre de Claude Carlier, 6 septembre 2000, 2 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Carpentier (1996)

- Lettre de Marie-Claude Carpentier, 26 janvier 1996, 3 p.

#### Fonds relatifs à Jean Carré (1944)

- Lettre de Jeannine Carré, 6 février 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Casaneuve (1938-2001)

- Lettre de Charles Duclos, 2 mars 2001, 1 p.
- *Gazette de l'Amicale des FAFI*, 15 décembre 1994, n° 21, 1 p.

---

853 Cette brochure présente, page 3, la liste de tous ceux qui sont concernés par cette cause de béatification collective. Cette liste renseigne leurs noms, le lieu de leur déportation, la date de leur mort et la cause de leur déportation (« apostolat » en tant que scout, membre de la JOC ou de la JEC, membre du clergé...). Cette brochure se trouve dans le fond relatif à Marcel Callo mais nous renseigne donc également sur d'autres individus.

Fonds relatifs à Jacques Catric (1999)

- Lettre de Louis Vannini, 4 octobre 1999, 1 p.
- Lettre de Louis Vannini, 20 octobre 1999, 2 p.

Fonds relatifs à Georges Chancel (1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.

Fonds relatifs à Marcel Chantoiseau (1945)

- Jan Pierre Valdant, « Souvenons nous. Marcel Chantoiseau », *L'Aigrette, Journal mensuel du district de Tours*, novembre 1945, s.n., 2 p.

Fonds relatifs à Jacques Charvet (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

Fonds relatifs à Jean Clad (1995)

- Lettre de Michel Menu, 11 juin 1994, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1994, 2 p.

Fonds relatifs à Marcel Clou (1944)

- Lettre de Yves-Marie Bernard, 5 mai 1996, 1 p.
- Photographie de la tombe de Marcel Clou, s.d., couleur, 10x15 cm
- Extraits de la correspondance de Marcel Clou, 4 novembre 1994-26 novembre 1944, 2 p.

Fonds relatifs à Yves Cohades (1996)

- Lettre de Claude Laurent, 20 mars 1996, 2 p.
- Signet funéraire, 1943, 2 p.

Fonds relatifs à Hubert Coquard (1997)

- Feuille de renseignements complétée, [1997?], 1 p.

Fonds relatifs à Henri Coquelut (1996-1997)

- Lettre de Suzanne Brunmuro, 27 février 1996, 1 p.

- Lettre de Suzanne Brunmurol, 7 mai 1996, 2 p.
- Lettre de Suzanne Brunmurol, 10 janvier 1997, 1 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean de Courrèges d'Ustou (1944-2007)

- Signet funéraire, [1944?], 2 p.
- Lettre de Paul de Courrèges d'Ustou 17 juin 2007, 2 p.

#### Fonds relatifs à Louis Courrier (1945-1994)

- Lettre de M. Carnet, [1996?], 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 2 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Michel Creac'h (1989)

- Lettre de Jean Troussel, 3 janvier 1996, 2 p.
- Lettre de René Peran, 10 février 1996, 1 p.
- Lettre de Rémy Michel, 19 février 1996, 2 p.
- Lettre de Jean Troussel, 18 décembre 1998, 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 2 p.
- Extrait du *Journal Officiel* portant nomination dans la Légion d'honneur, 7 mai 1946, 1 p.
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Calvaire de la Boulaye », n° 40, 4<sup>ème</sup> trimestre 1989, p. 14-15

#### Fonds relatifs à Paul Crouigneau et Philippe Crouigneau (1944)

- Signet funéraire commun, [1944?], 4 p.
- Signet funéraire de Paul Crouigneau [1944?], 4 p.

#### Fonds relatifs à Louis Daniel (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Dazanbuja (1995)

- Lettre de S.H. Parisot, 12 octobre 1995, 1 p.

- Feuille de renseignements complétée, 1995, 1 p.

#### Fonds relatifs à Bernard Delahais (1944)

- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Lucien Delarbre (1996)

- Lettre de Amédée de Miribel, 14 mai 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Delsol (1996)

- Lettre de P. Rocques, 9 mars 1996, 3 p.

#### Fonds relatifs à Albert Denis (1943-1944)

- Photographie de Albert Denis, s.d., noir et blanc, 10x12 cm
- Photographie de Albert Denis, Jean Livecchi et Edmond Wolff, 1943, sépia, 10x12 cm
- État major 1<sup>er</sup> bureau des FFI d'Auvergne, Citation à l'ordre du jour, 28 août 1944, 1 p.

#### Fonds relatifs à Michel Depaulis (1964-1996)

- Feuille de renseignement complétée, [1996?], 1 p.
- *Attestation du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre* n° 93822, 15 octobre 1964, 1 p.
- Citation, décision n° 117, à l'ordre du corps d'armée, de Michel Depaulis, s.d., 1 p.

#### Fonds relatifs à André Deruelle<sup>854</sup> (1996)

- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Lucien Desbordes (1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Michel Deshoulières (1996)

- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.

---

854 André Deruel est connu du Mémorial par un appel téléphonique en janvier 1996 de M. Raemdonck, assistant à la troupe 13<sup>ème</sup> Lille avec André Deruel.

- Lettre de Martil-Guy Deshoulières, 2 avril 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Daniel Despujol (1946-1998)

- Signet funéraire, [1946?], 2 p.
- Lettre de Marc de Coligny, 26 avril 1998, 1 p.

#### Fonds relatifs à Paul Dewaele (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean-Baptiste Diacono (1995)

- Feuille de renseignement complétée, 1995, 1 p.

#### Fonds relatifs à Louis Didion (1994)

- Feuille de renseignement complétée, 1994, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Dimech (1945-1996)

- Lettre de Marthe Gimel, 8 mars 1996, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Photographie de Jean Dimech en uniforme scout, s.d., noir et blanc, 10x15 cm
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Dremeau (1944-1996)

- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.
- Département Saône et Loire arrondissement d'Autun, bulletin de décès n° 398, 29 septembre 1944, 1 p.
- Ministère des armées, commission nationale d'homologation des grades FFI, notification n° 16-785, 25 février 1947, 1 p.
- Ministère des Anciens combattants et victimes de guerre, avis officiel de décès n° 569-193, 28 juillet 1947, 1 p.

#### Fonds relatifs à André Drot (1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Georges Ducassou (1995)

- Lettre de Jacques Dejouy à Pierre Monet, 29 mai 1995, 2 p.
- Lettre de Jacques Dejouy, 18 août 1995, 4 p.

#### Fonds relatifs à Gabriel Duchêne (1945)

- Extraits de la correspondance de Gabriel Duchêne<sup>855</sup>, mars 1945, 1 p.

#### Fonds relatifs à Louis Ducorps (1943)

- Signet funéraire, [1943?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Dufay (1994)

- Feuille de renseignement complétée, 1994, 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Dupont<sup>856</sup> (1946-1996)

- Lettre de Jean-Daniel Dupont, 12 janvier 1996, 1 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.
- Certificat d'appartenance aux FFI n° 0945, 14 mai 1948, 1 p.
- Acte de décès n° 94 année 1945, 17 février 1950, 1 p.
- Médaille de la Résistance Française n° 654/1R, 17 novembre 1967, 1 p.

#### Fonds relatifs à Philippe Dupuis (1996)

- Lettre de Jacqueline Bro, 23 février 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Duquesnay (1994)

- Lettre d'Adrienne Caron, [1994?], 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Eugène Durieux (1944-1996)

- Lettre de A.M. Durieux, 16 mars 1996, 2 p.
- Signet funéraire, [1944?], 4 p.

---

855 Transmis par le chanoine Louis Bos, dans les années 1990.

856 Le fond de Pierre Dupont renseigne également sur le parcours des autres membres du clan Guy de Larigaudie, auquel il appartenait, notamment l'abbé Pierre Dufay, qui en était l'aumônier.

- *Res que Diu*, *Bulletin de liaison des chefs Scouts de France du Haut-Languedoc*, « A Dieu », janvier-février 1945, p. 5-6

#### Fonds relatifs à Adrien Esclaibes d'Hust (d') (1996)

- Lettre de José Wemaëre, [1996?], 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Louis Ewald (1945)

- Lettre de Joseph-Henri Cardona, 4 mars 1998, 1 p.
- Lettre de Pierre Huard, s.d., 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Gaston Facundo (1995)

- Lettre de René Paya, 4 janvier 1995, 1 p.

#### Fonds relatifs à Antoine Faivre d'Arcier (1999)

- Lettre de M. de Boiry-Buchepot, 8 juillet 1999, 1 p.
- Lettre de M. de Boiry-Buchepot, 29 octobre 1999, 2 p.

#### Fonds relatifs à Antoine Fernandez (1995)

- Lettre de René Paya, 4 janvier 1995, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Foillard (1995)

- Lettre de Michel Menu, 11 juin 1994, 1 p.
- Lettre de Yves Godard, 15 mars 1995, 2 p.
- Lettre de Paul Foillard, 27 février 1996, 2 p.
- Lettre de Bernard Cotte, 12 octobre 1997, 1 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à Henri Fromaget (1946-1994)

- Lettre de Norbert Regnier, s.d., 8 p.
- Feuille de renseignement complétée, s.d., 2 p.



- « Avis de décès », *La Haute-Loire*, 11 janvier 1946, 1 p.
- Lettre de Jean Bremas à la mère d'Henri Fromaget, 7 février 1946, 1 p.
- Signet funéraire, [1946?], 1 p.
- Souchal Jean, « Henri Fromaget, martyr oublié », *L'éveil de la Haute-Loire*, 19 février 1994, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Fromentot (1996)

- Lettre de Jacques Fromentot, 14 février 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Fruhauf (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Fuchs (1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.

#### Fonds relatifs à François Garbit (1942-2000)

- Lettre de Colette de Segovia, 26 août 2000, 3 p.
- Lettre de Colette de Segovia, 8 novembre 2000, 4 p.
- Lettre de Jean Laroque à Mme Garbit, 1942, 1 p.
- Lettre de M. de Fenoyl à M. Garbit, 8 février 1942, 2 p.

#### Fonds relatifs à Édouard Garcin (1945)

- Homélie du père Yves Godard, chapelle de l'hôpital Saint Luc de Lyon, 6 mars 1945, 2 p.

#### Fonds relatifs à Guy Gascon (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Michel Gastines (de) (s.d.)

- Lettre de Claude J. Morin, s.d., 1 p.

#### Fonds relatifs à Gérard Gaultier de Carville (1996)

- Lettre de M. de Carville, 24 janvier 1997, 4 p.

- Feuille de renseignement complétée, 1997, 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre-Louis Gérin (1995)

- Lettre de Daniel Forget, 19 février 1996, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Signet funéraire, 1942, 2 p.
- Lettre de Jean Lefebvre, 17 janvier 1942, 1 p.
- Dary Eugène, « A Dieu », *La Route des Scouts de France*, 1<sup>er</sup> février 1942, s.n., p. 3

#### Fonds Arnaud Gèze (1994)

- Feuille de renseignements complétée, 1994, 2 p.

#### Fonds relatifs à Paul Gilbertas (1946-1995)

- Lettre de Yves Godard, 15 mars 1995, 2 p.
- *Le Rondeau de Montfleury : bulletin du Collège, des familles et de l'Union fraternelle paraissant tous les trois mois*, « Paul Gilbertas, déporté politique », 2<sup>ème</sup> trimestre 1946, p. 32-33

#### Fonds relatifs à François Gindre (1941-1996)

- Lettre de Jacques Gindre, 9 janvier 1996, 1 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.
- « Le clan en 1941 », photographie, sépia, 15x10cm, juillet 1941
- Signet funéraire, [1945?], 4 p.

#### Fonds relatifs à Henri Girard (1945-1994)

- Lettre de Mme Paul Demure, 1<sup>er</sup> avril 1996, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Robert Girardot (1994)

- Feuille de renseignement complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Henri Golaudin (1984-1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Calvaires, oratoires, plaques, monuments », n° 17, 1<sup>er</sup> trimestre 1984, p. 20
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Le calvaire de Chambry », n° 19, 3<sup>ème</sup> trimestre 1984, p. 18-19

#### Fonds relatifs à Henri-François Gonard (1946)

- Lettre de Yves Coqueret, 9 avril 1996, 1 p.
- Mouflon tenace<sup>857</sup>, « Témoignages. Henri-François Gonard, témoin du Christ », *Res que Diu, Bulletin de liaison des chefs Scouts de France du Haut-Languedoc*, janvier-février 1946, p. 27-28

#### Fonds relatifs aux frères Bernard, François et Jean Gorce (1945-1996)

- Lettre de M<sup>me</sup> Dimoyat à Marc de Coligny, 10 décembre 1996, 1 p.
- Lettre de M<sup>me</sup> Dimoyat, s.d., 2 p.
- Signet funéraire commun, [1945?], 6 p.
- *Le Scalp. Circulaire adressée aux Chefs Scouts de France de la Province d'Auvergne*, « Pour la France. Jean, François, Bernard Gorce », février 1946, p. 1
- *Le Scalp. Circulaire adressée aux Chefs Scouts de France de la Province d'Auvergne*, « Extraits des notes et lettres de Bernard Gorce », février 1946, p. 2
- Secrétariat général des prisonniers, déportés et réfugiés, certificat n° 63-680 de Jean Gorce, 11 août 1949, 1 p.
- Secrétariat général des prisonniers, déportés et réfugiés, certificat n° 63-681 de Bernard Gorce, 11 août 1949, 1 p.
- Secrétariat général des prisonniers, déportés et réfugiés, certificat n° 63-682 de François Gorce, 11 août 1949, 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Gosselin (1996)

- Lettre de Michel Boullier, 19 février 1996, 3 p.

---

857 « Mouflon tenace » est le nom de totem de l'auteur de cet article ; la totémisation était une pratique courante au sein du scoutisme et consistait à appeler les scouts par des noms d'animaux suivis d'adjectifs, le tout étant censé refléter la personnalité et le caractère des personnes totémisées.

#### Fonds relatifs à Yves Goussard (1965-2007)

- Lettre de François Cartigny, 24 janvier 2008, 1 p.
- Lettre de François Cartigny, 4 février 2008, 1 p.
- Lettre de François Cartigny, 13 février 2008, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, [2008], 1 p.
- « Yves Goussard : le lycéen Résistant. L'engagement – Le combat », *Antilla* n° 1150, 6 juillet 2005, p. 22-24
- « Yves Goussard : le lycéen Résistant. La déportation – Les camps », *Antilla* n° 1152, 20 juillet 2005, p. 31-33
- Lettre du ministère de la Défense à François Cartigny<sup>858</sup>, 25 avril 2006, 1 p.
- François Cartigny, « Yves Goussard est officiellement "mort en déportation" », [2007?], 2 p.

#### Fonds Yves Hennin (2002)

- Mail de Sophie Hennin-Bouhelier, 4 janvier 2002

#### Fonds relatifs à Jean-Marie Hérenguel (1945)

- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Jean Hess (&996)

- Lettre de Claude de Latrolière, 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à François Humières (d') (1994)

- Lettre de Élie d'Humières, s.d., 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 4 p.

#### Fonds relatifs à André Huon (1986-1994)

- Lettre de E. Delacellery, 30 mars 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Monuments scouts », n° 28, 4<sup>ème</sup> trimestre 1986,

---

858 François Cartigny est président du Comité pour un mémorial martiniquais de la résistance, de la déportation et de l'internement.

Fonds relatifs à Charles Husson (1994-1996)

- Lettre de Thierry Husson, 18 mars 1996, 1 p.
- Lettre de Michel Husson, 10 septembre 1996, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Forces aériennes françaises, attestation de citation, décision n° 139, 9 novembre 1944, 1 p.

Fonds relatifs à Jean Huygevelde (1994)

- Lettre de Jean-Marie Dodeur, 18 octobre 1994, 4 p.

Fonds Paul Itier de Saint-Léon (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 2 p.

Fonds relatifs à Henri Ivernois (d') (1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.

Fonds relatifs à Pierre Jacquel (1998)

- Lettre de Jean Eblé, 3 mai 1998, 1 p.

Fonds relatifs à Léon Jail (1944-1996)

- Signet funéraire, [1944?], 2 p.
- Feuille de renseignement complétée, [1996?], 1 p.

Fonds relatifs à François Jalabert (1945-1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 4 p.
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, n° 36, « Communiqués divers. Scouts de France, opération souvenir », 4<sup>ème</sup> trimestre 1988, p. 18
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Chambéry », n° 40, 4<sup>ème</sup> trimestre 1989, p. 15

Fonds relatifs à Jean-Marie Jaquemet (1945)

- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à André Jeunhomme (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Étienne de Joly (1946)

- Signet funéraire, [1946?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Robert Jumel (1940-1994)

- Lettre de Yves Zacchi, 7 décembre 1994, 1 p.
- Lettre de M<sup>me</sup> de Toytot, s.d., 1 p.
- Lettre de Raymond Bresson, 14 novembre 2000, 1 p.
- « Journal intime de Robert Jumel »<sup>859</sup>, 19 juin 1940-17 septembre 1944, 49 p.
- Citation à l'ordre du régiment, n° 314, 9 mai 1943, 1 p.
- Citation à l'ordre du corps d'armée, s.n., 20 août 1944, 1 p.
- Ordre général n° 10, décisions n° 259-260, 10 janvier 1945, 1 p.
- Ordre de la Libération n° 691, 23 novembre 1949, 1 p.
- Grande chancellerie de l'ordre de la Libération, « Sergent-chef Robert Jumel », *Mémorial des Compagnons de la Libération*, 1961, p. 471

#### Fonds relatifs à Maurice Jeunot (1996)

- Feuille de renseignement complétée, [1996?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Kammerlocher (1944)

- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds relatifs au chanoine Marcel Kerbrat (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Michel Kippelen (1994)

---

859 Le journal intime de Robert Jumel a été transmis par sa sœur, M<sup>me</sup> de Toytot, à ses anciens camarades scouts, qui ont rédigé une introduction audit journal.

- Lettre de Louis Kippelen, 6 juin 1996, 1 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Lalande (1943-1946)

- Lettre de Jacques Seminel, 19 juin 1997, 2 p.
- Citation à l'ordre du régiment, 21 janvier 1943, 1 p.
- Extrait du *Journal Officiel* portant nomination dans la Légion d'honneur, 1<sup>er</sup> avril 1946, 1 p.

#### Fonds relatifs à frères Jacques et Jean Lallemand (2002)

- Lettre de François Poupel, 19 janvier 2002, 1 p.
- Le Souvenir français, n° 425, 4e trimestre 1996, « Coudebec-en-Caux », p. 54

#### Fonds relatifs à Jean-Louis Lang (1996)

- Lettre de Jean Mosinski, 6 février 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à René Leconte (1944-1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds relatifs au père Albert Leloup (1945-1996)

- Lettre de Françoise Roustant, 16 mai 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Lettre de H. Laudrin, aumônier divisionnaire, à l'abbé Leloup<sup>860</sup>, 27 janvier 1945, 2 p.
- Extrait du *Journal Officiel* portant nomination dans la Légion d'honneur, 29 juillet 1945, 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Michel Le Prevost (1996)

- Lettre de Yves Le Prevost, 11 février 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Leroy (s.d.)

- Feuille de renseignement complétée, [1996?], 1 p.

---

860 Frère du père Albert Leloup

#### Fonds relatifs à Claude Lerude (1982-2003)

- Lettre de F. Delavaquerie, 8 janvier 1995, 2 p.
- Lettre de René Alexis, 7 mars 1996, 1 p.
- Lettre de René Alexis, 26 février 1996, 2 p.
- Lettre de M. Roidot, 5 mai 1996, 2 p.
- Lettres de prison de Claude Lerude<sup>861</sup>, introduites par le discours retranscrit de René Alexis à la paroisse Saint Paternie d'Orléans, 13 février 1982, 11 p.
- J-M. Flonneau, « 1939-1945 : Quand le Loiret résistait... », *Reflets du Loiret. Le magazine du conseil général*, Orléans, n° 70, juillet-août 2003, p. 24-25

#### Fonds relatifs à Claude Lesoeur (1946-1995)

- Lettre de Paulette Lambert, 20 janvier 1995, 2 p.
- Invitation au service funéraire de Claude Lesoeur, [1946 ?], 1 p.
- *Message, périodique à tous les paroissiens de Malakoff*, « A la glorieuse mémoire de Claude Lesoeur, mort pour la France », Pâques 1946, p. 1-2

#### Fonds relatifs à Gustave Lespagnol (1997)

- Lettre de André Casalis, 17 janvier 1997, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1997, 2 p.

#### Fonds relatifs à André L'Hoste (1945)

- Signet funéraire, [1945?], 4 p.

#### Fonds relatifs à Claude Liard (1929-1996)

- Lettre de [illisible], 1996, 3 p.
- Feuille de renseignement complétée, 1996, 1 p.
- Extrait d'État civil naissance, n° 10, 15 mars 1929, Garches, 1 p.
- Extrait d'État civil décès n° 47, 20 août 1944, Mairie de Craponne-sur-Arzon, 1 p.

#### Fonds relatifs à Yves Loison (1996)

- Lettre de Kathleen Crenshaw-Marchal, 3 mars 1996, 13 p.

<sup>861</sup> Les lettres de Claude Lerude ont été transmises par la famille Lerude à René Alexis, qui les a retranscrites.



#### Fonds relatifs à André Loisy (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Raymond Louveaux (1997)

- Feuille de renseignements complétée, [1997?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Henri Lugan (1945-2002)

- Fiche de renseignements complétée, [2002?], 2 p.
- *Dauphiné. Bulletin de liaison des Routiers du Dauphiné*, décembre 1945, 10<sup>ème</sup> année, n° 1, p. 2
- *Scout*, « 10 août 1944, Vercors », juillet-août 1956, n° 314, p. 4-5

#### Fonds relatifs à Jean Luquet (1949)

- « In Memoriam », *Clefs, revue du groupe du Très Saint Père*, janvier 1949, p. 3-4, 7 p.

#### Fonds relatifs à Bernard Malet-Debeune (s.d.)

- Feuille de renseignements complétée, s.d., 1 p.

#### Fonds relatifs à Michel Malingre<sup>862</sup> (1996)

- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Paul Marchal (1945-1996)

- Lettre de Jean-Paul Caron, 2 janvier 1996, 2 p.
- Lettre de Kathleen Crenshaw-Marchal, 3 mars 1996, 13 p.
- Lettre de Gilbert Baye, 22 août 1996, 1 p.
- Lettre de Kathleen Crenshaw-Marchal, 30 décembre 1999, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.
- Discours pour la pose d'une plaque au lycée de Garçons du Mans, mai 1946, Vincent Malléjac<sup>863</sup>, 3 p.

---

862 Michel Malingre a été signalé au Mémorial par l'appel téléphonique de M. Forestier, le 9 janvier 1996.

863 Ancien Routier et un de ses élèves

#### Fonds relatifs à Pierre Marchal (1996)

- Lettre de Gilbert Baye, 22 août 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Georges Margrimaud (1996)

- Lettre de Claude de Latrolière, 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Marlin (1984-1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Calvaires, oratoires, plaques, monuments », n° 17, 1<sup>er</sup> trimestre 1984, p. 20
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Le calvaire de Chambry », n° 19, 3<sup>ème</sup> trimestre 1984, p. 18-19

#### Fonds relatifs à Michel Mars (1994)

- Feuille de renseignements complétée, 1994, 1 p.

#### Fonds relatifs à Édouard Martin (1944-1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.
- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds Jacques Masson (1994)

- Lettre de François Bouet, 2 mars 1994, 2 p.
- Lettre de François Bouet, 23 mars 1994, 1 p.

#### Fonds relatifs à Georges Mauffait (1944)

- Lettre de l'abbé Limousin, s.d., 1 p.
- Discours prononcé par M. Lacoche [retranscrit], commandant des FFI, aux obsèques de Georges Mauffait, 29 septembre 1944, 4 p.

#### Fonds relatifs à Noël Mauroy (de) (1996)

- Lettre de Jean de Mauroy annotée par Yves Gaudard, 10 avril 1996, 1 p.

- Lettre de Michel Menu, 11 juin 1994, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Molé (1944-1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 2 p.
- *Vaincre, hebdomadaire des FFI des Alpes Maritimes*, « Il est mort avant l'aube », 1<sup>ère</sup> année, n° 11-12, 24 et 31 décembre 1944, 6 p.
- Signet d'invitation au service funéraire et à l'inhumation de Jacques Molé, 1947, 1 p.

#### Fonds relatifs à René Mollard (1996)

- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Joseph Molle (1996)

- Lettre du général Mannessier, 11 février 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs aux frères André, Georges, Pierre et Yves Montel (1945-1996)

- Lettre de Yves Godard, 15 mars 1995, 2 p.
- Lettre de Bernard Roger-d'Albert, 1996, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.
- Jean-Paul Garin, *La vie dure*, Lyon, France, Audin-Tixier, 1945, p. 21-27
- Henri Amoretti, *Lyon capitale: 1940-1944*, Paris, France, Éditions France-Empire, 1964, p. 131-132, 201-203

#### Fonds relatifs à Henri Moreau (1944)

- Signet funéraire, [1944?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Théodose Morel (1995-1996)

- Lettre de Yves Godard, 15 mars 1995, 2 p.
- Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Bernard Morizot<sup>864</sup>(1994)

864 La feuille de renseignements de Bernard Morizot a été complétée directement par le responsable du Mémorial, et

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jacques Motte (de la) (1995-1996)

- Lettre de Yves Godard, 15 mars 1995, 1 p.
- Lettre de Georges-André Labouche, 12 mai 1996, 2 p.

#### Fonds relatifs à René Mouchotte (1996)

- Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Roger Moudurier (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Neufbourg (de) (1945)

- Signet funéraire, 1945, 4 p.

#### Fonds relatifs à Max Nonnon (1996)

- Lettre de Jean Mosinski, 6 février 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Bernard Nouvel (1996)

- Lettre de Pierre Philippe, 29 janvier 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Philippe Pager (1996)

- Lettre de Christian Chapal, 14 janvier 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Amédée Para (1945-2005)

- Lettre de E. Montabord, 19 septembre 1996, 2 p.
- Lettre de Pierre Leroy<sup>865</sup>, 14 octobre 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

---

n'a pas fait l'objet d'une lettre d'un membre de sa famille, car cet individu fait partie des cinquante hommes concernés par la cause de béatification collective précédemment citée.

865 Directeur des archives départementales des Hautes-Alpes.

- « Résumé des activités de 1940 à 1944 des démocrates chrétiens et des scouts de France », note du groupe Scout de France de Gap, s.d., 4 p.
- Richard Duchamblo<sup>866</sup>, « Les Scouts de France (Groupe 2e Gap) », *Maquisards et Gestapo*, Gap, France, Éd. des Hautes-Alpes, 1945, tome 1 [quatrième cahier], p. 51-59
- Photographie de la tombe d'Amédée Para, 1995, couleur, 10x15 cm
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Monuments scouts. A la mémoire d'Amédée Para », n° 37, 1<sup>er</sup> trimestre 1989, p. 15
- Richard Duchamblo, « Amédée Para. Routier Scout de France », *Maquisards et Gestapo*, Gap, France, Éd. des Hautes-Alpes, 2005, tome 2, p. 4-23
- Jean-Jacques Gauthé, « Témoignage Chrétien dans les Hautes-Alpes », *Scoutisme et collection*, n° 57, octobre 1999, p. 51-52

#### Fonds relatifs à Louis Payen<sup>867</sup> (1943-1997)

- Lettre de Georges-André Labouche, 12 mai 1996, 2 p.
- Lettre du frère de Louis Payen, [1997 ?], 1 p.
- Lettre de Jacques Gindre, 8 janvier 1997, 1 p.
- Louis Payen, « Message adressé aux Scouts de la XIX<sup>ème</sup> Lyon »<sup>868</sup>, 1943, 1 p.

#### Fonds relatifs à Tanguy Penfentenyo de Kervéréguin (de) (1945)

- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Roger Perez-Moreyra (1996)

- Lettre de Claude de Latrolière, 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

866 Le père Joseph Richard a mené des actes de résistance durant la guerre sous le pseudonyme de Richard Duchamblo. Après la guerre, il a rassemblé des témoignages sur la résistance et les années 1940-1945 dans les Hautes-Alpes, et les a regroupés en dix-neuf cahiers, qu'il publie en 1945. En 2005, ces cahiers sont réédités de façon posthume, avec l'ajout de quelques brochures, dont celle intitulée "Amédée Para. Routier Scout de France", datant certainement de l'immédiate après-guerre (1945-1947).

867 Le dossier de Louis Payen a été l'objet de tensions : le message adressé aux scouts de Lyon a été vraisemblablement envoyé par Georges-André Labouche en mai 1996, et le mémorial a inscrit, dès lors, le nom de Louis Payen au Mémorial et dans la base de données. Une lettre, que l'on peut supposer un peu plus tardive (datant certainement de 1997), du frère de Louis Payen intervient alors pour demander le retrait du nom du Mémorial (mais non de la base de données). La raison est la suivante : « *Mon frère était chef "Scout de France" aussi je trouve tout à fait ambiguë la publication d'une telle lettre [le message de Louis Payen adressé aux scouts de Lyon en 1943], sans en avoir demandé l'autorisation à sa famille, dans un bulletin qui est celui des "Scouts catholiques de France", mouvement dissident non reconnu par les organisations internationales du scoutisme. Ceci constitue une récupération abusive. [...] Je m'oppose à la publication de son nom sur un mémorial qui contrairement à ce qui a été écrit dans le Pèlerin Magazine du 5 janvier 1996, n'émane pas du mouvement "Scout de France" ».*

868 Le titre du message est donné par celui qui l'a retranscrit, vraisemblablement Georges-André Labouche.

Fonds relatifs à Jean Perier (1945-1996)

- Lettre de M<sup>me</sup> Tailliez, [1996?], 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

Fonds relatifs à Georges Périot (1945-1996)

- Lettre de Georges Lorenzi, 15 avril 1994, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1994, 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

Fonds relatifs à Bernard Perrin<sup>869</sup> (1994)

- Lettre de Françoise Andriot, s.d., 3 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 2 p.

Fonds relatifs à Régis Pignal (1996)

- Lettre de Marie-Paul Pignal, 15 janvier 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

Fonds relatifs à Jacques Pistre (1995)

- Lettre de Claude Marchal, avril 1995, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1995, 1 p.

Fonds relatifs à Jean-Marie Plessier (s.d.)

- Lettre de V. Sequin, s.d., 1 p.

Fonds relatifs à Étienne Pollet (1945)

- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

Fonds relatifs à l'abbé Pierre Porcaro (de) (1994)

- Lettre de Michel Menu, 11 juin 1994, 1 p.

---

<sup>869</sup> La feuille de renseignements de Bernard Perrin a été complétée directement par le responsable du Mémorial, et n'a pas fait l'objet d'une lettre d'un membre de sa famille, car cet individu fait partie des cinquante hommes concernés par la cause de béatification collective précédemment citée.

- Feuille de renseignements complétée, 1994, 2 p.

#### Fonds relatifs à Michel Porion

- Feuille de renseignements complétée, 1994, 1 p.

#### Fonds relatifs à Francis-Paul Prieur (1944-1996)

- Lettre de Thérèse Vacherand, 30 avril 1996, 2 p.
- Signet funéraire, [1944?], 2 p.
- Guy Joseph, « Quand la lampe brûlait dans la tempête », *Scout*, avril 1946, n° 208, p.

#### Fonds relatifs à Maurice Quenot (1996)

- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Roger Réal (1995)

- Lettre de Jacques Dejouy à Pierre Monet, 29 mai 1995, 2 p.
- Lettre de Jacques Dejouy, 18 août 1995, 4 p.

#### Fonds relatifs à Jean-Jacques Rieger (1999)

- Lettre de P. Chrissent, 25 janvier 1999, 1 p.

#### Fonds relatifs à Guy Rigollot (1995)

- Feuille de renseignements complétée, 1995, p. 2

#### Fonds relatifs à Jean Riquet (1996)

- Lettre de André Jullien à André Leroy, 17 avril 1996, 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Yves Rodary (2002)

- Mail de Éric Dubois-Millot, 22 septembre 2002
- Mail de Éric Dubois-Millot, 19 novembre 2002

#### Fonds relatifs à Hélène Roederer (1945-1986)

- Lettre de M. Viart, s.d., 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, s.d., 1 p.
- Signet funéraire, [1945?], 1 p.
- « Celle qui croyait au ciel ; celui qui n'y croyait pas », Jean Bouvier<sup>870</sup>, 12 février 1986, 2 p.

#### Fonds Jean Runz (de) (1996)

- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Robert Saumont (1994)

- Lettre de M. Carnet, [1996?], 2 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Schmutz (1945-1996)

- Lettre de Georges-André Labouche, 12 mai 1996, 2 p.
- Signet funéraire, [1945?], 4 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Schroeder (2000)

- Lettre de Raymond Bresson, 14 novembre 2000, 1 p.

#### Fonds relatifs à Jean Simon-Perret (s.d.)

- Michel Ravault, « Jean Simon Perret. Alias "Milou" à l'État-major "Bayard" », s.d., 2 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Soubeirat (1996)

- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 2 p.

#### Fonds relatifs à Pierre Soulez (1996)

- Lettre de Claude de Latrolière, 1996, 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Abel Tamain (1945)

- Lettre de [illisible], s.d., 3 p.
- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

<sup>870</sup> Professeur d'histoire médiévale à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, décédé en 1987.



Fonds relatifs à Roger Thevenet (1995)

- Feuille de renseignements complétée, [1995?], 1 p.

Fonds relatifs à Jacques Thierry (1945)

- Signet funéraire, [1945?], 2 p.

Fonds relatifs à Gilles Tiberghien (1996)

- Lettre de H. Tiberghien, 1996, 1 p.

Fonds relatifs à Pierre Titland (s.d.)

- Lettre de Gérard Quin, s.d., 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, s.d., 1 p.

Fonds relatifs à Abel Tommy-Martin (1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 3 p.

Fonds relatifs à Guy et Laurent Tommy-Martin (1945-1994)

- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 1 p.
- *Caravane*, « Les Tommy-Martin », n° 29, 20 octobre 1945, p. 26
- *Scout*, « Mercredi matin... », n° 299, 5 février 1955, p. 8-9
- Guy Champenois, « Chronique familiale. Laurent Tommy-Martin », s.d., 3 p.

Fonds relatifs à Jacques Tournemine (de) (1996)

- Lettre de P. Rocques, 9 mars 1996, 3 p.

Fonds relatifs à Ary-Louis Tourret (1945)

- Lettre du père Declany, aumônier des routiers de France, 1944, 2 p.
- Lettre de M. L. Michard-Mercier à la mère de Ary-Louis Tourret, 1944, 2 p.
- Signet funéraire, [1945?], 4 p.

Fonds relatifs à Marc-André Turin (1945-1989)

- Signet funéraire, [1945?], 1 p.
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, n° 36, « Communiqués divers. Scouts de France, opération souvenir », 4<sup>ème</sup> trimestre 1988, p. 18
- *KIM. Revue du réseau Baden-Powell*, « Chambéry », n° 40, 4<sup>ème</sup> trimestre 1989, p. 15

#### Fonds relatifs à Marcel Turlot<sup>871</sup> (1996)

- Lettre de P. Rocques, 9 mars 1996, 3 p.
- Feuille de renseignements complétée, 1996, 2 p.
- Insigne en feutre de croix de promesse, rouge et blanc, 4x4 cm

#### Fonds relatifs à Pierre Vaucelle (1996)

- Lettre de Jean Mosinski, 6 février 1996, 1 p.

#### Fonds relatifs à Roger Ver (1999)

- Lettre de P. Chrissentment, 25 janvier 1999, 1 p.

#### Fonds relatifs à Joseph Vérine (1944-1994)

- Lettre de J. Le Roch, [1994?], 1 p.
- Feuille de renseignements complétée, [1994?], 2 p.
- Insigne métallique de scout-routier, rouge et blanc, 2x4 cm
- Insigne en feutre de croix de promesse, rouge et blanc, 4x4 cm
- Photographie de la tombe de Joseph Vérine, 8 août 1944, sépia, 5x8 cm
- Signet funéraire, [1944?], 4 p.

#### Fonds relatifs à René Vermare (1942-1996)

- Lettre de Charles Odet à Edmond Wolff, 5 janvier 1996, 1 p.
- « Pour les couleurs, envoyez ! », photographie de René Vermare en uniforme scout, été 1942, noir et blanc, 8x10 cm
- Certificat de décès n° 407, dossier n° 18.086, 28 septembre 1946, 1 p.

#### Fonds relatifs à André Zirnheld (1996)

---

<sup>871</sup> Cet individu est également connu par un appel téléphonique de M<sup>me</sup> Verdel, le 8 janvier 1996.

- Feuille de renseignements complétée, [1996?], 1 p.

Fonds relatifs au clan routier Guy de Larigaudie (1946-2000)

- Lettre de Jean-Daniel Dupont, 29 juillet 2002, 1 p.
- *L'Est Républicain*, « Les Scouts de l'abbé Dufay reçoivent la Médaille de la Résistance », 21 juillet 1946, 1 p.
- Jean-Daniel Dupont, « Chronique des lecteurs. Un FFI en 1944 », *Le Souvenir Français*, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, p. 11-13
- *Préfecture du territoire de Belfort*, « Rapport justificatif mentionnant les titres de l'intéressé à la récompense envisagée », cabinet du préfet, s.d., 1 p.

# BIBLIOGRAPHIE

## PARTIE I : OUVRAGES GÉNÉRAUX

### I. Dictionnaires

Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, vol. 8, Strasbourg, 1986

Alary Éric ; Vergez-Chaignon Bénédicte (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Paris, Larousse, 2011

Berstein Gisèle, *Dictionnaire historique de la France contemporaine. Tome I : 1870-1945*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 1995

Broche François, Muracciole Jean-François (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont, 2010

Cointet Jean-Paul ; Cointet-Labrousse Michèle, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000

Leroux Bruno ; Levisse-Touzé Christine (dir.) *Dictionnaire historique de la Résistance : résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006

### II. Méthodologie et ouvrages de référence

Delpu Pierre-Marie, « La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale », *Hypothèses*, 2015/1, n° 18, p. 263-274

Prost Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Points, 2014

Ricœur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000

Rioux Jean-Pierre, « Devoir de mémoire, devoir d'intelligence », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2002/1, n° 73, p. 157-167

Cabanes Bruno ; Piketty Guillaume, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, 2007/3, n° 3, p. 1-1

### III. Ouvrages sur l'histoire de l'intime et du sensible

Ariès Philippe ; Duby Georges ; Prost Antoine ; Vincent G. (dir.), *Histoire de la vie privée. Tome V*,

Paris, Seuil, 1999

Boal David, *Journaux intimes sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 1993

Chartier Roger (dir.), *La sensibilité dans l'histoire*, Saint-Pierre-de-Salerne, G. Monfort, 1987

Curatolo Bruno, Marcot François (dir.), *Écrire sous l'Occupation. Du non-consentement à la Résistance. France-Belgique-Pologne 1940-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011

Piketty Guillaume (dir.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009

Terrier Didier, « Faire de l'histoire à hauteur d'homme », *Revue du Nord*, 2011/2, n° 390, p. 279-282

Vassort Jean, « Les écritures du domestique et de l'intime », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2010/4, n° 57-4, p. 211-217

## *PARTIE II : OUVRAGES SPÉCIALISÉS*

### **I. Histoire de l'Occupation, de Vichy et de la Résistance**

#### **1. Questions historiographiques**

Fondation de la Résistance ; Institut d'études politiques, *Faire l'histoire de la Résistance : actes du colloque international, 18-19 mars 2008*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010

Azéma Jean-Pierre, « L'historisation de la Résistance », *Esprit*, n° 201, janvier 1994, p. 19-35

Douzou Laurent, *La résistance française : une histoire périlleuse : essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2005

Marcot François, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », *Le Débat*, 2013/5, n° 177, p. 173-185

Piketty Guillaume, « De l'ombre au grand jour : l'identité résistante en question », cité dans Cabanes Bruno ; Piketty Guillaume (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009, p. 149-165

Roussio Henry, *Vichy : l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001

#### **2. Histoire du régime de Vichy et de l'Occupation**

Arnaud Patrice, *Les STO : histoire des Français requis en Allemagne nazie, 1942-1945*, Paris,

CNRS éditions, 2014

Azéma Jean-Pierre ; Bédarida François (dir.), *La France des années noires. Tome 1, De la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 1993

Azéma Jean-Pierre ; Bédarida François (dir.), *La France des années noires. Tome 2, De l'occupation à la libération*, Paris, Seuil, 2000

Azéma Jean-Pierre ; Bédarida François (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992

Belot Robert, *Aux frontières de la liberté : Vichy, Madrid, Alger, Londres : s'évader de France sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1998

Burrin Philippe, *La France à l'heure allemande : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995

Cantier Jacques ; Jennings Éric (dir.), *L'empire colonial sous Vichy*, Paris, Jacob, 2004

Delperrié de Bayac Jacques, *Histoire de la Milice*, Paris, Fayard, 1969, p. 199-200

Durand Yves, *La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945*, Paris, Fédération nationale des combattants de guerre, 1980

Eismann Gaël, « L'escalade d'une répression à visage légal. Les pratiques judiciaires des tribunaux du Militärbefehlshaber in Frankreich, 1940-1944 », cité dans Gaël Eismann (dir.), *Occupation et répression militaire allemandes*, Autrement « Mémoires/Histoire », 2007, p. 157

Eismann Gaël, « Maintenir l'ordre. Le MBF et la sécurité locale en France occupée », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n° 98, p. 125-139

Eismann Gaël « Représailles et logique idéologico-répressive. Le tournant de l'été 1941 dans la politique répressive du Commandant militaire allemand en France », *Revue historique*, 2014/1 (n° 669), p. 109-141

Giolitto Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991

Laborie Pierre, *L'opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale : 1936-1944*, Paris, Seuil, 2001

Meyer Ahlrich, *L'occupation allemande en France*, traduit par Hervieux Pascale, Taubes Nicole, Lecanu Florence, Toulouse, Privat, 2002

Michelin Franck, « Décider et agir. L'intrusion japonaise en Indochine française (juin 1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/3, n° 83, p. 75-83

Paxton Robert (dir.), *La France sous Vichy*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 2004

Paxton Robert, *L'armée de Vichy : le corps des officiers français, 1940-1944*, Paris, Seuil, 2005

Pécout Christophe, « Les chantiers de la jeunesse (1940-1944) : une expérimentation pédagogique sous le gouvernement de Vichy », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 234, 2009/2, pp. 53-62

Pécout Christophe, « Pour une autre histoire des Chantiers de la Jeunesse (1940-1944) », *Vingtième*

*Siècle. Revue d'histoire*, n° 116, 2012/4, pp. 97-107

Riedweg Eugène, *Les Malgré nous : histoire de l'incorporation de force des Alsaciens-Mosellans dans l'armée allemande*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2008

Spina Raphaël, *Histoire du STO*, Paris, Perrin, 2017

### 3. Histoire de la Résistance intérieure et de la France Libre

*La médaille de la Résistance française*, collectif, Paris, Lavauzelle, 2002, p. 15-18

*La Marque du courage*, coll., Éditions LBM, Paris, 2005

Aglan Alya, *Le temps de la Résistance*, Arles, Actes Sud, 2008

Boursier Jean-Yves (dir.), *Résistants et Résistance*, Paris, L'Harmattan, 1997

Canaud Jacques, *Le temps des maquis : de la vie dans les bois à la reconquête des cités, 1943-1944*, Sayat, de Borée, 2011

Casalis André, *Cadets de la France libre. L'École militaire*, Panazol, Lavauzelle, 1994

Cointet-Labrousse Michèle ; Cointet Jean-Paul, *La France à Londres : renaissance d'un État, 1940-1943*, Bruxelles, Belgique, Complexe, 1990

Chefdebien (de) Anne ; Galimard-Flavigny Bertrand, *La Légion d'honneur – Un ordre au service de la Nation*, Paris, Gallimard, 2002

Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *La France libre : de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 2014

Dreyfus François-Georges, *Histoire de la Résistance*, Paris, éditions de Fallois, 1996

Gogendeau Bertrand, Philippe Dominique, « Angers, honneur et patrie » : le réseau de résistance angevin dirigé par Victor Chatenay, 1940-1944, Paris, L'Harmattan, 2014

Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1962

Jong (de) Louis, *La Résistance aux Pays-Bas*, Paris, document IHTP, 1965, p. 85-97

Lefranc Pierre, « L'École militaire des cadets de la France libre », *Espoir*, Juin 2003, n° 135, p. 15-17

Marcot François (dir.), *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis. Actes du Colloque international de Besançon, 15-17 juin 1995*, Paris, Les Belles Lettres, 1996

Marcot François, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », *Le Mouvement social*, n° 180, Dossier : pour Une Histoire Sociale de la Résistance, juillet-septembre 1997, pp. 21-41

Mercadet Léon, *La Brigade Alsace-Lorraine*, Grasset, Paris, 1984

Montagnon Pierre, *Les maquis de la Libération : 1942-1944*, Paris, Pygmalion, 2000

- Muracciole Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, PUF, 2012
- Notin Jean-Christophe, *1061 compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération*, Éditions Perrin, 2000
- Pennetier Claude ; Besse Jean-Pierre ; Pouty Thomas (dir.), *Les fusillés (1940-1944) : dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotins en France pendant l'Occupation*, Ivry-sur-Seine, éditions ouvrières, 2015
- Plessis-Couillaud Martine, *Du Maquis Valmy au régiment Valmy, 1943-1944*, S.I. 1985
- Poujade René, « Colonel Marcel Levain », *Revue de la France Libre*, n° 268, 4<sup>e</sup> trimestre 1989, p. 27-29
- Poujade René, « La France libre en guerre contre le Japon en Indochine 1940-1945 », *Fondation de la France Libre*, 2<sup>e</sup> trimestre 1990, n° 37, p. 17-18
- Simonnet Stéphane, *Maquis et maquisards : la Résistance en armes, 1942-1944*, Paris, Belin, 2015
- Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013

## **II. Histoire du catholicisme contemporain**

### **1. Questions historiographiques**

Langlois Claude, « Trente ans d'histoire religieuse. Suggestions pour une future enquête », *Archives des sciences sociales des religions*, n° 63, janvier-mars 1987, pp. 85-114

### **2. Histoire politique et culturelle des catholiques français (1900 – 1945)**

- Bank Jan Théodore ; Baubérot Jean ; Champagne Michèle, *Histoire du christianisme des origines à nos jours. Tome XII, Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Paris, Fayard, 1990
- Cholvy Gérard ; Delmaire Danielle ; Fabre Rémi ; Hilaire Yves-Marie ; Prévotat Jacques, *Histoire religieuse de la France contemporaine. Tome 3 : 1930-1988*, Toulouse, Privat, 1988
- Cholvy Gérard ; Hilaire Yves-Marie (dir.), *Religion et société en France : 1914-1945*, Toulouse, France, 2002
- Lebrun François (dir.), *Histoire des catholiques en France : du XVe siècle à nos jours*, Paris Hachette, 1985
- Le Goff Jacques, Rémond René (dir.), *Histoire de la France religieuse*, Paris, Seuil, 1992
- Poulat Émile, *Une église ébranlée : changement, conflit et continuité, de Pie XII à Jean-Paul II*, Tournai, Casterman, 1980



Rémond René, *Les crises du catholicisme en France dans les années trente*, Paris, Seuil, 1996

### **3. Histoire des catholiques français pendant la Seconde Guerre mondiale**

Bédarida François ; Bédarida Renée, « L'Église catholique sous Vichy : une mémoire trouble », *Esprit*, n° 181, mai 1992, p. 52-66

Bédarida Renée, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945 : entre Vichy et la Résistance*, Paris, Hachette littératures, 1998

Chélini Jean ; Lubac (de) Henri, *L'Église sous Pie XII. Tome 1 : La Tourmente : 1939-1945*, Paris, Fayard, 1983

Comte Bernard, *L'honneur et la conscience : catholiques français en résistance (1940-1944)*, Paris, éditions de l'atelier, 1998

Cointet-Labrousse Michèle, *L'Église sous Vichy : 1940-1945 : la repentance en question*, Paris, Perrin, 1998

Duquesne Jacques, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Seuil, 1996

Fouilloux Étienne, *Les chrétiens français entre crise et libération : 1937-1947*, Paris, Seuil, 1997

Gmeline (de) Patrick, *Amyot d'Inville : quatre frères pour la France*, Evreux, Hérissé, 2004

Molette Charles, « *En haine de l'Évangile* » : victimes du décret de persécution nazi du 3 décembre 1943 contre l'apostolat catholique français à l'œuvre parmi les travailleurs requis en Allemagne (1943-1945), Paris, Fayard, 1993

Molette Charles, *Martyrs de la résistance spirituelle, Victimes de la persécution nazie décrétée le 3 décembre 1943. Dossiers personnels des cinquante candidats à la béatification, replacés dans le contexte de leur apostolat et de la persécution qu'ils ont subie jusqu'à la mort en vertu du décret nazi du 3 décembre 1943 porté contre l'apostolat catholique français, Tome I et II*, Paris, F.-X. de Guibert, 1999

Neviaski Alexis, *Le père Jacques. Carme, éducateur, résistant*, Taillandier, 2015

Zeller Guillaume, *La Baraque des prêtres, Dachau 1938-1945*, Paris, Tallandier, 2015

## **II. Histoire de la jeunesse**

### **1. Définir la jeunesse**

Delpard Raphaël, *La Résistance de la jeunesse française : 1940-1944*, Paris, Pygmalion, 2009

Dereymez Jean-William (dir.), *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001

Granet Marie ; Gros Ginette ; Lévy Claude ; Mermet Pierre, *Les jeunes dans la Résistance : 20 ans en 1940*, Paris, France-Empire, 2007

## **2. Histoire des sociabilités juvéniles catholiques**

Cholvy Gérard, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France XIXe-XXe siècle*, Paris, Cerf, 1999

Cholvy Gérard, Comte Bernard, Feroldi Vincent (dir.), *Jeunesses chrétiennes au XXe siècle*, Paris, éditions ouvrières, 1991

## **3. Histoire du scoutisme, de son implantation en France à la guerre**

Avon Dominique ; Cholvy Gérard, *Paul Doncoeur, s.j., 1880-1961 : un croisé dans le siècle*, Paris, Cerf, 2001

Baubérot Arnaud ; Duval Nathalie, *Le scoutisme entre guerre et paix au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006

Chéroure Marie-Thérèse ; Cholvy Gérard (dir.), *Le scoutisme. Quel type d'hommes, quel type de femmes, quels types de chrétiens ?*, Paris, Cerf, 1994

Croidys Pierre, *Guy de Larigaudie*, Paris, Plon, 1947

Guérin Christian, « Le chef scout de France : l'ordre ou la société, 1920-1960 », *Cahiers de l'Animation* n° 52, 1983, pp. 79-93

Guérin Christian ; Rémond René, *L'utopie Scouts de France : histoire d'une identité collective, catholique et sociale, 1920-1995*, Paris, Fayard, 1997

Laneyrie Philippe, *Les Scouts de France : l'évolution du mouvement des origines aux années quatre-vingt*, Paris, Cerf, 1985

## TABLE DES ANNEXES

ANNEXES.....	215
I.Index lexical.....	215
II.Organigramme : fonctionnement du scoutisme.....	216
III.Textes fondateurs.....	217
1.La promesse scout.....	217
2.La loi scout et les principes.....	217
3.Le cérémonial du départ routier.....	217
IV.Tableau-annexe.....	219
1.Tableau-annexe n° 1 : Parcours et responsabilités scout des prisonniers de guerre....	219
2.Tableau-annexe n° 2 : Responsabilités locales dans des unités au nord de la ligne de démarcation.....	220
3.Tableau-annexe n° 3 : Responsabilités nationales scout pendant la guerre.....	221
4.Tableau-annexe n° 4 : Aumôniers dans le scoutisme clandestin.....	221
5.Tableau-annexe n° 5 : Participants du scoutisme clandestin.....	222
6.Tableau-annexe n° 6 : Hommes de l'armée d'armistice.....	222
7.Tableau-annexe n° 7 : Individus vivant et pratiquant le scoutisme en Afrique du Nord.....	223
8.Tableau-annexe n° 8 : Entrées dans des maquis après le débarquement de juin 1944....	224
9.Tableau-annexe n° 9 : Nombre de morts par motif de mort avant le débarquement de juin 1944.....	226
10.Tableau-annexe n° 10 : Nombre de morts par motif de mort après le débarquement de juin 1944.....	226
11.Tableau-annexe n° 11 : Postérité.....	226
V.Photographies du Mémorial national des scouts morts pour la France (juin 2017).....	227
ETAT DES SOURCES.....	229
I.Sources imprimées.....	230
II.Archives privées.....	231
BIBLIOGRAPHIE.....	268
PARTIE I : OUVRAGES GÉNÉRAUX.....	268
I.Dictionnaires.....	268
II.Méthodologie et ouvrages de référence.....	268
III.Ouvrages sur l'histoire de l'intime et du sensible.....	268
PARTIE II : OUVRAGES SPÉCIALISÉS.....	269
I.Histoire de l'Occupation, de Vichy et de la Résistance.....	269
1.Questionnaire historiographiques.....	269
2.Histoire du régime de Vichy et de l'Occupation.....	269
3.Histoire de la Résistance intérieure et de la France Libre.....	271
II.Histoire du catholicisme contemporain.....	272
1.Questionnaire historiographiques.....	272
2.Histoire politique et culturelle des catholiques français (1900 – 1945).....	272
3.Histoire des catholiques français pendant la Seconde Guerre mondiale .....	273
II.Histoire de la jeunesse.....	273
1.Définir la jeunesse.....	273
2.Histoire des sociabilités juvéniles catholiques.....	274
3.Histoire du scoutisme, de son implantation en France à la guerre.....	274

## TABLE DES MATIERES

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>4</b>
<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>5</b>
<b>TABLE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>8</b>
1.Situation militaire de la France entre septembre 1939 et juin 1940.....	9
2.Des bouleversements dans l'Église catholique de France.....	14
3.Quelle place pour le scoutisme entre 1920 et la défaite française ?.....	20
4.Au croisement de l'histoire religieuse, résistante et juvénile : une historiographie qui interroge l'engagement scout et l'engagement résistant durant la guerre.....	28
5.Une étude des formes de résistance à travers le scoutisme : sources et méthodes.....	32
<b>PARTIE I - 17 juin 1940 – 8 novembre 1942 ; Sous Vichy ou sous l'Occupation, une jeunesse scout entre enthousiasme, défiance et résistance.....</b>	<b>37</b>
<b>Chapitre 1 – 1940 : Le scoutisme à l'épreuve de l'armistice et de ses bouleversements.....</b>	<b>38</b>
I.Des départs ponctuels vers l'Angleterre : une première résistance qui peine à se faire entendre.....	38
1.Militaires et Français vivant dans l'Empire : le faible impact du scoutisme sur l'engagement envers la France Libre ?.....	39
2.Le départ de très jeunes civils.....	43
3.Le patriotisme, premier facteur de l'engagement envers la France Libre ?.....	45
II.Le scoutisme de captivité des prisonniers de guerre (1940 – 1942) : de la relative défiance de l'autorité allemande au soutien spirituel.....	47
1.Comment se développe le scoutisme dans les camps de prisonniers ?.....	49
2.Comment le scoutisme se manifeste-il dans les camps ?.....	50
III.Le scoutisme à l'épreuve de l'armistice et de la clandestinité au nord de la ligne de démarcation.....	56
1.Une organisation bouleversée et touchée par la mobilisation de 1939 et la défaite.....	56
2.Survivre à l'Occupation : le basculement du scoutisme dans la clandestinité.....	58
3.Un scoutisme calfeutré et déguisé.....	62

## **Chapitre 2 – 1940 – 1942 : Des questionnements grandissants ?.....65**

I.Le patriotisme, fer de lance de la pédagogie scout et première justification de l'engagement... résistant ou non.....	65
1.Le prisme patriotique et sacrificiel de l'univers littéraire intellectuel.....	65
2.Armée d'armistice, armée de la France Libre : l'impact très relatif du scoutisme sur les premiers engagements militaires de 1940.....	70
II.Rejoindre la résistance intérieure qui s'organise.....	75
1.Réseaux de renseignements, réseaux d'évasions : la première Résistance (1940 – 1942).....	75
2.Le patriotisme, pilier central et facteur majeur de l'engagement résistant ?.....	77
3.Le scoutisme, répertoire de techniques au service de la Résistance ?.....	79
III.Les Chantiers de la jeunesse, incubateur et retardateur d'engagement de la jeunesse scout ?.....	81
1.Une pédagogie inspirée de la Route qui séduit la jeunesse scout.....	81
2.Le scoutisme, tremplin de la responsabilisation au sein des Chantiers.....	83
3.Des Chantiers... à l'engagement résistant ?.....	88

## **PARTIE II - 8 novembre 1942 – 6 juin 1944 : Résister contre l'Allemand, résister contre Vichy ? Le poids de l'obéissance contre l'engagement dans une Résistance aux formes et aux ennemis multiples.....91**

### **Chapitre 3 – Le choc du STO sur la jeunesse scout, entre « apostolat » et clandestinité....92**

I.De la réquisition à l'organisation des réseaux d'Action catholique.....	92
1.Des réactions individuelles : la convocation et le « choix » du départ.....	93
2.Réaction de l'Église, du scoutisme, les prêtres clandestins.....	97
3.S'organiser en réseaux : l'Action catholique au sein des travailleurs français en Allemagne.....	102
II.Du « missionnaire » au « martyr » : le reproche d'un prosélytisme religieux ou d'un esprit anti-allemand ?.....	109
1.Le décret du 3 décembre et ses fantasmes.....	109
2.Arrestations et motifs de déportation par région.....	111

3. Une relecture de la mort ?.....	114
------------------------------------	-----

**Chapitre 4 – Résistance intérieure, Résistance extérieure, un engagement en hausse et majoritairement solitaire (novembre 1942 – juin 1944).....119**

I. Le choix du maquis : une désobéissance à l'Église, au scoutisme, à l'État.....	119
1. L'apparition des maquis : le dilemme de la clandestinité et de la légalité.....	120
2. Église divisée, des soutiens individuels et des réseaux d'encouragement.....	127
II. Une Résistance intérieure qui s'étoffe de façon majoritairement individuelle.....	131
1. La diversité des réseaux de Résistance intérieure.....	131
3. Un engagement collectif quasi-unique : les routiers de Belfort.....	138
III. Quitter la France pour agir dans l'Empire.....	144
1. Quitter la France : un choix radical ?.....	144
2. Combattre dans l'Empire et au service de la France.....	149

**PARTIE III - 6 juin 1944 – 8 mai 1945 : Du débarquement à la Libération, de l'engagement résistant massif et tardif au sacrifice de sa vie.....154**

**Chapitre 5 – Le débarquement de Normandie ou l'entrée massive en résistance de la jeunesse scout : renouer avec l'idéal du scoutisme ?.....155**

I. La mobilisation générale des maquis.....	155
1. Un engagement massif dans les maquis.....	155
2. Le cas des maquis FTP.....	159
II. La conscience de la mort : la répression radicalisée de la Résistance.....	162
1. Une répression accrue après le débarquement.....	163
2. La conscience de la mort : la spiritualité scout au seuil de la mort ?.....	166
3. Routiers en détention : de l'arrestation à la déportation, la spiritualité scout porteuse de sens et de réconfort.....	169
III. Le combat pour la France : renouer avec l'idéal routier ? .....	172
1. Le service patriotique au cœur de l'idéal routier.....	172
2. S'engager à servir : la dernière promesse ?.....	175

**Chapitre 6 – De la mort à l'hommage : l'engagement scout, l'engagement résistant, un**

<b>vecteur de sacrifice pour la patrie et d'héroïsme chrétien ?.....</b>	<b>181</b>
I.Le retour ultime en France, ou mourir à l'étranger.....	181
1.La libération du territoire, illustration et vecteur d'engagements.....	181
2.L'engagement pour l'Extrême-Orient : entre allégeance à Vichy et résistance aux Japonais, un autre ennemi, une autre résistance ?.....	184
II.Rendre hommage aux morts : la célébration posthume de l'armée et de l'État.....	191
1.A l'instar des engagements, des distinctions quasi-exclusivement individuelles.....	191
2.L'exemplarité célébrée par l'armée : le culte du sacrifice et du dévouement.....	195
III.Mémoire et portrait posthumes : la mort « en service », vecteur d'héroïsme et de sainteté ?.....	199
1.Initiatives locales et nationales pour une histoire relativement méconnue dans le scoutisme.....	199
2.Un modèle de héros chrétiens et scouts : l'apologie de la sainteté scout.....	204
 <b>CONCLUSION.....</b>	 <b>208</b>
 <b>ANNEXES.....</b>	 <b>214</b>
I.Index lexical.....	214
II.Organigramme : fonctionnement du scoutisme.....	215
III.Textes fondateurs.....	216
1.La promesse scout.....	216
2.La loi scout et les principes.....	216
3.Le cérémonial du départ routier.....	216
IV.Tableau-annexe.....	218
1.Tableau-annexe n° 1 : Parcours et responsabilités scout des prisonniers de guerre....	218
2.Tableau-annexe n° 2 : Responsabilités locales dans des unités au nord de la ligne de démarcation.....	219
3.Tableau-annexe n° 3 : Responsabilités nationales scout pendant la guerre.....	220
4.Tableau-annexe n° 4 : Aumôniers dans le scoutisme clandestin.....	220
5.Tableau-annexe n° 5 : Participants du scoutisme clandestin.....	221
6.Tableau-annexe n° 6 : Hommes de l'armée d'armistice.....	221
7.Tableau-annexe n° 7 : Individus vivant et pratiquant le scoutisme en Afrique du Nord.	222
8.Tableau-annexe n° 8 : Entrées dans des maquis après le débarquement de juin 1944....	223

9. Tableau-annexe n° 9 : Nombre de morts par motif de mort avant le débarquement de juin 1944.....	225
10. Tableau-annexe n° 10 : Nombre de morts par motif de mort après le débarquement de juin 1944.....	225
11. Tableau-annexe n° 11 : Postérité.....	225
V. Photographies du Mémorial national des scouts morts pour la France (juin 2017).....	226
<b>ETAT DES SOURCES.....</b>	<b>228</b>
I. Sources imprimées.....	229
II. Archives privées.....	230
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>267</b>
PARTIE I : OUVRAGES GÉNÉRAUX.....	267
I. Dictionnaires.....	267
II. Méthodologie et ouvrages de référence.....	267
III. Ouvrages sur l'histoire de l'intime et du sensible.....	267
PARTIE II : OUVRAGES SPÉCIALISÉS.....	268
I. Histoire de l'Occupation, de Vichy et de la Résistance.....	268
1. Questions historiographiques.....	268
2. Histoire du régime de Vichy et de l'Occupation.....	268
3. Histoire de la Résistance intérieure et de la France Libre.....	270
II. Histoire du catholicisme contemporain.....	271
1. Questions historiographiques.....	271
2. Histoire politique et culturelle des catholiques français (1900 – 1945).....	271
3. Histoire des catholiques français pendant la Seconde Guerre mondiale .....	272
II. Histoire de la jeunesse.....	272
1. Définir la jeunesse.....	272
2. Histoire des sociabilités juvéniles catholiques.....	273
3. Histoire du scoutisme, de son implantation en France à la guerre.....	273
<b>TABLE DES ANNEXES.....</b>	<b>274</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>275</b>



